

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°336

MARS 2013

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : ÖCALAN APPELLE À DÉCRÉTER UN CESSEZ-LE-FEU ET À RETIRER SES COMBATTANTS DE TURQUIE**
- **SYRIE : VERS UNE ÉVOLUTION DE LA GUERRE DANS LES RÉGIONS KURDES ?**
- **IRAK : BAGDAD ET ERBIL TOUJOURS EN DÉSACCORD SUR LE BUDGET**
- **KURDISTAN D'IRAK : HALABJA, 25 ANS APRÈS**
- **LONDRES : RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE KURDE PAR LE PARLEMENT BRITANNIQUE**
- **CULTURE : PARUTION D'UNE « HISTOIRE DE LA SYRIE CONTEMPORAINE », DE MIRELLA GALLETTI**

TURQUIE : ÖCALAN APPELLE À DÉCRÉTER UN CESSEZ-LE-FEU ET À RETIRER SES COMBATTANTS DE TURQUIE

Huit fonctionnaires et agents de sécurité turcs retenus à Qandil depuis deux ans ont été libérés le 13 mars par le PKK, comme premier « geste » du processus de paix initié entre Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du PKK et le gouvernement turc.

Bawer Dersim, un commandant militaire du PKK a déclaré, le jour de cette libération, que « la balle était maintenant dans le camp de la Turquie », même si cette dernière s'est montré sobre dans l'expression de sa reconnaissance, se contentant de saluer le retour des prisonniers, retour qualifié d' « acte humanitaire » par le ministre de l'Intérieur, Muammer Guler, alors que ces enlèvement étaient, eux, des « violations inhumaines des libertés » qui ne devaient plus jamais se reproduire.

Pendant ce temps-là, dans la société civile et politique kurde, on assiste à la fois à une sorte d'effervescence incertaine et d'inquiétude prudente sur les différentes étapes de ce processus. Réunions et plate-formes se multiplient, entre responsables du BDP, le principal parti politique pro-kurde, ceux du DTK qui rassemble des ONG kurdes.

Le président du parti kurde HAK-PAR a exprimé sa conviction que la question kurde ne pouvait être résolue que dans un cadre fédéral (à l'instar du Kurdistan d'Irak, donc) et a aussi insisté sur la nécessité de rédiger une nouvelle constitution. Selon lui, le processus qui s'amorce n'est pas exactement une phase de négociations, mais plutôt une étape de « dialogue et de normalisation » et, s'il soutient le retrait et le désarmement par étapes du PKK, il réclame, lui aussi, des

gestes turcs en parallèle aux avancées kurdes. De même Lütfi Baksi, président du parti KADEP, juge que les Kurdes et le Kurdistan doivent être mentionnés explicitement dans la Constitution, sans quoi il n'y aurait pas de réelle résolution de la question kurde, la citoyenneté « turque » restant un déni de la réalité des Kurdes.

İmam Taşçier (DDKD), critique la seule représentation du BDP dans les rencontres avec Öcalan, en soulignant qu'eux aussi « ont des suggestions ». D'autres, comme Nusrettin Maçın, président du bureau de Diyarbakır pour le parti ÖDP, s'interroge sur le fait de savoir si les rencontres d'İmralı portent sur le seul désarmement du PKK ou sur la question kurde dans son ensemble, en critiquant également le fait que les projecteurs soient braqués sur le PKK, lais-

sant de côté le reste des cercles militants kurdes, même s'il est douteux qu'Erdogan laisse se former un « Conseil national kurde » en Turquie, comme celui des Kurdes de Syrie.

Après avoir reçu le projet rédigé par Öcalan, remis en mains propres par une délégation du BDP, l'Union des communautés du Kurdistan (KCK, soit l'organisation politique du PKK) Murat Karayilan a répondu par lettre à son leader, exprimant son soutien et son adhésion à son plan de paix, tout en lui soumettant les « opinions et propositions » émanant des militants (sans en préciser la teneur) :

« Dans toutes nos réunions, nous avons convenu, nous avons décidé très clairement, que la perspective stratégique mise en avant par notre leader est correcte et que nous y adhérons. Cependant il y a plusieurs préoccupations et problèmes qui nécessitent d'être surmontés .»

Le 18 mars, une autre rencontre entre des représentants du BDP et Öcalan a pu avoir lieu à Imrali et le chef du PKK a ainsi fait monter la pression en annonçant qu'un appel historique serait lu le 21 mars, jour du Newroz, où il serait fait mention d'une démocratisation pour l'ensemble de la Turquie, d'une solution apportée à la question du désarmement et au soutien qu'il attendait de la part des partis politiques et du Parlement turc, ce dernier devant surtout, selon lui, prendre en charge la question du retrait de la guérilla.

Ainsi le 21 mars, à Diyarbakir, devant des centaines de milliers de Kurdes, la députée BDP Pervin Buldan a lu le message d'Öcalan en kurde et son collègue Sirri Sureyya Önder en turc.

S'élevant contre « les mentalités colonialistes, négationnistes et

répressives », Öcalan annonce ainsi une ère nouvelle qui voit s'ouvrir « l'époque de la politique démocratique. Un processus essentiellement politique, social et économique débute. La mentalité qui met l'accent sur la liberté, l'égalité et les droits démocratiques progresse. »

Les seuls points concrets et précis sont la confirmation d'un appel pressant à faire taire les armes pour laisser place à un processus politique et à ce que les « éléments armés » du PKK se retirent de Turquie et le probable abandon de toute forme « d'autonomie » des régions kurdes, car s'adressant ensuite au « cher peuple de Turquie », Öcalan insiste sur l'unité historique des Kurdes et des Turcs qui doit servir à ce qu'ils fondent ensemble une « modernité démocratique » : « L'heure n'est pas à la désunion, à la guerre et aux combats ; l'heure est à l'union, l'alliance, les retrouvailles et le pardon ». Sur le cadre et la structure politique qui serviraient à cette nouvelle société, Öcalan indique que « pour créer ce modèle, il est inévitable de s'inspirer à nouveau des cultures antiques des terres de la Mésopotamie et de l'Anatolie », ce qui ne nous en apprend guère plus.

Plus loin, Kurdes, Turkmènes, Assyriens et Arabes sont appelés, eux aussi, à s'unir au sein d'une « Conférence de la paix et de la solidarité nationale » afin qu'ils « discutent de leurs vérités, s'informent et prennent des décisions » mais cela semble plutôt concerner la Syrie et l'Irak.

Le jour-même, Recep Tayyip Erdogan, alors aux Pays-Bas, déclarait simplement que les opérations militaires turques pourraient cesser si les Kurdes du PKK cessaient le combat. Il a même critiqué, trois jours plus

tard, l'absence de drapeau turc lors des célébrations du Newroz, tâchant ainsi d'apparaître à la fois comme « l'homme qui va sauver la Turquie de la guerre », mais sans trop se compromettre, vis-à-vis d'une opinion publique turque très hostile au PKK, dans le rôle de « l'homme qui a tendu la main aux terroristes ».

L'appel au cessez-le-feu a, bien sûr, été salué par toutes les parties non concernées directement, que ce soit l'Union européenne, les États-Unis, le Secrétaire général de l'ONU et le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak.

Du côté turc, dans la presse, Taraf (un journal de gauche) s'enthousiasmait pour ce « printemps de Turquie ». Milliyet titrait « L'Adieu aux armes » et Hürriyet annonçait de même la fin d'une ère militaire.

Mais à l'intérieur des mêmes journaux, des éditorialistes, comme l'historien Murat Bardakci (Haberturk), faisaient part de leurs doutes et incertitudes sur la possibilité d'une paix fondée sur la seule déclaration d'Öcalan, « après tant d'années, d'affrontements, de deuils » (Fuat Keyman de Milliyet). D'aucuns ont supposé une contrepartie secrète, en raison de l'absence criante de conditions posées de la part d'Öcalan. Sa libération serait-elle en jeu ? Le Premier ministre turc l'a nié avec vigueur, affirmant qu'il ne s'agissait pas d'un « marchandage ».

Du côté kurde, il était aussi prévisible qu'une fois l'exaltation passée, à la relecture, les doutes ou l'incertitude prennent le relais. Ertugrul Ozkok fait ainsi remarquer, dans Hürriyet, qu'en dehors de Diyarbakir, les villes kurdes n'ont pas particulièrement exprimé de liesse ou de soulagement, mais ne sait s'il s'agit là d'une bonne ou d'une mauvaise chose. Bekir Coşkun,

de Cumhuriyet, a demandé carrément quelles concessions la « république turque » avait faite à « celui qui est en prison. »

Seul Taraf continuait d'être porté par l'enthousiasme, sous la plume de l'éditorialiste Ildiray Ogur, qui parlait, lui aussi, d'une autre ère, celle de la seconde république turque, et qu'Öcalan serait le leader qui a résolu la question kurde.

Mais la réaction la plus attendue était celle de la guérilla, concernée au premier chef par la demande de son désarmement et de son retrait des montagnes de Turquie. Comme d'habitude, Murat Karayılan a répondu par un « oui, mais », indiquant que ses combattants se retireraient de Turquie après des pas concrets faits par le gouvernement, qui prouveraient sa « bonne foi », à savoir : La mise en place de commissions dans le processus de décision et de leur application et l'amélioration des conditions de détention d'Öcalan ; l'usage d'un langage pacifique ; prendre ses responsabilités légales et constitutionnelles pour mettre en pratique le projet proposé par le leader ; que les institutions et les groupes de la société civile prennent part au processus.

Gultan Kişanak, co-présidente du BDP, a aussi très vite exigé des garanties de la part des Turcs, afin que ceux qui soutiendraient les initiatives pour le processus ne soient pas, une fois de plus, inquiétés judiciairement, alors que presque tous les représentants politiques kurde ont déjà des procès en cours, quand ils ne sont pas tout bonnement emprisonnés, et que même Hakan Fidan, le chef du MIT et le principal artisan des négociations avec Öcalan, a aussi été accusé par un procureur. Elle exige aussi plus de précisions sur la volonté de la Turquie de se démocratiser réellement.

Erdogan a alors annoncé la formation d'un « Conseil des sages », recruté dans tous les segments de la société, qui aurait une fonction consultative sur le processus. Cette idée avait été lancée auparavant par le leader du parti d'opposition CHP, mais dans l'esprit de Kemal Kılıçdaroğlu, un tel conseil devait être chapeauté par le Parlement et aurait travaillé en partenariat avec une « commission de réconciliation. »

Mais les modalités du retrait de la guérilla ont fait l'objet d'interrogations. Cemil Bayik, un autre haut responsable militaire qui avait été, après 1999, vu comme

un possible successeur d'Öcalan mais que Murat Karayılan a peu à peu évincé, a ainsi déclaré sur Nûçe TV (une chaîne pro PKK) qu'il fallait des garanties légales à un tel retrait, cette demande de « protection » étant relayée par le reste des commandants militaires.

Le Premier ministre Erdogan a, dès fin mars, indiqué que les combattants du PKK devaient déposer les armes avant de se retirer, pour éviter tout accrochage, selon lui. Se retirer pour aller où, le Premier ministre ne l'a pas exprimé clairement, indiquant que cela pouvait tout aussi bien être en Irak (où ils sont déjà bien installés), peut-être en Syrie (où ils viendraient alors grossir les rangs des forces du PYD, ce qui ne plairait peut-être guère au Conseil national kurde syrien, voire même dans « les pays scandinaves » (sic), qui n'ont pas émis de remarques à ce sujet. Enfin, comme une façon de mettre légèrement la pression sur la branche politique afin qu'elle fasse elle-même pression sur la partie combattante, il a fait remarquer que le BDP était encore vu, en Turquie, comme affilié politiquement à une organisation terroriste et que ce parti avait donc tout intérêt à ce que le PKK obtempère rapidement.

SYRIE :

VERS UNE ÉVOLUTION DE LA GUERRE DANS LES RÉGIONS KURDES ?

Depuis le printemps 2011, c'est, au Kurdistan de Syrie, une situation de ni paix ni guerre, selon la ligne du PYD (Parti de l'unité démocratique) mais aussi d'autres partis kurdes très réticents envers les Frères musulmans, où les Kurdes restent à peu près épargnés si l'on compare avec les terribles violences dans les régions arabes. Les Kurdes sont aussi livrés à eux-mêmes, dans une situation de

vide politique et administratif qui rappelle celui laissé par Saddam Hussein quand il s'est retiré de lui-même de la future Région autonome kurde en 1991. S'il y a eu, çà et là, quelques accrochages avec l'armée syrienne, à Alep ou Qamishlo, c'est surtout aux combattants syriens que les forces YPG fermaient le Kurdistan syrien.

Aux derniers jours de février, Asya Abdullah, la co-présidente du PYD

(branche syrienne du PKK) a ainsi exposé que les zones kurdes déjà investies et contrôlées par son parti après le retrait des forces gouvernementales, s'organisaient en communautés autonomes, en incluant les communautés arabes et chrétiennes, et appliquaient le modèle politique prôné par Öcalan, avec des Conseils populaires, des bureaux du Croissant rouge et des Comités de secours, chargés de répartir fuel, pain et divers services dans la population.

Interviewée par le journal arabe Az-Zaman, Asya Abdullah, que l'on entend moins fréquemment que Salih Muslim, l'autre co-président du PYD, ne déviait pas alors de la ligne politique que son parti affichait depuis le début de la guerre en Syrie : à savoir que le PYD n'était pas une branche du PKK, qu'ils « maintenaient des relations avec tous les partis kurdes, y compris ceux du nord de l'Irak (comprendre Gouvernement régional du Kurdistan) et que le PYD est le parti syrien qui avait le plus souffert du régime baathiste ».

Sur les rapports du PYD avec l'Armée syrienne libre, la ligne politique restait celle du refus (en tout cas officiel) de prendre parti pour l'un ou pour l'autre camp et qu'il empêcherait toute incursion dans les régions kurdes (celles de l'ASL et encore plus celles des milices islamistes et djihadistes que les YPG avaient stoppées à Serê Kaniyê). La seule évolution dans cette politique était d'affirmer que le PYD appelait au renversement du régime, ce qui n'était pas si clair au début de la révolte syrienne.

Mais au tout début de mars, cette position du « ni avec le régime ni avec l'opposition » a été nuancée par Salih Muslim qui, ayant rencontré au Caire des membres de la Coalition nationale syrienne, le 27 février, laissait entendre qu'une possible coopération des forces du PYD avec l'ASL pouvait être envisagée sur le terrain ce qui, jusque-là, était fermement écarté. Mais cette coopération militaire se limiterait, si l'on analysait les propos de Salih Muslim, à un partage du terrain et une attitude de non-agression, le président du PYD n'envisageant pas d'envoyer ses forces aider à la libération des villes purement arabes : « Les combattants kurdes n'iront

pas se battre à Damas. Si chacun avait libéré sa ville, la Syrie serait libérée aujourd'hui ».

S'exprimant sur radio Sawa, Salih Muslim a jugé la prise de contact avec Moaz Al-Khatib, le nouveau président du CNS, « amicale et productive » ajoutant que cette rencontre avait eu pour but de « mieux se connaître » et qu'il avait pu dire au chef de la Coalition « qui nous sommes et qui nous représentons », en reprochant que jusqu'ici, le Conseil National syrien (maintenant englobé dans la Coalition) avait refusé d'inscrire la reconnaissance du peuple kurde dans la future constitution syrienne « ou au moins d'écrire sur le papier que le peuple kurde était une composante du peuple syrien ».

Une police d'Asayish a été également instaurée, ce qui a encouru très vite les critiques des autres partis politiques kurdes, accusant ces forces d'être plus une police politique chargée de réprimer toute contestation envers le PYD ou le PKK, et notamment les manifestations régulièrement organisées par les groupes politiques membres du CNK.

Pour empêcher les ripostes, le PYD a voulu imposer un permis de port d'armes à demander aux Asayish avant le 31 mars. Au-delà de cette date, les Kurdes gardant encore des armes non « autorisées » chez eux seraient « sanctionnés ».

Naturellement, les autres partis ou milices refusent de se laisser ainsi désarmés, ce qui déclenche parfois des échanges de tirs, suivis d'arrestations, parfois de négociations et de rabibochages.

Le PYD, du fait qu'il assure aussi la plus grande partie de la gestion administrative des zones kurdes essuie aussi une contesta-

tion de la population. Le 27 mars, des habitants d'Amude ont ainsi manifesté devant le siège du PYD qui a pris le contrôle des compagnies d'eaux et d'électricité, pour protester contre les coupures de courant trop fréquentes. Les YPG ayant tiré en l'air pour disperser le rassemblement, des jeunes Kurdes ont riposté avec des pierres s'attirant des tirs de représailles qui ont touché trois personnes.

Un membre du PYD répondant aux questions de KurdWatch explique que les pénuries d'électricité ne dépendent pas des sociétés locales, que l'électricité est répartie dans tout Hassaké et d'autres endroits. Il accuse aussi la manifestation d'avoir été d'emblée violente, avec certains manifestants armés, et que le Bureau du PYD et celui du Croissant rouge ont été visés par des pierres.

Mais en dehors de ces escarmouches (parfois quelque peu picrocholines) entre Kurdes, les combats qui font rage en Syrie, entre l'ASL et les forces gouvernementales continuaient d'épargner à peu près les régions kurdes jusqu'à la fin mars.

Dans le même temps, aux premiers jours de mars, les YPG décidaient d'avancer leurs positions et de prendre le contrôle de plusieurs villes kurdes jusqu'ici théoriquement encore aux mains des services gouvernementaux.

Ainsi des YPG, soutenus par le Parti progressiste démocratique kurde (proche de l'UPK de Talabani) encerclaient et prenaient le contrôle d'un certain nombre de bâtiments publics et d'autres, servant de QG aux forces de sécurité syriennes, du Renseignement militaire, deux postes de police, un bureau de recrutement, le siège du Baath à Tirbesipî (Al-Qahtaniyah en arabe). Mais les places « reprises » par les YPG avaient

été, là encore, désertées quelques heures auparavant par les Syriens.

Dans la ville de Rumailan, qui a pour particularité d'être à proximité d'un important champ pétrolier, les YPG se sont emparés des QG de la Direction de la Sécurité politique et celle des Renseignements militaires. Cette fois, une dizaine de personnes s'y sont barricadées, pour se rendre finalement, le 2 mars. C'est en tout 33 prisonniers que le PYD a relâchés après quelques heures.

La mainmise sur des régions pétrolières par le PYD s'est accompagnée d'une déclaration d'intention des plus claires, à savoir qu'il serait prêt à « partager les ressources [en hydrocarbures] avec l'opposition syrienne, si les Kurdes en recevaient leur part ». Le PYD entend certainement utiliser ces champs pétroliers comme atout dans ses futures négociations avec l'opposition syrienne, et le commandant général des YPG a déclaré, que « seuls le Conseil Suprême kurde et la Coalition nationale syrienne avaient le droit de débattre du futur des ressources de Hassaké et de l'avenir de la Compagnie pétrolière nationale syrienne. »

Alan Semo, un des porte-parole du PYD pour la région d'Afrin a nettement exposé ces vues, qui ressemblent fort à l'accord sur la gestion des mêmes ressources au

GRK (et qui est un des points litigieux les plus vifs entre Bagdad et Erbil) : « Dans un accord avec un futur gouvernement syrien, les Kurdes gèrent leurs régions. Le pétrole est pour toute la Syrie. Nous sommes une partie de la Syrie – nous ne prenons pas le pétrole, nous voulons prendre notre part dans un accord entre tous les Kurdes, Arabes, et le peuple syrien. »

Alan Semo a aussi envisagé comme « possible » que, en vertu d'un futur accord, les Kurdes puissent fournir les zones libérées par l'ASL en pétrole, ce qui les placerait, évidemment, dans une position de puissance que n'accepteraient probablement pas le CNS pas plus que l'ASL.

Cette « libération » des champs de pétrole par les YPG est cependant dénoncée par les partis kurdes rivaux comme une tromperie, du fait que le Baath aurait choisi, une fois de plus, de laisser la place libre au PYD, sans combat. Ils accusent ainsi ce parti d'avoir en fait passé un accord avec Damas pour « protéger » ces zones pétrolières, en permettant ainsi à l'armée syrienne de ne plus avoir à s'y déployer (ce qui permettrait au gouvernement syrien de renforcer le front arabe des troupes déplacées).

Mais les récentes négociations entamées entre la Turquie et le

PKK peuvent infléchir de façon spectaculaire le terrain des Kurdes syriens. Quelques jours après la déclaration d'Öcalan lue au Newroz à Diyarbakir, Kurdes et combattants de l'ASL joignaient leurs forces contre l'armée syrienne pour prendre possession de Sheikh Maqsd, un quartier kurde d'Alep, et un commandant des YPG déclarait à l'AFP « avoir le même but » que les autres rebelles syriens, soit se débarrasser d'Assad.

Le quartier kurde a été bombardé par l'armée syrienne fin mars, faisant près d'une vingtaine de victimes. Cela a déclenché une vague supplémentaire de réfugiés vers la région d'Afrin, où ils se sont réfugiés soit chez des parents, soit quand il s'agit de Kurdes non originaires de la montagne d'Afrin, dans des bâtiments publics transformés en centres d'hébergement.

Il est donc possible que le processus politique au Kurdistan de Turquie ait aussi des répercussions au Kurdistan de Syrie : les récents combats entre les YPG et l'armée syrienne (sans commune mesure avec les quelques accrochages qui avaient eu lieu l'hiver dernier), que ce soit pour le contrôle d'Alep ou de Qamishlo, peuvent annoncer le début d'un retournement du PYD contre le régime d'Assad et la fin de sa « neutralité » dans le conflit syrien.

IRAK :

BAGDAD ET ERBIL TOUJOURS EN DÉSACCORD SUR LE BUDGET



Après des mois de tension, le Parlement irakien a adopté, le 8 mars, le budget 2013 de l'Irak, qui s'élève à \$11 milliards. En raison du boycott des députés kurdes et de ceux de la liste pro-sunnite Al-Iraqiyya, seuls 168 des 325 membres du Parlement ont pris part à ce vote. Le Gouvernement kurde a dénon-

cé la légitimité de ce vote et a réitéré ses exigences, à savoir que les besoins réels de la Région kurde, compte tenu de son développement, soient pris en compte dans la part du budget irakien qui lui est allouée ; que l'entretien des forces Peshmergas soit pris en charge par le gouvernement central ; que soient enfin payées les compagnies pétrolières étrangères

qui extraient et exportent le pétrole kurde dont les revenus sont encaissés par Bagdad. Les Kurdes ont à nouveau menacé de stopper leurs exportations de brut (prévues pour une quantité de 250 000 barils par jours) tant que l'Irak n'aurait pas payé ses dettes. Selon le député kurde Muhsin Al-Saadoun, le GRK envisageait d'exporter son pétrole et d'en

empocher directement tous les revenus pour se rembourser lui-même. En retour, le gouvernement central menace depuis des mois de déduire le manque à gagner des exportations stoppées du budget prévu pour le GRK.

Le 14 mars, Massoud Barzani s'exprimait publiquement à Erbil, à l'ouverture d'une conférence internationale sur la définition de génocide appliquée aux Kurdes, à l'occasion du 25ème anniversaire du massacre de Halabja. Rappelant que les Kurdes avaient eu un rôle majeur dans la reconstruction de l'Irak, le président du Kurdistan a réaffirmé que son peuple n'acceptera la tutelle de personne » et a insisté sur la nécessité d'appliquer enfin l'accord d'Erbil conclu en 2012.

Malgré la crise politique – ou surtout en raison d'elle – les projets de coopération énergétique se poursuivent entre la Turquie et le Kurdistan d'Irak. Le 30 mars, le Premier ministre turc annonçait sur CNN-Turk qu'un accord commercial était en préparation entre Kurdes et Turcs, qui avait pour but de rendre « plus actif » l'actuel oléoduc transportant d'Irak 70.9

millions de tonnes annuelles de brut. La Turquie souhaite en effet lui adjoindre d'autres oléoducs et gazoducs.

Mais le choix de traiter avec Erbil en se passant de Bagdad n'irrite pas que le gouvernement central irakien. Les États-Unis s'inquiètent depuis longtemps du fossé de plus en plus grandissant entre Arabes et Kurdes. Les velléités d'autonomie énergétique des Kurdes ne sont pas pour rassurer Washington.

Le ministre turc de l'Énergie, Taner Yildiz, a, de son côté, envisagé une « structure » de répartition et de distribution du pétrole irakien dans tout le pays, qui serait assumée et supervisée par Ankara : « Nous acceptons que tous les revenus de toutes les régions de l'Irak appartiennent à tout l'Irak, c'est correct. Dans tout ce que nous faisons, nous devons prêter attention à la sensibilité du gouvernement central. » (Reuters).

De fait la constitution irakienne prévoit (art. 112) que les revenus des ressources de toutes les provinces soient envoyés à Bagdad, qui a en charge de les distribuer

dans chaque gouvernorat ou région fédérale (comme le Kurdistan) selon leurs besoins, lesquels sont estimés en fonction de leur démographie.

Mais cette question de la « répartition » à laquelle Taner Yildiz fait allusion est loin d'être la réponse imparable au conflit, puisqu'elle en est une des sources. Cette disposition, en effet, n'a jamais été vraiment appliquée, en raison de l'absence de recensement de la population depuis les années 1960. Les parts du budget sont donc allouées par estimation des besoins et de la population, et c'est précisément un des litiges entre les Kurdes et Bagdad, qui vient de baisser le pourcentage du budget total qu'elle payait (en principe) à la Région de 17% à 12%. Ce chiffre de 17% avait été fixé après de longues négociations et tensions, entre Bagdad et Erbil, s'étalant sur des années.

Mais comme on peut le voir, chacun peut prétendre s'appuyer sur la constitution irakienne pour juger qu'un accord commercial entre la Turquie et le Kurdistan est ou non légal, tant l'article 112 semble diversement interprété.

KURDISTAN D'IRAK : HALABJA, 25 ANS APRES

Le 7 mars dernier, les habitants de Halabja ont été invités à répondre à un questionnaire, 25 ans après le massacre à l'arme chimique de la population de leur ville, questionnaire élaboré et diffusé par la radio *Dengî Nwe* (La Voix Nouvelle), une équipe composée de l'organisation Spî et de volontaires locaux.

Sur 2500 participants (en 1988, la population était estimée à 80.000 h., 50.000 en 2003), 1359 étaient des hommes 54.36%, 1118 (44.72%) sont des femmes et 23 (0.92%)

avaient oublié ou refusé de mentionner leur sexe.

- 178 personnes ont entre 12 et 18 ans (6.72%).
- 414 entre 18 et 25 (16.56%).
- 345 entre 25 et 30 (13.8%).
- 213 entre 30 et 35 (8.52%).
- 158 entre 35 et 40 (6.32%).
- 230 ont plus de 40 ans 9.2%.
- 962 n'ont pas indiqué leur âge (38.48%).

Niveau d'éducation :

- 62 des participants sont illettrés,
- 82 peuvent lire mais pas écrire,
- 67 peuvent lire et écrire,
- 282 ont été à l'école primaire,
- 363 ont dépassé le primaire,

- 463 ont été en préparatoire,
- 557 dans des instituts et 515 à l'université.
- 39 ont un Master,
- 3 tituent
- 67 participants n'ont pas indiqué leur niveau d'instruction.

Statut marital :

191 participants ne l'ont pas indiqué (7.64%). 1036 ont déclaré être célibataires (41.44%). 1273 sont mariés (50.92%).

Les buts affichés de ce questionnaire sont :

1- Offrir aux gens de la ville la possibilité d'exprimer leurs opi-

nions directement, sans censure, sur l'importance des problèmes concernant Halabja, le crime, les empreintes que cela a laissé, les actions entreprises, les pénuries, les négligences.

2- S'informer du niveau de satisfaction des citoyens envers leurs services.

3- Connaître la participation de la population de Halabja de la façon dont cette commémoration est menée.

Principaux problèmes rencontrés par l'équipe du questionnaire :

1- Le grand nombre de questions et la taille du questionnaire prenaient beaucoup de temps pour le compléter. Mais cela a paru nécessaire aux équipes pour donner des informations assez exhaustives, puisque c'était la première fois qu'une telle enquête était menée.

2- Le temps limité pour remplir le questionnaire était de 75 jours alors qu'un tel questionnaire nécessite plus de quatre mois.

3- La baisse de confiance envers les gouvernements et les organisations fait que beaucoup de gens ont perdu aussi confiance dans ce genre d'activité et refusaient de le lire ou de le remplir.

Les enquêtés avaient, la plupart du temps, le choix entre donner un avis positif ou négatif. Beaucoup de questions ont souvent été laissées sans réponses, soit par manque de temps (les enquêteurs ont indiqué que le questionnaire était long à remplir dans un délai assez court, soit qu'ils ignoraient la réponse ou refusaient de se prononcer.

SUR LA RECONSTRUCTION DE HALABJA :

– **Le gouvernement a-t-il tenu ses promesses ?**

- 1436 personnes ont estimé que

très peu de promesses ont été tenues (57.44%).

- 631 ont dit qu'aucune n'a été tenue (25.24%)

- 179 ont dit que la plupart des promesses ont été tenues (9.16%).

– **Sur les indemnisations financières et morales des victimes :**

- 962 personnes ont un avis négatif (38.48%).

- 676 ont un avis positif (27.04%).

– **Sur la reconstruction des édifices en ruines :**

- 1076 des personnes ont un avis négatif (43.04%).

- 566 réponses sont positives (22.64%).

– **Sur l'aide au logement pour ceux qui ont été touchés par les gaz et/ou qui ont perdu leur famille :**

- 1036 réponses négatives (41.44%).

- 476 réponses positives (19.04%).

– **Sur la reconstruction des routes :**

- 844 réponses positives (33.76%).

- 824 réponses négatives (33%).

– **Sur la construction de nouveaux logements :**

- 890 réponses négatives (35.92%).

- 747 réponses positives (29.88%).

– **Sur l'ouverture d'écoles et d'universités**

1005 réponses positives (40.2%).

652 réponses négatives (26.08%).

– **En tant que citoyen de Halabja, êtes-vous satisfait de l'eau potable ?**

- 1671 réponses positives (66.84%).

- 773 réponses négatives soit 30.92%.

– **Êtes-vous satisfait de la propreté de votre ville ?**

- 1108 réponses positives (44.32%)

- 1392 réponses négatives (53.16%).

– **Êtes-vous satisfait des projets mis en œuvre à Halabja ?**

- 1106 réponses positives (44.24%)

- 1288 réponses négatives (51.52%).

– **Êtes-vous satisfait du gouvernement national (GRK) ?**

- 1577 réponses positives soit 63.08%.

- 870 réponses négatives soit 34.08%.

La commémoration annuelle du 16 mars 1988

– **Célébrez-vous chaque année l'anniversaire [du bombardement] de Halabja ?**

- 732 ont dit OUI (29.28%).

- 735 ont dit PARFOIS (29.4%).

- 861 ont dit NON (34.44%)

NB : les raisons indiquées pour ne pas participer aux commémorations sont les suivantes :

1. Transformer la commémoration en une 'ceremony-party'.
2. Des promesses ont été faites mais pas tenues.
3. C'est juste une commémoration symbolique, simplement pour passer la journée.

– **Qui préféreriez-vous pour être en charge des commémorations du gazage de Halabja ?**

- 308 réponses ont dit les organisations de la société civile (12.32%).

- 285 ont choisi le gouvernement (11.4%).

- 39 participants préfèrent les partis au pouvoir (1.56%).

- 108 les partis politiques (4.32%).

- 263 préfèrent les familles des victimes (10.52%).

- 610 pensent que tous ces groupes et les partis doivent commémorer l'anniversaire tous ensemble. (24.4%).

- 887 n'ont pas répondu (35.48%).
- 66 pensent qu'il faudrait seulement prononcer des discours.
- Êtes-vous satisfaits du rôle des ONG internationales pour faire reconnaître le génocide de Halabja ?
 - 674 réponses sont positives (26.96%).
 - 367 réponses donnent une note moyenne (14.68%).
 - 521 sont négatives (20.84%).
- Comment devrait être commémoré cet anniversaire ?
Les participants avaient trois possibilités (cumulables) :
 - 506 ont dit que des actions artistiques devaient être menées.
 - 1116 ont dit que les vestiges des bombardements chimiques et des documents devaient être présentés.
 - 1079 pensent qu'un comité devrait être formé pour le suivi des promesses faites durant ces anniversaires.
 - 207 disent qu'il faudrait interdire le sacrifice des moutons et de bétail à cette occasion.
- Sur les actions déjà accomplies en général pour la reconnaissance du génocide de Halabja au niveau international :
 - 544 réponses disent que de sérieux efforts ont été faits (21.76%).
 - 983 disent que le gouvernement a été négligent (39.32%).
- Êtes-vous satisfaits des efforts des responsables locaux pour faire reconnaître le massacre de Halabja comme un génocide ?
 - 493 réponses sont positives (19.72%).
 - 364 réponses donnent une note moyenne (14.56%).
 - 789 sont négatives (31.56%).
- Sur le projet de faire de Halabja un gouvernorat à part entière ?
 - 252 réponses sont positives sur le sérieux des autorités dans le projet de faire de Halabja un gouvernorat (10.08%).
 - 1237 sont négatives (49.08%).

SUR LE DEVENIR DE HALABJA :

LONDRES :

RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE KURDE EN IRAK PAR LE PARLEMENT BRITANNIQUE

Le 1er mars, le parlement britannique a voté à l'unanimité pour la reconnaissance du génocide kurde perpétré en Irak de 1987 à 1988. Quant au gouvernement, même s'il ne l'a pas reconnu officiellement, estimant que c'était aux tribunaux pénaux internationaux de le faire et non à des gouvernements, il s'est engagé à œuvrer davantage, tout comme l'opposition, pour faire reconnaître ce génocide à un niveau international.

Cette reconnaissance du parlement britannique clôt une campagne d'un an pour informer les Britanniques sur la réalité du génocide 'Anfal', et après une collecte de près de 28 000 signatures en ce sens.

Le Premier ministre du Kurdistan d'Irak, Nêçirvan Barzani et, quelques jours plus tard, la présidence de la Région du Kurdistan, a salué ce vote et

remercié tous ceux qui ont participé à cette campagne, ainsi que les députés du Royaume-Uni.

« La reconnaissance du génocide par le Parlement britannique fait suite aux reconnaissances similaires des parlements suédois et norvégien l'an passé. Nous les remercions tous et espérons qu'ils inspireront nos amis et les amis des droits de l'homme et de la liberté dans d'autres pays, afin qu'ils fassent de même. Nous devons nous dresser ensemble contre la tyrannie, où qu'elle apparaisse. »

Le ministre des Martyrs et de l'Anfal, Aram Ahmed, a déclaré que ce jour était « une pierre blanche pour le peuple kurde, et surtout pour les victimes du génocide et nous remercions le Parlement britannique pour son soutien à ceux qui ont tant souffert. La décision du parlement et l'attitude positive du gouvernement signifient que nous avons fait un pas de plus vers la justice

et une reconnaissance internationale plus large. »

Bayan Sami Abdul Rahman, représentante du GRK à Londres, qualifie, elle aussi, cette reconnaissance « d'avancée majeure et historique pour tous les Kurdes. Le Parlement a reconnu le génocide à l'unanimité. Le ministre du gouvernement britannique pour le Moyen Orient a été si ému par la plaidoirie passionnée pour la reconnaissance du génocide, qu'il a s'est écarté du discours qu'il avait préparé et s'est engagé à travailler avec l'opposition afin de voir comment le gouvernement pourrait œuvrer de façon plus positive sur le génocide. C'est une évolution très inhabituelle. Nous devons remercier la communauté kurde et tous ceux qui ont signé la pétition, ainsi que tous les membres du groupe parlementaire multi-partiste qui ont parlé de façon si convaincante dans les débats.»

Nadhim Zahawi, qui est le pre-

mier député britannique d'origine kurde, a souhaité que le vote de son parlement soit un encouragement pour que les autres gouvernements, les Nations Unies et l'Union européenne reconnaissent

aussi le génocide. Au cours des débats, il avait évoqué le destin de sa propre famille, qui a fui le régime de Saddam pour la Grande-Bretagne.

En plus de reconnaître les crimes

commis contre les Kurdes lors du génocide, les députés ont aussi souligné les bonnes relations entre la Région du Kurdistan et le Royaume Uni, louant « l'hospitalité des Kurdes et leur optimisme. »

CULTURE : PARUTION D'UNE « HISTOIRE DE LA SYRIE CONTEMPORAINE », DE MIRELLA GALLETTI

Aux premiers jours de mars, le dernier ouvrage sur lequel travaillait Mirella Galletti, avant sa mort a paru, à titre posthume, grâce aux efforts de son neveu Andrea Galletti et de ses amis et collègues.

Intitulé *Storia della Siriana Contemporanea*, l'ouvrage est une réédition et une remise à jour d'un essai déjà paru en 2006, que son auteur avait souhaité réactualiser au vue des derniers événements en Syrie, et qui est ainsi présenté par son éditeur : « Cette histoire de la Syrie, première à paraître en Italie, retrace dans un récit palpitant les évolutions historiques et politiques troublées de cette nation, en consacrant une large place aux aspects culturels de la société syrienne, et à la mosaïque ethnique et religieuse de la région. Exposant les étapes clef de sa route vers l'indépendance, les différents et les conflits avec les pays voisins, les Libanais et les Palestiniens, la genèse de la question kurde, ce livre aide à

comprendre le rôle central de la Syrie dans l'échiquier du Moyen Orient et plonge le lecteur dans l'atmosphère enchantée d'une nation encore mystérieuse et riche de traditions. Cette nouvelle version donne un compte-rendu des événements qui ont eu lieu dans le pays après le « Printemps arabe » : les ombres du régime Al Assad, les tensions avec la Turquie et la position médiane de l'Occident.

La première partie est consacrée à une présentation générale de la Syrie, dans ses aspects historiques et géographiques, avec un chapitre sur les communautés ethniques et religieuses.

Puis on aborde l'histoire de la Syrie divisée en deux parties : la première période est celle du mandat français (1920-1946) suivie du temps de l'indépendance, jusqu'à 2004. Vient ensuite un passage en revue des relations politiques et diplomatiques syriennes avec chacun de ses voisins : la position syrienne dans le conflit israélo-arabe, ainsi que

ses liens avec les pays arabes, puis les rapports avec l'Iran et la Turquie. Pour finir, la situation syrienne en 2005 est actualisée par un chapitre consacré au « Printemps arabe ».

La seconde partie traite de la culture syrienne et de ses intellectuels les plus éminents, ses poètes et ses romanciers. Les Kurdes ne sont pas oubliés : ainsi l'historien Muahmmad Kurd Ali, (1876-1953) et le romancier Salim Barakat. Mirella Galletti rappelle que, à côté de la langue arabe prédominante, la Syrie est un pays multilingue, où cohabitent le kurde, le néo-araméen, l'arménien, le tcherkesse et le turc et que toutes les communautés syriennes préservent très activement leurs particularismes ethniques, religieux et culturels. L'histoire de ses media (presse, radio, télévision) est retracée dès l'époque ottomane avec les premiers périodiques (1865-67). Un aperçu du cinéma syrien et de la musique clôt l'ouvrage, enrichi d'une bibliographie également remise à jour.

Les Kurdes de Syrie prônent un Etat fédéral

« L'Etat centralisé en Syrie a échoué. Seul un Etat fédéral permettra de surmonter la guerre froide entre les différentes communautés »

par Jean-Christophe Ploquin

« Après la chute du régime Assad, il y aura très probablement un conflit armé en Syrie, entre communautés ethniques ou religieuses. Il faudra sans doute des forces extérieures d'interposition pour contenir la situation. Si on veut éviter ce scénario, il faut que l'opposition s'accorde sur un programme qui garantisse les droits des minorités » .

Abdel Hakim Bashar est l'une des figures les plus importantes des Kurdes de Syrie. Le Parti démocratique du Kurdistan de Syrie (PDKS), dont il est le secrétaire général, est un parti frère du PDK de Massoud Barzani, qui dirige le gouvernement de la région autonome kurde au nord de l'Irak. C'est d'ailleurs sous la houlette de ce dernier qu'une quinzaine de partis et de groupuscules kurdes syriens se sont rassemblés en octobre 2011 au sein d'un Conseil national kurde (CNK) qui entend peser pour faire entendre la voix de cette communauté au sein de l'opposition au régime de Bachar Al-Assad.

Le CNK ne fait pas partie de la Coalition nationale syrienne, vaste rassemblement de l'opposition, qui s'est constituée le 11 novembre 2012 à Doha (Qatar). Un siège de vice-président lui est réservé mais qu'il ne souhaite pas, pour l'instant, occuper. Il estime que ses revendications ne sont pas assez prises en compte. Le Conseil national kurde doit aussi tenir compte de la stratégie autonome suivie par le Parti de l'Union démocratique (PYD), émanation de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte pour les droits des Kurdes en Turquie mais qui utilise la Syrie comme base arrière.

Engagé de longue date en politique, Abdel Hakim Bashar a participé à un séminaire qui s'est tenu les 2 et 3 mars à l'Institut kurde de Paris et coorganisé par un centre de recherches de l'université Columbia à Washington. Des experts américains proches du Département d'Etat cherchent en effet à mieux connaître les revendications des communautés minoritaires syriennes. Le séminaire s'est notamment tenu en présence des anciens ambassadeurs de France et des Etats-Unis en Syrie, Eric Chevallier et Robert Stephen Ford, et



Abdel Hakim Bashar, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan en Syrie

de leur homologue norvégien. D'autres rencontres devraient être organisées avec les représentants d'autres communautés.

« La lutte armée, au début, n'a pas été un choix politique »

« Ce qui se passe en Syrie est une révolution contre une dictature barbare qui a perdu toute légitimité démocratique et qui s'est engagé dans une répression sauvage contre son peuple », assure d'emblée Abdel Karim Bashar, lors d'une conférence de presse organisée par l'Institut kurde de Paris et le Club de la presse arabe, au Centre d'accueil de la presse étrangère, devant une quinzaine de personnes. « Face à lui, la lutte armée dans laquelle a basculé l'opposition n'a pas été un choix politique mais une réaction à la barbarie » .

« On se retrouve devant un dilemme complexe »

« Malheureusement, cette lutte armée a pris une coloration ethnico-religieuse avec d'un côté, les musulmans sunnites de l'opposition, de l'autre, les alaouites qui défendent le régime », poursuit-il. « Et l'on se retrouve devant un dilemme complexe : si le régime est victorieux, c'en est fini de nos aspirations démocratiques; si c'est l'opposition armée, nous ne sommes pas convaincus qu'on aboutira à un régime démocratique et nous craignons de voir s'installer une dictature d'une autre couleur. C'est pourquoi un accord politique pour mettre fin à la guerre nous paraît la meilleure option. Mais pour l'instant, les perspectives ne sont pas réunies » .

« La Syrie pourrait se retrouver coupée en deux, comme Chypre »

« Le Conseil national kurde fait partie de l'opposition au régime Al-Assad », insiste-t-il. « Nous disons que Bachar Al-Assad

fait partie du problème, pas de la solution, et que tout dialogue doit aboutir à son départ. Mais il faut comprendre que si on exige sa déchéance, que si on veut le déférer devant la justice internationale, il refusera jusqu'au bout. Et alors, aura-t-on une situation plus stable? Il peut décider de se replier sur la côte, dans la région à majorité alaouite, et alors la Syrie sera coupée en deux, comme Chypre » .

« Des extrémistes radicaux qui insultent les femmes non voilées »

« Si on continue comme aujourd'hui, on aura, d'un côté, le combat qui se poursuivra entre sunnites et alaouites », résume Abdel Karim Bashar, « de l'autre, la lutte entre des factions de l'opposition qui aujourd'hui combattent ensemble mais qui sont hétérogènes et concurrentes idéologiquement. Il y a une opposition modérée mais il y a aussi des extrémistes radicaux. Déjà maintenant, dans les zones qu'ils contrôlent, quand ils arrêtent les bus, certains vérifient s'il y a des femmes non voilées et ils les insultent, ils leur distribuent des Coran. Quand ils entrent dans des maisons, ils cassent les postes de télévision » .

« Des combattants qui sont là pour mourir »

« Parmi eux, il y a les combattants de Jabhat al-Nosra, que les Etats-Unis ont placé sur leur liste des organisations terroristes », ajoute le dirigeant kurde. « Ils sont entre 5000 et 8000. Ce sont des combattants redoutables car ils sont là non seulement pour combattre mais aussi pour mourir. Il y a parmi eux de nombreux étrangers, et pas seulement venus d'autres pays arabes » .

« L'opposition reproduit l'erreur du parti Baas »

« Pour empêcher le scénario du pire, il faut que l'opposition syrienne entérine une révision globale de ses positions », indique Abdel Karim Bashar. « Dès le début, elle a fait des erreurs. Elle a reproduit l'attitude du régime Al-Assad qui a toujours voulu jouer avec les différentes composantes de la population. Elle n'a pas cherché à les intégrer dans un projet global qui les rassure. Elle a fait comme le parti Baas d'Al-Assad qui disait : 'je suis le tout, vous devez adhérer à ma thèse' » .

« L'opposition n'a pas su rassurer les minorités »

« Résultat : la grande majorité des alaouites, des chrétiens, des druzes soutiennent encore le régime, ou se tiennent à l'écart, ou restent silencieux, bien que ses crimes soient aujourd'hui connus. Ils n'ont pas de position claire par rapport à la révolution parce qu'ils craignent d'être persécutés après la chute de Bachar Al-Assad. L'opposition ne les a pas rassurés » .

« Chez les alaouites, il y a eu des ■■■

■■■ opposants au régime »

« Chez les alaouites, dans le passé, il y avait des opposants au régime », argumente Abdel Karim Bashar. « Ils étaient souvent au parti communiste ou dans des mouvements progressistes. Aujourd'hui, ils sont tous du côté du régime car ils redoutent d'être tués après sa chute ».

« Les Kurdes veulent un Etat décentralisé et une Constitution laïque »

« Nous, en formant le Conseil national kurde le 26 octobre 2011, nous avons donné notre vision de la Syrie future », rappelle le secrétaire général du PDK, membre du CNK. « Nous voulons un Etat décentralisé et une Constitution laïque. Nous voulons que l'égalité homme/femme et les libertés de toutes les communautés religieuses et ethniques soient reconnues et inscrites dans la Constitution. Nous appelons à la séparation de la religion et de l'Etat. Nous n'accepterons pas de participer à un Etat où la charia serait la source de la législation et où les femmes seraient privées de droits importants. Et pour les Kurdes, spécifiquement, nous, demandons la reconnaissance dans la Constitution de l'existence et de l'identité du peuple kurde, ainsi que l'abolition de toutes les discriminations ».

« Les minorités représentent 45 % de la population du pays »

« La démocratie est possible en Syrie si on respecte et si on soutient toutes les minorités », explique Abdel Karim Bashar. « Les Kurdes, les alaouites, les chrétiens, les Druzes, et toutes les autres, représentent 45 % de la population du pays. Il est impossible de revenir à un Etat centralisé. Cela conduirait à une guerre civile communautaire qui déboucherait sur une guerre régionale car les enjeux déborderaient les fron-

tières. Un Etat fédéral serait la solution adéquate pour faire face à ces difficultés. Malheureusement, jusqu'à présent, la communauté internationale, et surtout la conférence des Amis du peuple syrien, ne prêtent pas assez attention aux problèmes des minorités ».

« Convaincre les minorités que la chute du régime est dans leur intérêt »

« La question-clé, c'est de rassurer les minorités », insiste le dirigeant kurde. « Il faut leur donner des garanties sur leur avenir, répondre à leurs craintes. Il faut les convaincre que la chute du régime est dans leur intérêt. Il ne s'agit pas que des alaouites. Par exemple au sud, il y a un conflit majeur entre les Druzes et les bédouins. La situation y est très tendue. En l'absence d'un projet très élaboré où chacun trouvera sa place, on aura une guerre qui provoquera une intervention étrangère ».

« On ne peut laisser l'avenir se construire par hasard »

« Moi, j'étais à la conférence de Doha qui a conduit à la création de la coalition nationale syrienne », insiste Abdel Karim Bashar. « J'ai présenté les priorités du Conseil national kurde : 1) comment aboutir à la chute du régime; 2) quelles sont les alternatives démocratiques; 3) comment garantir les droits de toutes les composantes du peuple syrien. Mais les autres ne s'intéressaient qu'au premier point. Nous sommes en fait d'accord sur deux points : la chute du régime et le droit à la citoyenneté. Pour le reste, le Conseil national kurde estime qu'on ne peut pas laisser l'avenir se construire par hasard. Il faut une vision d'avenir commune, un accord sur des points stratégiques en vue de créer un nou-

vel Etat. C'est d'autant plus important que nous assistons depuis quelques années à un recul de la vision laïque ».

Des combats à Ras-al-Ayn

Les Kurdes, dont la population est concentrée au nord du pays dans les régions de Hassakeh, Ras-al-Ayn et Affrin, sont d'autant plus prudents qu'ils constatent parfois des situations étonnantes sur le terrain. « Depuis trois semaines, il y a des combats à Ras-al-Ayn qui ne profitent qu'au régime de Damas », signale Abdel Karim Bashar. « On a vu arriver des groupes de l'Armée syrienne libre venus d'ailleurs. Cela a dégarni d'autres fronts en Syrie. Cela prépare le terrain à un conflit entre Arabes et Kurdes ».

« La Turquie soutient des salafistes »

« Nous demandons à la Turquie d'intervenir pour stopper la pénétration de ces groupes armés, qui arrivent par son territoire », ajoute le dirigeant kurde. « La Turquie soutient l'opposition syrienne, y compris des groupes salafistes liés à Al Qaïda. Paradoxalement, en agissant ainsi, elle rend service au régime syrien et au PYD qu'elle est censée combattre ».

« La Russie détient les meilleures cartes »

Abdel Karim Bashar constate par ailleurs que, parmi les acteurs internationaux, « la Russie détient les cartes les plus fortes ». « Elle renforce son rôle par rapport aux Amis du peuple syrien. Elle a bien fait comprendre qu'elle ne lâchera pas la Syrie. Il y a trop d'enjeux politiques, diplomatiques, stratégiques pour elle, et peut-être des secrets liés à la présence d'armements en Syrie qu'elle doit préserver. Il faut reconnaître son rôle prééminent ». □

Des forces spéciales américaines entraînent des rebelles syriens en Jordanie

Par Georges Malbrunot

Des instructeurs américains entraînent des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) passés en Jordanie, nous affirme une source militaire française au Moyen-Orient.

« Ils structurent, encadrent et donnent des conseils aux insurgés syriens depuis la fin de l'année dernière », poursuit notre source.

Cette formation se déroule au « King Abdallah special operation training center » (Kasotec) situé au nord d'Amman, la capitale jordanienne.

Les membres des Forces spéciales américaines participent à cette instruction en

vue de renforcer la capacité d'action des opposants à Bachar el-Assad. Ceux-ci peinent en effet face à la supériorité aérienne de l'armée syrienne. Des Forces spéciales britanniques et une poignée de Français aident également les rebelles syriens, toujours au Kasotec.

Les Forces spéciales américaines déployées en Jordanie font également « des pénétrations en territoire syrien » pour surveiller les armes chimiques du régime. Leur dissémination aux mains des djihadistes ou du Hezbollah libanais pro-iranien suscite la plus grande inquiétude en Israël, aux Etats-Unis mais également chez l'allié russe de Bachar el-Assad.

Nous révélions l'autre jour que des unités Delta des Forces spéciales américaines étaient déployées à Harissa au nord de Beyrouth. Officiellement pour la formation de leurs homologues libanaises. Mais en fait, ces unités Delta font également de la pénétration en territoire syrien.

Hier à Rome, John Kerry, le nouveau secrétaire d'Etat américain, a annoncé des aides non léthales à la rébellion syrienne (gilets par balles, véhicules blindés et de l'entraînement). Mais comme souvent lors d'un conflit, les Forces spéciales n'ont pas attendu les annonces officielles pour passer à l'action. Dans le plus grand secret, bien sûr... □

Quand les soldats turcs bizutent les Allemands

Les forces allemandes déployées à la frontière syrienne sont victimes d'humiliations

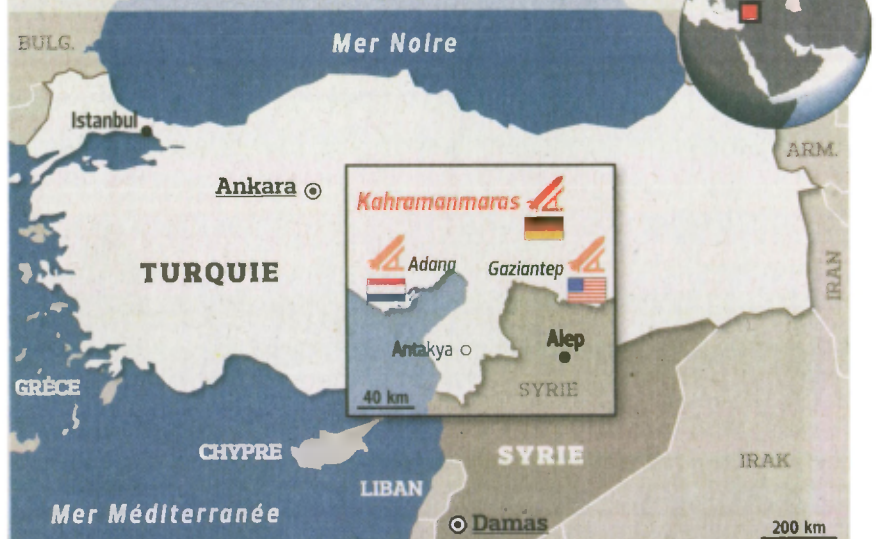
PATRICK SAINT-PAUL
CORRESPONDANT À BERLIN

ARMÉES Les soldats allemands déployés en Turquie n'en peuvent plus du bizutage infligé par leurs alliés ottomans. Stationné dans la ville de Kahramanmaras (Sud), à la demande d'Ankara, dans le cadre de la mission de l'Otan visant à protéger la frontière turque contre d'éventuelles attaques syriennes, à l'aide de missiles Patriot, le contingent de la Bundeswehr essuie brimades et humiliations depuis son arrivée sur place, il y a un mois. Berlin tente de calmer le jeu alors qu'un rapport parlementaire allemand alarmiste insiste sur les difficultés des troupes allemandes sur place.

Lors de sa visite en Turquie, la semaine passée, la chancelière allemande avait loué la mission de l'Otan comme un exemple de coopération germano-turque, renforçant l'amitié entre les deux pays. Mais, selon le rapport du médiateur parlementaire allemand auprès des armées, Helmut Königshaus (FDP), chargé d'assurer le respect des droits des soldats, les forces allemandes sont loin d'être les bienvenues en Turquie. Il juge la « coopération avec les autorités turques problématique dans l'ensemble » et réclame des « mesures immédiates ».

Habitues à une propreté irréprochable, y compris lors d'opérations dans des conditions difficiles, comme en Afghanistan, les troupes allemandes ont été horrifiées en découvrant l'état de la caserne que leur a réservée l'armée turque. Des excréments leur arrivaient jusqu'aux genoux dans les installations sanitaires, selon le rapport. Et l'état déplorable des dortoirs a contraint les quelque 280 soldats de se loger dans des hôtels.

Les batteries allemandes, néerlandaises et américaines de missiles Patriot de l'Otan déployées en Turquie



La tension a atteint son pic, fin février, lors de la visite du ministre allemand de la Défense, Thomas de Maizière. Arguant que la caserne accueillant la Bundeswehr reste un territoire turc souverain, les soldats turcs ont contraint la Bundeswehr de retirer tous les drapeaux allemands et les pancartes portant des noms de villes allemandes. Le général turc commandant la caserne a bousculé une soldate de la police militaire allemande, qui bloquait sa voiture pour laisser passer le convoi du ministre allemand. Selon un rapport médical, elle aurait essuyé plusieurs coups et seule l'intervention musclée de soldats allemands lui aurait épargné un passage à tabac.

« Fossé culturel »

Reconnaissant une « situation difficile »

le ministère allemand de la Défense tente de tempérer en évoquant des « différences culturelles » et en affirmant qu'Ankara fait tout pour améliorer l'accueil des forces allemandes. En février, un groupe de cinq soldats de la Bundeswehr avait déjà été agressé par des manifestants nationalistes turcs alors qu'ils faisaient des achats dans un marché.

Les incidents illustrent les relations particulièrement sensibles entre la Turquie et l'Allemagne. En 2005, la Turquie a entamé des négociations d'adhésion avec l'UE, mais le processus patine, notamment en raison de l'opposition de l'Allemagne. Selon Berlin, Ankara ne remplit pas les critères d'adhésion à l'Union européenne. L'un des obstacles est lié à la question de Chypre, dont l'armée turque occupe la partie nord depuis 1974. □

Irak: 48 soldats syriens tués dans une embuscade

Les militaires étaient entrés en Irak pour fuir les violents combats qui se sont déroulés ce week-end du côté syrien de la frontière entre les deux pays. Leur convoi a été attaqué par des obus de mortier, des armes automatiques et des mines.

Quarante-huit soldats syriens ont été tués lundi dans une embuscade tendue par des inconnus contre leur convoi en Irak, où ils étaient entrés pour fuir les violents combats qui se sont déroulés ce week-end du

côté syrien de la frontière. Neuf Irakiens ont également été tués dans l'embuscade.

Les soldats syriens avaient franchi la frontière par le point de passage de Yaaroubiyeh où de violents combats avaient opposé samedi l'armée syrienne aux rebelles luttant contre le régime du président syrien Bachar al-Assad, a indiqué le colonel Mohammed Khalaf al-Dulaimi, des forces de protection de la frontière.

Obus de mortier, armes automatiques et mines

Les soldats avaient été transférés par les autorités irakiennes de la province de Ninive, frontalière de la Syrie, vers Bagdad. Ils retournaient vers la frontière dans la province de Anbar (ouest), pour être remis aux autorités syriennes quand l'attaque a eu lieu, a-t-il expliqué.

Leur convoi a été attaqué de deux côtés par des obus de mortier, des armes automatiques et des mines, détruisant trois véhicules, tuant 42 soldats syriens et sept Irakiens, et blessant huit Syriens et quatre Irakiens. Ce bilan a été confirmé par le commandant Ali Juwair al-Dulaimi, du Commandement des opérations de Anbar. (AFP) ■

A rebel commander fights on many fronts

ANTAKYA, TURKEY

BY NEIL MACFARQUHAR

Gen. Salim Idris, convinced that the last stand of the Syrian Army in the long, grisly fight to control Aleppo will take place soon at the Academy of Military Engineering, dreads the moment.

It is not just the 2,000 or so well-armed soldiers already holed up there, inside the square-kilometer campus on Aleppo's eastern outskirts. Nor is it the reinforced concrete bunkers built under every building to withstand an Israeli air raid.

The toughest part for him is his fondness for both the officers in charge and the campus itself. When he defected in July 2012, General Idris, now chief of staff of the rebel forces, was a brigadier in the Syrian Army and dean of the academy after teaching there for 20 years.

"I cannot imagine that we will attack the academy," General Idris said in a wide-ranging interview in a hotel cafe. "All the officers inside the academy are my colleagues. I don't want to fight against them; I don't want to see them killed or injured. I hope they leave before we attack."

General Idris, 55, a stocky figure with a neatly trimmed mustache who was wearing a dark suit and tie, said he planned to deploy outside the academy when the fight begins, to make one last-ditch attempt to persuade his old colleagues to defect.

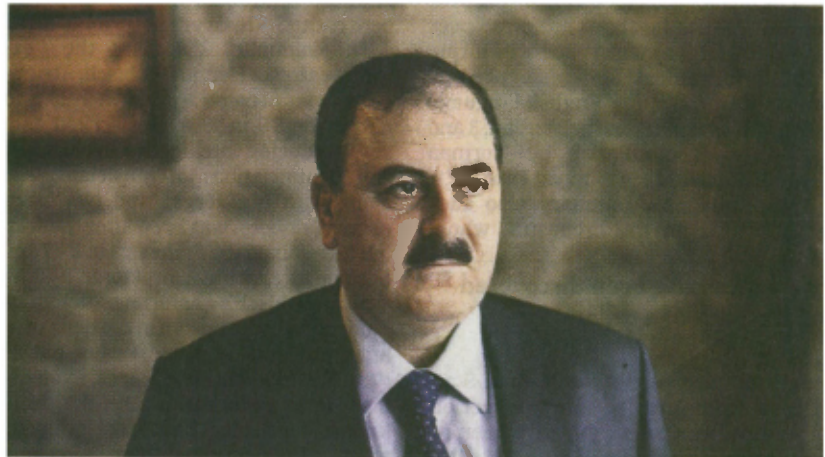
"We cannot do anything about it if they don't," he said with a shrug.

Much of Syria's future rests on General Idris's success on the battlefield. Critics say the newly unified command structure he presides over lacks both the ground presence and the heavy weapons that are so desperately needed. Without both, they say, it will be impossible for him to forge a cohesive force from the thousands of fractious, fiercely independent rebel brigades arrayed against the still formidable military of President Bashar al-Assad.

Under intense pressure from Western and Arab backers, hundreds of Free Syrian Army commanders gathered in Turkey last December to select a 30-member Supreme Military Council, which in turn chose General Idris as chief of staff.

They unified, grudgingly, because they were promised heavy weapons, they said, in particular anti-aircraft and anti-tank weapons, and other, nonlethal aid.

Some has materialized, although not



DANIEL LETTER FOR THE NEW YORK TIMES

Gen. Salim Idris said much of the aid promised to his forces had not materialized.

With an unsteady supply of weapons, the new head of anti-government forces faces a credibility gap.

nearly enough to transform the rebel effort, General Idris said. He spoke before Secretary of State John Kerry pledged \$60 million in additional nonlethal aid and training this week.

Previous American aid seemed to amount to a trickle of small, odd lots. The Americans gave him nine ordinary black and gray Toyota pickup trucks, for example. General Idris kept three to move around with his staff and turned over the rest to field commanders. The communications equipment provided is too weak to reach across the country, he said, so he uses Skype. There were enough fatigues from the United States

The communications equipment provided is too weak to reach across Syria, he said, so he uses Skype.

for 10,000 soldiers, which were nowhere near enough, given the roughly 300,000 rebel fighters, he said.

In addition to planned training efforts by the Americans, General Idris is urging Washington to train handpicked commando teams to help secure Syria's suspected stock of chemical weapons if the government teeters. As for financial support, General Idris said very little had been forthcoming.

"We were promised a lot," he said, "but when the moment of truth arrives,

they think a lot and give very little."

General Idris and various aides say that some 70 percent to 80 percent of the field commanders are loyal to the joint military command, but other opposition leaders and rebel commanders say the number shrinks continuously because of the credibility gap created by the lack of a reliable weapons supply.

"He is excellent, well respected and well liked — he has a clean past," said Emad ad-Din al-Rashid, an opposition leader in Istanbul. "But the problem is that the Supreme Military Council is not a good representative of the battalions on the ground."

There is also no shortage of field commanders who say the council leaders are too identified with the Assad government and have too little battlefield experience.

"He is a professor, not a soldier," said Abu Abdelrahman al-Suri, the pseudonym of a commander of Ahrar al-Sham, a jihadi fighting movement.

General Idris and his officers bristle at such criticism, rattling off their years of military training and pointing out that they defected at great personal risk.

Like many Syrian officers, General Idris joined the military to escape rural poverty. He was one of nine children raised by a farmer who grew grain in a hamlet called al-Mubarakiyah, near Qattinah Lake just south of Homs.

He left in 1977, eventually spending six years training in East Germany, where in 1990 he earned a Ph.D. in wireless communications. At the academy, he taught digital electronic design. He married and had five children, but planned to retire to his village.

An attack in May 2012 on al-Mubarakiyah pushed him to defect. He called the generals he knew in the area,

hoping to ward off the assault. None called back. The army killed three people and arrested 70, including his wife's only brother. He has not been released.

When news of the attack reached Aleppo, General Idris pretended to his fellow officers that nothing was amiss. "I could not tell them that the army came and destroyed the village — they would have arrested me, accused me of being a traitor who supported the revolution."

He had just poured his savings into building his dream retirement house. It was destroyed, too. "I had not sat in my house for even an hour," he said wistfully.

General Idris, soft-spoken and humble compared with many military men, said he received hundreds of telephone calls daily, some angry, from commanders across Syria.

He dispatches what he can. But he described a mysterious system whereby unknown donors pay money to arms dealers within Syria. When he requisitions

supplies, the black marketers fill the orders if the accounts are full. He can usually get the Kalashnikov bullets, rocket-propelled grenades and small mortars that he needs. But if the accounts are empty, he gets nothing.

Many rebel battalion commanders were civilians before the uprising. Having organized a brigade from a few hundred men in their villages, they balk at taking orders and refuse to coordinate attacks.

"They want everything from the chief of staff — weapons, ammunition, money," General Idris said. "But if you ask them what did you do with the ammunition and weapons, and how did you spend the money, well, they don't like any commander to ask them what they are doing. But we cannot work in this way."

General Idris said he could work with most of the Islamist factions fighting in Syria, putting their number at about 50 percent of the rebels. The exception was al-Nusra Front, blacklisted by the

United States. He said that they were helpful in the fight — estimating that they had 3,000 men — but it was the only group he labeled extremist.

For security, General Idris rarely sleeps in the same place for two nights running. He takes the dangers he faces with a little black humor, interrupting the interview to call his wife "to tell her that I am still alive."

Over all, General Idris said he thought the war was progressing well for the rebels. The government was resorting to tactics like long-range Scud missile attacks because it lacked soldiers, he said, but the rebels needed the supplies promised by Western and Arab leaders more than ever.

"I would like to say to the decision makers in these countries, you cannot only listen to the news about Syria and watch the TV, to see the massacres and the destruction and wait," he said. "If you still delay the decision to support Syria, you might take the decision when it is too late. Then Syria will be like Somalia."

Herald  Tribune

TUESDAY, MARCH 5, 2013

Syrian rebels seize city, reports say

BEIRUT

Keeping control of Raqqa could signal turning point in other areas of country

BY HANIA MOURTADA,
ALAN COWELL
AND RICK GLADSTONE

Syrian rebel fighters seized much of the contested north-central city of Raqqa on Monday after days of heavy clashes with government forces, smashing a statue of President Bashar al-Assad's father in the central square and occupying the governor's palace, according to activist groups and videos uploaded to the Internet.

If the insurgents manage to gain and retain control of Raqqa, capital of Raqqa Province, it would signify a potentially important turn in the two-year Syrian conflict. Raqqa, a strategic city on the Euphrates River, would be the first provincial capital completely taken over by the armed resistance to Mr. Assad.

For the government, the loss of Raqqa would diminish the prospects that Mr. Assad's military, now fighting on a number of fronts, could retake a vast swath of northern and eastern Syria from the rebels.

The Raqqa news coincided with re-

ports from Iraq that at least 40 Syrian soldiers who had taken temporary refuge from rebels on the Iraqi side of the border on Sunday were killed on Monday as the Iraqi military was transporting them back into Syria on a bus. Iraqi officials said the bus was damaged by bombs and that unidentified gunmen killed most of the occupants. If confirmed, it would be the most deadly case of cross-border violence between Iraq and Syria since the Syrian conflict began.

Rebel videos posted on YouTube about the Raqqa takeover included the destruction of a statue of Hafez al-Assad, the former president and father of the current president, whose family's four-decade-long control of the country is now threatened by the insurgency. Footage showed anti-Assad activists pulling down the statue down, its head smashing in the fall.

The Local Coordination Committees, a network of anti-Assad activists in Syria, said the governor's palace in Raqqa had been seized by insurgents. An activist reached by phone in Raqqa, Abu Muhammad, said he also believed that the palace had been "completely liberated." The whereabouts of its loyalist occupants was not clear.

"The only place still under control of the regime, in the entire province of Raqqa, is the military security building," the activist said. "Clashes are rag-



ing there right now between the heroes of the free army and regime forces."

Raqqa had been under insurgent siege for days, but a breakthrough came Saturday when government forces abandoned the city's central prison. The Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based anti-Assad group with a network of observers inside Syria, said fighters from Al Nusra Front and other insurgent units seized the prison and released hundreds of inmates.

Earlier Monday, anti-Assad activists reported heavy fighting was raging between rebels and government forces backed by tanks and warplanes in Homs, the central Syrian city that had been relatively quiet recently.

Details of the clashes were imprecise, but the Syrian Observatory said fighting flared in several neighborhoods of Homs after government forces had launched an offensive to dislodge rebels on Sunday.

An activist in Homs, contacted via Skype, who identified himself as Abu Bilal, said there had been a succession of "explosions that shook the entire



A Syrian Army officer briefing soldiers on Monday for an offensive in Aleppo. Clashes in Raqqa have shifted attention from Aleppo after months of attempts by the insurgents to storm it.

city” on Monday and clouds of black smoke blanketed some neighborhoods. The Local Coordination Committees said there had been “fierce and continuous shelling from heavy artillery and rocket launchers” directed at insurgents in several areas.

The clashes seemed to shift attention from Aleppo, where fighting had swirled for days around the Khan al-Asal police academy in Aleppo, Syria’s most populous city and once regarded as its economic heart, after months of attempts by the insurgents to storm it.

Both sides in the civil war, which started as a peaceful uprising almost two years ago and has now claimed an estimated 70,000 lives, acknowledged relatively high death tolls in the fighting for Khan al-Asal.

On Monday, the U.S. secretary of state, John Kerry, criticized Russia and Iran for continuing to ship arms to the Assad regime.

Mr. Kerry has sought to enlist Russia’s cooperation for a political solution to the war and met last week with Foreign Minister Sergey V. Lavrov. But Mr. Kerry said in Riyadh that Russia had continued to send weapons to forces loyal to Mr. Assad.

“Believe me, the bad actors, regretably, have no shortage of their ability to get arms — from Iran, from Hezbollah, from Russia, unfortunately,” Mr. Kerry said in a joint news conference with the Saudi foreign minister, Prince Saud al-

Faisal.

Mr. Kerry attended an international conference in Rome last week that was convened to show backing for the Syrian opposition.

He appeared to welcome some outside efforts to provide military support to rebels in Syria, even though the Obama administration has decided not to send arms. Asked if there was a danger that arms sent by Saudi Arabia might fall into the wrong hands, Mr. Kerry said that it was important to put pressure on the Assad government.

“There is no guarantee that one weapon or another might not, at some point in time, flow into the wrong hands,” he said. “But I will tell you this: there is a very clear ability now in the Syrian opposition to make certain that what goes to the moderate, legitimate opposition is in fact getting to them, and the indication is that they are increasing their pressure as a result of that.”

Alluding to efforts to provide military support, the Saudi foreign minister said, “Morally, we have a duty.”

He added that the Assad regime was firing missiles at population centers in Syria at times of the day when civilians were concentrated. “Nobody who has done that to his citizens can claim a right to lead a country,” he said.

While it has decided not to send arms, the Obama administration said it would send food and medical supplies to the

armed wing of the Syrian opposition. Britain is expected to soon announce a package of nonlethal military assistance, like vehicles.

Mr. Kerry had a working lunch on Monday with Mahmoud Abbas, the president of the Palestinian Authority, who was visiting Riyadh along with leaders from the Gulf states. The meeting comes two weeks before President Barack Obama and Mr. Kerry are planning to travel to Israel, Palestinian areas and Jordan to hear ideas for trying to revive the Middle East peace effort.

On Iran, Mr. Kerry repeated the American refrain that time was running out for a diplomatic solution regarding Iran’s refusal to accept internationally verified limits on its nuclear program. He reiterated the argument that allowing Iran to develop nuclear weapons would encourage nuclear proliferation and heighten tensions in the region.

“But talks will not go on for the sake of talks, and talks cannot become an instrument of delay that will make the situation more dangerous,” Mr. Kerry said. “So there is a finite amount of time.”

Alan Cowell reported from London and Rick Gladstone from New York. Reporting was contributed by Michael R. Gordon from Riyadh, an employee of The New York Times from Baghdad, and an employee of The Times from Damascus.

Attackers 'kill Syrian soldiers' in Iraq

At least 40 Syrian soldiers and several Iraqis have been killed in western Iraq, officials in Baghdad say.

THEY were among a group who fled across the border into Iraq at the weekend to escape an attack by rebel fighters.

They were being driven back to the border in Anbar province when they were attacked by gunmen, officials said.

Inside Syria, opposition activists said rebels had overrun the northern city of Raqqa, in what would be one of their biggest victories of the conflict.

Unverified video footage was posted online, showing a cheering crowd pulling down a statue of Hafez Assad, the previous president and father of the current President Bashar-al Assad.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) said the rebels had "near-total control" of Raqqa after days of fierce fighting.

A police chief was killed and two government security officials were detained, SOHR said.

Opposition fighters already control suburbs of the capital, Damascus, and parts of other major cities such as Aleppo and Homs.

Raqqa has been a refuge for hundreds of thousands of Syrians who fled the violence in other parts of the country; many others have



fled to neighbouring countries.

Some 70,000 people have died in the conflict which began with the uprising against President Assad's rule two years ago.

'NEAR-TOTAL CONTROL'

The group of Syrian soldiers and government employees had entered Iraq through the Yaarubiyeh border in the northern Nineveh province over the weekend, as anti-government rebels launched an attack on the area.

They were being taken to the al-Waleed border crossing further south in Anbar when they were ambushed at Akashat, a senior Iraqi official told Reuters.

"Gunmen set up an ambush and killed 40 of them, plus some Iraqi soldiers who were protecting the convoy," he added.

The identity of the gunmen is not known.

They appeared to have been well-prepared for the assault, having with them roadside bombs, automatic weapons and rocket-propelled grenades, officials said.

Iraq and Syria share a 600km (372 mile) border, and the government in Baghdad has often expressed concern that the violence in Syria could spill over into its own territory.

Anbar is a province dominated by Sunni Muslims who have been protesting for more than two months against the Shia-led government they accuse of trying to marginalise them.

The province has seen the formation of the Free Iraqi Army, a group openly supporting its fellow Sunnis in the rebel Free Syrian Army which is fighting the government of President Bashar al-Assad, whose own Alawite sect is an offshoot of Shia Islam.

A spokesman for the Iraqi prime minister told AFP news agency that the attack in Anbar "confirms our fears of the attempt of some to move the conflict to Iraq", but, he added, "we will face these attempts by all sides with all of our power". ■



Iraq parliament passes budget despite Kurdish boycott

BAGHDAD, March 7, 2013 - By Aseel Kami (Reuters)

THE IRAQI parliament passed the country's 2013 budget on Thursday despite a boycott by Kurdish members in protest at the amount allotted to pay oil companies operating in the autonomous north, lawmakers said.

Iraq's cabinet approved the 138-trillion-Iraqi-dinar (\$118.5 billion) budget in October, but differences between Shi'ite, Sunni and Kurdish factions repeatedly thwarted attempts by lawmakers to pass the draft legislation in parliament.

Kurdish lawmakers boycotted the vote on Thursday, but 168 members of parliament were present, ensuring the budget was passed, according to a statement released by the parliament. A quorum is 163.

"We didn't attend the meeting," Kurdish MP Rawaz Khoshnaw said. "None of our demands were included in the budget. This is a very dangerous and alarming sign of what's coming in Iraq".

The standoff over the budget opened a new front in a long-running feud over land and oil rights between the central government and Iraq's Kurdish region, which in recent years has signed contracts on its own terms with international oil companies.

Kurdistan says it is owed more than 4 trillion Iraqi dinars, or \$3.5 bil-

lion in total to cover the costs accumulated by oil companies operating there over the past three years, but Baghdad rejects those contracts as illegal.

The 2013 budget allocates 750 billion Iraqi dinars (\$644.33 million) for oil companies operating in the northern Kurdish enclave, which include majors such as Exxon Mobil, Russia's Gazprom Neft and Chevron Corp.

Some lawmakers from the Sunni-backed Iraqiya Bloc also boycotted the session, saying that passing the budget without the Kurds on board would lead to bigger problems.

"Today we laid the foundation stone in the project of dividing Iraq, because to ignore one's partner and not listen to his demands will push him to seek other options," said Jaber al-Jaberi, an Iraqiya MP among those who boycotted the session.

"I expect the Kurds will go to the federal court to disrupt the budget".

The Kurds say the right to dictate their own oil policy is enshrined in the country's federal constitution.

Kurdish crude used to be shipped to world markets through a Baghdad-controlled pipeline running from Kirkuk to the Turkish port of Ceyhan, but exports via that channel dried up in December due to the payment row.

The 2013 budget is based on oil price of \$90 and average exports of 2.9 mln barrels per day.

New legislation to govern the world's fourth largest oil reserves has been caught up for years in parliament, which has been all but paralysed since U.S. troops withdrew from Iraq over one year ago. ○

Processus de règlement de la question kurde : les principaux protagonistes affichent leur détermination

Par Jean Marcou

Lorsqu'une initiative politique est encore fragile, rien de tel que d'afficher sa détermination et sa conviction pour lui donner corps. C'est ce à quoi s'emploient actuellement l'AKP et le BDP qui sont les principaux protagonistes d'un règlement de la question kurde qu'ils s'accordent désormais à appeler «processus de paix». Après la publication surprise, la semaine dernière, par le quotidien Milliyet d'extraits de l'entretien qu'ont eu, avec Abdullah Öcalan, 3 députés du BDP, le 23 février 2013, tendant à accréditer l'idée d'une sorte marchandage entre le leader du PKK et le gouvernement pour parvenir à une fin des combats, les responsables politiques des deux bords n'ont cessé d'affirmer, au cours du week-end, que cette nouvelle péripétie n'affecterait en rien le processus en cours.

Commentant la situation, au cours d'une réunion de son parti à Bursa, le 2 mars, le vice-premier ministre Bülent Arınç a fait un parallèle entre la publication de Milliyet et le triple assassinat de Paris, avant de déclarer : «Nous nous attendions à ce genre d'incidents, lorsque nous nous sommes engagés dans cette voie. Mais nous sommes arrivés à un point où nous ne pouvons faire demi-tour.» Revenant par ailleurs, sur la terminologie employés par certains médias, qui ne cessent de qualifier Abdullah Öcalan de «tueur d'enfants», Bülent Arınç a fait observer : «Dites qu'il est le tueur de 30 ou 40 000 personnes si cela vous chante, ou appelez-le autrement, il reste qu'il est un acteur important et central pour toutes ces masses qui l'aiment.» Beşir Atalay, l'ex-ministre de l'Intérieur qui avait été en 2009 l'un des acteurs de «l'ouverture démocratique» en direction des Kurdes, s'est exprimé dans le même sens, en soulignant que le gouvernement n'hésitait pas à prendre «tous les risques» dans cette affaire. Quant à Recep Tayyip Erdoğan, revenant sur le sujet, lors d'un meeting de son parti à Balıkesir, le 3 mars, il a préféré s'en prendre à l'opposition et regretter qu'elle ne participe pas au processus de paix en cours. Le premier ministre a notamment rappelé que le CHP était venu le voir en juin dernier pour essayer de mettre au point une feuille de route afin de tenter de régler la question kurde, mais que cette initiative n'avait finalement pas été suivie d'effet. Il est vrai qu'alors même que le processus d'İmralı (lancé en décembre dernier par des contacts entre le gouvernement et Abdullah Öcalan), tend à gagner en crédibilité, le CHP apparaît de plus en plus comme le grand absent de l'affaire ; une rebuffade qui pourrait à nouveau coûter cher à la formation kémaliste.

Côté kurde, les responsables du BDP qui se trouvaient déjà en Irak du nord au moment de la publication de Milliyet, se sont employés à rassurer le gouvernement sur leur attachement au processus de paix, en qualifiant, eux-aussi, la fuite de l'entretien du 23 février de tentative de sabotage. Les membres de la délégation du BDP, qui ont apporté la lettre d'Abdullah Öcalan en Irak du nord auprès du commandement



du PKK qui s'y trouve, auraient rencontré les principaux responsables de l'organisation rebelle, le 2 mars, en particulier Murat Karayılan, Sabri Ok et Durak Kalkan. A l'issue, de cette réunion, Gülten Kışanak (photo), la co-présidente du BDP a annoncé qu'une dizaine de militaires et fonctionnaires turcs, enlevés par le PKK, seraient prochainement libérés, soulignant que cela constituait un premier geste qui confirmait la crédibilité du processus de paix en cours. La dirigeante kurde a également expliqué que la délégation du BDP, dont elle a fait partie, a rencontré des représentants du KCK, lors d'une réunion présidée par Murat Karayılan. Elle a qualifié la rencontre de «fructueuse» et «d'historique» avant d'annoncer que leurs interlocuteurs avaient été sensibles au fait que les discussions avec l'Etat turc aient été conduites par Abdullah Öcalan lui-même. Ils devraient répondre dans les dix jours qui viennent à la lettre que ce dernier leur a fait parvenir par l'intermédiaire de la délégation du BDP.

Le leader du PKK avait apparemment remis trois lettres aux trois députés du BDP, lors de sa rencontre avec eux le 23 février sur l'île d'İmralı : la première pour la direction du BDP, la deuxième pour le commandement du PKK en Irak du nord, la troisième pour les dirigeants du PKK en Europe. Ces trois lettres ont désormais atteint leurs destinataires. On doit donc considérer qu'une nouvelle étape a été franchie ce week-end et que, si les fuites de la semaine passée ont encore souligné la précarité du processus engagé, elles ne l'ont pas profondément entamé. Comme le dit le rédacteur en chef du quotidien Taraf, Oral Çalışlar : «Le processus est toujours là, en dépit de sa fragilité. Apparemment il y a toujours une compréhension mutuelle et un effort collectif pour parvenir à la paix». Il reste que si l'on sait que la première étape du règlement devrait consister en un cessez-le-feu, en mars, et un retrait des unités du PKK du territoire turc d'ici le mois d'août, les conditions d'une issue définitive n'ont toujours pas été dévoilées. Or, c'est bien là l'enjeu ultime. ○

Les rebelles syriens prennent le contrôle de la ville de Raqqa, dans le nord du pays

La prise des insurgés pondère les succès revendiqués auparavant par le régime de Bachar Al-Assad



Une statue d'Hafez Al-Assad, père de l'actuel président syrien, est mise à terre par les rebelles qui se sont emparés, lundi 4 mars, de la ville de Raqqa, dans le nord du pays. REUTERS

Beyrouth
Correspondance

La ville de Raqqa, située au nord-est de la Syrie, sur les berges de l'Euphrate, est tombée lundi 4 mars aux mains des rebelles. Des scènes de liesse ont été filmées par les militants et mises en ligne sur YouTube. L'une d'elles montre des hommes s'acharner à coup de chaussures sur la statue fraîchement déboulonnée d'Hafez Al-Assad, père de l'actuel président, qui a régné sans partage pendant trente ans sur le pays.

L'auteur de la vidéo s'écrie : « Viens ici Bachar voir le sort que nous avons réservé à la statue de ton père ! » Une autre montre, un peu plus tôt dans la journée, la *katiaba* (unité de combattants) du Martyr Al-Hassan, l'une des brigades qui a participé à la prise de Raqqa, parader dans la ville à bord de pick-up sous l'œil réjoui ou hagard de badauds le long des trottoirs. C'est une coalition de groupes armés dont certains affiliés aux djihadistes de Jabhat Al-Nosra qui serait à l'origine de la chute de Raqqa.

Le siège du gouvernorat au balcon duquel le président Bachar Al-Assad avait été acclamé en novembre 2011 serait, selon les images diffusées, également tombé aux mains des rebelles. En fin de journée, les locaux des très redoutés services de renseignement de l'armée de l'air, tristement célèbres pour la cruauté de leurs tortures, étaient encerclés.

La chute de la ville constitue un sérieux revers pour l'armée régulière alors que celle-ci semblait reprendre l'avantage sur les rebelles au nord-ouest du pays. Les soldats loyalistes avaient réussi à reprendre, vendredi 1^{er} mars, le contrôle d'une route reliant la ville d'Hama, à l'aéroport d'Alep. Un axe qui devrait permettre de ravitailler les troupes loyalistes encerclées par les insurgés.

Le contrôle de Raqqa par les rebelles contribuerait à désenclaver Deir ez-Zor, située à 105 km, et pourrait lui ouvrir un couloir de ravitaillement en armes et munitions jusqu'à la frontière turque. Si les rebelles parviennent à maintenir leurs positions, ils contrôleraient une vaste région hautement stratégique en raison des ressources dont elle regorge.

Le 4 février, les rebelles avaient réussi à s'emparer du troisième et plus important barrage hydroélectrique du pays situé le long de l'Euphrate, contrôlant ainsi la distribution d'eau et d'électricité dans de nombreuses régions du pays. Une dizaine de jours plus

tard, les insurgés se sont emparés du champ pétrolier de Jbeysa, dans la région de Hassaké.

Malgré l'abondance des ressources naturelles, la population de la région souffre de pauvreté chronique. Bien avant la révolution, Raqqa recevait l'aide du programme alimentaire mondiale et du Secours islamique, en raison de la sécheresse qui a frappé la région pendant plusieurs années consécutives. La ville a en outre été submergée par l'arrivée massive de près de 800 000 déplacés, en provenance de la région d'Alep et de la ville de Deir ez-Zor.

Catastrophe humanitaire

Cette précarité qui pourrait tourner à la catastrophe humanitaire si la ville est prise sous le feu de l'aviation du régime. Le million d'habitants qui peuple aujourd'hui Raqqa ne disposerait plus de villes refuges aux alentours.

Les habitants signalaient, lundi en fin d'après-midi, le passage d'un avion de chasse au-dessus de la ville, tandis que des messages étaient postés sur Facebook par

des habitants de la province avertissant les rebelles qu'une colonne de chars était en route pour la ville.

La présence des groupes armés dans le nord du pays inquiète en outre les autorités irakiennes qui craignent une contagion à l'intérieur de leur territoire. Quarante-huit soldats syriens de l'armée régulière, blessés et désarmés, ont été tués lundi, sur le territoire irakien où ils avaient trouvé refuge après de violents affrontements à proximité du poste-frontière de Yaabroud.

Les soldats ont été tués au cours d'une embuscade qui leur a été tendue en territoire irakien alors qu'ils étaient escortés par des militaires irakiens en direction du poste-frontière Al-Walid, contrôlé par les forces de sécurité du régime syrien.

Selon le porte-parole du premier ministre irakien, Ali Al-Moussaoui, neuf soldats irakiens ont également perdu la vie pendant cette attaque qu'il attribue à « un groupe terroriste syrien infiltré en territoire irakien ». ■

KHALED SID MOHAND

The Sunni rise again: Uprising in Syria emboldens Iraq's minority community

When Saddam fell, his people fell with him. But events in Syria have emboldened Iraq's Sunni minority to fight for a greater share of power

PATRICK COCKBURN

“**IRAQ OR MALIKI!** Iraq or Maliki!” shout Sunni Arab demonstrators as they block roads in western Iraq in protest against Prime Minister Nouri al-Maliki and discrimination against their community.

Demonstrations by Sunni, in their tens of thousands, began with the arrest of the bodyguards of a Sunni politician on 20 December and are still continuing. For the first time since 2003 the Sunni – one fifth of the 33 million Iraqi population – are showing signs of unity and intelligent leadership as they try to escape political marginalisation in a country ruled since the fall of Saddam Hussein by the Shia majority in alliance with the Kurds.

In the first days of the protests, Sunni demonstrators held up pictures of Saddam Hussein and waved the old regime's version of the Iraqi flag. This changed when a revered Sunni scholar, Abdul-Malik al-Saadi, taking a leadership role, instructed that these symbols of Sunni supremacy should be dropped and substituted with slogans acceptable to the Shia. Mr Saadi issued a fatwa condemning “regionalism”, which is the code for a semi-independent Sunni region, a demand which, if granted, would mean the break up of Iraq. He appealed instead for Sunni and Shia unity against the Maliki government. A Shia political observer noted that “they are aware that without winning over the Shia south of the country they face isolation and defeat.”

The new direction of Sunni opposition has met with a positive response. Muqtada al-Sadr, the nationalist populist Shia cleric, once dreaded by Sunni as the inspiration for the death squads of the Mehdi Army Shia militia, supported the protests, saying: “Iraq is not only composed of Shia, but Sunnis, Kurds, Turkmen, Christians, Mandaeans and Jews as well.” This cross-sectarian appeal by the Sunni makes it more difficult, but not impossible for Mr Maliki to play the sectarian card in upcoming local and parliamentary elections this year.



A Sunni protester at an anti-government demonstration in Fallujah

The Sunni have a lot to complain about. Anger is deep over an anti-terrorism law that allows detention without trial of a suspect on the word of an unidentified informer. Sheikh Qassim al-Kerbuli, a leader in the Sunni heartland province of Anbar, says: “I know a Sunni teacher in Baghdad who threw a Shia student out of an examination because he caught him cheating. The student told the security forces the teacher was a terrorist and he is now in prison.”

Worse things can and do happen in prison. Torture of detainees is habitual, leading to false confessions and long prison sentences. This is not confined to Sunni, but they are most frequently targeted for abuse. “When the security forces arrest someone they torture them with electricity,” says Nazar Abdel Hamid from Fallujah, who is helping organise the protests. “They are hung up by their hands or forced to sit on a broken bottle.”

The demonstrators are enraged over women being detained for long periods by the security forces because their male relatives are under suspicion, but cannot be found. Sheikh Kerbuli says “I know of one woman who has been held for six years because her husband was seen with a suspicious-looking black bag. Nobody knows what was in the bag but he escaped, so they took away his wife instead.”

Such stories are confirmed by human rights activists who have visited prisons. Pascale Warda, a former minister and one of the heads of the Hammurabi Human

Rights Organisation, visited the women's prison in Baghdad last year. She says “there were 414 inmates of whom 169 had been arrested but not sentenced. Our team saw traces of torture at the time of the investigation. Some women prisoners had been raped, usually when they were being moved from the place where they were being investigated to the prison.”

The accusation of rape caused outrage when a government supporter claimed the women had been paid to make the allegation. William Warda, Pascale's husband, who also belongs to the Hammurabi Human Rights Organisation, says the authorities “always depend on confessions from those arrested under the anti-terrorism law so they always use torture on them.” He says that when he asked why prisoners had been detained without charge for so long they say “they are still looking for evidence against them after three or four years.”

Sunni grievances are much more extensive than false imprisonment and mistreatment. They feel they have been reduced to the status of second class citizens, discriminated against when it comes to getting a fair share of jobs and projects to provide electricity, water and health-care. They see anti-Ba'athist legislation, supposedly directed against leading members of the Ba'ath Party that ruled Iraq from 1968 to 2003, as a sectarian weapon used to take away the jobs and pensions of Sunni teachers and minor civil servants. Ghassan al-Atiyyah, a political scientist and activist, says he visited a teacher in the Sunni district of

➔ Abu Ghraib in Baghdad who “after 30 years as a school teacher is out of a job and a pension. They just sent him a message written on a scrap of paper saying “Go home”. He is penniless. If he was younger he would get a gun.”

Many Shia express sympathy for cases like this, but they add that Sunni in Anbar, Salahudin, Nineveh and Sunni districts of Baghdad are frequently unemployed because they used to have plum jobs under Saddam Hussein as army, police or intelligence officers. In the 1980s it was said that 80 per cent of army officers were Sunni and 20 per cent Shia, while the proportions were the reverse in the lower ranks. A retired Shia general says “it is hypocritical of Sunni to demand back security jobs that they only held in the past because of sectarian bias in their favour.”

The Sunni demonstrations, now entering their third month, raise a question crucial to the future of Iraq: how far will the Sunni, once dominant, accept a lower status? Members of the government fear the real agenda of the Sunni is not reform but regime change, a counter-revolution reversing the post-Saddam Hussein political settlement. “Shia leaders believe they have been elected, are legitimate and any change should come through an election,” said one senior official. “If there should be any attempt to take power from them by force, they will fight.”

There is no doubt that in 2003, with the fall of Saddam Hussein and again in the sectarian civil war of 2006-8, the Sunni of Iraq suffered historic defeats. Baghdad became a largely Shia city with few mixed districts and remains so to this day.

“More than half of all Baghdad neighbourhoods now contain a clear Shia majority,” reads a US embassy cable on the changed sectarian balance in the capital dating from the end of 2007 and published by Wikileaks. “Sunni have largely fled to outlying areas or have been concentrated into small enclaves surrounded by Shia neighbourhoods.” A sub-heading in the cable about these enclaves reads “islands of stability in a sea of fear”. This generally remains the situation to this day. Shia and Sunni do not necessarily hate each other, but they do fear each other and that fear will take long to dissipate.

Much of Iraq has been cantonised into Sunni, Shia and Kurdish areas in a way that was not true before 2003. In places,

burnt out Sunni mosques, or mosques taken over by Shia, underline the extent of Sunni defeat. Abdul-Karim Ali, a real estate broker, says Sunni may want to return, but they are frightened by rumours of action against them, even when these are not true. “I was just with a Sunni family in Doura, who want me to sell a good house in Bayaa in another part of Baghdad, where they used to live, but they think it is now too dangerous for them to go there even to visit.”

Sunni hopes and Shia fears are being heightened by the struggle for power in Syria with the Sunni majority there likely to emerge the winners. This emboldens the Sunni of Iraq who no longer feel isolated and sense that they benefit from a region-wide Sunni counter-attack against the Shia led by Saudi Arabia, Qatar and Turkey. “Extreme Sunni and Shia both feel a sense of power,” says Dr Atiyyah, “The Sunni say we have the whole Arab world behind us. The Shia leadership says we are the majority in Iraq.” He fears these beliefs are a recipe for mutual destruction. A strong sign that the civil war in Syria is spreading into western Iraq came this week when 48 unarmed Syrian soldiers and nine Iraqi guards were killed probably by al-Qa’ida in an ambush on Iraqi territory to which they had fled.

Al-Qa’ida in Iraq is using the protests to issue a call for Sunni to take up arms against the government. There has been an increase in suicide bomb attacks on Shia targets and harassment of government forces, mostly in areas where al-Qa’ida has traditionally been strong north of Baghdad. There is no doubt these attacks fuel sectarian animosities, particularly as the government suspects Sunni politicians and religious leaders of giving a green light to these actions as a form of leverage against the state. “There are those who will close their eyes to what al-Qa’ida is doing,” says a leading politician. “Maybe al-Sahwa, the Sons of Iraq [the government paid Sunni militia], will not be so interested in fighting al-Qa’ida.”

At the heart of the problem of creating an acceptable consensus and balance of power between Shia, Sunni and Kurd in Iraq is that they have all been traumatised by atrocities inflicted on them by other Iraqi communities in the recent past. In the case of the Shia and Sunni the memory of the sectarian slaughter of 2006-7 is still fresh and it takes little to revive past terrors. For instance, in the largely Shia Jihad district of south-west Baghdad in recent days menacing notes

have been turning up at Sunni homes. They read “the zero hour has come. So leave along with you families... you are the enemy.” They are signed by the Mukhtar army, a newly formed Shia sectarian group though their spokesman denies the flyers come from them. Even so, many Sunni residents are panicking, packing up and fleeing to Sunni enclaves in other parts of the city.

It is easy to see why they go. Before 2006 Jihad was a mixed middle class neighbourhood. I had driver called Bassim Abdul Rahman, a Sunni who had built a house for himself there with a sitting room and two bedrooms in 2001. “I didn’t complete it because I didn’t have enough money,” he says. “But we were so happy to have our own home.” In the summer of 2006 Shia militiamen of the Mehdi Army took over Jihad, and Bassim fled with his wife and three children to Syria. When he came back three months later he found that a Shia family was occupying his house and neighbours told him to leave immediately or the militiamen would kill him. He and his family were forced to squat in a single damp room in his brother-in-law’s house in a Sunni district.

He tried to work as a taxi driver but most of Baghdad was too dangerous for him to drive in. In his old neighbourhood he was denounced as “being a high ranking officer in the former intelligence service.” He discovered that all his possessions had been looted. Desperate, he sold his car and his wife’s jewellery and used the money to try to get to Sweden illegally via Malaysia using a Lithuanian passport. His plan failed and he returned miserably to Baghdad. He is driving a taxi again, but the streets of Baghdad are so full of yellow taxis, and traffic is so bad, that he cannot earn more than \$25 on a good day.

Iraq has many people with similarly ruined lives. Many Sunni have seen their lives torn apart by occupation and sectarian violence over the last decade and are fearful of it happening again. Another Sunni friend has done better and has a middle ranking post in a ministry where he says most jobs are going to members of the ruling Dawa party of Mr Maliki. “They run it like a tribe,” he says. “Every appointee is one of their relatives.” He speaks fearfully of civil war but adds that “if the Sunni could just get jobs and pensions all this fury would ebb away.” ●

Unexpected push for peace

DIYARBAKIR, TURKEY

Moves by Turkish leader and senior militant raise hopes, but war continues

BY TIM ARANGO

When three prominent Kurdish women were slain in Paris in January, some people predicted that the activists' deaths would derail peace talks started late last year with the Turkish government. Just the opposite appears to have

NEWS ANALYSIS

happened, as both sides have moved forward with more determination to end the conflict, which has claimed almost 40,000 lives over nearly three decades.

Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, has become such a forceful advocate for peace that he said he would drink "hemlock poison" if it meant an end to hostilities.

Abdullah Ocalan, the founder of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which is deemed a terrorist organization by the United States and the European Union, recently released a letter from his prison cell calling for a cease-fire by March and the withdrawal of fighters from Turkish territory by August.

Mr. Erdogan, frustrated with Turkey's limited ability to shape the Arab world's revolutions and facing a backlash at home for his support of the rebels in Syria's civil war, has shifted to seeking peace in his own backyard. If the talks bear fruit, they will bolster Turkey's position as a regional power, burnish Mr. Erdogan's legacy as a peace-maker and, perhaps, propel him to the presidency next year.

"If the talks are successful, he would get a peace dividend, as the leader that finally brought peace to Turkey after three decades of internal strife," said Sinan Ulgen, a former Turkish diplomat who is chairman of the Center for Economic and Foreign Policy Studies, a research organization in Istanbul.

According to analysts like Mr. Ulgen, Mr. Erdogan has found himself without the votes in Parliament to make constitutional changes to create a stronger presidency, the office that he might seek in next year's election, and is gambling that the peace process will attract enough support from Kurdish lawmakers to alter the Constitution. "That is his only hope now to get this shift to a



BULENT KILIC/AGENCE FRANCE-PRESSE

Kurds in Diyarbakir awaiting the arrival of the bodies of the three Kurdish women killed in Paris in January. Their deaths seem to have helped negotiations, not derailed them.



presidential system," Mr. Ulgen said.

The leak of minutes from a recent jailhouse meeting with Mr. Ocalan, in which he threatened more war if Mr. Erdogan failed to meet his demands for greater Kurdish rights, has caused a stir in the Turkish news media, and some commentators have suggested the provocative statements could complicate the peace talks.

National politics aside, here in Diyarbakir, the soul of Turkey's Kurdish region and a world apart from cosmopolitan Istanbul, the hopes for peace, while real, are tempered by accumulated traumas of war and the resentments against a state that for decades denied Kurds their identity.

On a cold January day, old men in this ancient city of basalt stone walls and grand mosques waited for another funeral for a guerrilla fighter. It was a reminder that for all the talk of peace, there is still a war.

"For 30 years the state has killed my

people and denied me my language," said Kudbettin Yas, 60. "But today when I go to the funeral, I will chant for peace. I still have hope for peace."

While the torture, disappearances and extrajudicial killings of Turkey's 1990s counterterrorism campaign have largely stopped, thousands of Kurdish activists are in prisons on terrorism charges for engaging in peaceful political activities.

"There are many things we want to say, but as soon as we talk we are put in prison," said a man at the funeral, explaining that even speaking to a reporter about his anger toward the state could land him in jail.

Yet scenes that played out across the city recently were testimony to small advancements in Kurdish rights that would have been impossible a few years ago. In the courthouse a defendant, a former mayor on trial for his involvement with a banned Kurdish organization, spoke Kurdish in his own defense, the result of a recently passed law. At a

local library, named for the Kurdish novelist Mehmed Uzun, college students studied Kurdish grammar in anticipation that one day the state would allow them to teach in Kurdish. Still, Kurds feel like second-class citizens.

“There is the general view that all Kurds are criminals, that a Kurd has a gun or a bomb,” said Mehmet Aktar, a lawyer who says he still refrains from speaking Kurdish in public when he visits Istanbul.

Mr. Erdogan and his Islamist-rooted Justice and Development Party have brought unprecedented improvements for Kurds in the southeast, including a Kurdish television station, better health care and infrastructure.

“To be fair, it was Erdogan who has taken the most radical steps on the path toward solving the Kurdish problem,” said Vahap Coskun, a law professor at

Dicle University in Diyarbakir. “These steps have allowed people to maintain their hopes that this problem will be solved.”

There is an overwhelming sense here that the end of violence would not mean the end of the Kurdish struggle. The families of those killed by state paramilitary units in the 1990s want justice, but the 20-year statute of limitations on murder is expiring on many of the cases, which have been slowly winding through the judicial system.

“From now on, many cases will be dropped,” said Tahir Elci, chairman of the local bar association, who has spent years pursuing such cases. “If victims cannot reach justice and they don’t learn the truth about their relatives, it will be impossible to achieve social peace in this country.”

Meanwhile, a complex of centuries-old buildings within the walled city —

headquarters, jail and torture chambers for Turkey’s counterterrorism forces — is being remade into a tourist destination. The site will include a cafeteria, a stage for puppet shows and an archaeology museum that honors the city’s Ottoman past.

There will be no acknowledgment of its recent horrors.

“It gave me chills at first, but all those days are over,” said Remzi Gendal, 29, a worker at the site, who added that former inmates sometimes visited. “For the moment, we have a lot of hope. But I am cautious. With God’s will, this war will be over.”

Sebnem Arsu in Diyarbakir and Ceylan Yeginsu in Istanbul contributed reporting.

LE FIGARO

mercredi 6 mars 2013

Difficiles tractations entre Ankara et le PKK

La Turquie cherche à négocier une sortie de crise dans son conflit sanglant avec les Kurdes du PKK et leur chef, Abdullah Öcalan.

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

ANATOLIE « Les prisonniers turcs » détenus par la guérilla kurde pourraient être libérés d’ici à la fin de la semaine, espère Gültan Kisanak, vice-présidente du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En s’exprimant publiquement sur la libération possible d’une vingtaine d’otages, des fonctionnaires et des militaires qui ont été enlevés dans le sud-est de la Turquie, la représentante du parti pro-kurde donne à l’opinion publique turque un gage de la volonté des rebelles de faire aboutir les négociations engagées avec Ankara. Elle s’est exprimée depuis le Kurdistan irakien, où elle se trouvait ce week-end avec d’autres personnalités kurdes de Turquie. La délégation s’est rendue dans les monts Qandil, dans le nord de l’Irak, pour s’entretenir avec les chefs de guerre du PKK, qui y ont installé leur base arrière. Ces derniers lui ont remis leur réponse à la feuille de route détaillant le plan de paix proposé par Abdullah Öcalan, le chef de la guérilla, emprisonné sur l’île d’Imrali dans la mer de Marmara, à 1 500 kilomètres de là.

Emprisonné sur une île

Trois députés kurdes avaient été autorisés à embarquer à bord d’un garde-côte

le 23 février pour aller rencontrer « Apo », « Oncle ». Après huit heures de discussion, ils étaient repartis avec des lettres destinées aux différentes branches de l’organisation kurde, qui se trouvent en Irak et en Europe, ainsi qu’avec une promesse d’un cessez-le-feu qui devrait être décrété le 21 mars, jour du Newroz, le Nouvel An kurde. Selon la presse turque, le plan d’Abdullah Öcalan prévoit également un retrait des combattants kurdes du territoire de Turquie d’ici au 15 août, jour anniversaire de la première attaque du PKK en 1984.

La multiplication des déclarations et des déplacements d’émissaires de ces derniers jours confirme la poursuite effective des pourparlers directs entre Imrali et le gouvernement turc pour tenter de mettre fin au conflit qui a fait plus de 45 000 morts en près de trente ans. La tentative de « sabotage » du processus qui a été lancé en décembre, ainsi qu’elle a été décrite par le gouvernement islamo-conservateur, a ainsi été minimisée par les deux parties : jeudi dernier, le quotidien *Milliyet* a publié des extraits du verbatim de la rencontre qui s’est tenue à Imrali le 23 février. En cas d’échec du plan de paix, et selon des propos attribués à Abdullah Öcalan, « il y aura une guerre civile avec 50 000 personnes. Et il y aura des morts, je prévient ». Cette phrase a été interprétée comme un inacceptable chantage par de nombreux commentateurs.

Les offres concrètes du gouvernement



Une enfant kurde tient un portrait d’Abdullah Öcalan, le leader du PKK, lors d’une manifestation dans la ville de Qamishli, en Syrie, le 1^{er} mars.

turc qui convaincront les rebelles de déposer les armes n’ont pas encore fait l’objet d’une déclaration officielle. Des droits élargis à la minorité kurde, qui représente environ un cinquième des 75 millions d’habitants de la Turquie, garantis par une nouvelle Constitution sont évoqués, ainsi qu’un renforcement des administrations locales, même si une autonomie régionale est écartée. Surtout, rien ne filtre sur les tractations concernant le développement du Pl, la branche syrienne du PKK, qui a pris le contrôle de larges bandes du territoire syrien le long de la frontière avec la Turquie et qui pousse Ankara à rechercher une solution pacifique avec la guérilla. ☐

Iraq 10 years on: From death to dollars - how Kurds struck it rich

The Legacy - Day 5. The Kurds - Iraqi Kurdistan was the scene of Saddam's greatest crime. It is also the home of the country's newest oil fields, which present both an opportunity – and a threat – to its people

PATRICK COCKBURN

Erbil - Kurdistan presents itself as the new economic tiger of the Middle East, flush with the prospect of exploiting its oil-fields. The tall towers of two new luxury hotels rise high above the Kurdish capital Erbil, the oldest inhabited city in the world whose skyline had previously been dominated by its ancient citadel for thousands of years.

Nearby, a glittering new airport has replaced the old Iraqi military runway. In contrast to Baghdad and other Iraqi cities the cars in the streets look new. Above all, and again in sharp contrast to further south, there is a continuous supply of electricity.

"I cannot find employees to go and work in the oilfield," complains a Kurdish manager in a Western oil company. "I cannot even find rooms in the new hotels for visiting executives because they are so full." Convoys of shiny black vehicles conveying delegations of visiting businessmen from Germany, France, the UAE and Turkey race through the city. Many of those now coming to Kurdistan could not have found it on the map a few years ago and – so Kurds who have met them caustically remark – are often still unsure of its location when they leave. But there is no doubting international business enthusiasm for the Kurdistan Regional Government (KRG), the semi-independent enclave in northern Iraq that is prospering like no other part of the country. A Kurdish businessman says: "We are benefiting from having a boom at a time of austerity and slow growth in the rest of the world, so the boardrooms of international companies are particularly interested in us."

At the heart of the boom are 50 or 60 foreign oil companies seeking to find and exploit Kurdistan's oil, on better terms and with greater security and official backing than they could find in the rest of Iraq. This influx started with small and obscure foreign companies in the years after the fall of Saddam in 2003. But foreign interest deepened, the size of the oil companies increased, and in 2010 ExxonMobil signed an exploration contract with the KRG. The central government in Baghdad was furious and threatened to punish Exxon, which has



A 1988 photograph shows a Kurdish father holding his baby in his arms in Halabja, northeastern Iraq. Both were killed in an Iraqi chemical attack on the city

large interests in southern Iraq, but failed to do so as other oil majors – Chevron, Total and Gazprom – had also signed their own deals.

When the Kurds first encouraged foreign oil companies to look for oil on territory they controlled, Baghdad was sanguine. In 2007 Iraq's Oil Minister Hussein Shahrastani, now Deputy Prime Minister in charge of energy-related issues, said to me that, even if foreign oil companies found oil, they would not be able to export it. He asked sarcastically: "Are they going to carry it out in buckets?" It is this calculation that has changed radically in the last year. A new pipeline is being built between the KRG and Turkey, which in theory would enable the Kurds to export crude and get paid for it without permission from Baghdad. This would give the five million Iraqi Kurds an economically and politically independent state for the first time in their history after decades of war, ethnic cleansing and genocide. On the other hand, Turkey may decide that it is not in its interests to defy Baghdad and break up Iraq.

Self-determination is close, but not quite there yet. One Kurdish observer said: "We Kurds have one of the most complicated political situations in the world." It is easy to forget this in the present boom-town atmosphere of the KRG. First, the Kurdish autonomous zone is landlocked and on all sides faces powers – Turkey, Iran, Syria and the rest of Iraq – that are oppressing Kurds or have oppressed them in the recent past. The KRG may be a haven of peace for the moment but violence is not far away. Syria, Iraq and Turkey are fighting guerrilla insurgencies of varying levels of intensity just

beyond the KRG's frontiers. In recent weeks al-Qa'ida suicide bombers blew up the main police station in Kirkuk 50 miles south of Erbil and assassinated a senior general and his bodyguards in Mosul, a similar distance to the west.

The political geography of the Middle East is changing in ways that so far are to the advantage of the Iraqi Kurds, though the trends may not always be so. The KRG consists of three provinces – Erbil, Dohuk and Sulaimanya – that won de facto autonomy in 1991 after the Kurdish uprising in the wake of the first Gulf War. This area expanded dramatically in 2003 as the Kurdish pesh merga militiamen advanced and Saddam Hussein's forces collapsed. The Kurds captured Kirkuk and its oilfields as well as a swathe of territory north and east of Mosul and have never been likely to give it up. An explosive aspect of the deal with ExxonMobil in 2010 is that three of its six exploration blocks are outside the KRG, but inside territories disputed between Kurds and Arabs and between the governments in Erbil and Baghdad. Last year pesh merga and Iraqi troops confronted each other along the so-called "trigger" line, stretching from the Syrian to the Iranian border.

It is a moment of unprecedented political change in the region. Iraq as a country is getting close to disintegration as a single state, but this is not inevitable. Old alliances are being junked and hated enemies embraced. Massoud Barzani, long demonised in Turkey, was a guest at the conference of Turkey's ruling AKP party and was given a standing ovation. The Iraqi Kurds are tipping towards Ankara ➤

➤ and away from Baghdad. For a decade Turkish companies have poured into KRG and are doing trade worth at least \$8bn (£5.3bn) a year there. The Shia-Kurdish alliance is the backbone of the post-Saddam settlement brokered by the Americans, but is today it is looking frayed. Mr Barzani and the Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki are barely on speaking terms. The Kurds feel, as do other opponents of Mr Maliki, that he has repeatedly reneged on power-sharing agreements, particularly when it comes to military and security appointments.

When it seemed likely in 2003 that the US would invade Iraq from the north accompanied by 40,000 Turkish troops, the Iraqi Kurds were terrified and demonstrated vigorously in protest. These days a Turkish alliance with the KRG appears to many to be a reassuring alternative to dealing with the chaotic and increasingly hostile government in Baghdad. Arab-Kurdish links are weakening at many levels. At the top, Kurdish influence in Baghdad is declining, particularly since the incapacitating illness of President Jalal Talabani who had previously played a conciliatory role at the centre of Iraqi politics. At street level fewer Kurds speak Arabic compared to 20 years ago when many were former conscripts in the Iraqi army. Few Kurds travel to Baghdad except for urgent business because it is dangerous, though many travel to Turkey on holiday. Only a few years ago the Turks would regularly close the Khabour bridge, the main crossing point between the KRG and Turkey, leading to enormous traffic jams. These days it is Baghdad that tries to emphasise the KRG's isolation, refusing even to allow the plane carrying the Turkish Energy Minister to cross its airspace for a conference in Erbil.

Kurdistan has changed enormously in the last decade. At several moments over the last 40 years the Kurdish cause seemed irretrievably lost. In 1975 their forces, then led by Mullah Mustafa Barzani, the father of the current KRG President Massoud, were betrayed by the US and the Shah of Iran who suddenly withdrew support as the Kurds were locked in battle with the Iraqi army. Saddam Hussein seemed triumphant and Kurdish prospects for self-determination were apparently extinguished forever. But the Shah fell and Saddam invaded Iran in 1980, leading the Iranians to renew support for the Iraqi Kurds. They took over much of the country, only to see Iran forced to agree a truce in 1988 leaving the Kurds to face Saddam's vengeance. Many were gassed in Halabja and 180,000 civilians slaughtered in the al-Anfal campaign in 1988 and 1989. Again, everything looked dark for the Kurds until Saddam invaded Kuwait and was defeated in 1991. The Kurds rose up, failed to get US support, and were forced to flee in their millions in the face of an Iraqi counter-attack. In the



The Erbil Rotana hotel in the Iraqi Kurdish city of Erbil

midst of an international outcry, US relented and rescued the Kurds by declaring a no-fly zone.

But Kurdistan was devastated. People had been forced into cities and 3,800 villages and towns were destroyed. This was oppression on the level of Hitler's armies in Poland and Ukraine. The very land was carpeted with anti-personnel mines like large yellow and white mushrooms. The mountains were stripped bare of trees for heating and cooking. The two main parties – the Kurdistan Democratic Party of Mr Barzani and the Patriotic Union of Kurdistan of Mr Talibani – made a bad situation worse by fighting a ferocious and wholly unnecessary civil war.

The contrast between Kurdistan as a ruined battlefield and its appearance today is so striking as to take one's breath away. It may also be so great as to unbalance its leaders' sense of the feasible. One critic says: "We are making the same mistake with the Turks today as we did with the Americans and the Shah in 1975. We are once again becoming over-reliant on foreign powers." For all the economic development in KRG it remains dependant on getting a 17 per cent share of Iraqi oil revenues proportionate to its population. The KRG likes to present itself as "the other Iraq" so different from the rest of the country. But some things work the same. For instance, some 660,000 Kurds have official jobs though at least half do nothing at all. Much government revenue goes on paying them and without a share of Iraq's oil revenues the economy would collapse. "Ease of doing business in Erbil compared to Baghdad is very good," says a businessman. "Compared to the rest of the world it is rubbish." A sign that many Kurds do realise their continued economic dependence on Baghdad is a sharp drop in the last three months in property prices in Erbil, a fall attributed to disagreements with Baghdad.

Kurdistan may have greater security and better political direction than Baghdad, but it is similarly corrupt. "I call it 'Corruptistan,'" said one woman. "I live in

an area surrounded by the houses of director generals working for the government," said another source. "I have a higher salary than any of them but they have houses three times bigger than mine." He complained that it has taken him months to find a decent school for his daughter and, likewise, a good hospital for a sick friend. Erbil may have several five-star hotels, but so few ordinary Kurds visit them that local taxi drivers often do not know where they are.

In many respects the exaggerated expectations generated by the Kurdish tiger resemble those surrounding the Celtic tiger in Ireland before 2008. Both nations are small, long-oppressed and impoverished, and feel history has treated them unfairly. Having endured hard times for so long, both may be vulnerable to seeing a boom as being permanent when it is in fact part-bubble.

Momentous decisions must be taken by the Kurds and their neighbours when the pipeline to Turkey is finished. One expert on Kurdistan asks "is Turkey playing a game of bluff or will it give up on Baghdad? Do they see it as having fallen permanently into the hands of Iran?" The Kurds are gambling for high stakes in balancing between Turkey, Iran and Baghdad. They have hitherto done so with success but they are in danger of over-playing their hand.

Where are they now? Hans Blix

Few people were more qualified to find out whether Saddam Hussein was hiding weapons of mass destruction than Hans Blix.

As director general of the International Atomic Energy Agency (IAEA) from 1981 to 1997, he was in charge of overseeing inspections of the country's nuclear programme. During that time Iraq concealed the programme from inspectors – it was only discovered after the 1991 Gulf War. As head of the UN team responsible for searching for weapons of mass destruction, Mr Blix returned to Iraq in December 2002 and remained until the week before the war began in March 2003. In his final report to the Security Council, Mr Blix reported minor infractions by Iraq, but said there was no compelling evidence that it had a hidden arsenal or was blocking the work of the inspectors. He repeatedly called for more time to search for the WMD.

Following the 2003 invasion, Mr Blix became a fierce critic of the US and the UK. The 82-year-old Swede is now retired, but Blix has warned against making the same mistake, this time with Iran. "Today there is talk of going on Iran to eradicate intentions that may not exist. I hope that will not happen."●

Les amazones insurgées du PKK

Des milliers de femmes kurdes ont pris les armes au sein de la guérilla

Par Boris Mabillard

Avasin a grandi dans la violence, entre Bingöl et Diyarbakir dans l'est de l'Anatolie. Elle a vu l'insoutenable, elle était encore toute petite. Pour transcender l'horreur et échapper à un destin prévisible, elle a rejoint, il y a une quinzaine d'années, la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle n'avait pas 16 ans. Nombreuses sont les femmes à avoir gagné la rébellion. Comme Julia, ou comme les trois militantes assassinées à Paris, le 9 janvier dernier. Elles prennent les armes pour défendre les droits et la dignité du peuple kurde, autant qu'elles fuient la misère et le carcan de traditions patriarcales. Derrière le combat des insurgées kurdes se dessine en filigrane une lutte pour l'émancipation des femmes.

Une photo montre Sakine Cansiz, l'une des trois victimes du meurtre de Paris, en treillis kaki à côté d'Abdullah Ocalan, le fondateur et leader historique du PKK. Ils se tiennent debout sur une estrade en bois, côte à côte. C'était probablement en 1992. Présente dès la création du parti en 1978, Sakine Cansiz est la première femme à atteindre le sommet de la hiérarchie. Inspiré par le marxisme, pétri de lutte des classes et d'égalitarisme, Abdullah Ocalan veut libérer les Kurdes de toutes les oppressions. Il voit dans la promotion de l'égalité des sexes un bélier pour transformer la société kurde, tribale, féodale et par nature conservatrice. Sakine Cansiz crée le front des femmes, qui devient un mouvement au sein du mouvement, avec sa propre organisation militaire. Le PKK affine sa rhétorique et fait de l'émancipation des femmes un combat autant qu'un argument de recrutement.

Dans les années nonante, les femmes représentent jusqu'à 30% des combattants de l'armée clandestine et il y aurait encore aujourd'hui près d'un quart de femmes parmi les 5000 rebelles armés. D'autres guérillais d'extrême gauche ont recruté des femmes, mais pas dans la même proportion. Elles partagent les mêmes tâches que les hommes, manient les mêmes armes, s'entraînent de même, portent le même treillis assorti d'une longue ceinture de tissu. La coiffure diffère, les cheveux sont portés longs, noués en queue-de-cheval, dernier signe d'une féminité d'amazone. Les familles furent dans un premier temps opposées à laisser partir les filles vers une activité réservée normalement aux hommes, mais l'interdiction stricte des



Une combattante du PKK. (AFP)

rapports sexuels au sein de la guérilla, de toute activité récréative, l'alcool est pros crit aussi, eut raison des réticences.

Sa longue chevelure d'ébène, lisse, encadre un visage émacié aux traits volontaires. Avasina a du mal à respirer, elle se relève, rapproche sa chaise, presque haletante. Il y a la méfiance, la peur de se faire dénoncer, mais surtout l'émotion. Par où commencer? Il y a tant à dire: «La souffrance, la prison, la torture, les opérations, les morts, les injustices, les amis.» Avasin n'est pas son vrai nom, ça signifie bleu comme l'eau vive des torrents, un nom de guerre répandu parmi les combattantes du PKK. Elle est née à Diyarbakir, en 1983, mais garde des liens très forts avec son village de la province de Bingöl. Et retourne souvent l'été dans ce qu'elle considère comme sa vraie maison. C'est là, dans la campagne alentour où ses jeux d'enfant la ramènent sans cesse, qu'elle rencontre pour la première fois les rebelles. Elle n'a pas 10 ans.

«Une nuit, à Diyarbakir, j'ai été réveillée par des coups de feu, ma mère m'a pris dans les bras pour me protéger des balles perdues: lorsque le silence est revenu, j'ai vu les corps, le sang, quatre jeunes hommes présentés plus tard comme des rebelles avaient été liquidés par les forces de l'ordre en bas de chez nous. L'un d'eux avait même tenté de se réfugier dans notre allée, où les militaires l'ont débusqué. Je me souviens encore de ses cris, de ses dénégations pour dire qu'il n'avait rien à voir avec le PKK, et des insultes proférées par les militaires. Je me suis dit que nous les Kurdes étions seuls, et j'ai senti pour la première fois l'injustice dont nous étions victimes en tant que peuple.»

Au milieu des années nonante, la répression culmine avec la destruction de milliers de villages, soupçonnés d'abriter ou d'appuyer les rebelles. Durant ces

années noires, aucune famille n'est épargnée. Les violences policières radicalisent la rébellion qui voit ses rangs grossir. La figure du rebelle qui résiste aux oppresseurs devient populaire. «Toute ma famille sympathise avec la rébellion. Une soixantaine de membres du clan auquel nous appartenons, parents proches ou éloignés, ont rejoint le PKK.» Un oncle a embrassé la cause révolutionnaire, il est appréhendé et meurt peu après en détention. Son corps est suspendu à un filin, treuillé par un hélicoptère, et exhibé au-dessus du village.

La violence s'immisce aussi dans le foyer d'Avasin; son père, battu par des compagnons d'armes alors qu'il effectue son service militaire en 1980, garde depuis des séquelles psychologiques invalidantes. «Il ne se rase pas lui-même», raconte-t-elle. «Il devenait parfois violent, battait ma mère. Une fois, il a tenté de me jeter par la fenêtre, ma mère s'est interposée et a pris les coups.»

Avasin quitte l'école avant la fin de sa scolarité, «ma famille avait des préjugés sur le rôle des filles, je n'avais pas le droit de porter de pantalons, ni de parler en public. Les activités autorisées aux filles étaient limitées», et l'école n'en faisait pas partie. «Je me suis rendu compte de ce déséquilibre plus tard lors d'un meeting tenu par un parti pro-kurde, proche du PKK, des femmes parlaient dans un micro-telephone devant un parterre mixte. Il était question des droits des femmes.» Elle rejoint le PKK tout naturellement, en rendant de petits services. «Nous étions deux copines, nous parlions de faire le pas; devenir militante avec une arme, cela faisait rêver. J'y suis allée, pas elle. Je l'ai revue il y a quelques semaines par hasard, elle regrette de ne pas m'avoir suivie. Et moi, j'ai vu à quoi j'avais échappé: un mari non désiré, qui me forcerait à porter un foulard et une longue jupe sombre.»

Après son engagement dans le PKK, la réalité la rattrape vite, elle se fait arrêter et condamner de manière expéditive à sept ans de prison, pour complicité. «Ils n'ont heureusement pas pu prouver mon affiliation au mouvement, j'aurais pu écopé d'une peine plus lourde.» Pendant les quatre années et huit mois qu'elle passe effectivement derrière les barreaux, Avasin en apprend plus sur les Kurdes, sur le mouvement féministe que dans le reste de sa vie, «dans la prison, il y avait beaucoup de militantes. Elles aidaient et encadraient les autres détenues. La journée se partageait entre différentes activités éducatives,

⇒ toutes organisées par des codétenues. Je serais presque restée plus longtemps pour apprendre davantage. Tout ce que je sais, je le dois à mes camarades de prison.»

Depuis sa libération, elle se montre discrète. Suspectée de recruter pour le mouvement et de le financer, elle est sous le coup d'une nouvelle procédure judiciaire, risque gros et ne peut rien dire de ses activités. Sa famille seule sait son affiliation au mouvement mais rien de plus. «Mon frère plaignait parfois sur ce que je suis devenue. Je lui ai demandé récemment de m'aider à laver la vaisselle et il a rétorqué, en riant:

«Voilà ce que nous apporte le PKK!» Mais même ma mère reconnaît aujourd'hui que le parti a contribué à améliorer le sort des femmes.»

Le Parti pour la démocratie et la liberté (BDP), la vitrine légale du PKK, poursuit légalement le projet d'émancipation des femmes. D'abord, en son sein, en promouvant la parité: un homme et une femme coprésident d'ailleurs le parti. Ensuite, à travers des campagnes d'information pour changer les mentalités et la société. Mais le chemin reste long, même si, comme Leyla

Zana, certaines révolutionnaires ont acquis un statut de passionaria, les femmes ne constituent encore qu'une minorité parmi les élus du BDP. Les traditions patriarcales perdurent elles aussi. Une étude réalisée par l'International Crisis Group (ICG) en 2007 montre que plus de 50% des femmes kurdes du sud-est anatolien se marient avant l'âge de 18 ans. Les mariages arrangés au sein de la famille – traditionnellement entre cousins germains – restent la règle dans les campagnes. □

L'EXPRESS 13 mars 2013

Kurdes: le PKK fait un geste envers Ankara et libère des prisonniers turcs

CIZRE (Turquie) - Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont libéré mercredi, comme convenu, huit prisonniers turcs qu'ils détenaient depuis deux ans dans une base du nord de l'Irak, un geste en direction du gouvernement d'Ankara destiné à favoriser les discussions de paix engagées en décembre.

Ces huit personnes, sept fonctionnaires et un soldat, ont été remis à une délégation turque composée de députés et de militants, dans les montagnes de la région autonome du Kurdistan irakien à une trentaine de kilomètres de la frontière turque.

Ils ont ensuite immédiatement pris la route jusqu'au poste-frontière de Habur, près de la ville turque de Cizre, où ils ont retrouvé leurs proches en début d'après-midi loin des regards des journalistes. Ils devaient ensuite être rapatriés par avion dans leurs foyers.

Le PKK a présenté cette libération, à la demande expresse de son chef emprisonné Abdullah Öcalan, comme un geste de bonne volonté.

"Nous avons procédé à cette libération avec les meilleures intentions qui soient. Nous ne comptons en tirer aucun profit, qu'il soit politique ou financier. Il s'agit simplement d'un geste humanitaire", a assuré devant la presse un des commandants de la branche armée de la rébellion kurde, Baver Dersim (bien Dersim).

"Aujourd'hui, la balle est dans le camp de la Turquie. A elle de prouver sa bonne volonté pour que soit enclenché un processus de paix", a-t-il ajouté.

Ces prisonniers avaient été capturés dans le sud-est de la Turquie, théâtre des combats qui opposent les rebelles kurdes et les forces de sécurité turques.

Le PKK a déjà procédé dans le passé à des libérations de prisonniers turcs. Celle-ci s'inscrit clairement dans le cadre des



Les huit prisonniers turcs libérés par le PKK, près de Dohuk en Irak, le 13 mars 2013 [Safin Hamed / AFP]

discussions de paix reprises au mois de décembre entre le gouvernement islamoc conservateur d'Ankara et Abdullah Öcalan, qui purge depuis 1999 une peine de prison à vie.

La libération de ces prisonniers a été saluée par le président turc Abdullah Gül, en visite en Suède. "Si la violence et les armes sont abandonnées, alors nous pourrions facilement passer des questions de sécurité aux réformes", a espéré M. Gül.

"Bonne volonté"

Le ministre de l'Intérieur Muammer Güler a lui aussi exhorté les rebelles à confirmer sur la voie "d'actions de bonne volonté". "S'ils veulent la paix, ils doivent continuer dans cette voie", a-t-il dit aux journalistes à Ankara.

Selon des sources gouvernementales et kurdes, Abdullah Öcalan devrait maintenant appeler à un cessez-le-feu unilatéral le 21 mars, à l'occasion du nouvel an kurde, le Newroz, puis un abandon complet des armes d'ici août.

En échange, le gouvernement islamoc conservateur turc a présenté la semaine dernière au Parlement un projet de loi qui doit permettre la libération de certains militants kurdes accusés de collusion avec

le PKK.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a également proposé aux combattants du PKK qui accepteraient de déposer les armes un sauf-conduit vers l'Irak, mais il a écarté catégoriquement le scénario d'une amnistie générale.

L'un des députés du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, pro-kurde) présent dans la délégation turque qui a récupéré les prisonniers a pourtant fait de la remise en liberté du chef historique du PKK une condition à la poursuite des discussions.

"Le processus de paix ne continuera pas en Turquie sans la libération de notre chef Abdullah Öcalan", a insisté Husamettin Zenderlioglu.

Le chef du PKK doit recevoir pour la troisième fois dans sa prison d'Imrali (nord-ouest de la Turquie) une délégation de députés du BDP "dans les jours prochains, peut-être la semaine prochaine", a indiqué le porte-parole du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), Hüseyin Celik.

L'opération s'est déroulée dans la discrétion pour ne pas froisser l'opinion publique turque, dont une partie rejette toute discussion avec le PKK, une organisation classée comme "terroriste" par Ankara et de nombreuses capitales étrangères.

En 2009, de précédents efforts de paix avaient déraillé lorsqu'un groupe d'une trentaine de combattants du PKK avaient symboliquement déposé les armes et étaient rentrés en Turquie, où ils avaient été accueillis en héros. Ces manifestations avaient viré en protestation contre le gouvernement turc.

Le conflit kurde a causé la mort de plus de 45.000 personnes depuis 1984.

Kurds Protest Iraqi Forces Sent To Disputed Region on Syrian Border

www.al-monitor.com

By: Abdel Hamid Zebari for Al-Monitor

It appears that a new conflict is brewing on the horizon between Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) and the central Iraqi government headed by Nouri al-Maliki, following the latter's announcement of the formation of a military force under the name of the "al-Jazeera and Badiya Force" headquartered in the city of Sinjar, which is part of disputed areas in Nineveh Province bordering Syria.

This new military dispute between Erbil and Baghdad comes a few months after the controversy of the Iraqi "Dijla (Tigris) Force," which was stationed on the outskirts of Kirkuk and remains there, ready to face off against the Kurdish Peshmerga troops sent to the region.

The military mobilization in Mosul came as a result of the dispute that erupted between Kurdish and Iraqi forces in the Zemar region early last summer, when Iraqi governmental troops tried to take control of the Iraqi-Syrian border area, which falls within the territories of Iraqi Kurdistan in the Fishkhapour region.

Kurdish objection to the Iraqi army's movements in the northern regions is not new, dating back to 2008, when the Kurds strongly opposed any Iraqi military movement in the "contested" areas between the two parties. Military confrontation nearly ensued in Khanaqin (east of Baghdad), when Maliki sent Iraqi army troops there to confront Kurdish Peshmerga forces.

The dispute intensified last year between the Kurds and Maliki, who was accused of ruling unilaterally, striving to restore totalitarian rule to the country, and failing to implement political agreements. Subsequently, the Kurds, in cooperation with the Iraqiya Bloc headed by Iyad Allawi, tried and failed to withdraw confidence from Maliki.

As soon as the Iraqi government announced a few days ago the establishment of the al-Jazeera and Badiya force headquarters in one of the Iraqi army's former camps in the Sinjar district, Kurds were quick to object, with Sinjar residents demonstrating in the streets against the presence of such forces in the area. Jabbar Yawar, the official spokesperson for the Ministry of Peshmerga in the KRG, stated that "since 2010, and according to the agreement signed between the Kurdish Ministry of Peshmerga and the Iraqi Federal Ministry of Defense, neither side can deploy additional forces in the disputed areas without receiving consent from the Higher Ministerial Committee and the Supreme Labor Committee, based on the needs of the particular region."

The "disputed areas," to which Article 140 of the Iraqi constitution was dedicated, are defined as all the areas in which Kurds, Arabs, Turkmens, and Christians live, which were subjected to demographic or administrative transformations during Saddam Hussein's reign, in the provinces of Kirkuk, Mosul, Salahuddin and Diyala, and are the subject of Kurdish annexation demands.

The Iraqi government justified the deployment of new troops with the need to protect the Iraqi-Syrian border from infiltration by gunmen affiliated with al-Qaeda; while the Kurdish leadership views the move as emanating from Maliki's desire to control these areas and spread his influence over them in order to facilitate the flow of Iranian and Iraqi aid to Syrian government forces through the Rabia border crossing.



A Kurdish Peshmerga soldier holds a Kurdistan flag during a deployment in the area near the northern Iraqi border with Syria, which lies in an area disputed by Baghdad and the Kurdish region of Ninawa province, Aug. 6, 2012. (photo by REUTERS/Azad Lashkari)

The past few days have witnessed the spread of the Syrian military conflict into Iraqi territories along the border region between the two countries, with gun battles erupting in the Syrian Yaarabiya border crossing adjacent to the Rabia crossing in Nineveh province, which resulted in the wounding of several Syrian regular army troops who were transported to an Iraqi hospital for treatment.

The Iraqi government also announced a few days ago that 48 Syrian and seven Iraqi soldiers were killed by gunmen when the Iraqi army tried to send back to their country Syrian troops who had escaped into Iraq following battles with Syrian opposition forces.

The Kurds believe that Iran is pressuring Iraq into providing military aid to the Syrian regular army in order for it to defeat the armed opposition. This belief is bolstered by the surprise visit of Iranian Foreign Minister Ali Akbar Salehi to Iraq a few days ago, which coincided with these developments on the ground.

Yawar stated that the Kurds had officially informed the Iraqi Defense Ministry that establishing these headquarters was not consistent with the basics of joint action.

Hundreds of Sinjar province residents had taken to the streets surrounding the Sinjar district seat and headed toward the Sinjar encampment (three kilometers south of Sinjar) to protest the establishment of the al-Jazeera and Badiya headquarters in the city. They also threatened to hold permanent sit-ins and erected tents on the public highway.

Sinjar district, which is adjacent to the Syrian border, is considered part of the disputed areas covered by Article 140. It is currently run by a Kurdish commissioner from Iraqi Kurdistan.

The city's commissioner, Maisar Hajji, said that they did not need these troops in the city, because of the lack of adequate coordination between federal police forces, the Iraqi military and Peshmerga troops inside the city, which enjoys relative security and stability compared to other Iraqi regions.

The Kurdish and Iraqi governments had held a series of meetings to discuss the issue of military deployments in the Kirkuk area; but these meetings ended more than a month ago without result. The Ministry of Peshmerga stated that it was waiting for the Iraqi Defense Ministry to set a date for the next meeting. □

Abdel Hamid Zebari is a contributing writer for Al-Monitor's Iraq Pulse. A reporter from Erbil who works in the field of print journalism and radio, he has published several reports in local and world media, including Agence France-Press and Radio Free Iraq (Radio Free Europe).

The Iraqi and Turkish Fault Lines

www.al-monitor.com

By: Al-Monitor Week in Review.

On March 5, Syrian militants reportedly affiliated with al-Qaeda attacked a convoy of Syrian and Iraqi soldiers near the Rabia border crossing in western Iraq. Forty-eight Syrians, mostly military, and nine Iraqi soldiers were killed. The Syrians had earlier received medical treatment in Iraq.

As Mushreq Abbas reported for Al-Monitor, the ambush at the border should not just be considered a “military confrontation in the strictest sense of the word, but rather was an extension of the national turmoil on both sides of the border.”

Iraq is also breaking down along sectarian fault lines similar to those destroying Syria, as the civil war there spills over the borders, playing into Iraq’s own factional politics, which remain at high boil.

Iraq’s Speaker of the Council of Representatives Osama Al Nujaifi, a Sunni with the Iraqqiya Party list, accused Iraqi Prime Minister Nouri Al-Maliki of meddling in Iraq’s independent commissions by removing Falah Shanshal, head of the Justice and Accountability Commission, which handles de-Baathification, as reported by Ali Abel Sadah for Al-Monitor. Nujaifi added that that the Iraqi government has done little to address the demands of demonstrators in Anbar province, as reported by Azzaman and translated by Al-Monitor.

The escalation took an ethnic twist when Maliki sent a new military force to the western Sinjar province of Iraq’s Nineveh governorate, which is considered disputed territory by the Kurdistan region. As reported by Abdel Hamid Zebari, the deployment was protested by Iraqi Kurds and came just days after a visit to Iraq by Iranian Foreign Minister Ali Akhbar Salehi.

Iraqi politics is more complicated than ever as the campaigns for provincial elections, scheduled for April 20, have started. As Mustafa Al-Khadimi reported for Al-Monitor, “political and economic crises, sectarian speeches and security concerns lie at the heart of any election. Yet, this season is characterized by additional phenomena, such as the rise of political families and undeveloped political performance.”

This column has commented on Iraq as a fault line in the sectarian conflict that is taking place in the region. The Syrian war must be seen in the broader regional context, which, by the way, is how it is viewed by decision makers in the Middle East.

Erdogan’s Failed Syria Policy

The visit of four parliamentarians from the opposition Republican People’s Party [CHP] to Damascus to meet with Syrian President Bashar al-Assad represents something more than a publicity play by the Turkish opposition.

Kadri Gursel has written a brilliant and searching essay that examines how the visit is yet another sign of the failure of the ruling Justice and Development Party to make the toppling of Assad a national cause in Turkey. If Erdogan had even a sliver of success in this effort, the CHP members would not have dared go to Damascus, even on a so-called “humanitarian mission” to seek the release of captive journalists.

Assad reportedly said to the group: “Turkey has the most influence on the situation in my country. Most weapons and terrorists come via Turkey. Twenty-five percent of our land border with Turkey is under the control of the PKK, and 75% of it is under al-Qaeda ... There is an increased opportunity for the Kurds to set up a state in the region. Kurds in northern Syria have linked with Iraqi Kurds. It is a matter of time for a Kurdish state.”

Assad’s reference to the Kurds was a transparent play to Turkish nationalism, as Gursel points out. But the Kurdish issue is nonetheless more complicated and uncertain than ever. Wladimir van Wilgenburg reported that the “Democratic Union Party (PYD) and its militia, the Kurdish People’s Defense Units (YPG), are increasingly using the power vacuum to create a form of Kurdish autonomy,” including seizure of oil



Iraqi police stand guard during foot patrol at Rabia, near the main border between Iraq and Syria, March 2, 2013. (photo by REUTERS/Khalid al-Mousuly)

fields.

Cengiz Candar had opportunity to talk with Sheikh Moaz al-Khatib, head of the National Coalition of Syrian Revolutionary and Opposition Forces.

Al-Khatib, who has not ruled out negotiations with the Syrian government, lamented the U.S. preoccupation with Salafist groups in the Syrian opposition. Sheikh Moaz acknowledges the current stalemate in the military confrontation between the Syrian government and opposition forces, and remarked that Iran and Russia are giving Assad the wrong advice.

As Gursel points out, disagreement over Erdogan’s Syria policy is not just a matter of opposition politics in Turkey; it is dividing Turkish Sunnis and Alevis, and raising antagonism and polarization throughout Turkish society.

Kerry, Syria and the Political Solution

U.S. Secretary of State John Kerry returned from his first trip to the Middle East — including Turkey, the UAE, Egypt, Saudi Arabia and Qatar — with perhaps some glimmer of progress for a political solution in Syria, which remains the U.S. priority.

This column reported last week on Kerry’s announcement of non-lethal aid to the Syrian opposition and its consequences. Some Western media reporting has focused on whether the aid announcement and Kerry’s visit signaled a step toward ‘doing more’ to assist the armed opposition in Syria. The aid announcement is indeed a sign of ‘doing more.’ Kerry said the United States seeks to change Assad’s calculus through aid and pressure. And the battle may be joined in Washington on whether even more is to be done, as Geoffrey Aronson wrote this week.

U.S. ally Qatar, which along with Turkey is the main provider of arms to the rebels, would prefer that the United States “do more” in Syria. In Doha, Prime Minister and Foreign Minister Hamad bin Jasim Al-Thani appeared to lecture the Kerry on the imperative of a military solution.

Despite Sheikh Hamad’s position, Kerry kept the focus on a political solution at a news conference in Doha on March 5: “It is only through the Geneva communique where you bring a transitional government with full executive power with all parties agreeing to it – the opposition and the Assad government – and then you give the Syrian people the opportunity to choose the future. That’s what we’re committed to, and we will continue down this road in close consultations so that we continue to put the pressure on.”

Kerry’s statement came just one day after Iranian Foreign Minister Salehi wrote in a March 4 letter to U.N. Secretary-General Ban Ki-moon that Iran, Egypt and Turkey are working “within the trilateral framework, are continuing their consultations in finding a peaceful solution to this crisis through participation of all parties in Syria.”

Both Kerry and Salehi used the phrase “all parties.” Elections are increasingly in play as part of the transition phase in Syria. As ➔

► this column noted last week, Salehi said on March 2 that "in the next election, President Assad, like others, will take part, and the Syrian people will elect whomever they want ... [the] official position of Iran is that ... Assad will remain legitimate president until the next ... election" in 2014. In response to a question by a Turkish reporter on March 7 about the feasibility of a Syria without him, Assad replied: "I can't leave even if I wanted to. I will not abandon ship until we get to a calm port in this storm. My people are behind me. If the storm ends one day, if there are elections, democracy comes and people tell to me leave, then I will. I mean I will go if I have to, but my people have to tell me that."

As Geoffrey Aronson wrote on Feb. 6: "In the past, the suggestion that Assad was prepared to lose an election in 2014 could not be made in polite company. No longer. This change does not insure success, but at the very least it helps to establish a formidable and broad-based diplomatic counterweight to the killing."

Syria remains in crisis, and all hopes for a peaceful outcome may yet come to naught, as the parties seem to remain in a killing mood for now, but the signs of a trend toward a political solution deserve attention and priority, as the pursuit of a military solution means only more tragedy and destruction for Syria and the region. □



March 12, 2013

Turkey and Iran's Cold War

US Intelligence / By: Harvey McDaniel

Turkey and Iran, being rivals are working toward influence in the Middle East. Turkey stature increase in the region is dependant upon before Arab Spring is to maintain economic and political stabilization, and better relations with a boastful Iran claimed Prime Minister Erdogan and Foreign Minister Davutoglu. Still ever cautious of relations with Iran, they continue to maintain relations with the US and NATO.

Thanks to Dr. Anthony Cordesman and his staff at the Center for Strategic and International Studies for supplied data with which ALU scholars can do a project analysis. The trends have turned to a cooling action because of Iranian support for the Assad regime and the Civil War in Syria. Prior to the outbreak of hostilities between the Assad regime and the rebels, Turkey was negotiating free trade, travel arrangements, mediation of Syria's indirect talks with Israel. Multiple visits between 2003-2011 ensued. 2009 saw both governments develop a "High Strategic Cooperation Council", hosting joint cabinet meetings, and joint military exercises. Turkey's "zero problems" strategy focused on bringing Syria "in from the cold" which was hailed as a success. The non sheltering of Abdullah Ocalan opened the way for transit routes for Turkish trucks heading for the oil-rich Gulf States, which is a trading and important partner in Turkey's fight with the PKK. Turkey viewed Syria as an east/south gateway for it's goal of integrating the Middle East (politically and economically). The results of Turkey and Syria's High level Strategic Cooperation Council meeting in December 2010 focused on each one's cooperation was served as a model for the region and is being monitored by the same; With future enhancements between them and will change the future of the region.

Taking a more realistic observation of the conflict in Syria, Iran and Turkey have eased relations because of being on opposite sides of the conflict. International and domestic security interests is what Turkey sees. The Pkk attacks Turkish interests in

Syria because of the lack of central state control (they have limited regional autonomy). The Pkk can gain a stronghold in northeast Syria to reinforce their effort of building a Kurdish state with an extended Civil War. By mid 2012 110,000 refugees went to Turkey forcing resources of the Turkish government to be pushed to the limit which sets up Turkey for a long term refugee population. Syrian shelling and Turkish artillery have caused border clashes, so that in 2012 a Turkish Phantom II jet was shot down by the Syrian military.

Ankara is supporting the Syrian opposition groups, using their territory (along the 511 mile long border with Turkey) as a staging area for the Free Syrian Army and the Syrian National Council (now Syrian National Coalition). Turkey is thinking of invoking Article V of the NATO treaty in May and June 2013; they have been involved in an Article IV meeting in October 2012 to establish "humanitarian corridors" and a no fly zone. Turkey's concerns are that if there is an international effort to arm the rebels with additional weapons, it would increase the fighting and negatively effect the fighting in southeast Turkey. Iran's interests in Syria have come into conflict with Turkey's actions to the Assad regime. Being a critical access point for Iran because of, 1) closest to the Levant, 2) Israeli-Palestinian conflict, and 3) only ally globally or regionally since the revolution of 1979, they are trying to hold onto relations. Syria provided Iran with a supply line for supporting Hezbollah in Lebanon. Hezbollah can provide a retaliation force, and threaten Israel's security giving Iran leverage in the Levant. Iran's regional ambitions would be short lived if they were to lose Syria (blow to power, and security).

Trying to convince Bashir al-Assad to make top down reforms, Turkey was snubbed in their efforts to engage the Syrian government forcing the Turkey joined Western and Gulf states to call for him to step down, which was directly opposite for Iranian ambitions. Iran calling for peaceful negotiations maintained their stance that the violence is caused by the foreign power and terrorist interference. Both Iran and Turkey

accused each other of causing the bloodshed in Syria. Turkey's accusations are that Iran is supporting the regime, and Iran's accusations is that the Western powers are inflaming the peaceful situation. Ankara's support and denunciation of Assad is deemed as a betrayal, because of Turkey's cooperation with the west Iran claims. Iran still has privileged access in Damascus.

ALU scholars, in doing their initial project analysis, looking into related facts concluded that Turkey and Iran both made claims that each other supported opposing sides in the Syrian civil War. Turkey claims that Iran had an ally since their revolution in 1979, which is supplying them a supply route for materials to be sent to Hezbollah in Lebanon. Their claims would further undermine the mediation with Syria based on the account of the Israeli-Palestinian conflict, providing a retalian force against Israel, and giving them leverage in the Levant. Iran's counterclaims of Turkey trying to invoke Article V of the NATO treaty, trying to adhere to the Article IV suggestions of a "humanitarian corridor" and a no fly zone, Syria being an east/south gateway (prior to the conflict) spread their influence in integrating the Middle East. Both of them are also looking into the PKK building of a Kurdish state in northeast Syria. ALU suggestions would be to, 1) negotiation with iran, Turkey, and Syria into a Free Kurdish zone in northeast Syria with United Nations monitoring, 2) the 110,000 refugees in Turkey will need humanitarian support from worldwide sources, 3) Turkey's zero problems strategy should still be put into effect, 4) Turkey to continue mediation of their indirect talks with Israel, 5) Iran should decrease it's support for Hezbollah in lebanon, 6) the Assad regime should bring Turkey and Iran to the table (US, United Nations and NATO are observers), for discussions. Turkey, Iran, The United States, NATO, and the United Nations should draft a resolution to "Rebuild Syria for Syrians", to include cease fires, limited peace treaty, free trade zones, humanitarian efforts, and general infrastructure building to develop a key gateway for regional stability. ○

Syria crises multiply, but one is averted

ANTAKYA, TURKEY

Rebel fighters release peacekeepers who were seized in Golan zone

BY ANNE BARNARD
AND HANIA MOURTADA

Syrian rebels have released 21 detained United Nations peacekeepers to Jordanian forces, ending a three-day standoff that raised new tensions in the region and new questions about the fighters just as the United States and other nations were grappling over whether to allow more arms to flow to the rebel movement.

The peacekeepers, from the Philippines, arrived "well and unharmed," U.N. officials said on Saturday.

The release of the troops ended a drama that began on Wednesday when a rebel faction that has long operated in the south of Syria, known as the Martyrs of Yarmouk, seized the soldiers, part of a four-nation U.N. force that monitors the demilitarized zone between Syria and the portion of the Golan Heights that Israel captured in 1967. Fighting from the Syrian conflict in recent months has occasionally spilled over into the zone and the surrounding Syrian area the peacekeepers patrol, raising concerns about instability along the sensitive border.

The seizure created a political challenge for the leadership of the disparate rebel movement that has been trying to assert tighter control of the loose-knit fighters under their command, and drew criticism from some anti-government activists who said that taking the peacekeepers hurt their cause.

The Martyrs of Yarmouk initially accused the peacekeepers of aiding the Syrian military, which rebels said was attacking villages in the area, and declared it would not release them until the army pulled out. But — apparently under pressure from the opposition's leadership — the rebels quickly disavowed those claims and demands, saying they had detained the troops to protect them from the fighting in the area. The rebels then began negotiations to turn the peacekeepers over to the United Nations.

The stakes for the handoff were high:

if it went well, opposition leaders could at least point to a successful transfer of the U.N. soldiers as proof that rebel units, even if they make mistakes, can respond to orders responsibly. If the soldiers had come to harm, it could have further undermined the willingness of nations to

send peacekeepers to the Golan Heights, where Israel has said it will not hesitate to intervene if it feels threatened.

After a tense 24 hours — in which the United Nations said a convoy tried to rescue the soldiers but turned back because of Syrian government shelling in the area — the rebels themselves transported the prisoners to the Jordanian border.

"They are safe now; we have delivered them across the border, praise be to God," said the rebel commander, who gave only his nickname, Col. Abu Mahmoud, for security reasons. "We took them to keep them safe because they were going through a very dangerous area and they were our guests, and we protected them with our own chests."

The Filipino soldiers were turned

over to the Jordanian Army, given checkups in a military hospital, then handed over to U.N. officials and the ambassador from the Philippines, according to Samih Maaytah, Jordan's minister of state.

Government strikes kill 14

Syrian government airstrikes killed at least 14 people in the northern province of Raqqa less than a week after rebels seized the area's provincial capital, activists said Sunday, according to The Associated Press.

Government airstrikes have often shown the limits of rebel control. Even if they hold the ground, they can do little about the government's air force, which bombards recently captured areas, killing fighters and civilians alike.

Also on Sunday, the U.N. High Commissioner for Refugees, António Guterres, said in Ankara that the number of people fleeing Syria could increase by "two or three times" by the end of the year if the conflict continued. This month, the United Nations said the number of registered Syrian refugees had reached one million.

Sunni group in Iraq claims ambush of Syrian troops

BEIRUT

BY HANIA MOURTADA
AND RICK GLADSTONE

A Sunni militant jihadist group in Iraq on Monday claimed responsibility for the March 4 ambush that killed dozens of Syrian soldiers who had sought temporary safety on the Iraqi side of their border, boasting of the massacre in a harshly worded Internet posting that used demeaning references to Shiites and President Bashar al-Assad's Alawite sect.

The message from the group, the Qaeda-affiliated Islamic State of Iraq, reflected the hardened sectarian hatreds spreading from the two-year-old Syrian conflict, in which insurgents from the Sunni majority are battling to topple the Alawite minority, an offshoot of Shiite Islam.

The group's claim of responsibility for the killings, one of the worst cross-border spillovers of violence in the conflict so far, coincided with news of a fatwa, or religious decree, from Syria's grand mufti, Ahmad Badr al-Deen Hassoun, the highest religious authority in the country, exhorting "all mothers and fathers in the homeland" to enlist their children in the Syrian Army to vanquish a conspiracy of foreign enemies.

Such a religious decree in itself was notable because it was a marked depar-

ture for Mr. Assad's government, which has always sought to portray itself as secular and tolerant, and has denounced the Sunni extremist religious extremism propagated by some elements of the insurgency.

In Geneva, meanwhile, United Nations investigators said Monday that "Popular Committees," local-community groups used by Syrian government troops as auxiliary forces, had been reported to have committed mass killings, some of them sectarian in character.

"The war displays all the signs of a destructive stalemate," Paulo Pinheiro, leading the four-person U.N. Commission of Inquiry, told the U.N. Human Rights Council in Geneva. "Neither party seems able to prevail over the other militarily. The result has been an escalation in the use of force in the fallacious belief that victory is within reach."

As a result, the areas in which civilians could find refuge from violent conflict had shrunk dramatically in the past two months, the panel said in its latest update on the conflict. "Active hostilities are increasingly spreading into remaining enclaves of stability," according to the report.

Rick Gladstone reported from New York. Tim Arango contributed reporting from Istanbul, and Nick Cumming-Bruce from Geneva.



En Turquie, le grand pari de la paix kurde

Analyse Les négociations avancent à grand pas avec le leader emprisonné du PKK. Le Premier ministre Erdogan compte en sortir renforcé.

Par MARC SEMO

En pleine mer de Marmara, à une bonne heure de navigation au sud d'Istanbul, se dresse un îlot rocheux devenu une prison de haute sécurité après avoir servi, durant des siècles, à l'exil des ennemis des empereurs byzantins, puis des sultans. Là, depuis 1999, est incarcéré Abdullah Öcalan, le leader des rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Il a été condamné à la prison à vie, longtemps interdit de journaux comme de télévision. Jusqu'à ces dernières semaines, il ne pouvait recevoir que les visites de ses avocats et de ses parents. Désormais, le va-et-vient est continu. La prison d'Imrali est au cœur des négociations pour tenter de trouver une solution politique à un conflit kurde qui, depuis le début de la lutte armée en 1984, a fait quelque 45 000 morts et plus d'un million de déplacés. Mercredi, le PKK a libéré huit «prisonniers», soldats et fonctionnaires turcs qu'il tenait en otage depuis deux ans. Le 21 mars, pour la fête de Newroz, le nouvel an kurde, Öcalan devrait annoncer un cessez-le-feu. Dès l'été, son mouvement pourrait retirer ses combattants du sol turc. «Pour la première fois, le gouvernement assume ouvertement la réalité de telles discussions, même s'il y avait déjà eu des contacts dans le passé, et pour la première fois surtout, il reconnaît le rôle central d'Abdullah Öcalan dans un tel processus», affirme Cengiz Çandar, éditeur et politologue engagé depuis des années sur la question kurde, ce peuple écartelé entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et surtout la Turquie, où vivent 15 millions d'entre eux.

ORBITE. Dans la République turque inspirée du modèle jacobin, ils ne disposent pas de



Un portrait d'Abdullah Öcalan, leader du PKK. (Photo Christian Hartmann. Reuters)

droits collectifs - telle qu'une éducation dans leur langue, même si, depuis quelques années, sont autorisées des chaînes de télévision en kurde - , ni d'aucune forme d'autonomie dans les provinces du sud-est anatolien où ils sont majoritaires. Le problème kurde, avec ce qu'il implique d'affrontements armés et de répression, reste le principal obstacle à une pleine démocratisation du pays et à son rayonnement régional. Une solution négociée renforcerait encore les liens d'Ankara avec le Kurdistan irakien, riche en ressources pétrolières, et qui, déjà indépendant de fait de Bagdad, est vassalisé à l'économie turque. Le Kurdistan syrien entrerait aussi dans l'orbite d'Ankara.

C'était, il y a vingt ans déjà, l'intuition stratégique du défunt président Turgut Özal (dont Cengiz Çandar fut un conseiller) qui n'avait pas hésité à évoquer une future «fédération turco-kurde». C'est apparemment le grand pari politique du Premier ministre islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan. Celui-ci y voit un moyen de conforter son ambition d'un pouvoir présidentiel renforcé en comptant sur la lassitude d'une grande majorité de l'opinion, aussi bien turque que kurde, face à une «sale guerre» de trente ans.

Le tournant est spectaculaire.

L'ex-ennemi public numéro 1 - «le tueur de bébés», comme l'appelaient les médias nationalistes - est aujourd'hui reconnu comme un interlocuteur incontournable par l'homme fort du pays qui, il y a encore quelques mois, parlait de rétablir pour lui la peine de mort supprimée en 2001 dans le cadre des réformes imposées par l'Europe.

TRANSCRIPTIONS. Du coup, tout le monde défile dans la prison où est détenu Öcalan. Il y eut d'abord les responsables des services de sécurité, dont Hakan Fidan, proche du Premier ministre et patron du MIT, les services secrets. Il avait été l'un des protagonistes des discrètes discussions menées avec des représentants du PKK, notamment à Oslo en 2010 et 2011. Ce fut ensuite le tour, début janvier puis le 23 février, de groupes de députés du BDP, le mouvement pour la paix et la démocratie, un parti prokurde. «J'ai vu un homme disposant de ses pleines capacités, en rien atteint par ses quatorze années d'isolement carcéral», a déclaré Pervin Buldan, l'une des élues de cette formation que les autorités accusaient d'être la vitrine politique du PKK. Accolades, échanges de cadeaux et discussions durant des heures.

Les députés, méticuleusement, ont tout pris en note pour en informer les cadres dirigeants du parti. Ces transcriptions ont été publiées quelques jours plus

tard dans le grand quotidien Milliyet (libéral). L'opinion, stupéfaite, y a découvert un leader kurde au mieux de sa forme et aussi mégalomane qu'à l'accoutumée. «Il est temps de dire adieu aux armes et de se battre pour la paix», expose-t-il aux députés du BDP, affirmant que sa priorité est désormais «de préparer le PKK à ces nouveaux défis». Il évoque la mise en place au Parlement d'une commission «vérité et réconciliation» pour faire la lumière sur le passé, mais reste très flou sur ses autres exigences tout en parlant de décentralisation. Öcalan n'hésite pas à mettre en garde sur l'échec des négociations. «Dans un tel cas, rien ne sera comme avant, nous ne vivrons pas comme avant et nous ne ferons pas la guerre comme avant», assène-t-il, menaçant d'un soulèvement de grande ampleur, tout en clamant qu'il fera tout pour éviter une telle situation.

Le leader kurde a donné trois lettres à ses interlocuteurs : une pour le parti BDP, une autre pour les organisations du PKK en Europe, la troisième pour Qandil, dans les montagnes d'Irak du nord, le quartier général des 5 000 combattants du mouvement. Quelques jours plus tard, leur chef, Murat Karayilan, a salué dans une interview la nouvelle «vision créative» du leader et affirmé : «En tant que PKK, nous essayons de comprendre ces concepts et de les mettre en œuvre.» L'adieu aux armes et la transformation totale de l'organisation ne seront pas faciles à appliquer. «Pour éviter tout dérapage du processus, il faut qu'Öcalan reste au centre des discussions, ce qui limiterait les interférences et les manipulations», souligne la journaliste kurde Aysegül Dogan.

RAGE. L'apparent désir du chef rebelle d'arriver à une solution qui, à terme, lui permettra de bénéficier d'un arrêt domiciliaire, est l'atout maître du gouvernement. «Il est évident depuis des années déjà que, si la guerre est possible sans Öcalan, la paix est impossible sans lui», note un diplomate européen. Son pouvoir sur l'organisation et son

►► prestige restent bien réels, mais il y a aussi une rage croissante montant au sein de la population kurde de Turquie. «[Elle] voit ce qu'ont conquis ses frères kurdes en Irak et bientôt en Syrie, et elle ne peut plus se contenter, comme cela aurait été le cas avant, de simples droits culturels», souligne Seda Altug, de l'université du Bosphore.

L'échec, en 2009, d'une première ouverture kurde du gouvernement avait entraîné une répression massive, avec plus de 8 000 arrestations d'élus, d'avocats, de journalistes et de cadres de la société civile. Une prochaine réforme de certains des articles de la loi «antiterror» pourrait permettre à une

partie d'entre eux de sortir de prison. Mais cela risque d'être insuffisant pour calmer les attentes de la population kurde, d'autant que les autres mesures promises restent dans le vague. Pour le PKK, il n'est en outre pas question d'accepter de la voir traitée comme une minorité, même avec des droits conséquents. Il exige pour les Kurdes le statut de «peuple constitutif», c'est-à-dire une égalité totale avec les Turcs, notamment en ce qui concerne la langue.

Cet enjeu lourd de symboles implique un changement de certains articles de la Constitution. D'où la crainte d'un effet boomerang au sein de l'opinion publique qui, selon

les sondages, souhaite à plus de 90% la paix, mais reste encore en majorité réticente (55%) aux négociations directes avec le PKK. «On peut se demander si une personnalité aussi polarisante qu'Erdoğan est la mieux à même de gérer un processus aussi sensible», s'interroge Sinan Ülgen, directeur du centre de recherches Edam. L'homme fort de la Turquie, au pouvoir depuis 2002, joue sur ce dossier son avenir politique. «Il utilise le désir de paix de la population pour faire passer dans un même référendum des amendements renforçant les pouvoirs du futur président qui sera élu au suffrage universel», analyse Kadri Gürsel, éditorialiste au quotidien Milliyet, inquiet de

l'autoritarisme croissant de celui que beaucoup surnomment déjà «le nouveau sultan».

Face aux réticences, y compris au sein de son parti, à l'égard d'une république présidentielle, Erdoğan table sur un soutien du PKK, lui offrant en échange le pouvoir local dans les régions kurdes du sud-est. Un terrible dilemme pour nombre d'intellectuels engagés de longue date dans cette cause. L'universitaire Cengiz Aktar soupire : «Nous pensions depuis des années que la solution de la question kurde était la clef de la démocratisation du pays, mais cela risque bien de ne pas être le cas.» ♦

REUTERS

Attentats anti-chiites à Bagdad, près de 60 morts

19 mars 2013 par Patrick Markey et Kareem Raheem (Reuters) -

BAGDAD / L'explosion de plusieurs voitures piégées et des attentats suicides ont fait près de 60 morts dans des quartiers chiites de Bagdad et d'autres régions d'Irak mardi, jour du dixième anniversaire de l'attaque américaine qui a renversé Saddam Hussein.

Des responsables hospitaliers ont fait état de 160 blessés.

Une voiture piégée a explosé près d'un marché très fréquenté de la capitale, trois ont visé le quartier de Sadr City, une autre a explosé non loin de la "zone verte" fortifiée abritant des enceintes diplomatiques occidentales. Un kamikaze a également actionné ses explosifs dans un restaurant de Mossoul (nord), visant un responsable de la police.

"J'étais en train de conduire mon taxi et brusquement ma voiture a été secouée. Il y avait de la fumée partout. J'ai vu deux cadavres sur le sol. Les gens criaient et couraient dans tous les sens", a raconté Al Radi, pris dans l'une des explosions à Sadr City.

Un kamikaze au volant d'un camion a en outre précipité son véhicule contre un commissariat dans une localité chiite située dans la banlieue sud de Bagdad, a-t-on appris de sources policières et hospitalières.

Cette vague d'attentats n'a pas été revendiquée.

Des rebelles sunnites liés à Al Qaïda multiplient depuis le début de l'année les attaques contre la communauté chiite, majoritaire en Irak, où les tensions confessionnelles persistent après avoir été exacerbées par l'intervention militaire des Etats-Unis en 2003.

Contesté par la minorité sunnite qui se juge désormais marginalisée, le gouvernement du chiite Nouri al Maliki a annoncé mardi le report pour une période pouvant aller jusqu'à six mois des élections régionales dans les provinces d'Anbar et de Ninive, où le scrutin était prévu le 20 avril.

RÉBELLION PERSISTANTE

La situation en matière de sécurité ne permet pas le déroulement du



scrutin, a jugé le gouvernement.

L'intervention militaire il y a dix ans des Etats-Unis, appuyés par quelques alliés, a rapidement entraîné la chute de Saddam Hussein, issu de la minorité sunnite.

Malgré des accords de partage du pouvoir entre chiites, sunnites et Kurdes, l'Irak a ensuite basculé dans un cycle de violences confessionnelles qui a fait des dizaines de milliers de morts, en particulier dans la période 2006-2007.

Dix ans après l'intervention américaine, le pays reste fragilisé par une rébellion sunnite persistante et de fortes tensions politiques entre les différentes communautés.

La branche irakienne d'Al Qaïda, l'Etat islamique d'Irak, a annoncé son intention de reprendre le contrôle de territoires perdus face aux Américains, dont les troupes combattantes ont quitté le pays fin 2011. Elle a lancé une série d'attaques audacieuses depuis quelques mois, la dernière en date ayant visé jeudi le ministère de la Justice en plein coeur de Bagdad.

La stabilisation de l'Irak est rendue plus difficile par la fragilité du contexte régional. En Syrie voisine, le président Bachar al Assad, issu de la minorité alaouite, une branche du chiisme, est confronté depuis mars 2011 à un soulèvement devenu un conflit armé dans lequel les combattants rebelles sont essentiellement issus de la majorité sunnite du pays.

Des extrémistes sunnites, pour certains liés à Al Qaïda, participent aussi à l'insurrection contre Bachar al Assad.●

Syrie: « Bachar el-Assad ne lâchera pas »

Il y a deux ans, le peuple syrien se soulevait. Aujourd'hui, la guerre civile semble sans issue. Entretien avec Fabrice Balanche, directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient

Angélique Mounier-Kuhn
pour Le Temps

Le 15 mars 2011, alors qu'une fièvre printanière saisissait le monde arabe, quelques vaillants manifestants commençaient à protester contre Bachar el-Assad à Deraa et à Damas, prélude à un soulèvement qui a viré à la guerre civile. Selon certaines estimations, le conflit a déjà coûté 100000 vies, exilé un million de Syriens à l'étranger et déplacé 2,5 millions de personnes à l'intérieur du pays. Fabrice Balanche, directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, à Lyon, dresse un état des lieux dramatique.

À quoi ressemble aujourd'hui la Syrie ?

À un gros puzzle. La Syrie du Nord, de la frontière turque à la frontière irakienne, échappe globalement au régime, à l'exception de poches urbaines. Cette région n'est pas organisée, son contrôle reste très fragmenté entre différents groupes rebelles. Et on ne peut pas dire qu'elle soit « libérée » ou « sécurisée » : l'aviation y mène des raids en permanence pour empêcher les rebelles d'y instaurer un contre-modèle. Les villes, Deir ez-Zor, Hassakié, Alep ou Idlib, restent tenues par le régime, qui y concentre ses troupes. Dans sa stratégie contre-insurrectionnelle, il privilégie les communications et le transport aériens. D'où l'importance pour lui de conserver le contrôle des aéroports proches de ces villes. Il a en revanche abandonné le contrôle des zones kurdes du nord, où il joue la carte de la confrontation entre les Kurdes et les rebelles arabes sunnites. À terme, elle semble inévitable. Les Kurdes (15 % de la population) sont certes opposés au régime, mais ils ont leur propre agenda. Ils veulent un territoire autonome, or il est tronçonné. Il y a déjà eu des combats, comme dans les quartiers kurdes d'Alep ou à Ras al Ain, dans le nord-est, entre des groupes islamistes entrés via la Turquie et les Kurdes.

Sur la côte, le pays alaouite reste tenu par le régime, comme à peu près à 80 % la région d'Homs. Ailleurs, dans certaines zones telles que Talkalakh, sur la frontière libanaise, un modus vivendi s'est instauré entre le régime et les rebelles, tenus de faire barrage aux islamistes. Quant aux frontières, celle avec la Jordanie est tenue, celle avec le Liban l'est encore assez bien, contrairement à la fron-

tière turque qui est ouverte, et celle avec l'Irak qui l'est en bonne part, permettant aux combattants étrangers d'entrer en Syrie et aux rebelles de se réfugier hors du pays.

Enfin, le contrôle de la capitale reste essentiel à la légitimité du régime. « Qui tient Damas tient la Syrie », disait-on à l'époque d'Hafez el-Assad, qui avait mis en place tout un système de défense. La ville est cernée de camps militaires et entourée de villages druzes et chrétiens, grossis par l'exode rural. Le régime a aussi laissé se développer des quartiers informels de populations fidèles le long d'axes stratégiques, comme à proximité de l'aéroport. Dans ces endroits, des comités d'autodéfense se sont constitués. La bataille de Damas lancée en juin 2011 par l'Armée syrienne libre est un échec. Elle y a perdu des centaines, voire des milliers d'hommes.

Quelles sont les forces en présence du côté des rebelles ?

Au départ, l'ASL n'était pas plus qu'un groupe d'officiers ayant fait défection, réfugiés en Syrie où ils ont constitué un état-major qui a apposé le label ASL à tous les groupes se prévalant de faits d'armes en Syrie. Comme en Libye, on a pensé qu'elle pourrait fragmenter l'armée syrienne, mais sa capacité a été surestimée. Aujourd'hui, la situation est encore pire, avec la montée en puissance des groupes islamistes, bien équipés et financés par l'Arabie saoudite, le Qatar ou le Koweït. Ils sont composés de djihadistes syriens revenus d'Irak pour faire des émules dans les villages ou de combattants étrangers et rejoints par des bataillons frustrés de l'ASL. Ces groupes islamistes sont en concurrence les uns avec les autres auprès de leurs « bailleurs de fonds », d'où la multiplication des vidéos vantant leurs exactions. Pour les plus proches d'Al-Qaïda, comme Jabhat al-Nosra, l'objectif est d'abattre le régime, d'instaurer un califat islamique en Syrie puis d'aller libérer la Palestine.

Comment envisagez-vous l'avenir ?

Une intensification des combats entre les deux camps est vraisemblable, puisque chacun reste convaincu qu'il peut gagner. Armer les rebelles, comme le préconisent la France et la Grande-Bretagne, risque d'ajouter de l'huile sur le feu. Le régime n'est pas près de tomber, et continue lui-même d'être armé par les Russes et les Iraniens. Sans parler du danger de voir ces armes tomber dans les mains des djihadistes. Il sera difficile de l'avoir à

l'usure. Les Occidentaux misent sur la persistance d'un conflit de basse intensité, pour laisser le temps aux populations d'organiser une administration, afin qu'une éventuelle chute du régime n'engendre pas le chaos. Mais, en réalité, ce sont plus les islamistes que l'ASL qui sont en train d'organiser les populations. Les classes moyennes, les intellectuels, tout ce qui pouvait constituer un substrat démocratique s'exile, et laisse la place aux radicaux.

Rien ne stoppera le clan Assad ?

Il a été trop loin pour reculer et est prêt à détruire le pays, avec ce slogan : « Bachar ou le feu. » Si on veut la paix, il faut donc se résoudre plus ou moins à le laisser en place. Car, s'il est dos au mur, menacé par la justice internationale, il se battra jusqu'au bout. Mais, comme cette option est inconcevable pour l'opposition, le scénario d'un éclatement du pays doit être envisagé, où aucune réconciliation ne serait possible et où un Etat alaouite finirait par se barricader sur la côte.

Il n'y a aucun espoir de négociation avec l'opposition en exil ?

En raison de ces dissensions, elle n'a pas encore été capable de former un gouvernement provisoire. Il serait censé gérer les zones libérées, mais en réalité la Coalition nationale syrienne (CNS) n'a aucun contrôle sur elles et manque cruellement d'argent. Elle demande 500 millions de dollars afin d'approvisionner les rebelles en armes, et les populations en nourriture. Les sommes promises n'arrivent pas. En prônant le dialogue avec des éléments du régime, le président de la CNS, Moaz al-Khatib, a endossé une posture tactique. Il veut passer pour quelqu'un d'ouvert, mais il peine à s'imposer au sein même de son camp.

Risque-t-on l'embrèvement régional ?

L'impact est considérable car le conflit syrien réactive tous les problèmes communautaires dans la région. Au Liban, chiites et sunnites sont à couteaux tirés. En Irak, les sunnites sont en pleine confrontation avec le gouvernement d'Al-Maliki. En outre, la guerre en Syrie bloque toute l'économie de la région, avec des conséquences graves, en Jordanie notamment. Deux blocs géopolitiques se sont créés et s'affrontent : d'un côté l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. De l'autre, l'Iran et l'Irak. Ces deux blocs sont riches grâce au pétrole et financent leur expérience de guerre en Syrie, qui joue le rôle d'Etat tampon. Si on ajoute à cela la relation entre la Russie et les Etats-Unis, on est en plein scénario de Guerre froide.

Bachar el-Assad ne lâchera pas ?

On s'est trompé sur son compte. En janvier 2011, alors que débutaient les printemps arabes, il avait glissé à des proches, lors d'un dîner privé : « Mon père a tué 30000 personnes à Hama en 1982, il a eu 30 années de sécurité. » Tout était clair. □

Unprecedented Turns On Turkey's Kurdish Question

www.al-monitor.com

By: Cengiz Çandar for Al-Monitor Turkey Pulse.

Turkey is a dazzling country. For years, I have been saying that nobody can claim to be an "expert on Turkey." Developments in the last couple of months have proven how right I was.

Actually anyone can reach the same conclusion by looking at two photographs I saw.

A photograph printed on the first pages of Turkish dailies in July caused a furor. Two women members of the parliament from the Peace and Democracy Party [BDP] known to be following the line of the notorious PKK and accepted as a Kurdish party in the parliament that is perceived as "Turkey's Sinn Fein" were in the photograph. One of them is the current co-chair of BDP and the other was the previous co-chair. They were photographed embracing armed PKK militants who had cut off a road and were checking identifications at a point near the Iraqi border.

Many people believed that the BDP people who had taken several journalists and TV cameramen with them had made a deal with the PKK and the photographs were scripted. In the hot summer days of 2012, meanwhile, the war between the Turkish state and Kurdish insurgents of the PKK were raging in full on the mountainous region near the Iraqi border. The PKK leader Abdullah Ocalan, who is serving in life sentence on Imrali Island near Istanbul, was in full isolation. Nobody had heard from him for more than a year.

As women have 50% representation at every level of BDP leadership structure, as instructed by Ocalan, there is also a woman co-chair. The obviously delighted appearance of Gulden Kisanak, the current co-chair and Aysel Tugluk, the previous one, (whom the PKK calls "guerrillas" and "terrorists" in official Turkish political jargon) caused understandable anger in Turkish public opinion. Turkish public and political circles interpreted the possibly scripted meeting and the embraces as an effort of "legitimizing terror."

In the last quarter of 2012, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan suddenly upped the bar and declared that those who "support terror by embracing terrorists" had no place in the parliament and should someone propose to lift their parliamentary immunity, his ruling party [AKP] would support it.

In the last days of 2012, this issue kept Turkey occupied. BDP countered by saying that if their immunities were lifted, they would withdraw from the parliament as a political party in entirety. Moreover, lifting parliamentary immunities would bring about their judicial prosecution and they would most likely to be arrested.

There was a similar case in 1994. Several parliamentarians of the Democratic Party [DEP], the forerunner of BDP, were arrested in the parliament and carted off to prison where they spent long terms, including three who served 10 years. That period is remembered as the darkest and worst violent era in Turkey's history with its Kurdish issue. The possibility that BDP co-chairs could be arrested brought to mind those dark days and Turkish citizens entered the New Year with considerable anxiety.

Then, a few days before the New Year's Eve, the Prime Minister announced on TV that negotiations had begun with Abdullah Ocalan and that he was optimistic about the outcome because he was seeing the light at the end of the tunnel. On Jan. 3, something unprecedented happened. Two Kurdish parliamentarians were taken to Imrali Island to meet with Ocalan.

It took one and a half months for the second BDP team to go to the island. We are told that Erdogan had vetoed a visit by two co-chairs because of their "embrace of terrorists" in July 2012.

Then three parliamentarians approved by Ocalan, including one ethnic



Kurds take part in a demonstration calling for the release of Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan (depicted on yellow flags), in Strasbourg, eastern France, Feb. 16, 2013.

(photo by REUTERS/Jean-Marc Loos)

Turk and another seen as religious-conservative on the "same frequency with Erdogan," went to Imrali and met with Ocalan for more than three hours.

If this had been all, it wouldn't be seen as an important development. But the delegation left the island with a mission to deliver a letter from Ocalan to the PKK leadership based at Iraq's Kandil Mountains.

A short time later the two co-chairs whose visit to Imrali had been vetoed by Erdogan, and others who had met with Ocalan, went to Kandil as a single delegation. The officials of Iraqi President Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan escorted the delegation to Kandil.

Murat Karayilan, who after Ocalan is considered to be at the top of the PKK hierarchy, accompanied by other top PKK leaders, met the BDP delegation. The PKK officials were in their military fatigues in front of a huge PKK flag and Ocalan poster. Gulden Kisanak and Aysel Tugluk who were in the July 2012 embrace photo were in the same frame, again looking delighted.

The photograph was distributed by a PKK organ, the Firat News Agency [ANF]. The Turkish press used the photograph distributed by the banned ANF in their pages and websites. And, there was no furor in Turkey this time. It was definite that the PKK-BDP meeting, including the two co-chairs, was endorsed by Erdogan.

Ocalan was expected to declare a "a lasting cease fire" on the eve of 21 March Newroz celebrated as the Kurdish New Year along with a plan and calendar for the armed PKK to leave Turkey as Erdogan demands.

Those who had "embraced terrorists" in July 2012 and accused of "legitimizing terror" were somehow transformed to peace doves flown from Imrali Island to Kandil Mountain.

Developments are taking place at a pace that exceeds the imagination of many. Prime Minister Erdogan even opposes the new initiative to be labeled as the "Imrali process" that illustrates Ocalan's authority over the PKK and his influence over the Kurds in general. Erdogan has asked the media to use the label "Solution process" instead.

It would be excessive daydreaming to expect the Kurdish issue that dates back to the declaration of Turkish Republic to solve it in a week or two, in a couple of months and even one or two years. The said process, no matter what it is called, is fragile enough to be derailed any moment. But then we have never had such a process that created so much optimistic expectation of the right course for a solution and peace.

Now eyes are on the Imrali-Kandil traffic. We are waiting for the response of Kandil to Ocalan and another BDP shuttle mission, all to culminate in a historical declaration by Ocalan, to be followed by new steps Erdogan (who has the most to gain in short run) will take.

Coming days are prone to dramatic developments.

Probably in terms of writing the foreword of this unprecedented process, we are in the last crucial days. □

Maliki Puts Kurds on Spot Over Oil Payments

www.al-monitor.com

By: Abdel Hamid Zebari for Al-Monitor

Through the ratification of the Iraqi Public Budget Law for the year 2013 in parliament based on the principle of "majority" rather than "consensus" — amid a Kurdish boycott of the parliamentary session — it seems that Prime Minister Nouri al-Maliki has put difficult choices before the Iraqi Kurds, which may manifest in the coming days.

The Iraqi parliament approved on Thursday [March 7] the country's general budget of \$119 billion. The session was boycotted by Kurdish deputies, and had been delayed for weeks due to several disagreements, most notably over the payments of foreign oil companies operating in the Kurdistan region.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has asked the Iraqi government to pay the remaining dues of foreign companies, estimated at about \$4.5 billion, while the federal government has only agreed to pay \$750 million.

The dispute erupted in September 2012, after the Iraqi government paid around 650 billion Iraqi dinars [\$558 million] out of 1 trillion [\$858 million] owed, on condition that the Kurdistan region would produce 250,000 barrels of oil daily. Payment of the remaining dues was delayed, with the Iraqi government providing various excuses, prompting the Kurdistan region to stop the export of oil from the region's wells through the Turkish Ceyhan line.

As soon as the federal budget law for this year was approved, the KRG announced its rejection of many sections of the law. It noted that the political parties that approved the law based on the principle of majority have overlooked the proposals and observations made by the Kurdistan region on the budget law, violated the rights of the people of Kurdistan and aborted the principle of national consensus and genuine partnership in power.

The KRG pledged to take all possible legal and constitutional action against this attempt, which aims to harm the interests and lives of the citizens of Iraqi Kurdistan.

The presidency of the Kurdistan region described the manner with which the budget law was passed as marginalization of a key component, a supposed founding partner of the political process and rebuilding the state, and a major ethnic group in determining the future of the country.

The position of the presidency of Kurdistan came after President of the Kurdistan Region Massoud Barzani called for an urgent meeting of all members of the Kurdish bloc in the government and parliament in Erbil to discuss the issue.

A presidential statement declared that "in a remarkable step that reinforces division in the Iraqi national ranks and monopoly of political power and the country's leadership, the federal budget was passed by the State of Law coalition led by Maliki without taking into consideration a major nationalist point of view."

The Kurdistan presidential statement adds: "As we are forced to take this position, which is open to all options, we hold the State of Law coalition, Maliki, and their collaborators responsible for what might ensue, and possible positions and developments."

Maliki has put the Kurds in a difficult position in the face of foreign companies operating in the Kurdistan region, which are demanding their dues after having waited for a long time, especially since they had been promised by the KG that it would resolve its legal differences with Baghdad.



Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki (L) speaks next to Iraq's Deputy Prime Minister for Energy Hussain al-Shahristani during a meeting of the Council of Ministers in Kirkuk, May 8, 2012.

The KRG has so far signed 50 contracts with foreign companies, which have invested \$15 billion to \$20 billion in oil exploration and production in the region. However, these companies cannot export oil without the consent of Baghdad or use it in any way because the company in charge of oil export is the Iraqi Oil Marketing Organization (SOMO), and returns go to the Iraqi fund.

The proportion of the general budget allocated to the Kurdistan region is over 15 trillion Iraqi dinars [\$12.9 billion] for 2013, according to the 17% quota set for it within the Iraqi public budget. Should the KRG pay the due payments to foreign companies, it would lose half the budget. This would also put the Kurdistan region in an unnecessary financial quandary as it seeks more development and reconstruction.

Oil analyst and expert Wajid Shaker says that the federal government's procrastination in paying the dues of foreign companies will force the Kurdistan region to pay the amount from the returns of oil being produced in oil wells in Kurdistan.

He told Al-Monitor: "I suppose that the Kurdistan region will take a position. The way to deal with the situation will be based on the KRG's decision. However, I believe that [the KRG] is able to export oil and pay the dues of foreign companies."

Last year, the KRG exported crude oil from wells in Kurdistan via Turkey, but in small amounts and without the consent of Baghdad, saying it adopted this plan to fill the shortage in oil derivatives after the Iraqi government stopped providing it with them, especially since the existing refineries in Kurdistan are unable to process the quantities needed by the local market.

Sources indicate that the Iraqi government's insistence on not paying the dues of foreign companies operating in the Kurdistan region is a step it took to force these companies to stop signing contracts with the Kurds, despite the government's constant warnings directed at these companies.

Shaker said that this would not prevent companies from coming to the Kurdistan region because they are carefully examining the issue: "Big companies like ExxonMobil and Chevron have legal and technical departments that correspond to the governmental technical departments in Iraq. They also have fields worldwide and enjoy a prominent status in the world of oil. They have studied the issue, know their interests and can obtain their rights."

Shaker added, "It seems that the Kurdish position so far is limited to threatening to withdraw from the government headed by Maliki, then withdrawing from the political process in the country. In the final stage, [the Kurds] might adopt a tougher stance, the details of which the Kurdish leaders are withholding, since it is early to do that." While Kurdish political analyst Abdul-Ghani Ali Yahya said in an interview with Al-Monitor that "the ratification of the Iraqi budget for 2013 by the Iraqi parliament, despite a boycott by the Kurdish bloc, contradicts the principle of consensus that has dominated political life in Iraq, albeit on a small scale, and will inevitably lead to the majority government advocated by the State of Law coalition, which is opposed by the Kurds and

⇒ Sunnis.”

He added: “By ignoring the demands of the Kurdish bloc regarding the budget, unlike the other blocs, the ethnic conflict in Iraq will only deepen. Moreover, other Kurdish demands will be ignored in the future and create a sense of injustice and discrimination among them.”

The KRG announced in a statement that it will take legal and political action against the budget ratification, which was done without its approval. Yahya said: “What the Kurds can achieve is economic quasi-independence. However, their success depends on the responsiveness of the international community, particularly Turkey and the West.” He

added, “Any solution to the ongoing conflict between the two governments and among Iraq’s social components will not be without the division of Iraq and the establishment of three states that are Shiite, Kurdish and Sunni.”

Kurdish MP Chuan Mohamed of the Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) said: “The Iraqi government must deal with the Kurds as the second component, and our proposals and opinions must be taken into consideration. We believe that what we were subjected to regarding the budget is tantamount to a genocide of the people of Kurdistan. □

Abdel Hamid Zebari is a contributing writer for Al-Monitor’s Iraq Pulse. A reporter from Erbil who works in the field of print journalism and radio, he has published

atlantico 3 mars 2013

Syrie : que reste t-il de l'opposition laïque ?

Si les Amis de la Syrie sont majoritairement libéraux sur le plan politique, la situation est bien différente sur le terrain, où la rébellion comporte désormais un grand nombre de djihadistes étrangers.



Des membres de l'Armée syrienne libre (ASL). Crédit Reuters
En savoir plus sur

www.atlantico.fr

Les pays alliés pour renverser Bachar el-Assad (Etats-Unis, Royaume Uni, France, Allemagne, Italie, Turquie, Egypte Jordanie, Arabie saoudite, Qatar, Emirats arabes unis) ont convenu jeudi à Rome lors du sommet des "Amis de la Syrie" d'accroître leur aide "politique et matérielle" aux rebelles syriens. Si le débat n'est pas tranché, entre pays européens et même au sein de l'administration Obama, sur l'opportunité d'armer les rebelles, encore convient-il de savoir à qui fournir des armes éventuellement. C'est-à-dire comment distinguer les rebelles "acceptables" aux yeux des occidentaux, supposés laïques ou islamistes modérés, de ceux qui ne le sont pas (et qui au demeurant progressent militairement au détriment des premiers), salafistes décidés à instaurer la charia ou émules d'Al-Qaïda tels que le front Nusra.

Or, il règne une confusion certaine sur le terrain, puisque des centaines de groupes de rebelles opèrent dans le pays, tenant parfois seulement une ville, voire un quartier, aux côtés de l'Armée syrienne libre (ASL), laïque et constituée de soldats déserteurs. Une confusion illustrée par le fait que

même les pays du Golfe qui financent directement ou indirectement les salafistes hésitent à leur fournir des armes lourdes de peur que ces dernières ne se retrouvent entre les mains de groupes incontrôlés.

En fait, hormis des groupes salafistes très idéologisés, qui, même en tenant compte de l'apport de 4 000 combattants étrangers, ne représenteraient que 10 % tout au plus des 100 000 à 150 000 hommes en armes que compte le pays en ce moment, l'appartenance idéologique des groupes armés n'a pas grand sens, estime Peter Harding, spécialiste du pays à International Crisis group. « On se réclame islamiste ou pas en fonction de qui fournit les munitions et les combattants changent aisément d'unités suivant qui a de l'argent et des armes », souligne-t-il.

Sur le plan politique, les choses sont en théorie plus claires, puisque les Amis de la Syrie (mais évidemment ni l'Iran ni la Russie, alliés de Bachar el Assad) ont reconnu la Coalition d'opposition syrienne, constituée en novembre dernier au Qatar, comme seule représentante légitime du peuple syrien. La Coalition, présidée par l'ancien prêcheur Moaz al Khatib, est en fait une nébuleuse de formations laïques (un

concept au demeurant moins tranché en Orient que, par exemple, en France), islamistes et parfois un peu des deux, à l'image de sa principale composante, le Conseil national syrien (CNS), formé à Istanbul en octobre 2011, six mois après le début de la révolte contre Bachar el Assad. Le CNS, censé contrôler l'ASL et qui détient un tiers environ des 60 postes de direction de la Coalition, compte des groupes laïques, libéraux ou nationalistes. Lui sont affiliés les Comités locaux de coordination (LCC), qui fédèrent les mouvements de contestations (non violente) quartier par quartier, des jeunes activistes très actifs sur Facebook ou dans la prise en charge de manifestants blessés.

La direction du CNS est toutefois réputé être sous l'influence des Frères Musulmans, ce qui a expliqué la création de structures affirmant plus nettement leur laïcité ; le CCCND (Comité de coordination pour le changement national et démocratique), mouvement toléré par le régime et ne plaidant pas ouvertement pour le renversement de Bachar el Assad, est dirigé par Hassan Abdel Azim et regroupe des petits partis nationalistes ou socialistes. A aussi été créée en septembre 2011 à Paris la Coalition des forces laïques et démocratiques (CFLD), constitué essentiellement de membres de la diaspora. Le CFLD regroupe une douzaine de partis kurdes, sunnites ou laïques, telles que l'organisation démocratique Assyrienne, le parti démocratique de Hadatha, le parti Alenfetah (basé à Washington), le mouvement syriaque, le parti démocrate kurde, le mouvement Wifaq, le mouvement kurde Yikiti, le parti de l'union populaire Kurde, la coalition des jeunes Sawa. Le CFLD affichait clairement sa crainte de voir la Syrie post Assad dominée par les islamistes.

Au-delà des tiraillements prévisibles sur leur vision de la Syrie après la chute du dictateur syrien, le problème de la plupart des formations politiques, dont les dirigeants vivent à l'étranger souvent depuis longtemps, est qu'elle dispose au demeurant d'assez peu de légitimité en Syrie même où aujourd'hui cette dernière s'acquiert les armes à la main et sans discours politique très structuré. ■

IRAK • Après la guerre américaine, la guerre civile

Dix ans après l'invasion américaine, la corruption, les violences politiques et les tensions ethniques s'intensifient dans l'indifférence générale.

The Independent | Patrick Cockburn

L'Irak en tant que pays est sur le point d'imploser sous l'effet cumulé de la crise politique, sociale et économique, déclarent des dirigeants irakiens. Dix ans après l'invasion et l'occupation américaines, les tensions entre les trois principales communautés – chiite, sunnite et kurde – se sont envenimées au point de friser la guerre civile. "Il n'y a aucune confiance entre les dirigeants irakiens", affirme un responsable politique qui les fréquente quotidiennement. Comme bon nombre de personnes interrogées à ce sujet, il préférera garder l'anonymat.

En Irak, la crise s'aggrave depuis fin 2011 dans l'indifférence générale de la communauté internationale, absorbée par la guerre en Syrie, le "printemps arabe" et la crise économique mondiale. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'efforcent de minimiser les preuves, pourtant éclatantes, que l'invasion et l'occupation de l'Irak ont donné naissance à l'un des gouvernements les plus dysfonctionnels au monde. La violence et l'instabilité persistent depuis si longtemps dans ce pays que les Irakiens, tout comme les étrangers, sont devenus indifférents à tous les signes indiquant que, si mauvaise soit-elle aujourd'hui, la situation pourrait encore sévèrement s'aggraver.

La somme des échecs accumulés par les gouvernements de l'après-Saddam Hussein atteint des proportions phénoménales compte tenu des moyens financiers qui leur avaient été accordés. Si tant d'Irakiens ont salué la chute de Saddam en 2003, indépendamment de leur opinion sur l'occupation étrangère, c'est en partie parce qu'ils croyaient que ses successeurs leur permettraient de retrouver une vie normale après des années de guerre et de sanctions internationales.

Ils comprennent aujourd'hui avec amertume qu'ils se sont trompés, alors même que leur pays enregistre chaque année près de 100 milliards de dollars [76,8 mil-



Une colonne de fumée s'élève au-dessus de Bagdad le 14 mars 2013, après un attentat à la bombe près de la zone verte - AFP

liards d'euros] de revenus liés au pétrole. Bagdad ne compte pratiquement aucun nouveau bâtiment civil, et la plupart des nouvelles constructions sont lourdement fortifiées ou constituent des avant-postes militaires. Dans les rues de Bassorah, au milieu des champs de pétrole, on voit des troupeaux de chèvres fourrager entre les flaques d'égouts et les piles de déchets à la recherche de nourriture.

SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Je me trouvais à Bagdad en janvier lorsqu'une pluie battante s'abattit sur la ville durant quelques jours. Le nouveau système d'évacuation des eaux que les entrepreneurs – irakiens et étrangers – étaient censés avoir construit ces dernières années s'est révélé parfaitement inopérant. J'ai roulé des kilomètres dans l'est de Bagdad à travers une mare boueuse d'eaux usées. Je n'ai fait demi-tour qu'à Sadr City, un quartier ouvrier chiite, où le niveau d'eau devenait trop élevé pour passer en voiture. "Depuis 2003, près de 7 milliards de dollars [5,4 milliards d'euros] ont été consacrés à la construction d'un nouveau système d'évacuation des eaux à Bagdad. Soit il n'a jamais été construit, soit il a été très mal conçu", reconnaît Shirouk Abayachi, conseiller au ministère des Ressources hydrauliques.

Les Irakiens attendaient une amélioration des conditions de sécurité et un retour de l'Etat de droit après Saddam, là encore leurs espoirs ont été déçus. Si les violences ont nettement diminué par rapport aux massacres de 2006 et 2007 (lorsque plus de 3 000 Irakiens perdaient la vie chaque mois), Bagdad et le centre de l'Irak demeurent néanmoins parmi les endroits les plus dangereux de la planète en termes de bombardement, d'assassinat et d'enlèvement. Le problème va au-delà de la violence politique qui empoisonne la vie des citoyens, il s'agit d'un délitement de la société civile qui pousse bon nombre d'Irakiens à se tourner vers la justice tribale plutôt que la police et les tribunaux officiels. "Si vous avez un accident de la route, qu'importe que vous soyez en tort ou non, ce qui compte c'est à quelle tribu vous appartenez", nous explique une femme.

Ce sentiment d'insécurité devant l'arbitraire contamine également la vie politique. Si les gens ont un peu moins peur que sous Saddam, ce n'est pas parce que les forces de sécurité sont moins féroces ou moins corrompues mais seulement parce qu'elles sont moins efficaces. Le pouvoir de Nouri al-Maliki, Premier ministre depuis 2006, ressemble de plus en plus à une dictature dotée de moyens de répression sophistiqués – notamment les prisons secrètes, où le recours à la torture est généralisé. Al-Maliki s'est efforcé d'obtenir un monopole de pouvoir sur l'armée, les services de renseignement, l'appareil d'Etat et le budget, et a veillé à ce que ses partisans obtiennent la part du lion des contrats publics. Sa coalition de l'Etat de droit n'a rassemblé que 24 % des suffrages aux élections de 2010 – soit 2,8 millions de voix sur un total de 19 millions d'électeurs –, cependant il gouverne comme s'il avait été plébiscité.

Saddam Hussein et les Américains ont appris à leurs dépens que l'Irak ne pouvait pas être gouverné par la seule force. Al-Maliki a mis du temps à comprendre cela. L'influence des communautés ethniques et religieuses est trop considérable pour permettre à l'Etat d'imposer son autorité, celle-ci étant en outre minée par les diverses loyautés de chaque Irakien à une tribu, un clan ou une famille agrandie. Quand ils se sont retirés d'Irak, les Américains s'inquiétaient essentiellement de laisser un vide sécuritaire derrière eux. C'était mal connaître la vie politique irakienne. "L'Irak [d'après Saddam] reposait sur un consensus entre les trois communautés, explique un responsable irakien qui avait cru un temps

à l'avenir de son pays. Ce consensus politique a volé en éclats." Les dégâts ne sont pas encore irréparables, poursuit-il, mais, en cas d'échec, "la fin de l'Irak et la division du pays deviendront inévitables".

NI LA PAIX NI LA PROSPÉRITÉ

D'autres, tout aussi pessimistes, reprochent au Premier ministre d'exacerber et d'exploiter les divisions politiques pour rester au pouvoir. Principal leader de la communauté chiite, qui représente les trois cinquièmes de la population, il entretient la peur chez ses coreligionnaires en suggérant que leur domination politique est menacée par les sunnites – un cinquième de la population – autrefois au pouvoir avec Saddam. L'année dernière, il a tenté d'unir les sunnites et les chiites contre les Kurdes – un autre cinquième de la population – en mobilisant des troupes et en menaçant d'envahir les territoires sous contrôle

kurde.

Les sunnites ont essuyé de lourds revers avec la chute de Saddam, la formation d'une coalition gouvernementale entre chiites et Kurdes et la guerre civile et communautaire. Mais la guerre en Syrie marque pour eux un revirement de fortune. Aux portes de leurs propres bastions que sont les provinces d'Anbar et de Nineveh, le combat de la majorité syrienne sunnite leur redonne du courage. Ils sont aussi confortés par les Etats sunnites comme la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar, qui soutiennent les rebelles syriens et les contestataires sunnites en Irak.

Depuis la fin décembre en effet, les sunnites irakiens manifestent pacifiquement contre toutes les formes de discrimination. Al-Maliki et ses conseillers semblent enfin prendre la mesure de ce mouvement et de l'importance de la contre-offensive sunnite au Moyen-Orient. "Si l'opposition [syri-

enne] l'emporte, il y aura une guerre civile au Liban, des tensions en Jordanie et des violences communautaires en Irak", a-t-il prédit récemment.

Quelles qu'aient été les intentions des Américains et des Britanniques il y a dix ans, force est de constater que l'invasion de l'Irak n'a amené ni la paix ni la prospérité. Avant 2003, si un Irakien était arrêté pour motif politique, il pouvait s'attendre à être torturé à moins d'avouer immédiatement et cela n'a pas changé. La seule différence positive est qu'il a moins de chances d'être exécuté. Les citoyens ordinaires se montrent plutôt pessimistes, ou ambivalents, à propos de leur avenir. "Si vous demandez à mes étudiants ce qu'ils veulent, témoigne le professeur Yahya Abbas, dans 95 % des cas, ils vous répondront : 'partir d'Irak'".

Le Monde 15 mars 2013

Le Kurdistan d'Irak : une région martyrisée qu'il faut soutenir

Par Bernard Cazeau, Jean-Jacques Bridey, Pierre Lellouche, Yves Blein, Pierre Laurent, Bernard Kouchner, Jean-Christophe Cambadélis

Considérée aujourd'hui, dans un Moyen-Orient en pleine mutation, comme l'une des régions les plus stables politiquement, les plus prometteuses économiquement, avec un pluralisme assumé et ouvert sur différentes religions et idées politiques, la Région fédérale du Kurdistan d'Irak revient pourtant de loin.

Le 16 mars, cette région fédérale de l'Irak nouveau commémore une date hautement symbolique : le 25^{ème} anniversaire des bombardements à l'arme chimique de la ville d'Halabja par l'ancien régime irakien de Saddam Hussein. Un acte de mémoire dû aux victimes et à cette ville symbole de la tragédie kurde de l'époque de la dictature.

On se souvient tous de ces milliers de cadavres, femmes, enfants et vieillards, qui jonchaient les rues de cette petite ville du Kurdistan. Cinq à dix mille habitants de la ville ont été asphyxiés par le gazage chimique en l'espace de quelques heures dans le silence et l'insouciance de la communauté internationale à l'époque. Il faut rappeler que le dictateur irakien était en odeur de sainteté en Occident, lié à l'Etat irakien par de juteux contrats de ventes d'armes durant sa décennie de guerre destructrice contre l'Iran.

"ALI LE CHIMIQUE"

Nous connaissons aujourd'hui l'ampleur de cette horreur. Ces

plans d'extermination, ces actes de génocide visant à éradiquer tout un peuple, connus sous le nom de code d'"Anfal", étaient conduits par le cousin du dictateur irakien, le général Ali Hassan al-Majid, dit "Ali le Chimique". Selon une comptabilité macabre, dressée par les organisations internationales : plus de 4 000 villages ont été rasés de la carte au bulldozer, des sources d'eau bétonnées, des nappes phréatiques et des terres arables contaminées, dont les conséquences se font sentir encore aujourd'hui. En vies humaines : les estimations vont de 180 000 à 250 000 personnes ; des milliers d'autres sont toujours portées disparues et de nouveaux charniers contenant des restes des victimes kurdes sont encore découverts de nos jours dans le désert et dans le sud de l'Irak. Les malformations infantiles sont fréquentes. Les séquelles physiques et psychiques vont marquer pendant longtemps encore les habitants et l'environnement.

Nos démocraties, et en particulier la France, ont le devoir d'aider l'Irak nouveau à se tourner résolument vers l'avenir ; un avenir lui permettant d'assurer paix et stabilité pour ses différentes composantes et d'être en paix avec ses voisins. La jeune démocratie kurde dans ce pays mérite notre soutien. Nous devons aussi soutenir la Région fédérale du Kurdistan qui accueille à elle seule plus de 90% des réfugiés syriens fuyant leur pays et qui s'installent en Irak.

Bernard Cazeau, président du Groupe d'Amitié France-Irak au Sénat, Jean-Jacques Bridey, président du Groupe d'Amitié France-Irak à l'Assemblée nationale, Pierre Lellouche, député, Yves Blein, député, Pierre Laurent, sénateur, Bernard Kouchner, ancien ministre des affaires étrangères, Jean-Christophe Cambadélis, député.

10 years after US invasion, Kurds look to the West

Leaders consolidate autonomy 10 years after U.S. invasion



A Kurdish flag flies at the Citadel fortress in the old center of Erbil, the capital of Iraq's autonomous Kurdish region. Disputes with Iraq over oil and territory could push Kurds toward a split. / KARIN LAUB/ASSOCIATED PRESS

By Karin Laub, Associated Press

IRBIL, Iraq — At an elite private school in Iraq's autonomous Kurdish region, children learn Turkish and English before Arabic. University students dream of jobs in Europe, not Baghdad. And a local entrepreneur says he doesn't like doing business elsewhere because areas outside Kurdish control are too unstable.

In the decade since U.S.-led forces invaded Iraq, Kurds have trained their sights toward Turkey and the West, at the expense of ties with the still largely dysfunctional rest of the country.

Aided by an oil-fueled economic boom, Kurds have consolidated their autonomy, increased their leverage against the central government in Baghdad and are pursuing an independent foreign policy often at odds with that of Iraq.

Kurdish leaders say they want to remain part of Iraq for now, but increasingly acrimonious disputes with Baghdad over oil and territory might just push them toward separation.

"This is not a holy marriage that has to remain together," Falah Bakir, the top foreign policy official in the Kurdistan Regional Government, said of the Kurdish region's link to Iraq.

A direct oil export pipeline to Turkey, which officials here say could be built by next year, would lay the economic base for independence. For now, the Kurds can't survive without Baghdad; their region is eligible for 17 percent of the national budget of more than \$100 billion, overwhelmingly funded by oil exports controlled by

the central government.

Since the war, the Kurds mostly benefited from being part of Iraq. At U.S. prodding, majority Shiites made major concessions in the 2005 constitution, recognizing Kurdish autonomy and allowing the Kurds to keep their own security force when other militias were dismantled. Shiites also accepted a Kurd as president of predominantly Arab Iraq.

Still, for younger Kurds, who never experienced direct rule by Baghdad, cutting ties cannot come soon enough.

More than half the region's 5.3 million people were born after 1991, when a Western-enforced no-fly zone made Kurdish self-rule possible for the first time by shielding the region against Saddam Hussein. In the preceding years, Saddam's forces had destroyed most Kurdish villages, killing tens of thousands and displacing many more.

Students at Erbil's private Cihan University say they feel Kurdish, not Iraqi, and that Iraq's widespread corruption, sectarian violence and political deadlock are holding their region back.

"I want to see an independent Kurdistan, and I don't want to be part of Iraq," said Bilend Azad, 20, an architectural engineering student walking with a group of friends along the landscaped campus. "Kurdistan is better than other parts of Iraq. If we stay with them, we will be bad like them, and we won't be free."

Kurds are among the main beneficiaries of the March 20, 2003 U.S.-led invasion that ousted Saddam, and sympathy for America still runs strong here.

Rebaz Zedbagi, a partner in the Senk Group, a road construction and real estate

investment company with an annual turnover of \$100 million, said his success would have been unthinkable without the war.

The 28-year-old said he won't do business in the rest of Iraq, citing bureaucracy and frequent attacks by insurgents, but said opportunities in the relatively stable Kurdish region are boundless.

"I believe Kurdistan is like a baby tiger," said Zedbagi, sipping a latte in a Western-style espresso bar in the Family Mall, Erbil's largest shopping center. "I believe it will be very powerful in the Middle East."

The Kurdish region has undergone a dramatic transformation in the past decade.

Its capital, Erbil, once had the ambience of a large village. It has grown into a city of 1.3 million people, with the beginnings of a skyline, several five-star hotels and construction cranes dotting the horizon.

The SUV-driving elites have moved into townhouses in new communities with grand names like "The English Village." Erbil's shiny glass-and-steel airport puts Baghdad's to shame.

The number of cars registered in the province of Erbil — one of three in the Kurdish region — jumped from 4,000 in 2003 to half a million today and the number of hotels from a handful to 234, said provincial governor Nawzad Mawlood.

Planning Minister Ali Sindi took pride in a sharp drop in illiteracy, poverty and unemployment in recent years.

But the Kurds have a lot more work cut out for them. The region needs to spend more than \$30 billion on highways, schools and other basic infrastructure in the next decade, Sindi said. A housing shortage and a high annual population growth rate of almost 4 percent have created demand for 70,000 new apartments a year.

There's also a strong undercurrent of discontent, amid concerns about the concentration of power in the hands of a few. Opposition activists complain of official corruption, and the international group Human Rights Watch said security forces arbitrarily detained 50 journalists, activists and opposition figures in 2012.

The region's parliament "is weak and cannot effectively question the (Kurdish) government," said Abdullah Mala-Nouri of the opposition Gorran party.

Iraq's central government strongly opposes the Kurds' quest for full-blown independence.

Iraqi leaders bristle at Kurdish efforts to forge an independent foreign policy, and the two sides disagree over control of disputed areas along their shared internal border. In November, Kurdish fighters and the Iraqi army were engaged in a military standoff, and tensions remain high.

Oil is at the root of those disputes.

Iraq sits atop the world's fourth largest reserves of conventional crude, or about 143 billion barrels, and oil revenues make up 95 percent of the state budget.

☞ Kurdish officials claim their region holds 45 billion barrels, though that figure cannot be confirmed independently.

The central government claims sole decision-making rights over oil and demands that all exports go through state-run pipelines. The Kurds say they have the right to develop their own energy policy and accuse the government of stalling on negotiating a new deal on sharing oil revenues.

The Kurds have also passed their own energy law and signed more than 50 deals with foreign oil companies, offering more generous terms than Baghdad.

An oil company doing business in the region, Genel Energy, began shipping Kurdish oil by truck to Turkey in January.

The planned direct export pipeline is of strategic importance, said Ali Balo, a senior Kurdish oil official. "Why are we building it? Because we always have problems with Baghdad."

The project also highlights Turkey's growing involvement in the region, a marked change from just a few years ago when ties were strained over Ankara's battle against Kurdish insurgents seeking self-rule in Turkey.

Mutual need forged the new relationship.

Turkey, part of the region's Sunni Muslim camp, needs more oil to fuel its

expanding economy. It prefers to buy from the Kurds rather than the Shiite-led government in Baghdad, seen as a member of the region's rival Iranian-influenced axis. The Kurds, also predominantly Sunni, need Turkey not just as a gateway for oil exports but also as a business partner.

Almost half of nearly 1,900 foreign companies operating here are Turkish, government officials say. Seventy percent of Turkey's annual \$15 billion Iraq trade is with the Kurdish region.

In a sign of the times, Turkish and English are the languages of instruction at a top private school in Irbil. During music class at the Bilkent school, third-graders sitting cross-legged on a large carpet sang "Twinkle, twinkle, little star" in Turkish, followed by "London Bridge" in English.

The 351 students start studying Kurdish, the native language of most, in third grade. Arabic is introduced last, in fourth grade.

The curriculum reflects the priorities of the school's founder, a member of Iraq's ethnic Turkmen minority. But it also suits Kurdish parents who believe their children's future is tied to Turkey.

Oddly, Turkish-Kurdish ties are flourishing at a time of continued cross-border violence.

Turkish warplanes routinely strike

bases of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, a Turkish rebel group operating from the Qandil mountains of Iraq's Kurdish region. The PKK launches raids into Turkey from its mountain hideouts.

Both sides are simply keeping the two issues separate.

Turkey has stopped linking improved ties with Irbil to resolving Turkey's conflict with the PKK, a fight which has claimed thousands of lives since 1984. The Kurds keep quiet about Turkish airstrikes on their territory.

As problems with Baghdad fester, Kurdish officials say their region's departure from Iraq is inevitable. Many here dream of an independent Kurdistan, made up of parts of Syria, Turkey, Iran and Iraq, home to more than 25 million Kurds.

"As a people, we deserve that," said Bakir, the foreign policy official. "We want to see that in our lifetime."

But with key allies such as the U.S. and Turkey opposed to splitting up Iraq, the Kurds say they won't act with haste or force.

Asked if the Kurdish region would declare independence once it can export oil directly, Bakir said: "We will cross that bridge when we get there. At this time, we are still committed to a democratic, federal, pluralistic Iraq." ■

BBC NEWS

16 March 2013

Iraqi Kurds mark 25 years since Halabja gas attack

Kurds in northern Iraq have been commemorating the 25th anniversary of the chemical weapons attack on the town of Halabja by Saddam Hussein's forces.

Clutching photos of dead relatives, mourners observed a minute's silence at the Martyr's Monument in Halabja.

An estimated 5,000 people, mostly women and children, were killed when Iraqi jets dropped poison gas on the town.

Many others died later of cancer and other illnesses, and the legacy of chemical contamination persists.

The attack on Halabja on 16 March 1988 was the most notorious act of chemical warfare in modern times, the BBC's Jim Muir in Baghdad says.

Iraqi government forces attacked the town near the Iranian border after it was taken over by Kurdish rebels towards the end of the



Women weep as they look at photos of the dead in Halabja. The consequences of the attack are still being felt

Iran-Iraq war.

Scarred memory

The exact number killed is not known, but Iran into the thousands as townspeople choked on a mixture of mustard gas and nerve agents.

Researchers believe the contamination passed not only into the soil and water, but also into the gene pool, with abnormal numbers of children since being born with genetic malformations.

In a speech marking the anniversary, the regional prime minister of Iraqi Kurdistan, Nechirvan Barzani, called for 16 March to be recognised as an international day against chemical weapons, the AFP news agency

reports.

The atrocity at Halabja scarred the collective memory of Iraqi Kurds and hardened their determination to run their own affairs autonomously within a loose Iraqi federation, our correspondent says.

The two men directly responsible - Saddam Hussein and his cousin Ali Hassan al-Majid - known as "Chemical Ali" - were hanged in 2006 and 2010.

The attack on Halabja was part of a wider campaign known as "Anfal" in which tens of thousands of Iraqis were killed by their own government. ■

PKK free Turkish hostages to reinforce peace talks with Erdogan government

Kurdish guerrillas in Iraq free eight hostages on orders of PKK leader Abdullah Ocalan as hopes rise of ceasefire next week

Constanze Letsch in Istanbul and Ian Traynor

The eight Turkish prisoners are seen as they are released in the northern Iraqi city of Dohuk

The Turkish prisoners being freed in the northern Iraqi city of Dohuk. The six soldiers, a policeman officer and a local official appeared in good health. Photograph: Reuters

The fresh initiative to settle the 30-year-old Kurdish insurgency in Turkey yielded its first dividend on Wednesday when the PKK fighters of the Kurdistan Workers' party released eight hostages in a gesture aimed at reinforcing a fragile peace process.

Following orders from the PKK leader, Abdullah Ocalan, who has been imprisoned, mostly in solitary confinement, on a Turkish island for 14 years, guerrilla commanders based across the border in northern Iraq announced the freeing of the Turkish hostages, some of whom have been held for more than 18 months.

Anxious, if relieved, family members of the six soldiers, a police officer and a civil servant, rushed to Harbur on the Turkish-Iraqi border to meet their relatives.

"We release eight captives to the delegation upon the request of our leader. Our only aim is to contribute to the [peace] process," said Baver Dersim, a PKK commander in the Qandil mountains of Iraqi Kurdistan, where the PKK, deemed terrorists by the US and the European Union, is headquartered.

The release was the first tangible result of the attempt at a negotiated settlement, which kicked off gingerly last October with Turkish intelligence service approaches to Ocalan, but which in recent weeks has escalated, generating a wary confidence that the chances of ending one of the world's longest-running conflicts are perhaps better than ever before.

The conflict has claimed more than 40,000 lives since it erupted in 1984, with the past 18 months especially bloody, leaving about 900 dead. The prospects for a settlement and the apparent willingness on both sides to negotiate are being fed by a mutual sense of stalemate in the fighting.

Husamettin Zenderlioglu, a Kurdish politician of the BDP, or Peace and Democracy party, the political arm of the PKK, was among the team escorting the freed hostages from Iraq to Turkey. "The



Turkish prisoners, left, stand after their release in the northern Iraqi city of Dahuk, after being held for two years in northern Iraq by the Kurdistan Workers' Party (PKK), Wednesday, March 13, 2013.

personnel have been handed over safely," he said.

The release of the hostages and the expectation that the PKK could declare a ceasefire next week have been seen as confirmation of Kurdish good faith in a delicate process where mistrust remains strong on both sides.

"It shows that the negotiations are on the right track, that things are going well so far," said Vahap Coskun, a university political scientist in the main Kurdish city of Diyarbakir in south-east Turkey.

"This is a very important, a very crucial step of this ongoing peace process. Not only is the release of the hostages a sign of goodwill on the part of the PKK, but the organisation also signals that they want to continue the peace talks."

It is not clear how the Turkish government will respond, however, amid signs that the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, is aggressively trying to keep control over, and dictate the terms of, the negotiations.

The momentum picked up a couple of weeks ago when Kurdish politicians were allowed to visit Ocalan on his island prison and returned with a 20-page "roadmap" for peace that envisages a PKK ceasefire, withdrawal of fighters into Iraq, disarmament, as well as a package of civil and human rights concessions to the Kurds, and reform of draconian anti-terror laws that have put 8,000 Kurdish activists in jail, often merely for voicing their opinions.

The Ocalan roadmap was promptly leaked to the Milliyet newspaper, triggering a government-inspired hunt for the culprit.

Erdogan lashed out the press for "sabotaging" the peace efforts. The large media conglomerates backing the government promptly fell into line. A journalist defending the leaks as press freedom was suspended.

Ocalan stressed in his roadmap that the Kurds were not seeking a separate independent state, but that the Turkish government had to grant Kurds all cultural rights in order to achieve peace.

"The PKK made a positive step. Now it is the turn of the government to act. This sign of goodwill needs an answer," said Abdullah Demirbas, the BDP mayor of a Diyarbakir district. "I am very moved by today's events. It gives me hope that the on-going negotiations will finally achieve peace for all of us."

Ocalan is now expected to announce a ceasefire on 21 March, when Kurds in Turkey celebrate Newroz, their new year holiday.

Ongoing Turkish air strikes targeted at the PKK in northern Iraq, meanwhile, feed Kurdish leaders' suspicions about the Erdogan government.

"These military operations have a detrimental effect on the peace talks," said Coskun. "Once the PKK declares a ceasefire, the Turkish government will probably stop military operations against PKK camps in northern Iraq. And once the fighting stops, the peace process will gain momentum." ●

Under strain, Syria turns to paramilitary groups for help



Syrian Army forces loyal to President Bashar al-Assad being briefed in Aleppo on Feb. 21 before deploying to the city's old souk.

BEIRUT

Forces cede territory to rebels in effort to protect Assad's power

BY ANNE BARNARD

The Syrian Army is handing over more and more checkpoints to paramilitary groups of local civilians, giving up territory in the northeast without much of a fight and even enlisting the top state-appointed Muslim cleric as a recruiter — developments that analysts say point to the military's continuing strain and deterioration.

For nearly two years, a military that was built to repel an Israeli invasion has been fighting a completely different battle against a domestic insurgency, the kind of engagement that wears down equipment, brings a steady drumbeat of casualties and offers few clear-cut successes to lift morale.

As the government wages a war that a pro-government daily suggested Tuesday could go on "for years," it has continued to consolidate its forces around Damascus and other central cities and has placed new emphasis on mobilizing civilian supporters to take up arms for what it paints as an existential battle against foreign-financed terrorists.

That strategy, analysts say, aims to relieve the military from the task for

which it is most poorly suited — holding neighborhoods in an urban war — and to conserve its considerable remaining strength to protect the hub of President Bashar al-Assad's power.

The results could be seen last week as rebels swept into the northeastern city of Raqqa and, with an air of self-confidence, set up the beginnings of self-government. Although the government continues to pound the city with airstrikes, the capture increased the swath of territory in the north where rebels hold sway on the ground.

Yet with the army still strong in the center, analysts say Syria is increasingly divided between tight government control in Damascus, de facto rebel control in the north and east and some Damascus suburbs that the government appears unable to regain, and a bloody and increasingly sectarian paramilitary battle in contested cities like Aleppo and Homs.

A conventional army like Syria's "cannot really fight nonstop war," said Elias Hanna, a retired Lebanese general who is a professor at the American University at Beirut. "It is weakening for sure."

Much of the Syrian Army remains well organized and capable, he said, with a far more effective command-and-control structure than the highly motivated but loosely structured rebel coalition it faces.

But, he said, the regular army's soldiers "rely morally and psychologically on something like a truce, like sur-

render, like destroying the enemy, and in this kind of war you are not really able to measure your success."

Since early in the conflict, large numbers of military-age men have legally paid thousands of dollars to avoid military service — so many that analysts say the fees have constituted a significant revenue stream for a government that is determined to keep paying salaries to show that it remains in control.

The government has long lacked enough reliably loyal troops to blanket contested areas with patrols or take them with ground operations, so it has instead relied on indiscriminate airstrikes and artillery attacks that have pushed the death toll well above 70,000, according to U.N. estimates.

Now, to fill the gap, the government is increasingly relying on paramilitary groups, according to analysts and a recent U.N. report.

The groups began as shabiha, pro-government militias sometimes formalized as Popular Committees. In recent months they have been organized under

The shift toward paramilitary operations reflects the conflict's dangerous turn toward sectarian warfare.

a structure called the National Defense Forces. The U.S. government has accused Iran, Syria's ally, of helping build

the groups on the model of Iran's feared Basiji militia.

In government-controlled areas of Aleppo, in parts of Damascus and elsewhere, many of the ubiquitous checkpoints are now controlled by those groups, usually made up of locals rather than the army, said Peter Harling, the Syria analyst for International Crisis Group, a conflict monitoring organization.

"There are a lot of people who don't want to be absorbed into the army," he said. "There are huge amounts of casualties, and no clear progress, so going to fight for the regime in far-flung areas is not a very appealing proposition. Holding your ground, protecting your own neighborhood, is far more appealing to people."

The pro-government daily Al Watan declared Tuesday that the army remained unbent and had "at its disposal enough men and weapons to fight for years to defend Syria."

But it also urged civilians to come to the army's aid.

"The army is fulfilling its duties, and citizens must now defend their districts, each according to their capacity, as they have done in Aleppo, Hama and Homs, where residents have taken up arms," the newspaper said.

The shift toward paramilitary operations reflects the conflict's dangerous turn toward sectarian warfare between the Sunni Muslims who make up most of the insurgency and the president's minority Alawite sect.

A Damascus resident said in an interview in Antakya, Turkey, on Sunday that in his neighborhood — Tadamon, which lies between contested areas

south of the city — Sunni residents were far more afraid of Alawite paramilitaries, who abduct and harass people with impunity, than of soldiers.

He said he had many friends in the military who remained there only because they were afraid to leave, needed their salaries to support their families or relied on the extra packages of bread that military members received.

Some Christian families have fled Aleppo rather than submit to a recent aggressive army recruiting campaign, fearing that their sons will be stopped at checkpoints and forced into service, according to Aksalser, an Arabic language Web site that says it is independent and based in Aleppo. "Syrians don't want to push their children to join a battle which aims to ensure Assad's survival in the seat of power," the site said.

The government has consistently painted itself as the guardian of a secular order that protects minorities, fueling an impression among many of its supporters that they are fighting for their lives against the uprising.

Many critics reject that argument, saying the government oppressed the Sunni majority under the cover of secularism for decades and then played on minority fears by painting a broad-based opposition as extremist Muslim terrorists.

The uprising began as a peaceful movement for democratic reform but turned to arms after the government fired on nonviolent protesters. As cash-strapped rebels found support from foreign Islamist backers, the influence of extremist fighters has grown, further stoking the fears held by minorities.

In an unusual appeal on national tele-

vision on Monday, the top state-appointed Muslim cleric called on all Syrians to urge their children to join the army.

"Syria is the last model of a civilized nation which converts diversity into richness instead of clashes and weakness," he said.

Yet he also made what appeared to be a special appeal to Sunnis, saying that the rebels were "targeting the Arab and Islamic nation."

Analysts said that the mufti could not seriously expect to draw recruits from the Sunni heartland, where entire neighborhoods have been leveled by government artillery and airstrikes, and that the speech appeared aimed to reinforce the government's narrative that the fall of the regime would destroy Syrian society.

A group calling itself the Coalition of Free Alawite Youth pushed back Tuesday, offering an alternative for Alawites who do not want to take up arms.

It invited them to flee to Turkey, promising that "within a few days, we will secure free accommodation for them with a monthly salary that will shield them from humiliation."

It invoked God's blessings, and concluded: "Those who wish to leave, please contact the administrators of the page."

Hania Mourtada contributed reporting.

INTERNATIONAL
Herald Tribune WEDNESDAY, MARCH 13, 2013

Iran receives harsh review from U.N. rights official

GENEVA

BY NICK CUMMING-BRUCE

With presidential elections approaching in June, Iran has cracked down on journalists, rights activists and lawyers in what appears to be an attempt to stifle dissent, a United Nations investigator said Tuesday. He also said the judicial authorities in Iran had tortured some Iranians for contacting him.

Iran rejected the assertions by the investigator, Ahmed Shaheed, calling them unfounded propaganda done under pressure of the West to malign the

country. Iranian officials have issued similar rejoinders to the reports of Mr. Shaheed, a former foreign minister of the Maldives, since he was appointed to the role after the repression of anti-government protests over the disputed Iranian presidential election of 2009.

"The human rights situation in Iran has been worsening, is continuing to worsen," Mr. Shaheed said. Speaking after briefing the U.N. Human Rights Council, he said, "I characterize the situation as one of widespread violations that are systemic and systematic."

He asserted that rights abuses, including what he called "serious torture," had been carried out across a wide section of society, affecting people engaged in a range of activities.

Mr. Shaheed expressed particular concern for the situation of journalists, rights activists and prominent lawyers defending politically sensitive cases or working with organizations promoting human rights who were facing long prison sentences or lengthy bans on their ability to practice their professions.

In a statement to the council he said they "continue to be subjected to harass-

ment, arrest, interrogation, and torture and are frequently charged with vaguely defined national security crimes, which is seemingly meant to erode the front line of human rights defense in the country."

The Iranian authorities arrested at least 17 journalists this year, charging nearly all of them with communicating with "anti-revolutionary" international news organizations or human rights organizations, he said. Another 45 journalists were already in detention at the start of the year. "With elections round the corner in June, these sort of accusations do not bode well for the prospect of free and fair elections in the country," he said.

As further evidence of Iranian authorities' determination to shut off such contacts, they had charged five Kurdish prisoners with "contacting the office of the special rapporteur," Mr. Shaheed told the council. "These prisoners were reportedly interrogated and severely tortured for the purpose of soliciting confessions about their alleged contact with me."

vendredi 15 mars 2013

Paris et Londres veulent armer les rebelles

JEAN-JACQUES MÉVEL
CORRESPONDANT À BRUXELLES

IMPOSANT la question syrienne au sommet, François Hollande a demandé jeudi aux Européens de lever l'embargo sur les armes de guerre en faveur de la révolte contre Bachar el-Assad, sans exclure de passer outre si ses partenaires s'y refusaient. « Nous souhaitons que les Européens lèvent l'embargo (...), c'est ce que je vais dire à mes collègues, a dit le président en arrivant à Bruxelles. La France doit d'abord convaincre ses partenaires. Si d'aventure il devait y avoir un blocage, alors la France prendrait ses responsabilités (...) On ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer par un régime qui a démontré qu'il refuse toute discussion politique. »

Paris peut compter sur le soutien résolu de Londres. Dès mardi, le premier ministre David Cameron avait annoncé que faute d'accord européen, il entendait agir « comme bon (lui) semble » pour livrer des armes à la rébellion syrienne. Dans un contraste saisissant avec l'acrimonie franco-britannique du dernier sommet, les deux hommes se sont retrouvés pour un tête-à-tête avant le huis clos à vingt-sept.

L'objectif affiché est de faire monter la pression sur le régime el-Assad pour qu'il accepte enfin le dialogue avec une opposition que la France a été la première à reconnaître. Il ne s'agit « pas d'aller vers une guerre totale, et « la France n'écarte

pas une issue politique » à l'avenir, insiste le chef de l'État. Mais à l'instant présent, « nous devons considérer que les solutions politiques ont échoué ».

Mais en coulisses, les deux côtés de la Manche s'activent pour passer à l'acte. L'une des options serait de livrer des missiles sol-air aux rebelles syriens, désarmés face à l'aviation du régime. Dans une récente interview au *Figaro*, le général Salim Idriss, nouveau chef de l'Armée syrienne libre, réclamait aussi des armes antichars et des munitions pour les pièces d'artillerie prises à l'ennemi.



« On ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer par un régime qui a démontré qu'il refuse toute discussion politique »

FRANÇOIS HOLLANDE

La France et le Royaume-Uni sont exaspérés par l'inertie européenne face à l'aggravation du conflit syrien et l'entêtement du régime. À l'échelon européen, l'embargo ne peut être levé qu'à l'unanimité à moins d'attendre qu'il ne s'éteigne de lui-même à la fin mai. Paris et Londres semblent bien plus pressés.

Entretenant la pression, Laurent Fabius compte obtenir une réponse dans les semaines qui viennent. « Il faut aller ex-

trêmement vite (...) On ne peut pas accepter ce déséquilibre actuel avec, d'un côté, l'Iran et la Russie qui livrent des armes à Bachar et, de l'autre, des résistants qui ne peuvent pas se défendre », disait-il mercredi sur France Info.

Entre Européens, la discussion pourrait atteindre son moment de vérité la semaine prochaine, lors d'un rendez-vous informel des chefs de la diplomatie à Dublin. L'alternative offerte par Paris et Londres est simple : soit lever l'embargo, peut-être à contrecœur, soit le voir ouvertement torpillé par les deux pays de l'UE qui pèsent le plus lourd diplomatiquement et militairement.

Dans un geste peut-être calculé, François Hollande a aussi réussi à mettre Angela Merkel en position inconfortable, au début d'un sommet européen centré sur la croissance et les dérapages budgétaires. Sur la Syrie, le rendez-vous de Bruxelles pourrait se jouer à front renversé, dans un rapprochement inédit Hollande-Cameron, face à la chancelière.

Jusqu'à ces derniers jours, l'Allemagne a défendu à tout crin les vertus de l'embargo contre « une course à l'armement » qui pourrait embraser tout le Proche-Orient. Jeudi après-midi, le chef de la diplomatie Guido Westerwelle a paru enclencher la marche arrière en se disant « prêt à rouvrir immédiatement la discussion » si deux partenaires « importants » le jugent nécessaire. ☐

La « bulle » de Damas peu à peu rattrapée par le danger et la peur

GEORGES MALBRUNOT
ENVOYÉ SPÉCIAL À DAMAS

DANS la Syrie des révoltes, Damas apparaît comme une bulle de tranquillité. Durant la journée, la vie y semble normale. Ses habitants vont à leur travail et les magasins sont ouverts. « Malgré la situation, nous faisons tout pour ne pas changer nos habitudes », jure Youssef, un industriel. Mais, dans la capitale, les apparences sont trompeuses. L'ambiance y est devenue pesante. « C'est vrai que nous ne sortons plus après 22 heures », reconnaît Youssef. À l'automne, les restaurants étaient encore fréquentés ; aujourd'hui, les rues de Damas se vident à la nuit tombée.

Si la capitale est restée intacte - car solidement gardée par les troupes d'élite du régime -, les rebelles, même moins bien armés, accroissent leur pression en l'encerclant. Ils tentent régulièrement des incursions à partir de leurs fiefs de Jobar, à deux pas de la légendaire place des Abbassides, ou de Qaboune, une autre ban-

lieue, en partie détruite. Lentement mais sûrement, de nombreux Damascènes sentent que le danger se rapproche. Impossible de ne pas entendre les bombardements réguliers sur le faubourg de Darraya, que le régime ne parvient pas à soumettre. Et puis, il y a les nombreux barrages, qui donnent à la capitale un air de ville quasiment en état de siège.

Des hommes d'affaires l'ont quittée depuis longtemps. D'autres ont envoyé épouses et enfants à Beyrouth, où ils les rejoignent le week-end. La route vers le Liban est une priorité pour le régime : c'est la seule sortie vers l'extérieur. Elle doit rester sûre. Là, pas de changement depuis six mois. Huit barrages militaires entre la frontière libanaise et Damas - tenus chacun par un service différent, pour prévenir toute faille - et trois seulement dans l'autre sens. Sur la colline de Yafour, surplombant Damas, se dessinent toujours les palais de l'émir du Qatar et de son épouse Moza, souvenirs d'un temps pas si lointain où les relations entre les

deux pays, devenus ennemis, étaient chaleureuses.

La revanche des banlieues

Et puis, il y a les files d'attente interminables aux stations d'essence, les problèmes pour s'alimenter en mazout et les coupures d'électricité : deux fois deux heures dans son quartier résidentiel de Mezze. Chaque matin, vers 9 heures, Youssef conduit sa femme à son bureau, puis, vers 14 heures, il rentre chez lui. Sans le dire ouvertement, il redoute la revanche sociale des banlieues déshéritées contre les commerçants damascènes. Comme à Alep, après l'offensive des rebelles, l'été dernier.

Tôt ou tard, le piège risque, là aussi, de se refermer sur les citoyens restés passifs face à une révolution qui gagne du terrain. À Damas, les appels des insurgés à la désobéissance civile sont restés lettre morte. « Ils ne savent pas ce que nous vivons », dit l'un d'eux. De mauvais augure pour l'après-Assad. ☐

Syrie : deux ans de guerre, un pays morcelé

L'insurrection s'est transformée en guerre d'usure. Aucun camp ne semble en mesure pour l'instant de l'emporter sur l'autre.

MOYEN-ORIENT Après être passé d'une insurrection à une guerre civile à l'été 2012, le conflit s'est figé depuis en une guerre d'usure, qui risque de continuer, aucun des deux camps n'étant en mesure de remporter une victoire décisive. Le régime de Bachar el-Assad garde Damas et des territoires dans l'Ouest et le Sud, ainsi que les villes de Hama, Deraa, Homs et le « pays alaouite », la confession du président. Faute de pouvoir déployer suffisamment d'hommes sur tous les fronts, l'armée, épaulée par des mili-

ces, s'est repliée sur la « Syrie utile » : un corridor qui part de Deraa remonte vers Damas puis relie la capitale à Homs, avant de rejoindre à l'ouest le « pays alaouite ». De leur côté, les rebelles aidés de djihadistes contrôlent le Nord et l'Est. 60 % du territoire étant désertique, les deux camps maî-trisent en moyenne chacun 20 % du restant.

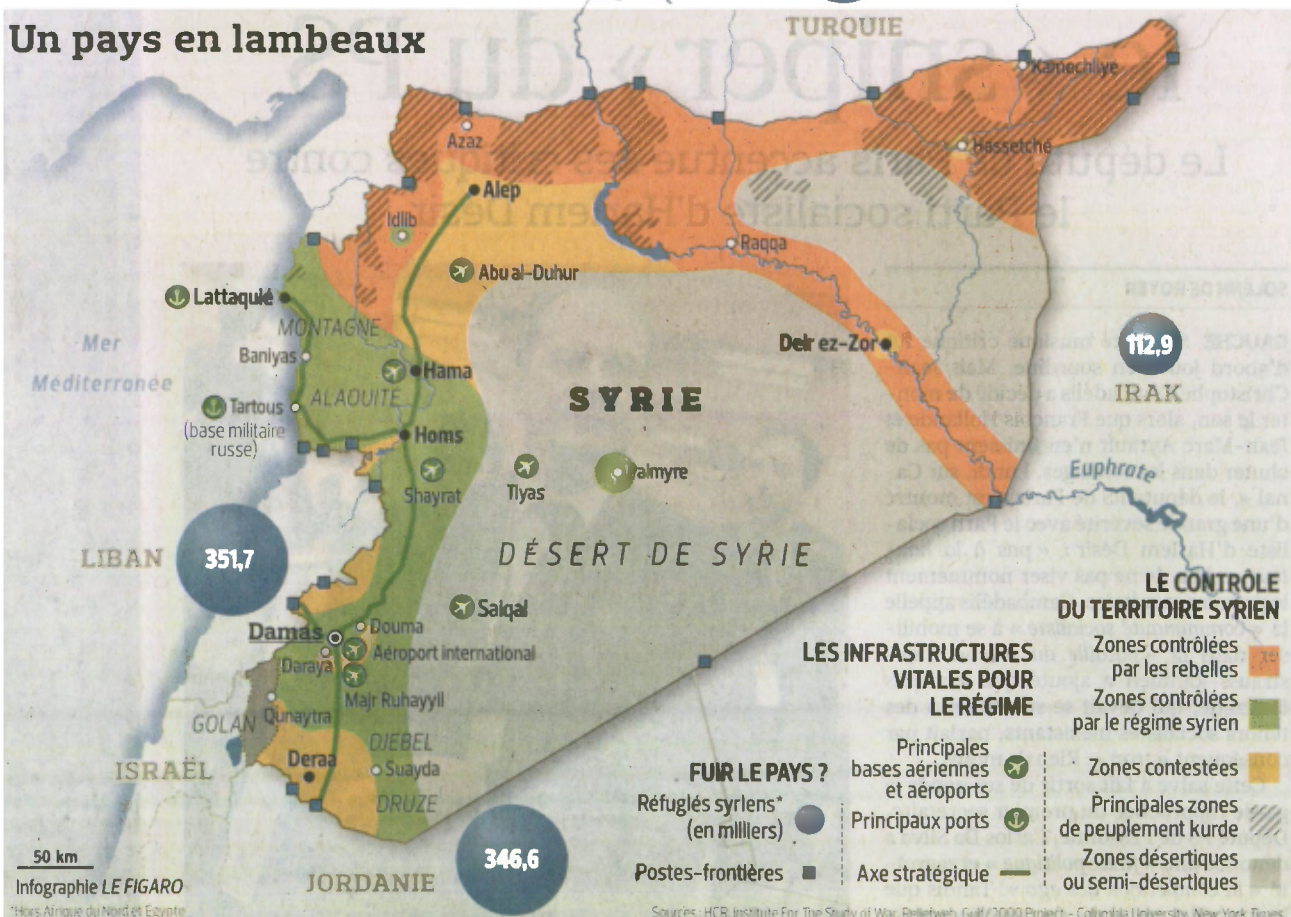
► Damas et sa province

Les rebelles restent confinés dans les quartiers périphériques et les banlieues Sud et Est d'une capitale fortifiée. Les loyalistes repoussent leurs tentatives de pénétrer au cœur de Damas, où des cellules dormantes attendraient avant de passer à l'action. À l'ouest, la région d'al-Ghouta est le théâtre de violents combats. Au sud-est, l'armée tente de reprendre totalement Darraya, quartier stratégique longeant l'aéroport militaire de Mezzeh d'où décollent les hélicoptères qui frappent les opposants autour de Damas.

► Nord (Idlib, Alep et Raqqa)

Ce sont les bastions de la rébellion, proches de la Turquie et de l'Irak à partir desquels hommes et armes passent. De très larges portions de la province d'Idlib sont aux mains des rebelles, mais pas la capitale, ni Kefraya et al-Fouha, des villes chiïtes encerclées par des rebelles sunnites. Les insurgés contrôlent également la plus grande partie de la province d'Alep et plus de la moitié de la ville. Un partage des opérations s'est opéré entre groupes rebelles : les islamistes du bataillon Liwa al-Tawhid sont à l'action dans le centre de la ville d'Alep. Ahar el-Sham, de son côté,

Un pays en lambeaux



combat pour prendre le contrôle des bases aériennes militaires dans la province. Le front al-Nosra, accusé d'être lié à al-Qaïda en Irak et inscrit sur la liste des organisations terroristes par Washington, est très actif à Alep.

► Est (Deir ez-Zor et Hassetché)

Les insurgés contrôlent les trois quarts de la province de Deir ez-Zor, mais l'armée contrôle toujours la majorité de cette capitale provinciale, où al-Nosra est bien implanté. Dans la province de Hassetché à majorité kurde, les insurgés ont combattu les Kurdes à Ras al-Aïn avant de conclure une trêve fragile en février.

Ailleurs, les djihadistes ont saisi de larges territoires.

► Centre (Homs et Hama)

La province de Hama est en majorité sous le contrôle de l'armée. La ville de Homs est aux trois quarts retournée aux loyalistes. Les rebelles viennent d'y relancer une offensive sur le quartier de Baba Amr. Autour en revanche, les villes de Talbisseh et Rastan restent des fiefs anti-Assad. Leur reprise assurerait à l'armée un contrôle total du centre du pays.

► Ouest (Lattaquié)

Le bastion de la communauté alaouite reste sous le contrôle de l'ar-

mée du régime, à l'exception de quelques enclaves kurdes et turcomanes dans le Nord.

► Sud (Deraa, Suayda, Kouneitra)

Les rebelles ont conquis plusieurs villages autour de Deraa, berceau de la révolution, que le régime contrôle ainsi qu'une grande partie de cette province. Suayda est globalement calme, les Druzes qui y vivent étant majoritairement en faveur du régime. Sur la ligne de cessez-le-feu avec Israël, au bord du plateau du Golan, la province de Qunaytra est le théâtre de combats intermittents. ■

G. M. (avec AFP)

Le Monde

Dimanche 17 - Lundi 18 mars 2013

En Syrie, l'irrésistible ascension des islamistes et rebelles du front Al-Nosra

Le mouvement armé s'impose peu à peu comme la principale formation anti-Assad

Le docteur Osman Al-Haj Osman est connu de tous ceux ayant mis une fois les pieds dans Alep en guerre. Il dirigeait l'hôpital Dar Al-Shifa, le seul dans lequel les rebelles et les civils des zones bombardées par l'armée gouvernementale pouvaient se faire soigner. La clinique privée a été détruite le 21 novembre 2012 dans un raid de l'aviation syrienne. Le médecin a changé de local depuis.

Mercredi 13 mars, le praticien a été arrêté sur ordre du tribunal islamique, mis en place par les groupes armés rebelles à Alep. Son crime ? Avoir voulu décrocher le drapeau noir installé par des salafistes sur le toit de son nouveau local, l'hôpital Daqqaq, pour le remplacer par celui de la révolution, vert blanc et noir frappé de trois étoiles.

L'incident, qui n'est pas le premier de ce genre dans les zones libérées de Syrie, a soulevé une vague de protestation sur les réseaux sociaux et parmi les révolutionnaires en raison de la notoriété du médecin. Le docteur Osman est en effet un militant de la première heure, qui s'est fait connaître en bravant l'interdiction de soigner les manifestants blessés à Alep. Fort de cette réputation, il a été élu au Conseil des secours d'Alep.

Le praticien a été libéré dès le lendemain, jeudi 14 mars. Le tribunal islamique d'Alep a nié être à l'origine de son arrestation et a confirmé le récit du médecin, qui a déclaré avoir été appréhendé par des miliciens de Jabhat Al-Nosra, le principal groupe jihadiste syrien, qui l'a ensuite remis aux juges.

Inscrit par le Département d'Etat américain sur la liste des organisations terroristes, le Front Al-Nosra est encensé par les Syriens pour sa bravoure au combat, sa discipline et sa probité. Au point que ce groupe armé est en train de s'imposer comme le principal groupe armé en Syrie. Les origines et la composition de cette organisation très secrète restent mal connues. Certains observateurs en font une filiale de l'Etat islamique en Irak, lui-même affilié à Al-Qaïda. Plusieurs témoignages recueillis dans le nord de la Syrie laissent penser que Jabhat Al-Nosra est un groupe très majoritairement syrien - autour de 80 % - sans lien organique avec Al-Qaïda, mais proche sur le plan idéologique. A la différence de leurs homologues irakiens, les djihadistes syriens ont veillé à ne pas se mettre à dos la population. Par contraste, l'Armée syrienne libre (ASL), un

regroupement hétéroclite de brigades fondées et commandées par des chefs locaux, a mauvaise réputation à cause des exactions commises par certains commandants :

La bonne réputation d'Al-Nosra s'effrite, en partie à cause du zèle religieux de certaines recrues, notamment les étrangers

pillages de biens de l'Etat ou privés, racket, enlèvements, détournements de l'aide humanitaire ou d'armes destinées à être revendues sur le marché noir se multiplient à mesure que la Syrie s'installe dans une économie de guerre.

Mais la bonne réputation des combattants du Front Al-Nosra commence à s'effriter, en partie à cause du zèle religieux de certaines recrues, notamment les étrangers. Ainsi à Saraqeb, dans la province septentrionale d'Idlib, des affrontements ont eu lieu entre groupes affiliés à l'ASL et salafistes, toujours sur la question du drapeau, à cause des chants révolutionnaires (considérés comme impies) ou de la présence de femmes lors des manifestations rituelles du vendredi.

Dans le village d'Atmé, proche de la frontière turque, ce qui en fait un aimant pour les déplacés intérieurs et une porte d'entrée de l'aide humanitaire, quatre incidents ont été recensés par l'Agence France-Presse en février. Dans l'un des cas, un prêcheur jordanien a été empêché de prononcer le sermon du vendredi à la mosquée. Dans l'autre, une simple bagarre entre un habitant et des fondamentalistes s'est terminée par un raid punitif de

L'UE va étudier la levée de l'embargo sur les armes

Le président François Hollande a obtenu, vendredi 15 mars, que les ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept examinent « toutes les conséquences de la levée de l'embargo » sur les armes livrées aux rebelles syriens, lors d'une réunion prévue de longue date les 22 et 23 mars à Dublin.

« Des armes sont livrées par des pays, dont la Russie, [au président syrien] Bachar Al-Assad et son régime. Nous devons en tirer toutes les conclusions et l'Europe doit prendre sa décision dans les prochaines semaines », a déclaré M. Hollande à l'issue du sommet européen des 14 et 15 mars. Selon le président, les Européens auront « peut-être une décision à prendre » avant la fin du mois de mai. Il a estimé que la chancelière allemande Angela Merkel n'était pas hostile par principe à la levée de l'embargo mais qu'elle voulait en « regarder toutes les conséquences ». - (AFP.)

combattants locaux qui ont humilié un responsable de Jabhat Al-Nosra. Dans d'autres cas, le simple fait d'allumer une cigarette en la présence de djihadistes constitue un motif de conflit.

« Nous n'avons pas encore renversé le régime et déjà la bataille commence pour savoir à quoi ressemblera la suite, soupire un activiste laïque. La seule bonne chose, c'est que les islamistes sont en train de se rendre compte qu'ils ne pourront pas appliquer leur programme aussi facilement. » ■

CHRISTOPHE AYAD

France and Britain push Syrian arms

BRUSSELS

Quick lifting of embargo on weapons for rebels is urged before expiration

BY STEVEN ERLANGER

France, joining Britain, is urging its European Union partners to meet quickly this month to lift the current arms embargo on Syria, in order to allow weapons to be sent to the Syrian opposition.

President François Hollande of France, arriving in Brussels for a European Union summit meeting, said on arrival that "we want Europeans to lift the arms embargo."

Echoing earlier comments by his foreign minister, Laurent Fabius, who called for an early decision by foreign ministers, Mr. Hollande said: "We are ready to support the rebellion, so we are ready to go this far. We must take our responsibilities."

He said Britain and France were agreed. "We cannot allow a people to be massacred by a regime that for now does not want a political transition," Mr. Hollande said.

An E.U. agreement on sanctions and an arms embargo will expire in any case at the end of May unless all 27 member countries agree to continue it, but France believes that the Union must move more quickly, to try to shift the balance of forces in Syria in favor of the opposition before many more thousands of people die.

French and British officials have said, that only once President Bashar al-Assad understands that he is losing the battle will he agree to negotiate a political resolution with the opposition. There

"Lifting the embargo is one of the only ways that remain to change the situation politically."

is a sense that the Syrian Army is beginning to erode, and that it might be possible to shift the balance more easily than before.

If the European Union lifts the arms embargo and begins to supply anti-aircraft weapons to the opposition, for example, it would make a new phase of the two-year Syrian civil war, which is believed to have cost the lives of 70,000 people without producing a change in regime.

Earlier, in Paris, Mr. Fabius warned that France and Britain might act unilaterally if their European partners disagreed. Asked on France-Info radio whether France and Britain would arm the opposition if there was no agreement, Mr. Fabius said only that France was "a sovereign state" and that the two countries would jointly act "to lift the embargo."

"We cannot accept that this current lack of balance, with on one side Iran and Russia delivering arms to Bashar and on the other rebels who cannot defend themselves," Mr. Fabius said, speaking of the Syrian leader. "Lifting the embargo is one of the only ways that remain to change the situation politically."

On Tuesday, Prime Minister David Cameron said that while Britain would

obey the embargo, it might act if its partners did not agree to lift it. "It is not impossible that we'll proceed the way we see fit," he declared.

Together, the comments suggested that Britain and France, Europe's strongest powers, might act alone. After all, the two countries pushed for intervention in Libya and France recently intervened in Mali without European Union agreement. But in fact the two countries now seem to be lobbying their E.U. colleagues rather than declaring complete independence of action.

French officials said that France did not intend to act in violation of the E.U. consensus, but that France wanted to put pressure on its partners to shift ground quickly, before the embargo expires at the end of May. French public opinion has been shaken by the vicious and seemingly stalemated civil war in Syria, with which France has historic ties, and there are new concerns about the stability of Lebanon, even as thousands of refugees continue to pour out of Syria.

In a statement on Thursday, the British Foreign Office said that international effort for a political solution in Syria "has little chance of gathering mo-

mentum unless the regime feels compelled to come to the negotiating table."

"They need to feel that the balance on the ground has shifted against them," it added. Referring to the arms embargo, the statement said, "We are not prepared to rule out any options to bring an end to the suffering of millions of innocent Syrians."

British and French officials also sense that Washington's strict opposition to helping the Syrian rebels militarily may be shifting in President Barack Obama's second term. The new U.S. secretary of state, John Kerry, made his first overseas tour this month with Syria as a prime topic, and his discussions included the British and the French, who said they found him sympathetic to their views.

While Mr. Kerry repeated that the United States would not arm the rebels, Washington has sent direct medical and humanitarian aid to them and there are reports, most recently in Der Spiegel, that some Syrian opposition fighters are being supplied with weapons from the Gulf and trained in Jordan by Americans.

The rebels want ground-to-air missiles to use against the Syrian Air Force and sophisticated anti-tank missiles, but the United States has opposed such supplies, even from other nations like Qatar and Saudi Arabia, out of concern that these weapons will fall into the hands of more radical Islamist fighters and could be used against other American allies, like Israel and Jordan.

E.U. foreign ministers are supposed to meet in mid-May, but France has asked that the meeting be rescheduled sooner, Mr. Fabius said, to review the embargo.

The German foreign minister, Guido Westerwelle, said in a statement that Berlin was ready to discuss the issue. "If important partners in the European Union now think the situation has changed and they think this makes it necessary to change the decisions on sanctions, we are of course prepared to discuss this in the E.U. immediately," he said.

Russia, which has supplied helicopters and other military equipment to Damascus, warned that supplying arms to the rebels would violate international law.

Oil unites Kurdistan and Turkey

Once at loggerheads, now best friends

By Goran Sabah Ghafour / The Kurdish Globe

A natural gas pipeline is being built that will transport at least 10 billion cubic meters of gas annually to Turkey in return for refined oil products to Kurdistan.

In a major move to bring Kurdistan and Turkey closer, a natural gas pipeline is being built, which will transport at least 10 billion cubic meters of gas annually. This is approximately over fifth of Turkey's current consumption. Turkish officials have refused to publicly confirm the project that threatens to aggravate a dispute between Baghdad and the autonomous Kurdistan region over energy resources.

US officials are concerned that Turkey's strained ties with Baghdad could have implications for the rest of the region. Turkey is defying Washington and Baghdad in developing a broad energy partnership with Iraqi Kurds as it pushes to secure affordable oil and gas supplies to fuel its rapid economic growth.

Turkey is pushing ahead with plans to extend economic cooperation with Iraq's Kurdistan region, brushing aside warnings from the United States that this approach could lead to the disintegration of the Iraqi state.

Iraq's Kurdistan region has become so important to Turkey, economically and politically, that Ankara is willing to risk tensions with the US, its most important ally, said Celalettin Yavuz, an analyst at a think tank in the Turkish capital.

Taner Yildiz, Turkey's energy minister announced to the Turkish media that oil imports from northern Iraq to Turkey by truck had resumed after a pause of several weeks for technical reasons. He said Turkey was determined to sell

refined-oil products to Iraqi Kurdistan, the state-run Amnadolu news agency reported. Oil exports from northern Iraq to Turkey have angered the central-Iraqi government. It said the trade was illegal, which Ankara denies.

Yildiz stressed that Turkey was also buying oil from southern Iraq because doing otherwise would be "discrimination".

The Kurdish Regional Government (KRG) announced last week its plans to press ahead with building an oil-export pipeline to Turkey. "We want to have an oil pipeline to ourselves," said Ashti Hawrami, the Iraqi Kurdish minister for natural resources.

Crude from the Kurdistan region used to be shipped to world markets through a Baghdad-controlled pipeline to Turkey, but exports via that channel dried up in December, from a peak of around 200,000 barrels per day (bpd), due to a row with Baghdad over payments.

Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, said his country was not obliged to wait for a new agreement between the central Iraqi government and the KRG over oil exploration and export rights, even though Washington wanted Ankara to be cautious.

"Our economic relations are getting broader, despite everything, including America," Erdogan said last week, referring to the KRG. Erdogan, who has been careful to develop close relations with the US, freely acknowledged tensions with Washington over the issue.

Analysts say the move could also establish the country as a regional energy hub, but risks aggravating tensions in the powder keg region and damaging ties with the United States, its major ally.

Ankara had initially refused to engage in official contacts with Iraqi Kurds, fearing that the establishment of an independent Kurdish state there could embolden its own Kurds, some of whom have waged a nearly three-decade insurgency.

But as Turkey's economy has boomed - it grew by more than 8.0 percent in 2010 and 2011 -



Attendants and exhibitors discuss business during the Second Kurdistan Iraq Oil & Gas Conference in Erbil, December 3, 2012. GLOBE PHOTO/Safin Hamid

and its thirst for energy has grown, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has moved gradually to forge trade ties with Iraqi Kurds.

The burgeoning energy ties are raising eyebrows in Washington, where there are concerns that they could tip the volatile country towards disintegration and push an increasingly isolated Baghdad into Iran's embrace. "Economic success can help pull Iraq together," US Ambassador to Turkey Francis Ricciardone said earlier this month.

But "if Turkey and Iraq fail to optimize their economic relations ... there could be more violent conflict in Iraq and the forces of disintegration within Iraq could be emboldened," he warned. "... and that would not be good for Turkey, the United States, or anybody in the region."

Turkey has already ruffled Washington's feathers by continuing to import Iranian (oil and gas) despite US efforts to isolate Tehran over its alleged nuclear weapons drive. But Ankara has remained defiant, supporting Iraqi Kurdistan's right to use part of its energy resources as it sees fit.

Erdogan said the regional Kurdish government "is free to use this right with whichever country it wants and we are their neighbor."

Analysts say energy-hungry Turkey's dependence on expensive energy imports from Iran and Russia are pushing it to find

cheaper sources, and Kurdistan appears to be the best provider.

"Iraqi sources are the cheapest and it is a way for Turkey to diminish its energy dependence," Mete Goknel, former director of Turkey's state-owned pipeline company Botas, said to the Arab news online news service.

According to the US Energy Information Administration, Turkey has been importing about half of its crude oil from Iran, although this is likely to fall given international sanctions on Tehran.

In 2011 Turkey was importing nearly 60 percent of its natural gas from Iran, with a fifth coming from Russia. "Turkey depends on Russia and Iran on energy and if both countries close the tap, the Turkish economy will tank," said an energy expert who asked to remain anonymous.

This imported energy has been responsible for a large part of Turkey's trade deficit, which threatens to crimp expansion. Goknel said Iraq would also benefit from Turkey becoming a regional energy hub. "It would be more advantageous for Iraq to ship its gas to western markets through Turkey versus the more expensive shipping lane, the strait of Hormuz," he said. A decision is expected within months on the route of a separate pipeline to ship natural gas from Azerbaijan via Turkey to Western Europe. However, Baghdad appears intent on dashing Ankara's designs to ■■■

■■■ become a regional energy hub, blocking Turkish efforts to step up their presence in Iraqi Kurdistan.

In November, Baghdad blocked Turkish national energy firm TPAO from bidding for an oil exploration contract, a decision which Erdogan said was not "smart business. Later on in December, Baghdad barred a plane carrying Turkish Energy Minister Taner Yildiz from lan-

ding in Erbil as he was reportedly on his way to seal the much-speculated energy deal.

A Baghdad-controlled oil pipeline that goes to Turkey operates well below its capacity to transport 70.9 million tons per year.

Sunni-majority Turkey is also at loggerheads with the Iraqi government of Shiite Prime Minister Nuri Al-Maliki over a number of issues inclu-

ding Ankara's refusal to extradite fugitive Vice President Tareq Al-Hashemi.

Despite the difficulties, Turkish trade with Iraq has grown rapidly, from \$ 2.8 billion in 2007 to \$ 10.7 billion last year.

Iraq is now Turkey's number two trade partner following Germany, with most of its trade being from the Kurdish region. More than 1,000 Turkish com-

panies are currently operating in northern Iraq, and they are optimistic Iraq could become Turkey's top trade partner as soon as this year.

More significantly peace with the Kurdish rebels in Northern Kurdistan would likely further increase the attractiveness of Iraqi Kurdish energy resources for Turkey, say analysts. ●



March 20, 2013

Iraq official fears split as Kurdish-Turkey oil trade grows

By Peg Mackey

LONDON (Reuters) - Rising oil trade between Iraqi Kurdistan and Turkey threatens to split Iraq in two, a senior Iraqi official said, as the autonomous region ignores Baghdad's threats of tough action against what it terms illegal exports.

Oil lies at the heart of a long-running feud between the central government and the autonomous Kurdistan region. Baghdad says it alone has the authority to control exports and sign contracts, while the Kurds say their right to do so is enshrined in Iraq's federal constitution.

"If oil from Kurdistan goes through Turkey directly, that will be like dividing Iraq. This is our big concern," Iraq's Deputy National Security Adviser Safa al-Sheikh Hussein said on the sidelines of an Iraq conference.

The Kurdistan Regional Government (KRG) started on the path towards economic independence early this year by exporting small volumes of crude oil by truck to Turkey.

The move further angered Baghdad, which threatened action against the region and foreign oil companies working there to stop the exports, which it says are illegal.

KRG crude used to be shipped to world markets through a Baghdad-controlled pipeline running from Kirkuk to the Turkish port of Ceyhan, but exports via that channel dried up in December due to a payment row with Baghdad.

The northern region is now pushing ahead with plans to build its own oil export pipeline to Turkey, despite objections from the United States, which fears the project could lead to the break-up of Iraq.

KRG Energy Minister Ashti Hawrami has said a gas pipeline now being laid can be converted to ship up to 300,000 barrels per day of crude by June.

"Kurdistan is almost independent and

they want more gains now," said Hussein, deputy of the National Security Council, created in 2004 as a forum for security decision-making. "They are a little over-confident and overly ambitious."

TURKEY LINKS

For its part, energy-hungry Turkey has increasingly courted Iraqi Kurds as relations with the Shi'ite-led central government in Baghdad have soured and it now ranks as a major trading partner for the autonomous region.

A broad energy partnership between Turkey and Iraqi Kurdistan ranging from exploration to export has been in the works since last year.

Though steadily developing more energy autonomy, the region still relies on the central government for a share of the national budget from oil revenues.

"There's a lot of tension with the Kurds," said Hussein. "I don't think it can be resolved this year, but maybe we can contain it."

Kurdistan's exploration contracts with oil majors like Exxon Mobil and Chevron are a further source of friction that have prompted Baghdad repeatedly to warn companies they risk losing their assets in the south of the country.

Exxon has been weighing whether to sell out of the giant, southern West Qurna-1 oil field, but industry sources say Iraq's Prime Minister Nuri al-Maliki offered the company substantially improved terms in January to keep it at the \$50 billion (33.11 billion pounds) project.

Since then, Iraqi and Kurdish officials have both suggested Exxon will side with them.

Hussein said that if Exxon were to start to drill in territories disputed with Kurdistan, "there will be a legal response ... to end all (of Exxon's) work in the rest of Iraq."

"We are determined to resolve our pro-



Iraqi Kurdish Minister for Natural Resources Ashti Hawrami speaks during a news conference in Arbil, about 350 km (217 miles) north of Baghdad February 7, 2013. REUTERS/Azad Lashkari

blems peacefully, but this can influence the integrity of Iraq," he said.

Officials from Exxon and Iraqi Kurdistan last month visited the Qara Hansher oil exploration block that lies in disputed territories where both regions claim jurisdiction and discussed building a camp there.

And industry sources said the U.S. major has drilled three water wells at the al-Qush block, also in the disputed zone, in preparation to start drilling by early June.

The oil dispute has been accompanied by an increase in military tension between the two regions.

Last year, Iraqi national army and Kurdish Peshmerga forces both sent troops to reinforce their rival positions around towns dotted along the disputed territories, including the sensitive ethnically mixed town of Kirkuk.

"Neither side wants to end this militarily," said Hussein, a former Brigadier General in Iraq's Air Force. ■

The Kurds Are for the Kurds

Syria's other combatants

Jonathan Spyer

Syrian Kurdistan - In northeast Syria, from the border with Iraq to the disputed town of Seri Kaniyah, a de facto Kurdish autonomous region has emerged. The area, known to the Kurds as western Kurdistan, is ruled by the Democratic Union party (PYD). This is the Syrian franchise of the Kurdistan Workers' party (PKK), which has been waging a military campaign against Turkey since 1984. The Kurds' creation and successful defense of this area has largely been ignored in media coverage of Syria, with attention focused farther south and west, on the battle between the forces of Syrian president Bashar al-Assad and the rebel insurgency.

Syria's approximately 2 million Kurds constitute around 9 percent of the country's 23 million inhabitants. Under the Baath party regimes that have ruled Syria since 1963, and the nationalist and military regimes that preceded them, the Kurds were the most repressed and impoverished part of the population, and the use of the Kurdish language and Kurdish names was banned by the authorities. In 1961-62, the regime stripped some 120,000 members of the long-established Kurdish population of their citizenship, claiming that they were recent immigrants from Turkey. Some of these people were registered as foreign, while others were simply not registered at all, and were thus deprived of access to education, basic health care, and use of the public transportation system. Today, about 300,000 Kurds in Syria are either registered as foreign or deprived of any legal status.

The Kurdish area of the northeast was underdeveloped, and characterized by grinding poverty. Even the cost of permission to build a house was beyond the reach of many families. The Kurds have a long and bitter account with the Assads, and the outbreak of revolution and civil war has led to previously unimaginable opportunities.

The emergent Syrian Kurdistan sits on the greater part of Syria's oil reserves, worth \$4 billion annually before the outbreak of the uprising. The region is also known as the breadbasket of Syria for its rich and fertile soil. Kurds, Turks, the Assad regime, and the rebels all have their own ambitions for northeast Syria, where a complex political and mil-



YPG fighters in Sere Kaniyah

PHOTOS BY JONATHAN SPYER

itary game is being played out.

Last month, I traveled into the Kurdish-controlled area of Syria from flourishing Iraqi Kurdistan. The authorities of the Kurdish Regional Government in northern Iraq do not permit journalists to cross the border via the official checkpoint. The KRG evidently has no desire to be held responsible for whatever might befall such travelers in Syria. But there is an additional reason, which requires untangling the knotty alphabet of Kurdish internal politics.

Syrian Kurdistan is controlled by the SPYD, which is affiliated with the PKK. Iraqi Kurdistan, meanwhile, is ruled by the Kurdish Democratic party of Massoud Barzani, which has close relations with Turkey, the PKK's primary enemy. The KDP and PKK represent opposite ends of the spectrum of Kurdish politics. The former is conservative, traditional, and influenced by tribal and clan concerns. The latter is leftist, secular, quasi-Marxist. They share a tendency to authoritarianism. While Barzani has provided considerable amounts of aid to the Syrian Kurdish area, relations between the sides remain tense.

The crossing is manned by the KRG's Peshmerga soldiers. I entered by night, accompanying a group of fighters of the Popular Protection Units (YPG), a militia established to protect the Kurdish-ruled zone in Syria. Officially, it is the product of an alliance between the PYD and the pro-Barzani Kurdish parties. In practice, however, it is the armed element of the PYD. Setting out through the countryside from the border area, we crossed the Tigris River and hiked to a position above the town of Derik.

The YPG group I accompanied included both male and female fighters. They displayed a high level of professionalism, fitness, and knowledge of the terrain. Both the mixing of the genders (unique in a Syrian context) and the high level of competence were obvious testimony to the fact that they had been trained by the PKK.

After crossing the border, I slept the night in a small village called Wadi Souss. Waking in the morning, I saw a kind of architecture I have never encountered before in the Middle East: houses built out of dried mud and logs, looking like something from medieval Europe. It was testimony both to the deep traditions and to the poverty of this area. From the village, I was driven the following morning into Derik.

The last regime elements were pushed out of Derik in November of last year. The town constitutes one of the bastions of PYD exclusive rule. The movement's symbols—red stars, pictures of jailed PKK leader Abdullah Öcalan—were everywhere. Nonetheless, a PYD official I spoke to at the party's headquarters in the town denied that the PYD is a branch of the PKK. "The PYD and the PKK are not one party," said Talal Yunis, a slight, black-haired teacher by profession. We sat on the rooftop of the party's building, until recently the headquarters of the Political Security branch of Assad's intelligence. "Here in Syria," Yunis told me, "there is only the PYD."

But the PYD official's claims were not borne out by the evidence. The tight, efficient, and comprehensive PYD-dominated administration in the town was clearly not the work solely of the activists of a small, harried local party in existence since 2003. Ahmed, a bright young PYD supporter I spoke to in Derik, confirmed that both the civil and military setups in the town were established under the guidance of PKK fighters and activists who arrived in the course of the summer. Ahmed, a former student at Damascus University, was strongly behind the PYD, but saw no reason to obscure its links with the PKK.

Usually, the PYD stresses its Syrian identity and downplays its ties to the PKK for two reasons. First, the PKK is designated a terrorist

→ organization by both the United States and the European Union. The PYD has no such troublesome designation at present. Second, PYD spokesmen are keen to emphasize that the party is not seeking to split Kurdish majority areas off from Syria. Rather, the PYD officially seeks to preserve Kurdish self-rule within the context of what it hopes will, after the fall of Assad, be a federal Syria. Membership in a pan-Kurdish alliance might suggest otherwise.

I had heard from both Kurdish opponents of the party and Arab rebel leaders that the PYD is working in cooperation with the Assad regime. A leading member of the Azadi party, one of the many small Syrian Kurdish parties opposed to the PYD, told me in my hotel in Iraqi Kurdistan that “the PYD is a tool of the regime. There is an agreement that the PYD works on behalf of the government.” Similarly, Hadji al-Bab, a commander of the Islamist Tawhid Brigade whom I interviewed in Aleppo late last year, accused the movement of conspiring with the regime and seeking the dismemberment of the country.

PYD supporters indignantly reject these charges. As proof, they point to the regime’s brutal suppression of their movement prior to the uprising and subsequent civil war. They also note the many instances of combat between their forces and regime troops in recent months. PYD supporters in Derik reminded me that the regime had not left Derik of its own free will back in November, but rather had been driven out by a Kurdish mobilization. PYD chairman Saleh Muslim spoke in January this year of a “de facto truce” between the regime forces and the PYD, in which the latter was focusing on establishing organs of rule in the areas under its control.

The Kurdish areas are ruled by a supreme committee bringing together the PYD with the myriad smaller parties associated with Barzani. This committee was established in an agreement signed in the Iraqi Kurdish capital of Erbil last summer. The committee has equal representation for the PYD and the pro-Barzani parties, organized into the Kurdish National Council (KNC).

Officially, the YPG militia forces are under the authority of this supreme committee. However, all acknowledge the dominance of the PYD. Because of its links with the PKK, the PYD possesses a far more powerful armed element than any of the other parties. In a situation of civil war, the ability to project armed strength is the basic currency of politics. The PYD has it. Its opponents don’t. This makes its authority effectively beyond challenge in northeast Syria. It is seeking



Syrian Kurdish fighters from *Partiya Yekîtiya Demokrat* PYD.

to keep out both regime and rebel forces and to set the basis for long-term Kurdish self-rule, under its leadership.

A supporter of a rival party claimed that the PYD rules by “force alone.” Another, a young woman, told me of threats by party members to take over houses of affluent refugees. She also spoke of the movement’s efforts to impose by force its own secular and socialist worldview, for example, jailing men suspected of taking second wives in accordance with Islamic traditions. She said that the PYD was giving power to “uneducated” people, in the areas that it controls.

From what I saw in Derik, the PYD does appear to enjoy considerable popular support. It is also well armed, mobilized, and tightly organized. For as long as its rivals remain riven by splits and unable to produce an effective militia of their own, this situation is unlikely to change. If the PYD can continue to preserve the largely peaceful situation in the areas it rules, its standing is unlikely to decline.

Derik offered a good opportunity to observe PYD rule in action. But I didn’t want to stay only in the areas of firm Kurdish control, close to the Iraqi border. I was keen to get to Sere Kaniyah, which was the scene of an ongoing standoff between the YPG fighters and Islamist rebels associated with the Jabhat al-Nusra and Ghuraba al-Sham organizations. Fighting had erupted in the town on November 19, as rebels sought to seize control of it from the Kurds. The YPG defended the area and expelled the Islamists from all but a few neighborhoods of the town.

To get from Kurdish-controlled Derik to Kurdish-controlled Sere Kaniyah required going through the city of Qamishli, the largest Kurdish-majority city in Syria,

which remains in the hands of the regime. In accordance with the regime’s policy elsewhere in the country, Assad’s forces have conceded smaller towns and rural areas, while pushing forces into cities, like Qamishli, and holding them.

We were flagged down at the roadblock going into Qamishli, but the bored-looking regime soldiers seemed to be going through the motions, and there was no attempt at questioning us. Spending a few hours in the city was enough to correct a false impression given in reporting of Syria, that the regime presence in this city of nearly 200,000 residents is only token. On the contrary, what I saw was a fully functioning city under regime control, with no visible armed Kurdish presence.

The regime police were deployed in the city center, around a strange white statue of deceased former dictator Hafez al-Assad. Several kilometers west of Qamishli, we hit a YPG checkpoint and we were back in the Kurdish zone. The checkpoints are identifiable from a distance, because the Kurds block the road with mounds of earth, while the regime doesn’t. We drove through the Kurdish-controlled town of Amuda, and then on into Sere Kaniyah.

While I was in Sere Kaniyah there was no fighting. Areas of the town have suffered from the clashes between the YPG and the Sunni rebels, but the devastation is not on the scale of that suffered, for example, in the city of Aleppo. Still, the situation was tense. Two rounds of heavy fighting, in November 2012 and late January 2013, have taken place here between the Kurds and the Islamist rebels. Most of the civilian population appeared to have left the town. The streets were deserted, with the remaining civilians dependent on outside aid →

➔ and rarely leaving their homes.

The rebel groups who attacked the town remain in possession of the neighborhoods of Yusuf al-Azma and al-Sumud, around 10 percent of the total area of the town. These are now sealed off by a tense frontline in which the Islamist and Kurdish fighters face one another. I visited a frontline position of the YPG in the town, and spoke to the commander of the position and some of his fighters.

The commander, Jamshid Osman, is a highly respected figure in the YPG as a result of his role in the Sere Kaniyah fighting. About 30 years old, stocky, and wearing an incongruous Russian-style military cap when I met him, Osman spoke to me in a room darkened by a power cut, with a group of his fighters around him.

Sere Kaniyah has become a kind of Swatword for the Kurds. It is where, they believe, the interests of Sunni rebels and the government of Turkey coincided. As Osman put it, "The Free Army took money from the Turkish government. Sere Kaniyah was the first phase. Their intention was to go on all the way to Derik and the oil town of Rumeilan, and take the petrol there." Moreover, said Osman, "The Kurds are self-governing in Sere Kaniyah. That's not good for the Turks, so they wanted to put an end to it."

Osman described the battles of November and January, in which the fighters of Jabhat al-Nusra, Ghuraba al-Sham, Liwa al-Tawhid, and other groups deployed tanks against the Kurdish fighters. "When they first came in, the Turks opened the border gate, to bring in supplies and take out wounded. Ambulances carrying weapons also came in from the Turkish side."

This claim of Turkish involvement in the fighting is commonly heard from the Kurdish side. The Kurds further claim that injured Islamist fighters were treated at a hospital in the Turkish border town of Ceylanpinar. That the rebel forces were operating from across the Turkish border is borne out by eyewitness reports. Turkey is undoubtedly watching with concern the emergence of a second Kurdish autonomous zone, alongside Kurdish-ruled northern Iraq. It is likely that in the long term, the Turkish government and the increasingly powerful Islamist rebels in northern Syria will share a common interest in blotting out the emergent semi-sovereignty of the Kurdish majority area. But whether the recent fighting was part of a detailed plan for an invasion by Turkish-backed Syrian Islamists is impossible to know.

A truce between the YPG and the Free



Syrian Army came into effect February 17, but few expect it to last. The Kurds are well aware that their area of self-government offers a tempting prospect to surrounding forces. As Jamshid Osman told me, "Turkey, Assad, Iraq, all want this area, where we're governing ourselves, because it's full of oil. But we'll fight anyone who wants to make us slaves."

The YPG officer's view of Turkish and rebel motivations notwithstanding, Syria was never an oil-rich state, even at the height of production before 2011. The revenues accruing from the oil fields in the Rumeilan area never came anywhere near those of the Iraqi oilfields or the Gulf. Still, in poverty-stricken, ruined Syria, possession of these areas would represent a considerable prize.

Rumeilan is a dusty, teeming town, surrounded by wells that looked inactive. There was a sale of oil at rock-bottom prices to residents going on in the town center as we drove in. Men took their allocation of two cans full of oil for their families, for heating and cooking purposes. An engineer from the oil plant at Rumeilan told me later that production was virtually at a standstill. From 166,000 barrels of oil a day in early 2011, they were now down to about 5,000-6,000. The pipelines to Homs and Tartus are damaged. The foreign companies, the British Gulfsands and the Chinese, had long since left. The oil that was extracted went to the Homs filter only, and was used for domestic consumption.

"This charity that the land gives us, the oil," said one Kurd I spoke to in the town, "never gave our people anything other than foul smells, cancer, and other diseases. The benefits were always for the others, who shipped it to Tartus, the Alawi people," he said, referring to the sect to which the Assad regime belongs.

The YPG/PYD have political and security control in Rumeilan, but the oil industry is still in the hands of the regime. As one local official, Farzanan Munzer, explained, "We have no money to give to the people working in the plants, to change the ownership from the Baath to the Kurds. Also, the only filters are in

Tartus and Homs, and without filtering, it's useless."

The officials I spoke with, associated with PYD-linked groups, spoke of their hopes for the area. Munzer, who told me he'd served four years in a regime jail for writing an article against the Assads, had evidently learned patience. He noted that "in the future, we'd like to build a pipeline to Iraqi Kurdistan. But right now, we don't have the possibility. And if we didn't send the oil, the regime would stand against us, and the Free Syrian Army would stand against us, and war would come to our areas. So there'll come a day when we take control of it, but it's not now."

His responses seemed indicative of the modest dimensions of the current Kurdish project in northeast Syria. Many on both the regime and rebel sides believe that the Kurds are operating according to some detailed blueprint for separation. The truth, as suggested by the accommodations reached with the rebels in Sere Kaniyah and the regime in Rumeilan, is that this very poor, historically oppressed population is looking mainly for self-protection and a measure of self-rule, and, if possible, hopes to sit out the terrible civil war raging elsewhere.

The YPG is running a defensive campaign, not an insurgency, in Kurdish northeast Syria. This campaign goes hand in hand with the PYD's successful efforts to build social and administrative structures in the areas of its control. The dominance of the PYD and YPG rests ultimately on the guns of the latter. There is no evidence of a comprehensive agreement between the Assad regime and the PYD/YPG. The Kurds will tolerate the presence of both regime and rebels on a pragmatic basis, where necessary, in their areas. Their preference, which they are working towards, is that neither be present.

The opposition of both the government of Turkey and the Sunni Arab insurgents to Kurdish self-rule in these areas is clear. The Assad regime surely opposes this too. But the Assad regime is not coming back in force to northern Syria any time soon, and probably ever. If and when Damascus falls, and the new, ascendant Sunnis take power in one form or another, the defenders of the Kurdish zone in northeast Syria will likely have to fight again to defend what they have gained. ♦

Jonathan Spyer is a senior research fellow at the Global Research in International Affairs Center in Herzliya, Israel, and the author of The Transforming Fire: The Rise of the Israel-Islamist Conflict.

Le martyr de la ville kurde d'Halabja

L'attaque de cette localité du nord-est de l'Irak par Saddam Hussein en 1988 reste, jusqu'à aujourd'hui, le cas le plus grave d'utilisation par un Etat de l'arme chimique contre sa population

(PRESQUE) PLUS
PERSONNE N'EN PARLE

CHRISTOPHE AYAD

A l'heure où l'on se demande si Bachar Al-Assad recourra in fine à l'arme chimique pour défendre son pouvoir vacillant, le souvenir du massacre d'Halabja projette son ombre à un quart de siècle de distance. Le soir du 16 mars 1988, après des bombardements, les Mig et Mirage de l'armée de l'air irakienne menaient une série de raids destinés à larguer des bombes chimiques au gaz moutarde, gaz sarin, à l'agent VX et au tabun. A la fin de l'attaque, cinq heures plus tard, un nuage épais, blanc puis jaune, s'élevait au-dessus de la ville kurde.

Au sol, les habitants pris au piège ont commencé par sentir une odeur un peu écœurante de pomme. Mais, très vite, nombre d'entre eux s'effondrent, les uns d'un coup, d'autres dans d'atroces souffrances, étouffés de rire, vomissant leur bile ou encore la peau en feu. Ceux qui peuvent s'enfuir à pied, un chiffon sur la bouche, dans la direction de la frontière iranienne toute proche. Le lendemain, quand ils reviennent, Halabja est une ville morte. Même le chant des oiseaux s'est tu.

L'attaque d'Halabja a causé entre 3 500 et 5 000 morts et de 7 000 à 10 000 blessés. Il est impossible de chiffrer les séquelles des survivants et de leurs descendants tant elles ont pris des tours multiples: taux anormalement élevés de cancers (dix fois plus de cancers du colon), de fausses couches (quatorze fois plus que la normale), de maladies mentales, d'infertilité ou de malformations. Ce cas d'utilisation par un Etat de l'arme chimique contre sa propre population civile reste à ce jour le plus grave.

Pourquoi Halabja? La guerre entre l'Irak et l'Irak touchait à sa fin, Saddam Hussein avait décidé de punir les combattants séparatistes kurdes – les peshmergas – d'avoir trahi et prêté main-forte à l'Irak, qui occu-



Entre 3 500 et 5 000 Kurdes d'Halabja (250 km au nord-est de Bagdad) sont morts au cours d'attaques chimiques lancées par l'armée irakienne, le 16 mars 1988.

STR/AFP

pa un bref moment cette région frontalière à 250 kilomètres au nord-est de Bagdad. La punition prend la forme d'une campagne militaire baptisée « Anfal » (« butin »), qui s'étend sur deux années, en 1987-1988. Cette campagne s'est soldée par la destruction de 2 000 villages kurdes et d'une douzaine de villes, le bétonnage de puits et l'incendie de terres arables. Le but de cette opération, au-delà de punir les Kurdes, était de les repousser vers le nord et de les chasser de la riche province pétrolière de Kirkouk. Quelque 200 000 Kurdes furent exterminés, ce qui fit conclure à l'ONG Human Rights Watch à un « génocide ». Une qualification reprise le 28 février 2013 par le Parlement britannique et, quelques semaines plus tôt, par ceux de Suède et de Norvège. Dans une lettre ouverte, cinq parlementaires français et l'ancien ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner demandent que la France adopte la même position.

Halabja n'est pas le seul endroit où l'arme chimique a été utilisée au Kurdistan et le commandant des opérations dans le nord de l'Irak, Ali Hassan Al-Majid, cousin de Saddam Hussein, y gagne le surnom d'« Ali le Chimique ». Au terme du décret

160 signé par Saddam Hussein, il disposait des pleins pouvoirs pour « tuer tout être humain ou animal » dans la région. Jugé après l'invasion de l'Irak en 2003, il fut pendu le 25 janvier 2010 et la corde ayant servi à son exécution fut offerte à la ville d'Halabja par le gouvernement du Kurdistan autonome. Détruite au bulldozer par l'armée irakienne, Halabja ne s'est jamais vraiment remise de son calvaire. Les corps des victimes ont été enterrés à la pelleuse par le régime de Saddam. La population reste traumatisée et subit encore les séquelles de l'agression. Le 16 mars 2006, à l'occasion du 18^e anniversaire de l'attaque, une manifestation contre les autorités locales, accusées de profiter du martyr d'Halabja sans rendre son dû à la ville, a été réprimée à balles réelles, causant un mort et la stupeur des survivants.

Dernier sujet d'amertume des habitants, les Etats-Unis ont attendu la fin des années 1990, c'est-à-dire après l'invasion du Koweït, pour enfin attribuer le massacre d'Halabja à l'Irak et non pas à l'Iran, comme continuait à le faire Saddam Hussein malgré l'évidence. Un déni dans lequel il a persisté jusque pendant son procès. ■



Des manifestants contre le gouvernement irakien, réclamant la démission du Premier ministre, le 15 mars, à Ramadi, en Irak. (Azhar Shallal - AFP)

Irak: "dix ans après l'invasion, le risque d'une guerre civile"

Dix ans après l'invasion de l'Irak par les Américains et les Anglais, le point sur la situation dans le pays, où stabilité et sécurité sont loin d'être acquis.

Magali Rangin

Dix ans après la mission Iraqi Freedom, menée par les Américains et les Anglais, pour renverser Saddam Hussein, l'Irak est toujours un pays d'une grande instabilité, déchiré par des tensions entre communautés et secoué par des attentats terroristes.

Pourquoi, alors que le pays s'est doté d'une constitution et est redevenu un grand pays exportateur de pétrole, la situation est-elle toujours aussi instable d'un point de vue politique et communautaire ?

Karim Pakzad, chercheur à l'Iris, spécialiste de l'Irak, analyse pour BFMTV.com une situation complexe aux sources de tension multiples.

Quelle est la situation politique en Irak aujourd'hui ?

L'Irak connaît une crise politique multiforme. Malgré les élections législatives et la formation d'un parlement, il y a de nombreuses tensions, d'une part entre la communauté chiite qui gouverne l'Irak et qui compose la majorité de la population, et les sunnites, mais aussi entre les Kurdes et le gouvernement. Après la chute de Saddam Hussein, les Irakiens se sont dotés d'une constitution qui leur a permis d'organiser des élections dans des conditions assez satisfaisantes, à laquelle l'ensemble des communautés ont eu accès.

Mais c'est la communauté chiite, majoritaire en Irak, qui gouverne. Entre sunnites et chiites, le conflit date de l'intervention américaine, qui a privé les arabes sunnites du pouvoir. Jusqu'à 2003, les sunnites gouvernaient. Ils ont perdu le pouvoir à la suite des élections.

Quelles sont les critiques émises à l'encontre du gouvernement irakien ?

Les sunnites accusent le Premier ministre d'autoritarisme et de monopoliser le pouvoir. Nouri al-Maliki, en place depuis 2006, est à la fois Premier ministre, ministre de la Défense, de l'Intérieur et de la Sécurité nationale.

De leur côté, les Kurdes accusent le gouvernement de Maliki de ne pas appliquer la constitution. Celle-ci prévoit un système fédéral en Irak. Les Kurdes ont appliqué ce principe, dès le lendemain de l'adoption de la constitution. Ils ont leur propre gouvernement, leur propre président et leur propre parlement. Mais les chiites et les sunnites n'ont pas encore appliqué ce système.

Les chiites qui détiennent le pouvoir central, et les ressources pétrolières, n'y ont pas intérêt. Les sunnites n'y ont pas intérêt non plus, parce que les régions qu'ils occupent sont dépourvues de ressources pétrolières.

Y a-t-il un risque de guerre civile en Irak ?

Tous les éléments d'une guerre civile sont réunis en Irak, si la crise politique continue. Les sunnites n'ont jamais accepté d'avoir perdu le pouvoir et les chiites ne sont pas disposés à partager ce pouvoir de façon équitable.

En outre, la région occupée par les Kurdes apparaît presque comme un état indépendant. C'est une région qui connaît un développement économique foudroyant. Les Kurdes revendiquent la ville de Kirkouk, qu'ils considèrent comme leur capitale historique. Mais ni les chiites ni les sunnites ne sont disposés à leur céder. Et la constitution, qui prévoit un référendum sur le sort de Kirkouk, n'est pas appliquée.

La guerre civile peut-elle être évitée ?

L'influence des Ayatollah chiites, qui commencent à critiquer et prendre leurs distances vis-à-vis de Maliki, pourrait être déterminante. Les Ayatollah chiites ont en effet une influence extraordinaire sur les chiites irakiens, le gouvernement irakien, mais aussi sur les chiites du monde entier.

Plusieurs conditions sont nécessaires pour installer en Irak une certaine stabilité. Il faudrait d'une part que les prochaines élections, qui auront lieu dans un an, se déroulent d'une manière satisfaisante, et qu'une autre alliance autour des chiites et des Kurdes arrive à former un gouvernement plus acceptable pour les sunnites. D'autre part, il faudrait que ce gouvernement arrive à limiter l'influence des pays étrangers comme l'Iran et Arabie saoudite.

L'Irak a les moyens suffisants pour se développer. Les revenus pétroliers irakiens s'élevaient ainsi à 100 milliards de dollars en 2012.

Quels sont les autres facteurs de déstabilisation du pays ?

Avec le renversement de Saddam Hussein, l'Irak n'est plus aujourd'hui un pays uniquement arabe. La constitution irakienne définit l'Irak comme un pays composé de différentes communautés. Ainsi le président de la République, Jalal Talabani, est-il kurde, et le Premier ministre chiite. Or, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe persique (peuplés de sunnites) n'ont jamais accepté le pouvoir chiite. A mesure que les rivalités dans la région entre l'Iran (chiite) et l'Arabie saoudite, les Emirats et le Qatar (tous trois sunnites) augmentent, cela déstabilise un peu plus la situation en Irak.

Depuis dix ans, les attentats ont principalement visé la communauté chiite. La branche irakienne d'Al-Qaïda, mais aussi les anciens du parti Baas (le parti de Saddam Hussein), ou encore les islamistes irakiens, tentent de déstabiliser l'Irak pour revenir au pouvoir, aidés en cela par l'Arabie saoudite. Ils tablent sur la marginalisation de l'Iran, menacé par certaines puissances étrangères, qui ne pourrait pas intervenir en cas de guerre civile. C'est aussi l'analyse des nationalistes sunnites du parti Baas et des partis islamistes sunnites. Voilà pourquoi les attentats anti-chiites continuent.

Enfin, la situation en Syrie envenime la crise politique en Irak. Le gouvernement irakien craint que le remplacement de Bachar al-Assad (qui est soutenu par l'Iran chiite) ne permette l'arrivée au pouvoir des sunnites en Syrie. En renforçant la communauté arabe sunnite cela renforcerait la crise politique en Irak. Voilà pourquoi le pouvoir irakien est l'un des gouvernements arabes qui n'est pas tout à fait favorable à l'opposition syrienne. ■

En Turquie, le port du voile islamique gagne du terrain dans la sphère publique

Le pouvoir islamo-conservateur a lancé une campagne de « libéralisation » destinée à lever les restrictions imposées au nom de la laïcité

Istanbul
Correspondance

La diffusion non autorisée d'une photo d'hôtesse de l'air sur la messagerie Twitter, début février, a provoqué quelques turbulences chez Turkish Airlines. Sur l'image, un équipage modèle arborait des costumes de bord dessinés à la mode conservatrice, chemises ras du cou, robes amples, avec parfois, sur les cheveux un couvre-chef inspiré du fez ottoman.

Moqueries et inquiétudes ont fusé sur la Toile et dans les médias nationaux. La compagnie turque s'est empressée de préciser que des versions « plus modernes » étaient à l'étude et que le nouvel uniforme n'était pas encore défini.

Mais les laïcs qui reprochent au parti islamo-conservateur au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement), de « transformer

L'armée, bastion laïc face « aux assauts des islamistes », a été « décimée » par les procédures judiciaires lancées pour complot

le mode de vie des Turcs » voient cette tentative comme une nouvelle preuve que leurs inquiétudes étaient justifiées.

Les boissons alcoolisées ont déjà été supprimées de certains vols et les hôtesse au sol sont autorisées depuis quelques mois à porter le voile islamique. Le hijab strict à la mode turque est le symbole de la diffusion des mœurs conservatrices dans la sphère publique.

Après quelques années de prudence sur la question, ce qui lui

avait été vivement reproché par les milieux les plus conservateurs à la fin de son premier mandat, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan lève, un à un, tous les obstacles légaux qui restreignaient la visibilité de ce signe religieux.

Le Conseil d'Etat a abrogé, en janvier, une règle qui prévoyait que le

port du voile était interdit dans les palais de justice. Quelques jours plus tard, le petit tribunal de Kadıköy, à Istanbul, a connu une première.

L'avocate Sule Dagi Gökiliç est venue plaider coiffée de son foulard. « J'étais nerveuse. Le juge m'a demandé : "Vous allez entrer à l'audience comme ça ?" Je lui ai rappelé la décision du Conseil d'Etat », raconte-t-elle. Le magistrat a déposé un recours. Le ministre du travail, Faruk Çelik, a également plaidé pour la suppression de toutes les restrictions appliquées dans la fonction publique au nom de la laïcité. « L'interdiction de porter le voile n'est compatible ni avec les droits de l'homme ni avec les principes démocratiques », a-t-il affirmé.

Une large campagne de « libéralisation » a été lancée par le syndicat de fonctionnaires Memur-Sen, proche de l'AKP. Leur pétition, qui a rassemblé 12,3 millions de signatures, dont celle de M. Erdogan, a été déposée, le 9 mars, sur le bureau du ministre Faruk Çelik.

« Une interdiction qui n'est pas dans la Constitution ne peut pas être protégée par la Constitution », a lancé le premier ministre turc, qui considère cette règle comme « l'héritage du coup d'Etat militaire du 28 février 1997 » et « une atteinte aux droits de l'homme ». Fort de son soutien électoral sur le sujet, le gouvernement s'apprête à légiférer pour autoriser le port du voile dans la fonction publique.

Une certaine tolérance s'est déjà installée dans les hôpitaux et une directive a été envoyée aux universités, priées d'admettre les étudiantes avec leur foulard dès 2010. Le ministre des sports Ömer Çelik souhaite une plus grande souplesse pour les sportives.

Dans les lycées religieux, dont le nombre a augmenté ces dernières années, les enseignantes peuvent le porter, mais aussi les élèves. Ce n'est pas encore le cas dans les écoles généralistes ou dans le secteur privé, où la décision est du ressort de chaque entreprise.

Cette visibilité n'allait pas de soi lorsque l'AKP est arrivé au pouvoir

en 2002. M. Erdogan avait préféré envoyer ses filles étudier aux Etats-Unis pour échapper à l'interdiction. Les institutions turques faisaient encore rempart contre la remise en question des principes laïcs instaurés par Atatürk en 1924 et durcis par les régimes militaires successifs.

En 2007, le foulard de Hayrunnisa Gül a failli empêcher son mari, Abdullah Gül, d'accéder à la présidence de la République. Pour les généraux qui ont longtemps boycotté les réceptions officielles au palais de Cankaya pour éviter d'y croiser les épouses voilées des responsables politiques, une ligne rouge a été franchie.

L'armée se percevait comme un bastion laïc face « aux assauts des islamistes ». Depuis, elle a été « décimée » par les procédures judiciaires lancées pour « complot ». Des dizaines d'officiers sont en prison et les auteurs du coup d'Etat de velours de 1997 ont été convoqués devant les juges. Le tissu satiné qui

recouvre les cheveux de M^{me} Gül ne l'oblige plus à s'exclure du protocole comme par le passé. Elle participe aux visites à l'étranger de son mari, reçu par exemple par le roi de Suède il y a quelques jours, et prend part aux cérémonies officielles.

Et, depuis la dernière réception donnée au palais présidentiel pour la fête nationale du 29 octobre 2012, les militaires s'accommoient des tenues de la première dame turque. ■

GUILLAUME FERRIER



La première dame turque, Hayrunnisa Gül, s'autorise à porter le hidjab lors des cérémonies officielles. Ici, à Stockholm, le 11 mars, au côté de la reine Silvia, lors d'une visite du président turc en Suède. J. NACKSTRAND/AFP

Bombs kill at least 56 in Iraq on tenth anniversary of invasion

Adam Schreck

A wave of bombings tore through Baghdad this morning, killing at least 57 people in a spasm of violence on the eve of the 10th anniversary of the US-led invasion.

The attacks show how dangerous and unstable Iraq remains a decade after the war — a country where sectarian violence can explode at any time. And though attacks have ebbed since the peak of the insurgency in 2006 and 2007, tensions simmer and militants remain a potent threat to Iraq's security forces.

Today's attacks were mostly by car bombs and targeted mainly Shiite areas, small restaurants, day laborers and bus stops in the Iraqi capital and nearby towns over a span of more than two hours.

Along with 56 killed, over 200 people were wounded in the attacks, officials said.

The bombings came 10 years to the day that Washington announced the start of the invasion on March 19, 2003 — though by that time it was already the following morning in Iraq.

Also today, Iraq's Cabinet decided to postpone upcoming provincial elections in two provinces dominated by the country's minority Sunnis for up to six months. The decision followed requests from the political blocs in the provinces, according to the prime minister's spokesman, Ali al-Moussawi.

The two provinces affected, Anbar and Ninevah, have been at the center of the nearly three-month-long protests against Iraq's Shiite-led government. Provincial elections were scheduled for April 20.

One of the deadliest of today's attacks struck close to one of the main gates to the heavily-fortified Green Zone, which houses major government offices and the embassies of several countries, including the United States and Britain. That blast outside a restaurant killed six people, including two soldiers, and wounded more than 15. Thick black smoke could be seen rising from the area as ambulances raced to the scene.

There was no immediate claim of responsibility for the blasts, but the attacks bore hallmarks of al-Qa'ida in Iraq. The terror group favors spectacular, coordinated



bombings intended to undermine public confidence in the Shiite-led government.

Police and hospital officials who provided accounts of the days' bloodshed reported the most casualties from a car bombing near the Ministry of Labor and Social Affairs in Baghdad's eastern Qahira neighborhood at around 10 am. That blast killed seven people and wounded 21.

The officials provide casualty numbers on condition of anonymity because they were not authorized to release the information to journalists.

The violence started at around 8 am, when a bomb exploded outside a popular restaurant in Baghdad's Mashtal neighborhood, killing four people and wounding 15. It blew out the eatery's windows and left several cars mangled in the blood-streaked street.

Minutes later, two day laborers were killed and eight were wounded when a roadside bomb hit the place where they gather every day in an area of New Baghdad.

In the poor Shiite neighborhood of Sadr City, a bomb stuck to the underside of a minibus killed three commuters and wounded seven people. Another car bomb exploded in a commercial street in the same area, killing two people and wounding 11, and yet another bomb struck a police patrol in the neighborhood, killing five people and wounding 13.

Hussein Abdul-Khaliq, a government employee who lives in Sadr city, said he heard the explosion and went out to find the minibus on fire.

"We helped take some trapped women and children from outside the burning bus before the arrival of the rescue teams. Our clothes were covered with blood as we

tried to rescue the trapped people or to move out the bodies," he said.

"Today's attacks are new proof that the politicians and security officials are a huge failure," he said.

Other attacks struck the largely Shiite neighborhoods of Hussainiyah, Zafarniyah, Shula and Utaifiya, as well as the Sunni district of Tarmiyah.

Just outside the capital, a mortar shell landed near a clinic in the town of Taji, killing two people and wounding five. And about 50 kilometers (30 miles) south of Baghdad, in Iskandiriyah, a car bomb exploded near a bus stop, killing five people and wounding 20.

Today's attacks came a day after insurgents killed nine people, including a bombing by a suicide attacker who killed five when he drove an explosives-laden car into a checkpoint in the central Iraqi town of Balad Ruz.

Al-Qa'ida's Iraq arm, which operates under the name the Islamic State of Iraq, has sought to reassert its presence in recent weeks.

Last week, the group claimed responsibility for a highly coordinated attack earlier this month in far western Iraq that killed nine Iraqis and 51 Syrian soldiers who had sought temporary refuge in the country.

And on Sunday, al-Qa'ida's Iraq branch took responsibility for a brazen and again highly coordinated raid on the Justice Ministry in downtown Baghdad last week. The attack, involving car bombs and gunmen disguised as police, killed at least 24 people. ○



19 March 2013

Turkish PM Erdogan hopeful for peaceful resolution of long conflict with Kurdish rebels

Associated Press

ANKARA, Turkey – Turkey's prime minister said he hopes this week's spring festival, which is celebrated by Kurds, will herald the start of a peaceful resolution of the country's nearly 30-year-old conflict with Kurdish rebels.

Prime Minister Tayyip Erdogan spoke Tuesday ahead of Thursday's spring Newroz festivities, when jailed Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan said he would make a "historic call" toward peace. Kurdish officials have said Ocalan is expected to reveal his road map for peace, including a possible



Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan addresses deputies on March 19, 2013 at the parliament in Ankara.

cease-fire declaration and a timetable for his fighters' retreat from Turkey.

Turkish officials have been holding talks with Ocalan on his prison island off Istanbul with the aim of persuading his autonomy-seeking group to disarm. The conflict with Ocalan's Kurdistan Workers' Party, or PKK, has killed tens of thousands of people since 1984.

"May this Newroz bring hope, may Newroz, so to say, be the insemination of the process for a solution," Erdogan told lawmakers in parliament.

Turkey has admitted to holding failed, secret peace talks with the PKK before. The latest initiative is being carried out more publicly and follows a surge in violence last summer that killed hundreds of people.

The government has said the rebel group would lay down arms and withdraw several thousands of fighters from Turkey's territory as part of the peace efforts, but has not

revealed what steps Turkey will take.

Erdogan ruled out any "bargaining, concessions, back-stepping" or steps that would "hurt" the families of the violence's victims.

"Whatever step we take, we take it for (the welfare) of the people and the country," Erdogan said.

The PKK is considered a terrorist organization by Turkey, the United States and Europe and Ocalan is serving a life sentence for leading the insurgency. He said in a message relayed by Kurdish legislators on Monday that he would outline all the "military and political steps" of the peace process on Thursday.

But Ocalan also suggested that Turkey's parliament needed to take steps to advance the peace process.

Kurds want the government to carry out reforms that would increase Kurdish rights. The Hurriyet newspaper said Ocalan was also seeking guarantees that his rebel fighters would not be attacked as they withdraw from Turkey to bases in northern Iraq.

Turkish forces reportedly attacked PKK guerrillas as they retreated in 1999 while obeying orders from Ocalan who had appealed for peace soon after his capture that year, as well as during another unilateral decision to withdraw in 2004. The PKK has declared unilateral cease-fires on several occasions in the past but they were ignored by the state.

Turkey's Justice Minister Sadullah Ergin said the rebels' withdrawal would likely start this month and continue to the end of the year. ♦



March / 21 / 2013

Erdoğan's negotiations with the PKK and the Syrian Kurds

NIHAT ALİ ÖZCAN

The Syrian opposition elected their first prime minister at an Istanbul meeting. The efforts to build an alternative government will continue. They hope that forming such a government will help organize the aid received, reinforce their military power and grant them international legitimacy. The plan is to put military and political pressure on Syrian President Bashar al-Assad and thereby acquire a more powerful position at the negotiation table.

The disorganized state of the opposition is still a serious problem. Their plan can work only if they manage to stand united. Two groups are especially prominent: The Islamist Al-Nusra Front, designated by the U.S. as a terrorist organization and the Kurds under the control of the Democratic Union Party (PYD), which has been ostracized by Turkey.

Leaving aside the Al-Nusra Front, the Kurds under the wing of the PYD currently seem to be the most organized, powerful and politically determined force that could support the opposition. Although they have their own objectives and strategies, one of the reasons why the PYD distances itself from the opposition is the dismissive stance of Turkey. The PKK followed a smart strategy from the outset of the Syrian incidents and reinforced the PYD's political, diplomatic and military power. Now the PYD works efficiently.

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) connection keeps Turkey from entering into friendly relations with the PYD. Turkey openly used its geopolitical leverage to ask its allies to keep away from the PYD. It even tried to weaken the PKK influence on Syria's Kurds. It tried to strengthen Masoud Barzani, the president of northern Iraq, and supported certain

Arab tribes and radical groups to put military and psychological pressure on the PYD. None of these attempts seem to have succeeded.

The government of Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan is currently negotiating with the PKK, the "real boss" of the PYD, and discussing the future of the Kurds not only in Turkey, but in the whole region. These negotiations are likely to affect Syria's Kurds, too. As the negotiations with the PKK continue, Turkey's PYD policy will change. The pressure on the PYD will decline in the short run.

It won't be a surprise to see the PKK shift the focus of its military strategy toward Syria. A militarily, politically and diplomatically well-organized PYD will become an important force within the Syrian opposition. The Kurds will acquire a status in post-al-Assad Syria similar to that in Iraq, though not in the short run. In the short run Erdoğan might seem to be on the winning side due to his management of the domestic Kurdish problem. In the middle run, however, he will have to face a more complicated Kurdish problem. ■

For Iraqis, no time for reflection

BAGHDAD

As their country is trying to cope, 10th anniversary of invasion means little

BY TIM ARANGO

The war that arrived a decade ago is still too painful and too controversial to be taught to schoolchildren or subjected to serious academic study at universities, and the local news media are too busy reporting on the latest bombings, protests and political disagreements to care much about an anniversary.

So as historians, pundits and former government officials in Washington and London produce a wave of reminiscences on the occasion of the 10th anniversary of the invasion of Iraq — symposiums have been held, books written, studies published on the conflict's toll, human and financial — Iraqis are more concerned with the present.

On Friday morning at the pet market in the center of Baghdad, Hasim al-Shimari watched two roosters fighting it out and offered a rejoinder to those marking his war's anniversary.

"You see these people," he said. "They are here to sell birds to earn some money to help them live. People are not interested in that. They are desperate and want to see real change, so they've stopped looking at the news or remembering past events."

In recent interviews, most Iraqis, like Mr. Shimari, say they have given little or no thought to the looming anniversary, which falls on Wednesday, though the sight of foreign television news crews conducting stand-ups in the city this week will remind them that the war, for the conquerors anyway, is something to be reflected upon.

"If our situation were better than this, we would surely remember that day when the Americans came to free Iraq and gave us the chance to build a better future," Mr. Shimari said. "But the Americans didn't give us that chance. They did all the things possible to ensure that Iraq is going to be ruined."

In Iraq, the war is not for the history books but rather an event whose outcome is still uncertain.

"I don't even remember how old I



KARIM KADIM/THE ASSOCIATED PRESS

An image of the ousted Iraqi leader Saddam Hussein is visible at the archaeological site of Babylon. For many Iraqis, the war is an event whose outcome is still uncertain.

am," said Abdullah Fadil, who has sold tea since 1982 outside a mosque in Adhamiya, a predominantly Sunni neighborhood in the capital. "I wake up each day with a thousand problems, so why should I remember that?"

The local news media are focused on the rise in sectarian tensions and protests that have spread in predominantly Sunni regions.

"I know that among my journalist friends, no one is willing or has the attention to write about it or do any reporting," said Naseer Awam, the director of the Iraqi News Agency. He expressed regret that Iraqis might not gain a proper historical perspective, saying the news media "should have prepared extensive reports and a narrative of events that began with the start of the U.S.-led invasion and its consequences." As a result, he said, Iraqis might not "understand what this brought to Iraq and the entire region."

Another journalist, Sabah Sellawi, the editor of the newspaper Maysan, said, "The instability in Iraq is more important than this day."

Besides, if any anniversary is important to Iraqis, it is April 9 — the day Baghdad fell to American forces, and exuberant Iraqis, with an assist from

American marines, pulled down a statue of President Saddam Hussein in a city park — not the anniversary of the start of the bombing of Baghdad.

The central legacy of the war, many experts say, is a political system midwifed by the United States in which the spoils of power are divided along sectarian and ethnic lines. As such, compromise — in the streets and in Parliament — has been nearly impossible. Today, the notion of a national identity

"If our situation were better than this, we would surely remember that day when the Americans came to free Iraq."

that supersedes the sectarian seems a fantasy.

"What people used to dream about was an Iraq for all Iraqis," said Ahssan al-Shmmari, a political science professor at Baghdad University. "What was a dream for Iraqis has become a nightmare for Iraqis."

He added, "That's why people are not thinking of this."

Mr. Shmmari's comments belie his own fate. As a Shiite Muslim, he has

seen his life improve enormously as the war upended a social order in which the minority Sunni population held the levers of power. "Before 2003, I was like a slave, and nobody knew about me," he said. "Now I feel like I exist in this world."

He said that he had "become a star political analyst."

Sunni Muslims have not fared as well, and many Iraqis expressed a sense that sectarian tensions were worsening.

On Thursday night, Mr. Fadil, the tea seller, sat at an outdoor cafe across the street from the mosque in Adhamiya, which for months has been the site of demonstrations — of which he has been an enthusiastic participant — by Sunnis after Friday Prayer. A row of armored sport utility vehicles nearby indicated a visit from the ruling elite that, with its traffic-stopping convoys, its unkept promises to at least keep the lights on and the streets clean, not to mention what many characterize as its corruption, seems ever more disconnected from ordinary people.

Mr. Fadil, a Sunni who said he used to work in Mr. Hussein's secret police (he was only a cook, he insisted, and never carried a weapon), said he could not afford a house and was struggling to provide for his wife and four daughters. He said he used to earn extra money cleaning the streets in his neighborhood, but then the government gave the jobs to Shiites from other parts of the city.

"The Sunnis are being neglected here," Mr. Fadil said. "They are not in the security forces. They are not in the government."

In other words, he has more pressing concerns than remembering a day he would rather forget.

"There was nothing accomplished, so why should I remember it?" he asked.

At the pet market, Karrar Habeeb, a 22-year-old carpenter, paused, surprised to be asked about what was surely the defining event of his youth.

"I didn't know about it," Mr. Habeeb said of the anniversary. "Are we still talking about the Americans? I don't think we need to do any kind of celebrating or make an effort to remember that day. I think even the Americans wish they could forget it."

Yasir Ghazi contributed reporting.

Syrian general bolts, but reaction is muted

BEIRUT

Assad government goes on political offensive to shore up its position

BY ANNE BARNARD

A Syrian general who was in charge of military supplies and logistics announced over the weekend that he had defected from the army after the rebels' top military commander again called for members of the Syrian armed forces to join the uprising against President Bashar al-Assad, now entering its third year.

But after the officer, Brig. Gen. Mohammed Nour Ezzedeen Khallouf, announced his defection Saturday, there were no reports of unusually widespread or decisive defections in response to a video address in English and Arabic released Friday by Gen. Salim Idris. General Idris defected in July and is now the leader of the Free Syrian Army's unified military command. Instead, Mr. Assad's government went on the political offensive, calling on Brazil, China, India and other developing powers to help stop the Syrian conflict and find a political solution to the uprising.

Protests across Syria to observe the uprising's two-year anniversary were small and muted compared with the exuberant demonstrations that initially set off the revolt, underscoring the growing sense that the war is nowhere near an end. The government remains dug in and is willing to use extreme force, and chances for a political solution appear remote.

The request for political support from developing nations came in a letter delivered by an Assad adviser, Bouthaina Shaaban, to South Africa's president, Jacob Zuma, who will host a summit meeting next week of Brazil, Russia, India, China and South Africa, the so-called Brics nations.

As Europe and the United States weigh stronger action to aid the Syrian rebels, which could involve directly arming them, Mr. Assad appears to be appealing to the Brics nations' aversion to Western military interventions.

Before the uprising, Ms. Shaaban portrayed herself as an advocate for change and modernization, but she has

rarely been seen since she offered her support for the security forces during the early days of the crackdown.

The uprising began peacefully, but elements of the opposition eventually took up arms after security forces fired on protesters.

General Khallouf appeared briefly Saturday in a broadcast on Al Arabiya, an Arabic television channel based in Saudi Arabia.

"Arrangements for the defection from the current Assad regime started a while ago," the general said. "There was coordination with several sides from various factions of the Syrian revolution."

Anti-government activists said that while his high rank was notable among defectors, his departure would not change things for the government, which could easily replace him.

As the conflict continues, the Syrian



DANIEL LETTER FOR THE NYT

Gen. Salim Idris, who defected in July, has called on his former colleagues to join him.

Protests marking the second anniversary of the conflict failed to attract big crowds.

government has increased its use of cluster bombs, which are widely banned because those that do not explode on impact often wound civilians who find them, the international watchdog group Human Rights Watch said in a report issued Saturday.

In the past six months, the Syrian government has dropped cluster bombs 156 times in 119 places, Human Rights Watch said. Two recent strikes alone killed 11 civilians, including two women and five children, the group said.

Hania Mourtada and Hwaida Saad contributed reporting.

An historic truce: jailed Kurdish rebel leader urges ceasefire with Turkey

RICHARD HALL

Diyarbakir - A historic truce between Turkey and separatist Kurdish rebels was announced today, signalling a possible end to a 30-year conflict that has claimed more than 40,000 lives.

Abdullah Öcalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), called for the rebel group's fighters to withdraw from Turkey – where they have fought a guerrilla campaign against the state since 1984

In a written statement read out to a crowd of hundreds of thousands celebrating Kurdish New Year in the city of Diyarbakir in south-eastern Turkey, Öcalan said it was "time for the guns to go silent."

"A new phase in our struggle is beginning. Now a door is opening to a phase where we are moving from armed resistance to an era of democratic political struggle," he said in the statement read to a sea of Kurdish flags, before calling for the estimated 3,500 PKK fighters currently within Turkey to withdraw to their bases in Northern Iraq.

Turkey is home to some 15 million Kurds who have long sought an independent state in the Kurdish majority areas that cover eastern Turkey, northern Iraq, north-western Iran and northern Syria. Turkey has been accused of committing human rights abuses against the minority population, a persistent accusation that has stalled the country's entry to the European Union. In recent years, the PKK's demands have softened to calls for greater autonomy, the right to education in their own language and better conditions for Öcalan, who is kept largely in isolation.

Turkish authorities have been negotiating with Öcalan since October last year in an effort to find a solution to the decades-old conflict. Although the PKK – labelled a terrorist organisation by the US and the EU – have announced unilateral ceasefires in the past, these were largely ignored by the state. Greater hopes are placed on today's announcement, however, because it came as the result of indirect talks between Öcalan and Turkey's Prime Minister



Recep Tayyip Erdogan.

Mr Erdogan called the announcement a "positive development" today, but said the important part would be its implementation. "We want to see how Öcalan's declarations will be met as soon as possible," he said, adding that military operations against the group would stop if it withdrew from Turkey.

Öcalan, who has been detained by Turkish authorities on the prison island of Imrali for almost 14 years, is viewed as the unquestioned leader of the PKK – the Kurdish armed movement he founded in 1978. He has maintained his control over the organisation from his prison cell, issuing orders and statements that are carried out by the organisation on the ground. His influence was clear to see in November last year when he called for an end to a hunger strike being carried out by dozens of Kurdish activists. The order was obeyed immediately.

Among the throngs that lined the streets Diyarbakir, the largest Kurdish city in Turkey, there was both hope and scepticism.

"They have made promises before but didn't keep them," said 41-year-old Mizgin Candemir, referring to the Turkish government's previous efforts at reaching a peace. "So I need concrete steps first

before I believe Erdogan is serious about this."

Sitting in a large field behind the stage upon which Öcalan's words were read, Mehmet Ozan, 35, said: "I want the freedom to be able to teach Kurdish in schools. But the most important thing is to reach peace. No more bloodshed on both sides of the conflict."

The military leader of the PKK, Murat Karayilan, said that he "very strongly" supported Öcalan's announcement.

"All of Turkey, Kurdistan and the world must know this: as the PKK movement, we are ready for war and for peace," he told the Kurdish Firat news agency.

But there are signs that not everyone will welcome a ceasefire. On the eve of Öcalan's announcement a number of bombs were detonated in the Turkish capital, Ankara. Mr Erdogan blamed on a left-wing group which opposes the talks with the PKK, and promised to push ahead with peace efforts.○

SYRIE : LA TRAGÉDIE HUMANITAIRE

A Zaatari, le camp de la honte



Insécurité, pénurie, hôpital bondé... Dans cette prison à ciel ouvert, en plein désert jordanien, s'entassent 100 000 Syriens chassés par la guerre. Alors que leur nombre ne cesse de croître, l'aide promise par les donateurs n'arrive toujours pas

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Un nuage charbonneux s'élève d'entre les tentes blanches frappées du logo onusien. Des flammes apparaissent. Dans le froid de la fin d'hiver jordanien, des cris fusent dans tous les sens. Dans le camp de toile plein à craquer de Zaatari, l'incendie se propage rapidement. Certains réfugiés accourent pour proposer leur aide. La plupart fuient. « *Allahou akbar!* » (« Dieu est le plus grand ! »), implore un homme. Une femme en pleurs, son enfant dans les bras, protège son visage de la fumée avec son voile. Un camion de secours se fraie finalement un passage pour étouffer le brasier. Mais près de quarante tentes ont été détruites et la colère gronde. « *On nous traite comme des chiens* », crie un réfugié. L'origine du feu ? Les réponses sont tellement nombreuses qu'il est impossible de la connaître réellement. Dans le chaos de la désormais sixième ville de Jordanie, où sont entassés quelque 100 000 réfugiés syriens, chaque famille – parfois douze personnes – vit dans un espace de toile

de quatre mètres sur cinq. A l'intérieur, s'entasse le peu de biens arrachés à la guerre qui fait rage quelques kilomètres plus au nord : des vêtements, des couvertures, des ustensiles de cuisine, des matelas, mais aussi parfois un petit chauffage électrique, une bonbonne de gaz pour faire à manger.

« *Il faut bien qu'on vive, on fait avec ce qu'on a...* », lâche Nida al-Hariri. Il y a un mois et demi, cette mère de 22 ans a fui Deraa, le berceau de la révolution. « *Mon bébé était âgé de 15 jours. Les violences, les combats... Il fallait partir. Alors nous avons pris le strict minimum et nous avons mar-*

ché. L'Armée libre protège le passage à certains endroits clandestins de la frontière. C'est comme ça que nous avons pu, une nuit, passer sans trop de danger. Puis l'armée jordanienne nous a récupérés et nous a amenés ici », raconte la jeune femme, un sentiment d'abandon terrible dans le regard. Assise près du point d'eau, elle s'inquiète pour son nourrisson :

« *On nous donne une seule boîte de lait en poudre pour quatre jours. Nous n'avons plus d'argent pour en acheter dans le camp. Que va manger mon fils ?* » Nida et son mari n'ont pas de famille à Zaatari, aucun soutien.

« *Nous n'avons rien ici!* » dénonce un voisin en colère. « *Regardez ce réservoir : voilà toute l'eau que nous avons. Regardez sa couleur!* Elle a un sale goût.

A cause d'elle, nos enfants sont malades, ils vomissent, ils ont mal au ventre », ajoute cet homme. L'eau a beau être testée quotidiennement et les centres médicaux ne pas être emplis d'enfants atteints de diarrhée, cette conviction persiste dans le camp.

Désœuvrés, enchaînés à leur détresse, les réfugiés expriment leur mécontentement de façon de plus en

plus violente. Les émeutes au point de ravitaillement se multiplient. Des échoppes aux murs et toit de tôle ont fini par ouvrir sans que les autorités du camp parviennent d'ailleurs à comprendre comment la marchandise entre dans Zaatari. Mais ces commerces ne suffisent pas d'ailleurs à répondre aux besoins. Et avec quoi payer les fruits, légumes ●●●

CHIFFRES

LES RÉFUGIÉS SELON LE HCR

- Jordanie 340 524
- Liban 339 187
- Turquie 258 200
- Irak 110 663
- TOTAL plus d'un million

L'EXPANSION DE ZAATARI

- Août 2012, ouverture du camp : 3 500 réfugiés
- Octobre 2012 30 000 réfugiés
- Janvier 2013 62 000 réfugiés
- Mars 2013 120 000 réfugiés



●●● ou poulets vendus dans l'artère principale surnommée ironiquement « les Champs-Élysées » ? Seuls les derniers arrivants conservent encore un peu d'argent pour acheter une bouteille d'eau vendue l'équivalent d'un demi-euro. Sur l'« avenue », qui part de l'hôpital militaire français, on trouve même une parfumerie, des vendeurs de falafels et d'écharpes aux couleurs de la nouvelle Syrie.

L'autre grande préoccupation des habitants, majoritairement des femmes et des enfants, c'est la sécurité. Dans cet immense labyrinthe règne la loi du chacun pour soi. Les seules forces de l'ordre visibles sont positionnées à l'entrée et sur le pourtour du camp. « *La nuit, j'ai peur, assure Nida. En plus, dans notre coin reculé il n'y a pas d'électricité, pas de lumière. Impossible, même, d'aller jusqu'aux latrines.* » Et puis, il y a les trafics. Des lots d'amphétamines ont notamment été retrouvés dans le camp. « *Avec la guerre, la région a été inondée par ces pilules que l'on avale comme des bonbons. Beaucoup d'hommes sont dépendants à cette drogue* », affirme une psychiatre de la ville toute proche de Mafraq, qui travaille auprès des réfugiés. Des



Manifestation de colère des réfugiés le 22 février



rumeurs de prostitution courent également dans le camp. « *Je crois qu'il arrive que des hommes sudoient des gardes à l'entrée pour venir "se marier quelques heures"*, tempère le médecin, *mais on ne peut parler d'un phénomène massif.* »

Il y a bien une école de l'Unicef et un hôpital pédiatrique créé par Médecins sans Frontières. Mais rien n'y fait. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et les organi-

sations humanitaires sont débordés. Avec 5000 nouveaux arrivants par jour, Zaatari frise l'embolie. Les infrastructures ne suffisent déjà pas et certaines d'entre elles risquent de ne plus pouvoir être financées. « *Fin décembre, nos projections basées sur le flux d'arrivants nous avaient amenés à solliciter 57 millions de dollars pour faire face aux besoins jusqu'à fin juin*, explique Alexis Masciarelli, de l'Unicef. *Moins de 11 millions de dollars*

Des Français entraînent déjà les rebelles

« *Ça y est, les Français et les Britanniques ont commencé les formations pratiques.* » Pour ce familier du dossier interrogé à Amman, les militaires français sont bel et bien actifs à la frontière jordanienne. Après un travail de renseignement, ils ont ensuite dispensé des cours à certains groupes de l'Armée syrienne libre (ASL) en matière de communication cryptée. Un préalable à la livraison de matériel radio. Depuis peu, ils seraient passés à une étape plus pratique, ils entraîneraient ces mêmes bataillons à combattre. Une action coordonnée avec les Britanniques et les Américains. Le nouveau secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a confirmé lors de sa visite au Qatar, le 6 mars, que « *de nombreux pays entraînent* » les rebelles syriens. Une position jugée compatible avec l'interprétation franco-britannique des conclusions de la réunion des ministres des Affaires étrangères européens du 18 février. Bien que prorogé de trois mois

l'embargo sur les armes, les Vingt-Sept étaient convenus d'apporter quelques modifications aux sanctions « *afin de fournir un soutien non légal plus important et une assistance technique pour la protection des civils* ». Une brèche dans l'embargo européen, dans laquelle se sont engouffrés les Français. Une source diplomatique confiait au « *Nouvel Obs* », dès le lendemain de la rencontre: « *Comme vous pouvez le remarquer, il y a deux volets: l'aide non létale d'une part, l'assistance technique d'autre part.* » Gilets pare-balles? Système de visée nocturne? Mais aussi formation militaire? « *... Par exemple* », répondait-il. Pour les Européens, le point crucial est de s'assurer que l'aide fournie à la rébellion syrienne ne tombe pas dans les mains des factions les plus radicales. A cette fin, le renseignement français enquête depuis plusieurs mois sur le terrain, assure-t-on à Amman. Pour Paris, il est crucial de ne soutenir que les brigades qui obéissent à la

Coalition nationale syrienne, devenue, pour les Occidentaux, la seule instance représentative des insurgés, et à son commandement militaire intégré. « *Nous tous, Européens, Américains, Qataris et Saoudiens, avons porté ce "bébé" jusqu'à sa naissance*, explique le diplomate occidental en parlant de la création de cette plateforme politique. *A présent, il faut s'assurer qu'il obtient tout ce dont il a besoin... mais aussi que ses parrains s'occupent exclusivement de lui et d'aucun autre enfant.* » En résumé: la France doit concentrer son action sur les forces de l'Armée syrienne libre liées à la Coalition, tout en convainquant ses partenaires du Golfe de ne plus soutenir des groupes plus radicaux. A Homs, une partie des dernières livraisons d'armes en provenance de Croatie viennent encore de tomber aux mains des Islamistes du Front de Libération de Syrie. D'un bien mauvais effet au moment où François Hollande somme les Européens de lever l'embargo. C. I.

nous sont parvenus et, au regard de l'explosion du nombre de réfugiés en Jordanie, ce sont 80 millions qui sont désormais nécessaires. Fin mars, nous serons probablement contraints de faire un choix entre nos différentes activités: ce sera vaccinations, éducation ou fourniture d'eau. » De fait, sans nouveaux apports financiers, le HCR devra revoir à la baisse le standing déjà bien peu élevé du camp. « La situation est tellement difficile, assure Nida, que si elle se dégrade encore il faudra trouver une solution pour quitter cette prison à ciel ouvert. Pourquoi la communauté internationale ne fait-elle rien pour nous? »

À l'entrée du camp, un immense écheveau de camions-citernes, véhicules d'humanitaires et cars de réfugiés traversent un champ d'oliviers rachitiques avant de franchir les barbelés qui encerclent le camp. Dans cette agitation, quelques réfugiés font le trajet dans l'autre sens, autorisations en poche, pour fuir Zaatari. A deux pas, dans une allée à gauche de l'entrée, ils sont nombreux à faire la queue pour obtenir le précieux sésame: le parrainage par un Jordanien qui leur permettra de sortir du camp. Un cousin, un ami, l'ami d'un ami... Il suffit d'une signature pour fuir cet enfer. Les réfugiés sont déjà plus nombreux hors des camps du HCR. Selon un dernier décompte, la Jordanie accueille 450 000 Syriens. Un poids terrible pour sa fragile économie. Le fardeau n'est pas seulement financier. Cet afflux humain accroît les pénuries d'eau déjà nombreuses. Au risque de provoquer des secousses politiques dans un pays qui a multiplié les efforts ces deux dernières années pour éviter toute réplique des « printemps arabes ».

Lorsque, au cœur de l'été, Zaatari se transformera en fournaise, l'eau deviendra le problème numéro un. Et combien seront-ils alors dans le camp lorsque l'été arrivera? « Je ne vois aucune solution, assène Antoine Foucher, chef de mission de Médecins sans Frontières. Il n'y a pas de ressources disponibles. Alors quoi faire? Construire un pipeline en trois mois? De toute façon il n'y a pas de donateurs. Tout le monde a l'air de se satisfaire d'un "jusqu'ici, tout va bien" alors qu'on va droit dans le mur. »

CÉLINE LUSSATO

UN JOUR, LA PRÉSENTATRICE A DIT NON

L'évadée de Radio Damas

Une héroïne, c'est ainsi que les médias l'ont présentée lorsqu'elle a décidé, en juillet dernier, de fuir Damas après avoir dénoncé sur Facebook la violence du régime. Première journaliste du pouvoir à faire sécession, alaouite de surcroît – la minorité du clan Assad –, Ola Abbas (photo) a eu droit à des hommages planétaires, d'Al-Jazeera à CNN. « Quelle femme courageuse! » témoigne encore Mounzer Makhous, l'ambassadeur parisien du Conseil national syrien. La brune pulpeuse, vedette de l'Organisme de la Radio-Télévision arabe syrienne (Ortas), a gagné sa place dans l'opposition, un statut de réfugiée politique et de nombreuses propositions d'éditeurs l'invitant à se raconter.

L'histoire qu'elle publie chez Michel Lafon, « Une folie syrienne » (à paraître le 28 mars), n'est pourtant pas si glorieuse. C'est là son intérêt. Ola Abbas dissèque, dans un style à l'eau de rose, la naïveté, l'aveuglement, les lâchetés d'une petite célébrité d'abord trop choyée, trop obnubilée par elle-même, par ses amours et ses séances de Botox pour entendre les appels de la révolution. « Nous n'avons jamais connu d'opposition, dit-elle d'une voix indolente. Quand les événements ont commencé à Tunis, je pensais que cela ne concernerait pas la Syrie car nous avions le cerveau anesthésié. »

Fille d'un poète marxiste mort jeune et d'une mère écrivain, inconditionnelle du régime, la belle alaouite avait gagné sa place à la télévision et à la radio syriennes grâce au concours d'un ami officier, proche d'Hafez al-Assad. Protégée au cœur du système, bien payée, elle enregistrerait ses flashes d'information et ses émissions matinales sur la place des Omeyyades, sous l'œil amical du directeur de l'information. « Bachar » avait été son guide, son espoir. Elle avait pleuré à ses côtés lors de l'enterrement de son frère Bassel, et lui avait murmuré: « Fais bien attention à toi. Il ne nous reste que Dieu et vous. » Quand Bachar a pris la place du père, Ola Abbas a cru, comme beaucoup, aux promesses de



Faire comme si de rien n'était malgré l'odeur de chair rôtie, de sang brûlé"

réformes. En 2007, quand il a brigué un second mandat, elle a chanté à sa gloire et interviewé les hommes forts du régime sous les feux d'artifice. La fête s'est terminée il y a deux ans avec les premières manifestations réprimées dans le sang. Le soir, la nuit, en cachette, la journaliste regardait la BBC et Al-Jazeera, se connectait sur internet avec ses amis, intellectuels, hommes de lettres, devenus des opposants. Mais elle continuait à passer les reportages truqués, à lire à l'antenne les communiqués mensongers du pouvoir, transformant les opposants en « terroristes ». Par peur de perdre sa place, d'être dénoncée, torturée, arrêtée comme certains de ses amis.

Longtemps, Ola a tenté de tenir la révolution à distance. Faire comme si de rien n'était « malgré l'odeur de chair rôtie, de sang brûlé », dîner avec un officier de sécurité du pouvoir, s'oublier dans les pâtisseries et les crèmes de beauté, recevoir son amant et l'écouter dire: « Bachar est un homme bon. » Supporter la schizophrénie, flirter avec la folie, jusqu'à ce que le massacre de 50 enfants à Houla ne lui laisse plus le choix: « J'étais une criminelle. » Ola Abbas a quitté son amant, son chien, sa villa, ses bijoux et ses fourrures, pour 10 mètres carrés à Levallais. Sa mère, qui continue de soutenir Bachar, ne lui a jamais pardonné son choix. Elle, chaque jour, pleure les 70 000 morts de son pays.

SOPHIE DES DÉSERTS

Damascus and rebels accuse each other of a chemical attack

BEIRUT

BY ANNE BARNARD

The Syrian government and Syrian rebels traded accusations on Tuesday about an attack in the northern province of Aleppo, with each side saying the other had used chemical weapons.

But neither camp presented clear documentation, and two American officials said there was no evidence to suggest that chemical weapons had been used. A U.S. Defense Department official said the claim should be treated with caution, if not outright skepticism.

The first report came from the Syrian state news agency, SANA, which said terrorists, its term for armed rebels, had fired a rocket "containing chemical materials" on Tuesday into the Khan al-Asal area of Aleppo Province, killing 16 people and wounding 86. It later raised the death toll to 25.

The news agency displayed photographs of what it said were the victims, but there was no immediate indication in the photographs that they had suffered a chemical attack, such as burns, skin discoloration or chemical quarantine measures.

A senior rebel commander and spokesman, Qassem Saadeddine, later accused the government of using chemical weapons in the attack, citing reports of breathing difficulties and bluish skin among victims, but acknowledged that the reports were secondhand and that he could provide no documentation.

Each side has an incentive to accuse the other of using chemical weapons. President Barack Obama has said that a chemical attack by President Bashar al-Assad's government would cross a "red line" that could prompt military intervention against him by the United States.

The Syrian government seeks to portray its opponents as extremists who are a threat to regional stability.

Israel has said it would intervene to stop chemical weapons from slipping out of the Syrian government's control and into the hands of either the rebels or Hezbollah, the Lebanese militant group allied with the Syrian government. Use or seizure of chemical weapons by rebel forces would embarrass the United States, particularly now, as Mr. Obama has declared that he will not stand in the way of allies' efforts to increase military aid to the rebels.

The Syrian rebel forces are not known to possess chemical weapons, while American officials say the government harbors large stockpiles of them. Syria has generally neither confirmed nor



A Syrian Army soldier on his way to a hospital Tuesday near Aleppo after what residents and medical staff said was a rebel chemical strike. Foreign officials were skeptical of the claim.

denied their existence, but last year Jihad Makdissi, then the Foreign Ministry spokesman, said that Syria would only use them to repel a foreign attack, not against its own people.

There has long been a fear on all sides — in the Syrian government, in neighboring Israel and among the rebels' western backers — that rebel groups could seize chemical weapons, but it is unclear whether any such weapons have been loaded onto rockets or missiles for use, or whether the rebels had the technical ability to fire them.

Rebel factions have accused the government of using chemical weapons many times, but there have been no confirmed cases. The term "chemical weapons" has sometimes appeared to be used loosely to include not just deadly nerve agents like sarin gas but also tear gas and other nonlethal irritants used for crowd control.

The Russian Foreign Ministry indicated that it was taking the government's claim seriously, calling the alleged use of chemical weapons by the opposition an "extremely dangerous development" and a new reason to refocus energy on finding a political solution to the conflict. Moscow is Mr. Assad's most powerful international backer.

A Syrian official told state television that the Aleppo attack would be reported to human rights organizations and to

Syria has generally neither confirmed nor denied the existence of chemical weapons.

countries supporting the rebels.

A Reuters photographer was quoted in a report by the news agency as saying that he had visited victims in Aleppo hospitals, and that they were suffering breathing problems.

"I saw mostly women and children," said the photographer, who Reuters said it could not identify by name out of concern for his safety. "They said that people were suffocating in the streets and the air smelt strongly of chlorine."

Rebels have long tried, without success, to overrun a weapons plant near Safira, in Aleppo Province, where chemical weapons are believed to be stored. The government alleged in December that rebels had plundered stores of chlorine gas, but the Syrian government's stores are believed by American officials to consist of other types of chemical weapons.

An Obama administration official, speaking on condition of anonymity, said the White House had "no information suggesting opposition groups have chemical weapons capability."

Some American officials worried aloud whether the Syrian government was accusing rebels of using the

weapons to prepare cover for its own future use of them. Anti-government activists suggested that the government might have concocted the chemical attack story to cover up an incident in which it accidentally fired a Scud missile on a government-held area.

The Syrian Observatory for Human Rights, a watchdog group based in Britain, said witnesses had heard over walkie-talkies that 26 people were killed, including 16 government soldiers and 10 civilians, after a rocket landed on

Khan al-Assal.

Activists said the government had tried to hit the police academy there, which had recently been taken by rebel forces, with a Scud missile, but it accidentally fell on a government-controlled area instead.

In Washington, the White House cast doubt on claims that the opposition had used chemical weapons, and said it was evaluating the possibility that the government had used them.

"We're looking carefully at allegations

of C. W. use, chemical weapons use," said Jay Carney, the White House press secretary. "The use of chemical weapons would be totally unacceptable."

Isabel Kershner contributed reporting from Ramallah, West Bank; Peter Baker, Michael R. Gordon and Eric Schmitt from Washington; Hwaida Saad from Beirut; and Rick Gladstone from New York.

INTERNATIONAL
Herald Tribune THURSDAY, MARCH 21, 2013

EDITORIAL

AN ILL-CONCEIVED WAR AT A DEVASTATING COST

Begun 10 years ago, the Iraq war — unnecessary and damaging on every level — came to be one of the worst strategic blunders in U.S. foreign policy.

Ten years after it began, the Iraq war still haunts the United States in the nearly 4,500 troops who died there; the more than 30,000 American wounded who have now come home; the more than \$2 trillion spent on combat operations and reconstruction, which inflated the U.S. deficit; and in the lessons learned about the limits of American leadership and power.

It haunts Iraq too, where the total number of casualties is believed to have surpassed 100,000 but has never been officially determined; and where one strongman was traded for another, albeit under a more pluralistic system with a democratic veneer. The country is increasingly influenced by Iran and buffeted by the regional turmoil caused by the Arab Spring.

In 2003, President George W. Bush and Paul Wolfowitz, the deputy defense secretary, used the attacks on Sept. 11, 2001, to wage pre-emptive war against Saddam Hussein and a nuclear arsenal that did not exist. They promised a "free and peaceful Iraq" that would be a model of democracy and stability in the Arab world. While no one laments Saddam's passing and violence is down from peak war levels, the country is fragile, with grave tensions between Sunnis and Shiites and Arabs and Kurds that could yet erupt into civil war or tear the state apart.

A State Department travel warning last month described Iraq as dangerous, with numerous insurgents, including Al Qaeda in Iraq, still active, and said Americans were "at risk for kidnapping and terrorist violence." On Tuesday, a wave of car bombings and other attacks in Baghdad killed more than 50 people and wounded nearly 200.

Yet none of the Bush administration's war architects have been called to account for their mistakes, and even now, many are invited to speak on policy issues as if they were not responsible for one of the worst strategic blunders in American foreign policy.

In a video posted recently by the conservative American Enterprise Institute, Mr. Wolfowitz said he still believed the

war was the right thing to do. Will he and his partners ever have the humility to admit that it was wrong to prosecute this war?

President Obama opposed the Iraq war from the start and has been single-minded about ending it, withdrawing the last combat troops in 2011. American influence in Iraq has greatly declined since then and Mr. Obama's attention, like that of most Americans, has shifted to other priorities. Iraqis are responsible for their own future.

But the country is a front line in the conflict between moderate Islam and Al Qaeda, not to mention its role as an oil producer. It requires more sustained American involvement than we have recently seen.

Iraq is a reminder of the need for political leaders to ask the right questions before allowing military action and to listen honestly rather than acting on ideological or political impulses. Mr. Bush led the war, but Democrats as well as Republicans in Congress endorsed it. Iraq also shows the limits of America's influence in regions where sectarian enmity remains strong and where democracy has no real history.

That experience is informing American policy judgments more generally. It has affected decisions about Syria, where President Obama has been right to move cautiously. For a long time the Syrian opposition was divided, and it was hard to know which group, if any, deserved help.

It also made sense not to rush into another costly war in another Arab country that could fuel new anti-American animosities and embroil the United States for another decade.

But with the Syrian conflict in its third year, the fighting has already spilled over the borders, destabilizing its neighbors, even as Al Qaeda-affiliated rebels play a bigger role. The reasons for opposing direct American involvement in Syria remain strong, but the United States needs to calibrate its policies continually and should not allow the Iraq experience to paralyze its response to different circumstances.

The lessons of Iraq, however, seem to fade when it comes to Iran. Many of the conservatives who strongly supported the charge into Iraq are fanning calls for U.S. military action to prevent Iran from acquiring a nuclear weapon. President Obama has also been threatening "all options" if negotiations to curb Iran's ambitions are not successful, and many lawmakers seem ready to take action against Iran soon.

The Iraq war was unnecessary, costly and damaging on every level. It was based on faulty intelligence manipulated for ideological reasons. The terrible human and economic costs over the past 10 years show why that must never happen again.

Geopolitical Shifts in Mideast Will Benefit Kurds

www.al-monitor.com

By: Jihad el-Zein Translated from An-Nahar (Lebanon).

No matter where the rains fall in our region these days, the bloom is always Kurdish. In the Kurds' view, be they elites or commoners, this political era is theirs — an era that would see the redressing of 90 years of injustices perpetrated against them since after the First World War. Here, then, is the Kurdish view of the situation in the region on this new-year celebration of Nowruz today.

In the last decade, the first truly independent Kurdish state in modern times was established under the formula of a "federal region" within the Iraqi state. Yet, if it weren't for the region's share of the central government's oil, nothing would remain of this formula, except nominal ties marred by a relation of daily confrontations.

During the two years since the Syrian revolution erupted, Syrian Kurds in the extreme north and northeastern parts of the country have enjoyed self-rule in their areas, which extend discontinuously over hundreds of kilometers from Afrin to al-Qamishli along the border with Turkey. The term "Western Kurdistan" was even created during the Syrian revolution to describe these regions, which possess historical roots dissimilar to those of Kurdish areas in Northern Iraq. This is because a large portion of their inhabitants came from Turkey and took refuge there after World War I to escape the Kurdish-Turkish clashes that erupted in the first decade following the establishment of Kamal Ataturk's republic.

Throughout the revolution, and despite the fact that control over Kurdish areas fell mostly to the Democratic Union Party — which does not agree, and even clashes, with the Free Syrian Army militias, especially the Islamic fundamentalist factions among them — the Syrian revolutionary leadership committees established abroad were always keen to give precedence to Kurdish individuals. This led to the appointment of Abdulbaset Sieda as head of the Syrian National Council and then Ghassan Hitto as head of the interim government for the liberated areas. It is also well known that many disagreements erupted within the opposition's institutions between Arabs and Kurds concerning the future identity of Syria and its regime.

But the happiest development, which might turn out to be the most important event for Kurds in the region, is the ongoing transformation in the relationship between the leader of the Kurdish Workers Party (PKK), the imprisoned Abdullah Ocalan, and the ruling Justice and Development Party in Turkey, headed by Recep Tayyip Erdogan.

Information in the Turkish press confirms that an agreement has been reached between Ocalan and Ankara, following negotiations started by members of the Kurdish bloc in Turkey's parliament with officials from the country's intelligence services, concerning a series of unprecedented steps to establish peace between the two sides, especially in southeastern Turkey. The whole of Turkey is now waiting for Ocalan to address his party's fighters, instructing them to withdraw beyond Turkey's borders (to the Kandil Mountains in Northern Iraq) on the occasion of the Kurdish Nowruz celebration on March 21, in return for Ankara's consent to a series of steps that would strengthen the democratic gains achieved by Turkish Kurds on the political and cultural fronts. This would hinge on the condition that the PKK abandons its secessionist agenda.

This bold step by Erdogan would undoubtedly not have occurred — or hastened — had the situation in Syria not changed two years ago. It is true that Kurdish political and military pressure inside Turkey has a long



Men hold Kurdish flags and a poster of Kurdistan leader Massoud Barzani during a Nowruz celebration organized by Kurdish groups at the seaside town of Rawshe in Beirut, March 21, 2013. (photo by REUTERS/Sharif Karim)

history. It is also true that Erdogan strives to amend the constitution and instill a presidential system of governance with him as president. However, the situation that has arisen on the Turkish-Syrian border after March 17, 2011, pushed Erdogan, after much hesitation, into going further and implementing bolder steps in his negotiations with Ocalan. For Erdogan, two years ago, had gone so far as to adopt a hardline discourse against the armed Kurdish insurrection, similar to that espoused by extremist Turkish nationals against any form of recognition of a distinctive Kurdish political identity in Turkey.

The Syrian crisis has revealed, and the Turkish leader has discovered, that Turkey's border with Syria — from Aleppo's countryside to al-Qamishli (approximately 500 kilometers long) — is, in large part, Kurdish.

The practical experience gained on the ground during the last two years, and Erdogan's orders to Turkish intelligence services to systematically take charge of the border region with Syria and help Syrian opposition forces spread their control over those regions or even "surrender" them to the opposition on the Syrian side, have made the Turkish president realize that his support of the Syrian revolution against the regime has given Turkish Kurds — and the PKK specifically — a source of backing and a demographic, political and military depth that he had not expected.

This means that Turkey, as it entered into this wide-ranging international and regional operation to curb Iranian influence over Damascus, not only found itself suddenly at loggerheads with the Russians and their decision to back the Syrian regime, but was also surprised by the negative developments taking place on its border. Ankara was worried about the growing possibility that a Western Kurdistan be established, affording the PKK fighters a safe haven at a time when Turkey sought to establish a buffer zone on its northern border with Syrian President Bashar al-Assad's regime. These developments manifested themselves through a dangerous escalation of armed Kurdish attacks inside Turkey, despite the fact that, in theory at least, the guerillas originated in Northern Iraq.

Through experience, Erdogan understood that preventing his policies toward Syria from mutating into a strategic burden for Turkey — in this, its most worrisome of internal affairs — requires that unprecedented initiatives be undertaken in his negotiations with prisoner Ocalan.

Turkey still awaits the results of this negotiating experiment between its strong government and the Kurds, which echoes the courageous decision that former French president Charles De Gaulle took to negotiate with the Algerian National Liberation Front after 1958. These negotiations led to very difficult times internally for France, culminating in a series of attempted coups d'état by extremist French colonial officers who were backed by a portion of French society unable to digest ➤

► the idea of Algerian independence.

The fundamental difference in the Turkish case is that the reconciliation project completely precludes any secessionist proclivities by the Kurds, despite the fact that it remains unclear what agreements were reached pertaining to the manner by which the Turkish state's Kurdish areas would be ruled.

The agreement is still in its infancy, yet its first victims were the female Kurdish leaders in Paris a short while ago. Nationalist Turkish factions, represented in parliament and the (politically impotent) army, are still observing the events unfold, and we still don't have any indications as to the depth of the agreement. Thus, we cannot anticipate any final reactions to it; except to say that they range from caution (the Republican People's Party) to rejection among hardline nationalists (the Nationalist Movement Party).

Turkey's labor pains just started, but current events seem to indicate that the ensuing birth will be to the Kurds' liking and will fulfill the nationalist interests that they aspire to.

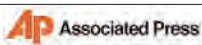
As a result, the Kurdish elite finds itself needing to contend with the following issues:

The Kurds' critics could claim that Kurdish aspirations can only be fulfilled at the expense of the "disintegration" of other nations, specifically Iraq and Syria. This means that, since their inception in 1920, Kurdish nationalist movements have always been reliant upon the need to dismantle the region's countries.

In response, the Kurds could say that it was no accident that their political and economic rise occurred in the era of democratic changes in the Arab world, which means that the oppressive ruling regimes were responsible for Arab repression against them.

Both views are correct! Congratulations to the Kurds and Iranians on the occasion of Nowruz today, and condolences — on Mother's Day — to all the grieving mothers of the victims of this upswell in nationalist, democratic, Arab, Kurdish, Turkish and Iranian sentiments.

The region has long exploited the Kurds. Now, their time has come to return the favor. □



Kurdish rebels to heed call for peace

ANKARA, Turkey — March 22, 2013

The Associated Press By SUZAN FRASER

A SENIOR KURDISH politician said Friday that the Kurdish rebels' armed struggle against Turkey was "99 percent over," a day after the rebel leader called for a cease-fire and retreat and the insurgents gave a positive response.

Imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, who is engaged in talks with Turkish officials to end a nearly 30-year-old conflict, appealed to his fighters on Thursday to cease hostilities, a major step toward ending one of the world's bloodiest insurgencies. His message was read by Kurdish legislators at a spring festival attended by hundreds of thousands of Kurds.

Rebel commander Murat Karayilan has indicated that guerrillas of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, would heed the call, according to Radikal newspaper and the pro-Kurdish Firat News website.

"Everyone should know that the PKK is prepared for both peace and war," Firat News, which is close to the rebels, quoted Karayilan as saying. "On this basis we will, with determination, put into practice (the terms) of the process which was started" by Ocalan.

Karayilan has been leading the PKK from bases in northern Iraq since Ocalan's capture in 1999.

Selahattin Demirtas, the leader of Turkey's pro-Kurdish party, said Ocalan's message signaled that the armed struggle was almost over. Demirtas said, however, that the government needed to set up an independent committee that would ensure the safe withdrawal of several thousand rebels from Turkey's territory.

"Ninety-nine percent of the armed struggle linked to the Kurdish issue is over," Demirtas said. "The other one percent is up to the government."

The Kurds are seeking guarantees that the rebels would not be attacked by Turkish security forces during the pull-out.

The PKK, considered a terrorist organization by the United States and the European Union, has been fighting for autonomy and greater rights for Kurds in Turkey. The conflict has killed tens of thousands of people since 1984. Turkey announced in December that it was talking to



Some thousands of supporters demonstrate waving various PKK flags and images of jailed Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, in southeastern Turkish city of Diyarbakir, Turkey, Thursday, March 21, 2013

Ocalan with the aim of persuading the PKK to disarm.

The Turkish government reacted cautiously to Ocalan's call for peace, saying it was a positive development but that Ankara wanted to see whether it would be implemented by the rebels. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said Turkish security forces would cease operations against the rebels after the PKK fighters withdraw.

Kurdish rebels have declared cease-fires in the past, but these were ignored by the state, which had vowed to fight the PKK until the end. Erdogan's government has admitted to having held failed, secret talks with the PKK in past years, but this latest attempt — held more publicly and with Ocalan's greater participation — has raised hopes for a successful settlement.

On Friday, Erdogan said he hoped the initiative would bring lasting peace to Turkey.

"Today is the day for the guns to be buried, for the bloodshed to stop and for the tears to be wiped away," he said. "We have gone through very painful days. We don't want our children to go through the same."

Dix ans après la guerre, l'Irak reste un pays sans État

Sur fond de violence persistante, Bagdad n'a pas encore trouvé les équilibres politiques nécessaires à son redécollage.

GEORGES MALBRUNOT

MOYEN-ORIENT L'anniversaire est passé inaperçu, aussi bien à Washington qu'à Bagdad : dix ans après le lancement de la guerre qui a chassé le dictateur Saddam Hussein du pouvoir, Nouri al-Maliki, le premier ministre irakien, et le président Barack Obama sont restés extrêmement discrets sur cet événement. Obama a salué le « sacrifice » des soldats américains engagés sur le terrain, mais a passé sous silence les 110 000 victimes civiles irakiennes d'un conflit déclenché par son prédécesseur George Bush. Quant à Maliki, son agenda ne prévoyait aucune célébration. N'y aurait-il rien à fêter ? Certes, les Irakiens sont aujourd'hui à peu près libres d'exprimer leurs opinions, ce qui était absolument impensable sous la dictature baasiste. Mais au-delà, les acquis restent rares.

Maliki trop autoritaire

La violence, même en net recul par rapport aux années de sang 2006-2008, reste encore élevée (en moyenne 300 morts chaque mois). Les institutions fonctionnent très mal. Et dans ce vieux pays phare du panarabisme, le sentiment national semble avoir irrémédiablement cédé la place au confessionnalisme. Bref, comme le souligne Hosham Dawood, chercheur au CNRS basé en Irak, « le pays se cherche toujours un point d'équilibre ». L'Irak reste un pays sans État. Pourtant, ajoute M. Dawood, le « pouvoir politique est surdimensionné par rapport aux institutions ». Maliki est critiqué pour ses penchants autoritaires, aussi bien par ses anciens alliés kurdes – les grands vainqueurs de l'après-guerre – que par ses rivaux sunnites – les grands perdants de la nouvelle donne – et même par sa propre communauté chiïte, sur laquelle le voisin iranien veille à ne pas perdre un certain contrôle. Si l'État et l'armée ont été volontairement brisés pour ne plus menacer, ni Israël ni les alliés américains du Golfe, l'adminis-



Des civils irakiens observent les dégâts d'une explosion à la voiture piégée qui s'est produite dans la nuit de mardi à mercredi, à Kirkouk, au nord de Bagdad. IBRAHIM/AFP

tration, elle, reste pléthorique : 1,5 million de fonctionnaires au Kurdistan pour 4,4 millions d'habitants. « Nous sommes restés dans un système communiste avec un État-providence comme du temps de Saddam, confié un homme d'affaires français. Les jeunes Irakiens veulent être dans l'administration, ils savent qu'ils seront protégés par leurs chefs de communautés. » Mais l'Irak ne compte plus un père nourricier comme du temps de Saddam, mais trois, quatre, voire cinq. Ce sont les ténors des principaux partis, tous liés à une confession : Maliki pour les chiïtes, mais aussi Moqtada al-Sadr, son rival chez les descendants d'Ali, Iyad Allaoui pour les sunnites et Massoud Barzani pour les Kurdes. Dans le système confessionnel mis en place par les Américains en 2003, les uns et les autres se partagent les ministères, où l'efficacité n'est vraiment pas une exigence, sauf au Pétrole, la poule aux œufs d'or de l'Irak.

Corruption généralisée

Répondant à un appel d'offres, des dirigeants d'un groupe français se sont vu répondre : « Mais comment ? Vous ne nous avez pas amené d'enveloppe. À chaque étape de la procédure, les Co-

réens, eux, nous en donnent une. » Si les Bagdadiens doivent encore se contenter de quatre heures d'électricité par jour, leur pays est pourtant immensément riche. La production de pétrole atteint 3,1 millions de barils-jour, contre un peu plus de 2 millions en 2003. Mais faute de sécurité avec les attentats perpétrés par la branche locale d'al-Qaïda, de nombreux investissements ne sont pas réalisés. Mieux même : des lignes de crédit au budget de l'État ne trouvent pas d'allocations. Mais « à partir du moment où les principaux dirigeants des différentes communautés sont intéressés au gâteau, personne n'a intérêt à ce que le système change », souligne un autre observateur, d'autant plus pessimiste que l'Irak est devenu, avec le conflit en Syrie, l'autre champ clos des rivalités régionales. L'Iran soutient le pouvoir chiïte à Bagdad, tandis que le Qatar et l'Arabie saoudite sunnites font tout pour empêcher la réussite du premier pouvoir chiïte arabe, installé par la grâce de Washington. Bref, dans un pays où la classe moyenne a largement disparu et où la nouvelle élite chiïte se fait attendre, le peuple a encore bien du mal à goûter aux fruits de la liberté. ☐

3,1 millions de barils
C'est la production quotidienne de pétrole en Irak

La Turquie et le PKK, un conflit de trente ans

Le Monde.fr avec
AFP et Reuters

Le chef rebelle kurde emprisonné Abdullah Öcalan a appelé, jeudi 21 mars, à l'occasion des célébrations du Nouvel an kurde, à un cessez-le-feu "historique" avec le gouvernement turc. Cet appel à la paix ravive l'espoir de mettre un terme à un conflit qui déchire depuis vingt-neuf ans la Turquie et a déjà causé la mort de 45 000 personnes.

Telle qu'esquissée par les déclarations des deux parties, l'architecture du plan de paix prévoit un retrait de Turquie des quelque 2 000 combattants du PKK d'ici la fin de l'été. Le premier ministre turc s'est engagé à leur assurer un sauf-conduit pour l'Irak. De son côté, le gouvernement a déposé récemment au Parlement un "paquet" législatif qui doit permettre la remise en liberté de centaines de Kurdes incarcérés pour leurs liens avec le PKK. Et le projet de nouvelle Constitution en cours de discussion doit élargir les droits de la minorité kurde de Turquie. Le climat est favorable mais de nombreux obstacles demeurent. A commencer par le sort réservé à Abdullah Öcalan. Ankara a écarté toute idée d'amnistie générale mais les Kurdes insistent pour sa remise en liberté ou, à défaut, son assignation à résidence.

Après plusieurs mois de discussions serrées avec le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan, le fondateur du Parti des travailleurs des Kurdistans (PKK) a lui-même confirmé lundi depuis son île-prison d'Imrali, non loin d'Istanbul, vouloir "résoudre la question des armes rapidement, sans qu'aucune autre vie ne soit perdue". Le message du détenu le plus célèbre – et le plus haï – de Turquie a été lu jeudi par un élu kurde à Diyarbakir, la grande métropole du sud-est considérée



Photographie datée de l'année 1992, montrant Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans un camp d'entraînement kurde situé à Helweh, un village de la plaine de la Bekaa, au Liban. | AFP/RAMZI HAIDAR

comme leur capitale par les 12 à 15 millions de Kurdes (20% de la population totale) du pays. Des centaines de milliers de personnes y célébraient le Nouvel an kurde, théâtre traditionnel de manifestations hostiles au pouvoir.

La cause kurde

Peuple d'origine indo-européenne, les Kurdes, musulmans sunnites dans leur majorité, sont établis sur près d'un demi-million de kilomètres carrés, aux confins de la Turquie, de l'Irak, de l'Irak et de la Syrie. Leur nombre total varie, selon les sources officielles ou kurdes, de 25 à 35 millions de personnes. Le plus grand nombre vit en Turquie (12 à 15 millions), suivie de l'Irak (environ 5 millions), de l'Irak (près de 4,5 millions) et de la Syrie (quelque 2 millions). Situés dans des zones à l'intérieur des terres, les Kurdes ont su préserver leurs dialectes, leurs traditions et un mode d'organisation largement clanique.

L'effondrement de l'Empire ottoman à l'issue de la première guerre mondiale ouvrit la voie à la création d'un Etat kurde, prévue par le traité de Sèvres en 1920, situé dans l'est de l'Anatolie et dans la province de Mossoul. Mais après la victoire de Mustafa Kemal ("Atatürk") en Turquie, les

Alliés revinrent sur leur décision et, en 1923, le traité de Lausanne consacra la domination de la Turquie, de l'Irak, de la Grande-Bretagne (pour l'Irak) et de la France (pour la Syrie) sur les populations kurdes. Revendiquant la création d'un Kurdistan unifié, les Kurdes sont considérés comme une constante menace à l'intégrité territoriale des pays où ils sont installés.

En Turquie, le militant kurde Abdullah Öcalan fonde en 1978 le PKK, d'obédience marxiste-léniniste. Il décide en août 1984 d'engager la lutte armée pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant. Aux attaques du PKK répond la répression des forces de sécurité turques. En mars 1995, l'armée turque déploie 36 000 soldats en territoire irakien pour combattre le PKK. C'est le début d'une politique de la terre brûlée dans le sud-est anatolien, qui contraint à l'exil 2 à 3 millions de personnes.

Abdullah Öcalan, héros de la rébellion kurde

Héros pour la rébellion kurde, terroriste pour de nombreux Turcs, Abdullah Öcalan est le visage incontournable de la rébellion kurde. Né en 1949 dans une famille paysanne de six enfants dans le village d'Omerli, à la frontière syrienne, il épouse rapidement la cause kurde lors de ses

études en sciences politiques à Ankara. En 1978, il fonde le PKK et se trouve, deux ans après, contraint à l'exil. Le plus souvent à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, où il installe son quartier général. Jugeant ses forces suffisantes, celui que ses fidèles ont baptisé "Apo" ou "Serok" (le chef) décide en août 1984 d'engager la lutte armée pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant. Contraint en 1998 de quitter la Syrie sous la pression turque, Abdullah Öcalan erre dans toute l'Europe à la recherche d'un improbable asile politique.

Capturé, puis jugé et condamné à mort en 1999, il ne doit sa survie qu'à la volonté turque d'entrer dans l'Union européenne (UE) et à la suppression de la peine capitale en 2002. Sa peine est commuée en détention à perpétuité. Abdullah Öcalan sous les verrous, Ankara pense avoir décapité le PKK. Depuis son isolement dans l'île-prison d'Imrali, non loin d'Istanbul, Abdullah Öcalan continue pourtant à diriger son mouvement en délivrant ses instructions à ses avocats lors de leurs rares visites. C'est lui qui ordonne un cessez-le-feu unilatéral qui perdure jusqu'en 2004. C'est lui aussi qui commande au mouvement de renoncer à un Etat kurde indépendant et de militer pour une autonomie politique au sein de la Turquie.

Celui que les autorités d'Ankara n'ont longtemps désigné que comme un "tueur d'enfants" incarne aujourd'hui l'espoir de la paix. Bien qu'il l'ait menacé de rétablir la peine de mort contre lui, c'est bien avec lui que le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a renoué le dialogue fin 2012.

Le long chemin vers la paix

A quatre reprises déjà depuis le début de sa rébellion en 1984, Abdullah Öcalan a proclamé des cessez-le-feu unilatéraux, toujours rejetés par les autorités d'Ankara, et procédé à plusieurs libérations de prisonniers. Jamais jusque-là ils n'ont permis de trouver une issue politique au conflit. Décrétée en février 2000, ➤

➤ la première trêve du PKK a tenu jusqu'en mai 2004. En 2009, le gouvernement islamo-conservateur croit pouvoir contourner le chef kurde en engageant des négociations secrètes, en Norvège, avec d'autres chefs du PKK. Peine perdue, ce "processus d'Oslo" capote deux ans plus tard.

C'est à la fin de l'automne 2012 que le fil du dialogue a été renoué, au terme d'une année de combats particulièrement meurtriers et d'une longue grève de la faim de détenus kurdes interrompue sur ordre du chef du PKK. Rapidement, Ankara a levé l'isolement imposé à Abdullah Öcalan. En retour, son mouvement, considéré comme une organisation terroriste en Turquie et dans de nombreux pays occidentaux, a libéré des prisonniers turcs détenus en Irak.

Cette fois, les perspectives de paix paraissent solides dans les deux camps, qui semblent avoir écarté l'idée d'une solution militaire au conflit. Le premier ministre turc a récemment promis de tout faire pour la paix, "même si ça doit me coûter ma carrière politique". "Je suis prêt à boire du poison pour y parvenir", répète M.Erdogan depuis des semaines. Un ton qui a radicalement changé en l'espace de quelques mois. En 2010, le chef du gouvernement islamo-conservateur promettait de "noyer dans le sang" les rebelles qui avaient tué onze soldats turcs. En novembre dernier encore, il agissait la menace d'un retour de la peine de mort pour Abdullah Öcalan.

Ces discussions avec le "terroriste" Öcalan ont toutefois suscité l'hostilité d'une majorité de Turcs.

Le chef du parti ultranationaliste MHP Devlet Bahçeli a dénoncé la "trahison" du premier ministre et l'a accusé de "vendre le pays à une clique de bandits". L'opposition soupçonne aussi le pouvoir de "marchandage" : plus de droit pour les Kurdes en échange de leur soutien à un projet de Constitution renforçant les pouvoirs du président.

Le pari risqué d'Erdogan

Pour de nombreux observateurs, les nécessités de la démocratisation interne de la Turquie et les conséquences des changements politiques survenus chez ses voisins ont convaincu Recep Tayyep Erdogan de renoncer aux armes. Les Kurdes d'Irak disposent désormais d'une large souveraineté et ceux de Syrie ne masquent plus leurs velléités d'autonomie. "Pour des raisons idéologiques, Erdogan croit pouvoir gérer le processus en s'appuyant sur le principal point commun qui unit les Turcs et les Kurdes, l'islam", juge Nihat Ali Ozcan, de l'université privée TOBB d'Ankara.

En prenant à bras-le-corps la question kurde, le chef du gouvernement turc répond aussi à tous ceux qui critiquent les failles démocratiques de son pays. La Turquie est régulièrement épinglée pour le nombre de journalistes ou d'étudiants incarcérés dans ses prisons en liaison avec la question kurde. "Le problème kurde est une épine dans le pied de la Turquie", relève Sirri Sakik un influent député kurde, "sans solution au problème kurde, la Turquie ne pourra jamais être considérée comme une véritable démocratie".



Une femme brandit un poster du chef de l'ex-PKK Abdullah Öcalan alors qu'elle manifeste parmi quelque 10 000 Kurdes venus de toute l'Europe dans les rues de Strasbourg, le 12 février 2005. Une femme brandit un poster du chef de l'ex-PKK Abdullah Öcalan alors qu'elle manifeste parmi quelque 10 000 Kurdes venus de toute l'Europe dans les rues de Strasbourg, le 12 février 2005. | AFP/OLIVIER MORIN

D'autres enfin, notamment dans l'opposition, voient dans son ouverture kurde un calcul politique. En pleine discussion sur la future Constitution, M. Erdogan échangerait la reconnaissance de droits aux Kurdes contre le soutien de leurs députés à un renforcement des pouvoirs du président, un mandat qu'il souhaite briguer en 2014. "Il veut rentrer dans les annales de l'Histoire en devenant l'homme qui a réglé la question du PKK", estime également M. Demirtas, "comme ça, il pourra se vanter aux prochaines présidentielles en se présentant comme le candidat de la paix".

Le pari du premier ministre est risqué, notent toutefois les observateurs qui font état de l'opposition d'une partie de l'opinion à tout dialogue avec le chef du PKK. "Si tout ceci est fait pour de petits calculs, des bénéfices électoraux ou la présidence, le processus de paix n'avancera pas d'un pouce", met en garde Oguz Ender Birinci, rédacteur en chef du quotidien pro-kurde

Ozgur Gundem. Le premier ministre "doit utiliser cette rare chance (de paix) avec précaution", écrivait lundi Murat Yetkin dans Hürriyet Daily News. "S'il réussit à convaincre qu'une solution au problème kurde est sur les rails et que le conflit peut s'achever, alors il a une chance d'être le Lincoln [ardent partisan d'une politique de réconciliation entre le Nord et le Sud des Etats-Unis au XIXe siècle] de la Turquie". "Si Erdogan échoue, il pourrait au contraire rester dans l'histoire comme le Gorbatchev de la Turquie", le président de la dissolution de l'Union soviétique, note M. Ozcan. ■



Le ministre turc de l'Intérieur salue le langage "de paix" d'Öcalan

ANKARA, 21 mars 2013 (AFP)

LE MINISTRE turc de l'Intérieur, Muammer Güler, a salué jeudi l'appel au cessez-le-feu lancé par le chef rebelle kurde emprisonné Abdullah Öcalan aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit).

"Le langage utilisé est celui de la paix", a indiqué M. Güler, cité par l'agence

de presse Anatolie, ajoutant toutefois qu'il en attendait "les conséquences dans la pratique".

"Nous allons évidemment voir ce qui va désormais se produire", a-t-il ajouté.

Abdullah Öcalan, qui purge une peine de réclusion à perpétuité depuis 1999, a appelé les combattants kurdes à déposer les armes et à quitter la Turquie, affirmant que le temps était venu de "faire prévaloir la politique".

Cette annonce intervient dans le cadre des négociations directes menées avec lui par les autorités turques depuis plusieurs mois afin de mettre fin à un conflit qui a coûté la vie à 45.000 personnes depuis 1984. ○

The PKK cease-fire and Syria's Kurds

By Gonul Tol

After nearly three decades of bloody struggle with the Kurdistan Workers Party (PKK), Turkey might finally be entering a post-conflict era. On Wednesday, the PKK's jailed leader Abdullah Ocalan, who has been serving a life sentence on Imrali Island since 1999, called for an immediate cease-fire and for thousands of his fighters to withdraw from Turkish territory. The call followed a round of talks that began in October 2012 between Turkey's National Intelligence Organization (MIT) and Ocalan to convince the PKK fighters to lay down their arms and withdraw from Turkish soil. On Ocalan's counsel and in a gesture of good will, the PKK released eight Turkish soldiers and civil servants last week that had been abducted almost two years ago.

Ocalan's call could mark the first step in ending one of the world's longest running insurgencies. If it were to succeed, it would also favorably impact Turkey's democratization process, as well as possibly change the course of the Syrian uprising.

The Syrian conflict has reshuffled the strategic cards of all regional and international actors but has posed a particular challenge for Turkey due to the unique place Syria occupies in Turkey's regional and domestic calculations. Prior to the start of protests in 2011, Syria had been a key component of the Turkish government's "zero problems with neighbors" policy. Following a near war between the two countries in 1998, Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu made Syria the test case for his vision to engage all regional actors, including former adversaries, through trade, investment, and political and cultural exchanges. Domestically, engagement with the Syrian regime ensured its cooperation with Turkey's nearly three-decade fight against the PKK.

Confronting a high-stakes crisis on its southern border, Turkey has pursued a cautious approach toward Syria's upris-



ing. Ankara initially asked President Bashar al-Assad to carry out reforms. However, frustrated with the growing bloodshed, it finally joined the anti-Assad camp in the fall of 2011. Beyond its efforts to shelter refugees and increase international diplomatic pressure on the Syrian regime, Turkey took a proactive role in hosting and providing an organizational hub for the Syrian opposition. In retaliation, Assad granted several concessions to the Kurds and to the PKK in particular. He allowed Saleh Muslim, the head of the PKK's Syrian offshoot Democratic Union Party (PYD), who lived for years in Iraq's Qandil Mountains, to return to Syria and permitted the PYD to operate freely in the northern part of the country. Competing for influence with the PYD in the Kurdish areas of Syria is the Kurdish National Council (KNC), an umbrella organization of about 16 Kurdish parties close to the Kurdistan Regional Government (KRG). Founded under the patronage of KRG President Massoud Barzani, the KNC is seen as an ally of the KRG and lacks legitimacy among the Kurdish population. The PYD, on the other hand, is organizationally strong and active on the ground. It provides social services as well as security in Syria's Kurdish areas in the northeast. Yet, skeptical about Turkey's role in the Arab dominated Syrian opposition as well as fearful of an Islamist take-over in post-Assad Syria, the PYD has largely remained on the sidelines of the conflict.

Kurds could be the decisive minority in the Syrian uprising, yet they are either

reluctant to fight against the regime with full force or stifled by internal divisions. In an effort to unite Syrian Kurds as well as boost his image as the leader of Kurds, Barzani tried to broker a power-sharing agreement between the PYD and the KNC in June 2012. With the Erbil Agreement, both parties pledged to become a unified Kurdish front -- a factor that might boost the overthrow of the Assad regime. But the prospect of a long-lasting unity between the PYD and KNC has been looking slim. The PYD does not trust the KNC due to Barzani's close ties to Turkey and the KNC is a loose organization struggling with internal divisions without the muscle to exert influence in the armed conflict.

But that could all change if Ocalan's call for a cease-fire and withdrawal leads to disarmament of the PKK and a democratic resolution of Turkey's Kurdish problem. In a recent phone interview PYD leader Saleh Muslim said that the eventual success of Ankara's initiative could dramatically change the PYD's relations with the KNC and Syria's Arab opposition. The PYD's distrust could give way to a working relationship with the non-Kurdish Syrian opposition if the opposition, freed from pressure by Turkey, addresses Kurdish demands. It could also build trust between the KNC and the PYD and lead to a united Kurdish front in Syria that has international legitimacy and strong standing with a fighting force on the ground.

As the Syrian crisis rages on with no resolution in sight, a united Syrian opposition that includes Kurds, fighting with Arabs on the same front could finally tip the balance against Assad. Turkey can be the glue that keeps Arabs and Kurds unified if it can finally find a long-lasting solution to its decades-old Kurdish problem. Only then can Turkey reclaim its hard-fought image as a regional superpower on the Arab street and pursue a confident Syria policy without subcontracting it to Barzani. So far, Turkey has refused to meet with the PYD due to its links to the PKK. Now that Turkey can talk to Ocalan openly, maybe Foreign Minister Davutoglu could talk to the PYD leader Saleh Muslim. That would tip the balance in Syria. □

Gonul Tol is the founding director of the Center for Turkish Studies at the Middle East Institute.

Leader of PKK in northern Iraq declares cease-fire



A parliamentary delegation comprised by independent Kurdish deputies and members of the Peace and Democracy Party, have conveyed Abdullah Öcalan's letter to PKK's headquarters at the Kandil Mountains in northern Iraq, where they met with Murat Karayılan. DHA photo

ISTANBUL - The leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq, Murat Karayılan, has declared a cease-fire starting on March 23, in a video broadcast during the Nevruz celebrations in Bonn, Germany, according to broadcaster CNN Türk.

"We declare a cease-fire starting on March 23. If the [Turkish] Parliament and government do the legal groundwork for a

commission, we could withdraw [from Turkey]," Karayılan is quoted as saying in the video broadcast by the Germany-based Kurdish TV channel Nuce TV and published on a website known to have close ties with the PKK. Karayılan also guaranteed that unless PKK militants were attacked, no assault would be launched, according to daily Hürriyet's report.

Karayılan had reportedly ordered his

militants to halt their actions on March 22. However, he did not mention any "withdrawal" in the message, which he gave via walkie-talkie.

The jailed leader of the PKK in Turkey, Abdullah Öcalan, declared a cease-fire in a message conveyed during Nevruz festivities in Diyarbakır on March 21, to hundreds of thousands of people. He also called on armed militants to withdraw from Turkish soil, indicating that these moves would mark a milestone for "a new era" and herald the building of a "new Turkey."

'ÖCALAN'S DECISION IS OUR DECISION'

In the video Karayılan praises Öcalan's call as "historic" and describes it as paving the way of a "new start."

Echoing some of Öcalan's statements, Karayılan said, "Öcalan's decision is the decision of all of us. We accept and agree with this decision. We consider its content and scope historic, just and very important. It's the beginning of a new process and era."

He also stressed the importance of the "togetherness of the peoples" and a process of freedom by means of democratic reforms. "We consider this perspective described by Öcalan as the new step to achieve freedom and democracy. Everyone should see it that way," he said. ■

The Washington Post MARCH 23, 2013

Iraq, 10 years later, is less threatening but riven by turmoil

By Editorial Board

THE ANNIVERSARY this week of the invasion of Iraq has generated plenty of commentary about the lessons of that war. But relatively little has been said about the current state of U.S. relations with a country that remains one of the world's largest oil producers and a strategic crossroads of the Middle East. For the first time in decades, contemporary Iraq poses no threat to its neighbors, and parts of the country are flourishing. But violence continues, the central government appears to be crumbling, and the United States, by failing to live up to its promises of partnership, is tipping the country toward deeper trouble.

Iraq remains plagued by the sectarianism that now pervades the Middle East. Following a democratic election in 2010, Prime Minister Nouri al-Maliki, a Shiite, formed a coalition government with parties representing Kurds and secular Sunnis. But he has since driven the Sunni vice president into exile, while the Sunni finance minister and Kurdish foreign minister no longer visit Baghdad, much less carry out their duties. Sunnis in western Iraq are growing increasingly restless, while the remnants of al-Qaeda continue attacks against Shiite targets in Baghdad. Tensions are also growing between Mr. Maliki and the autonomous region of Kurdistan, with both sides deploying military

forces near territories claimed by both Baghdad and the Kurds.

Iran's influence over Mr. Maliki's government is mounting, thanks in part to the Obama administration's failure to agree with Baghdad on a stay-on force of U.S. troops. According to U.S. officials, Iraq has been allowing Iran to fly weapons through its airspace to the Syrian regime of Bashar al-Assad. Repeated appeals from Washington to stop the traffic have gone unheeded, even though the United States is selling Iraq F-16s for its own air force.

The civil war in Syria, and the passivity with which the Obama administration has responded to it, have reinforced these negative trends. Mr. Maliki fears that the downfall of the Assad regime could lead to a Sunni-dominated government that would back insurrection in Sunni parts of Iraq. As with leaders across the Middle East, he perceives that the United States is unwilling to defend its interests in the region, either by stopping the Syrian bloodbath or countering Iran's interventions.

The risk of greater turmoil or even a return to civil war in Iraq is one of several compelling reasons for more aggressive U.S. action to end the war in Syria. But the Obama administration could also do much more in Iraq itself. Visits by the new secretaries of state and defense could help to steer both Mr. Maliki and his opponents toward more constructive behavior, as could the conditioning of military sales. U.S. support for Iraq's secular politicians and civil society groups could help ensure that elections scheduled for 2014 are free and fair.

President Obama has often given the impression that he has turned his back on Iraq, and many Americans understandably sympathize with him. But a failure to engage with the fragile state U.S. troops left behind would endanger U.S. interests and break faith with the many Americans who made sacrifices there. □

Iraq 10 years on: Good times in Kurdish Irbil

By Ahmed Maher BBC Arabic, Irbil

In the troubled security and political landscape of Iraq, the autonomous northern province of Kurdistan has emerged in the past 10 years as an inspiring success story. The region's progress is on full display in its capital city of Irbil, some 400km (249 miles) north of Baghdad.

Iraqi Kurds, roughly estimated at five million, have stunningly rebuilt a dirt-poor and traumatised society from scratch since they gained their autonomy in 1991.

Irbil is unmatched by any other city in post-Saddam Iraq and is prospering like no other part of the country.

'ZERO WORRY'

"We have turned Irbil from a run-down and shabby place into a little Dubai," Mahmoud Othman, an MP for the Kurdish Alliance, said proudly.

The skyline of the city, famous for its citadel and ancient monuments, is changing rapidly, with new hotels being built to accommodate visitors from Iraq and beyond.

Irbil has a glittering airport, European-styled traffic lights, well-paved roads and highly functional infrastructure.

"It is the safest place in the whole of Iraq and Irbil has been named the 2014 tourism capital of the year [by the Arab Council of Tourism]," Mr Othman added, a smile breaking out on his face.

"We have flourished because we are no longer run with an iron fist or fear."

"Investment is very, very lucrative in Iraq Kurdistan," said Tony Abu Nakad, a Lebanese investor whom I met in the lobby

of his luxury hotel.

"In Irbil, you have zero worry. As a businessman, you don't have to be preoccupied with the security hassle in other cities like Baghdad."

Newly discovered oil has fuelled the economic prosperity.

Kurdish officials predict that Kurdistan could surpass Libya's output by 2019 by producing 2m barrels per day, putting it in the list of oil-producing giants.

But oil is a mixed blessing. It has strained relations with Iraq's central government in Baghdad as there is no agreement on how to share revenues.

KURDISH DREAM

The Kurds have angered Baghdad by striking lucrative contracts with dozens of oil companies. Baghdad calls such contracts illegal.

The President of Iraqi Kurdistan, Massoud Barzani, hinted last month that the region could seek full independence if disputes over oil revenues and oil-rich territories like the city of Kirkuk were not resolved.

IRAQ'S KURDISH CAPITAL

- Average monthly wage rose from \$300 (£198) to \$1,100 over past decade
- Government spends tens of millions sending postgraduate students abroad
- Rated by New York Times as 34th in a list of tourist destinations
- In 2011, appeared on National Geographic's list of 20 best trips



The city has changed dramatically

But what is not independent about Iraq Kurdistan today?

The region has its own flag, parliament, government, president, powerful armed forces and its own language.

Most of the young Iraqi Kurds, like Tazreen Zaman, a 21-year-old with a degree in accounting from the prestigious Saladin University, do not speak Arabic even as a second language.

"I was more keen on learning English than Arabic because English is a global language and can secure me a decent job in such a competitive market," she told me in impeccable English.

The Kurds are sticking hard to their identity and their mother tongue.

When Shiwan Ismail learnt I was Egyptian, however, he switched to Arabic, which is not widely spoken across Iraq Kurdistan.

"Our heritage is our only asset," said the 65-year-old, who wears traditional Kurdish costume, never out of fashion in Irbil.

It has long been the Kurdish dream to establish "Greater Kurdistan", a land connecting the Kurdish-inhabited areas of Iran, Iraq, Turkey and Syria

"It is shame that a nation like us with a total population of 40 million people in the diaspora does not have a homeland," said Mr Othman.

But Turkey and Iran remain opposed to an independent Kurdish state.

"I know it is unrealistic to seek independence because we don't want war," said the Kurdish MP. "Greater Kurdistan is still a fantasy but we will not give up our dream." ♦



A street scene in Irbil Irbil has a rich architectural history

Les Kurdes espèrent un « printemps de paix » avec Ankara

► Le chef de la guérilla kurde, Abdullah Öcalan, doit annoncer le retrait de Turquie de ses combattants.

DIYARBAKIR (Turquie)
Correspondance particulière

Le Newroz, le Nouvel An kurde célébré le 21 mars, prend une tout autre signification cette année à Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc. Abdullah Öcalan, chef historique de la guérilla kurde - emprisonné depuis 1999 -, devrait annoncer aujourd'hui le retrait de ses combattants du territoire turc. Un pas de géant dans la résolution du conflit entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'armée turque, qui en trente ans, a coûté la vie à plus de 40 000 personnes.

C'est le résultat des négociations menées depuis peu de temps entre le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), du premier ministre Recep Tayyip Erdogan et le PKK. Pour la première fois dans l'histoire de ce conflit, le gouvernement mène des négociations ouvertes et déclarées avec le mouvement armé kurde, malgré les protestations des groupes nationalistes. Le Newroz, symbole de la résistance aux tentatives d'assimilation de l'identité kurde, et qui célèbre l'arrivée du printemps, sera-t-il cette année un « printemps de paix » pour la région ? Les habitants de Diyarbakir l'espèrent, malgré les réticences de certains.

Adem, cireur de chaussures, devant la grande mosquée du centre-ville, pense que l'époque où l'État voulait condamner les Kurdes à une citoyenneté de seconde zone est révolue : « Cette fois-ci, c'est différent. On est très proche de la paix. » Il s'est rendu hier, comme chaque année, avec toute sa famille sur la place où l'on célèbre le Newroz. Le démantèlement partiel des réseaux d'extrême droite, qui étaient en étroite relation avec les militaires turcs, et la fin de la tutelle de l'armée sur la vie politique du pays lui donnent de l'espoir : « Avant, ces groupes nationa-



Des jeunes filles fêtent le Nouvel An kurde à Istanbul, le 17 mars. Elles portent des tee-shirts à l'effigie d'Abdullah Öcalan.

listes sabotaient les tentatives de négociation. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

Cet optimisme n'est cependant pas partagé par tous. « Je sais que je suis minoritaire. Tout mon entourage est déjà convaincu du fait que le processus de paix

aboutira. Mais j'ai des craintes, affirme Ahmed, un commerçant. On ne sait rien pour l'instant des droits qui vont être garantis aux Kurdes. J'ai peur qu'après le désarmement du PKK, ils n'aient plus aucun moyen de pression sur le gouvernement. »

Le parti pro-kurde BDP a déclaré attendre près de trois millions de personnes pour célébrer le Newroz cette année à Diyarbakir. Le message annonçant le retrait de la guérilla, rédigé par Öcalan, sera transmis par les

services de renseignement au BDP et sera lu aux milliers de personnes venues célébrer la fête, par Leyla Zana. Figure symbolique du mouvement kurde, elle avait été emprisonnée pour avoir parlé sa langue natale, le kurde, au Parlement turc, et pour avoir affiché des convictions politiques en faveur des revendications kurdes.

« Je suis optimiste car à la fois les Kurdes et le gouvernement sont décidés à résoudre cette question », déclare Abdullah Demirbas, maire du district de Sur, qui a été maintes fois inquiété par la justice pour avoir fourni des services municipaux en kurde et en d'autres langues de la région. Il n'exclut cependant pas le risque de voir le processus interrompu par d'éventuelles tentatives de sabotage venant de groupes nationalistes.

« Le gouvernement de l'AKP n'a pas toujours été très consistant sur cette question par le passé. Il a souvent fait un pas en avant et deux pas en arrière », confie-t-il. Pour instaurer un solide climat de confiance, Abdullah Demirbas pense que des pas plus concrets, comme la libération de milliers de politiciens kurdes détenus, devraient venir de la part du gouvernement. La préparation d'une nouvelle Constitution, qui garantirait les droits et les libertés, est aussi très attendue.

BURCIN GERCEK

Pour la première fois dans l'histoire de ce conflit, le gouvernement mène des négociations ouvertes et déclarées avec le mouvement armé kurde.

Le plan de Paris pour armer l'opposition syrienne

La France et la Grande-Bretagne tentent de convaincre les Européens de lever l'embargo qui frappe les rebelles

Après l'échec de Paris et Londres à obtenir des Vingt-Sept une levée de l'embargo sur les armes destinées aux rebelles syriens lors du sommet européen, jeudi 14 et vendredi 15 mars à Bruxelles, les chefs de la diplomatie européenne doivent réexaminer la question lors d'une réunion informelle prévue à Dublin, vendredi 22 et samedi 23 mars. Une séance qui pourrait, au mieux, déboucher sur la convocation d'un conseil des ministres spécial. Si aucun consensus ne se dessine, la France et la Grande-Bretagne auront les mains libres à l'échéance des sanctions contre la Syrie, le 31 mai. Paris et Londres estiment toutefois que la détérioration de la situation sur le terrain nécessite des décisions rapides.

Pourquoi Paris a évolué sur la question

A Bruxelles, en février, le Britannique William Hague avait été le plus ferme pour obtenir une levée de l'embargo à destination des rebelles et, à défaut, une exception pour les armes « non létales » et « l'assistance technique » aux insurgés. La diplomatie française, plus en retrait, assure s'être « beaucoup battue » pour obtenir cette avancée. Elle juge désormais qu'elle est « trop limitée » par rapport à l'évolution de la situation sur le terrain.

Pourquoi ce crescendo ? Pour certains, la France entend surtout éviter de se retrouver exclue d'un éventuel processus diplomatique piloté exclusivement par les Etats-Unis et la Russie. Le *one man show* du secrétaire d'Etat américain John Kerry à la réunion des Amis de la Syrie, début février à Rome, aurait irrité Laurent Fabius.

Selon une autre explication, François Hollande voulait en fait détourner l'attention sur un autre sujet, alors que le sommet de Bruxelles sur la relance économique risquait de mettre en évidence son manque de poids face à la chancelière allemande Angela Merkel,

apôtre inflexible d'une politique européenne de rigueur.

A Paris, on souligne la « cohérence » d'une démarche qui a consisté à appeler, dès août 2012, à la formation d'un gouvernement alternatif par l'opposition, à reconnaître parmi les premiers la Coalition nationale syrienne (CNS) en novembre, puis à vouloir lui donner les moyens de se défendre du moment dès lors qu'elle a un gouvernement. Seule la concomitance, en février 2013, de l'opération au Mali et de la proposition de dialogue lancée par le chef de la CNS, Moaz Al-Khatib, a pu donner « l'impression d'un flottement », aujourd'hui dissipé. Les diplomates français se félicitent également de « l'effet Kerry », qui se traduirait par un engagement américain concret en faveur de l'opposition syrienne.

Quelles armes pour qui ?

« L'idée, c'est de donner aux Syriens les moyens de se défendre contre les attaques de l'aviation et des tanks de l'armée d'Assad », explique un diplomate. Armes antiaériennes et antichars sont en effet les demandes les plus pressantes de la rébellion. Les insurgés ne sont toutefois pas totalement démunis en la matière. Ils ont ainsi récupéré des munitions d'artillerie et des missiles portables antiaériens lors de la prise de dépôts d'artillerie dans les provinces d'Alep et d'Idlib au cours des derniers mois.

Depuis le début de l'année, les rebelles ont abattu plusieurs avions et hélicoptères en utilisant des armes saisies au régime, mais aussi grâce à la livraison de missiles antiaériens chinois, dont l'armée syrienne est dépourvue. Des armes, achetées notamment dans les Balkans, ont déjà été livrées via la Turquie et la Jordanie. Il s'agit de montages complexes où le donneur d'ordre, essentiellement l'Arabie saoudite et le Qatar, se cache derrière une multitude d'intermédiaires.

La rébellion se dote d'un premier ministre

La Coalition nationale syrienne (CNS), principale structure de l'opposition syrienne, a élu, mardi 19 mars, Ghassan Hitto, ancien homme d'affaires éduqué aux Etats-Unis, comme premier ministre de transition au terme d'une longue et houleuse procédure. Sur les 63 membres actifs de la CNS, 48 ont voté et 35 seulement ont soutenu M. Hitto, âgé de 51 ans, qui se présentait contre onze autres candidats. Le nouveau premier ministre rebel-

le, qui a un profil religieux, a notamment bénéficié du soutien du secrétaire général de la CNS, Moustafa Sabbagh, un homme d'affaires qui dispose de solides relations dans le Golfe, ainsi que des Frères musulmans, très influents au sein de la Coalition. Il lui incombe de mettre en place une administration dans les territoires conquis par l'opposition, tâche d'autant plus lourde que ces zones continuent à être bombardées par l'armée syrienne.

Les Etats-Unis ont levé récemment l'interdit à leurs alliés du Golfe de livrer des armes lourdes aux rebelles. Des officiers américains participent même à la sélection et à l'entraînement des groupes qui en bénéficient. Français et Britanniques se sont également lancés dans des missions d'entraînement en Jordanie et « testent les filières » en envoyant du matériel non létal (matériel de visée nocturne et de communication).

Ces missions d'entraînement et les futures livraisons d'armes passent par un canal unique : Salim Idriss, chef d'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL), le bras armé de la Coalition. Paris se félicite du fait que l'Arabie saoudite a accepté récemment de faire passer par lui toutes ses livraisons.

Quel est le rapport de forces au sein de l'UE ?

Face à Londres et Paris – soutenus seulement par la Slovaquie –, les pays les plus hostiles à la fin de l'embargo sur les armes sont l'Autriche, les Scandinaves et l'Allemagne. A côté de la grande majorité des pays indécis, les trois membres du Benelux en appellent à un compromis, afin de convaincre la Russie d'engager des négociations sur une solution politique. Ils mettent en balance le sort des popula-

tions civiles et le risque de prolifération. La Belgique pourrait néanmoins se rapprocher de la position française : elle insiste sur le fait qu'à l'heure actuelle « seuls les modérés sont privés des moyens de se défendre ».

Ainsi, les Européens sont profondément divisés. A Bruxelles, on entend des voix affirmer que l'Union européenne (UE) reproduit les mêmes erreurs que lors de la guerre des Balkans. Son embargo pénalise moins le régime Assad que les rebelles, comme il avait moins frappé les Serbes que les Croates et les Bosniaques à l'époque.

Quelles conséquences militaires ?

Vendredi 15 mars, en réponse à François Hollande, Angela Merkel avait jugé que la livraison d'armes aux opposants déclencherait une réaction immédiate de l'Iran et de la Russie, qui s'empresseraient d'alimenter à leur tour le régime Assad, qui, de plus en plus acculé, recourt massivement aux missiles sol-sol et aux bombes à sous-munitions. Catherine Ashton, la haute représentante européenne pour la politique étrangère, partage cette analyse et invite à la « prudence », inquiète des conséquences d'une levée de l'embargo. M^{me} Ashton conduit les négociations sur le

nucléaire iranien.

La Russie, toujours échaudée par l'opération libyenne et très critique à l'égard de la gestion des suites du printemps arabe par les Occidentaux, pourrait-elle un jour accepter le départ de Bachar Al-Assad? L'entourage de M^{me} Ashton le croit et pense possible de revenir au compromis élaboré à Genève en juin 2012 qui prévoit la mise en place d'un gouvernement de transition doté des pleins pouvoirs.

« En livrant des armes, nous ne misons pas sur une solution exclusivement militaire, insiste un diplomate français. Ce que nous voulons, c'est créer un nouveau rapport de forces qui oblige le pouvoir à négocier. » Un peu comme l'offensive croato-musulmane de 1995 avait mené aux accords de Dayton en ex-Yougoslavie. « On voit déjà un frémissement depuis l'initiative franco-britannique, se félicite-t-il. Le conflit semblait enli-

sé dans une guerre de tranchées, on sent un frémissement. » Il en veut pour preuve les progrès récents de la rébellion à Homs et à Deraa, ainsi que la désertion du général de brigade Mohamed Khallouf, en charge de la logistique dans l'armée et l'un des plus hauts gradés à rompre avec le régime.

Quant à la crainte que des armes finissent entre les mains de djihadistes, M. Cameron a répondu à ses détracteurs : « C'est déjà le

cas! » Un argumentaire repris par Laurent Fabius pour qui « le risque, c'est que les plus extrémistes, c'est-à-dire Al-Qaida, prennent finalement le dessus. » Selon les diplomates français et britanniques, tant que la rébellion « laïque » sera désarmée, l'influence des groupes islamistes, mieux et plus armés, ne cessera de croître. ■

CHRISTOPHE AYAD

ET JEAN-PIERRE STROOBANTS
(A BRUXELLES)

Le Monde

Samedi 23 mars 2013

La trêve du PKK

Les prisonniers politiques kurdes sceptiques après la proposition de cessez-le-feu d'Öcalan

Le PKK attend des actes concrets d'Ankara avant de croire à la paix

Diyarbakir (Turquie)

Envoyé spécial

Au sous-sol du palais de justice de Diyarbakir, dans la salle d'audience numéro six consacrée aux affaires politiques, une quinzaine de détenus, encadrés par autant de gendarmes, garnit le box des accusés. A la barre, Serif Cakar l'ancien responsable du parti kurde BDP (Parti pour la paix et la démocratie) pour la ville de Batman, est accusé de diriger la cellule d'une organisation terroriste. A ses côtés, un imam qui organisait des prières collectives en langue kurde, un instituteur, une journaliste...

Incarérés depuis quatorze mois, ils ont désormais le droit, depuis quelques semaines, de se défendre dans leur langue maternelle ce dont aucun ne se prive. Plusieurs milliers de personnes sont jugées pour appartenance au KCK, le Conseil des communautés du Kurdistan, soupçonné par la justice d'être une administration civile souterraine oeuvrant dans l'ombre de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Et pendant les festivités de Norouz, jeudi 21 mars, ce procès lancé en 2009 qui a éreinté la société kurde et décimé les effectifs de militants politiques, ne marque pas de trêve.

Sur les bancs réservés au public, les familles des accusés se montrent peu optimistes sur l'appel au cessez-le-feu lancé par Abdullah Öcalan. « La paix? Non, je n'y crois pas, souffle le fils de l'un des accusés. L'abandon de la lutte armée ne nous fera rien gagner. » Les condam-

nations continuent à tomber. Des membres du BDP à Varto ont été condamnés à 6 ans et demi de prison, début mars. Des dizaines de détenus dans l'attente d'un jugement ont été libérés après quatre ans de détention préventive. « J'ai été arrêté en 2009, avec d'autres maires, raconte Firat Anli, avocat et ancien maire d'un arrondissement de Diyarbakir, libéré le 18 février. C'est la cinquième ou sixième fois que je suis confronté à cette situation en vingt ans. »

« On ne pourra déposer les armes que si des libertés politiques sont accordées »

Abdullah Akengin
ancien maire de Dicle

La trêve avec la Turquie? « On attend de voir. Jusqu'à maintenant, on n'a jamais pu faire confiance à cet Etat, répond-il. Il faut que les milliers de camarades en prison soient libérés et que le gouvernement explique clairement ce qu'il est prêt à donner. » Tandis qu'Abdullah Öcalan appelle à « faire taire les armes » et à se concentrer sur la politique, de nombreux cadres du mouvement et élus locaux restent sous la menace d'une condamnation.

« J'ai dû passer trois mois dans la salle d'audience, estime Aslan Özdemir, un sociologue accusé pour avoir dispensé des cours théoriques aux élus du parti kurde.

C'est mieux que la prison qui est surpeuplée. » « Je savais que c'était un procès politique, je ne suis même pas allé aux audiences, témoigne pour sa part Abdullah Akengin, ancien maire de Dicle, une petite ville de la région. Je suis resté plus de trois ans en otage et j'ai été libéré sans explication. » Mais lui aussi trouve les intentions d'Öcalan difficilement applicables. « On ne pourra déposer les armes que si des libertés politiques et culturelles sont accordées. Sans garantie légale ou constitutionnelle, un accord sera compliqué. »

Les espoirs de paix sont plus modérés qu'en 2009, à l'époque où le PKK avait envoyé une délégation pour se rendre aux autorités turques et commencer des négociations. L'initiative avait échoué, de même que les rencontres secrètes d'Oslo entre les cadres kurdes en Europe et les services secrets turcs. « La population turque n'est pas prête à la paix », juge Agid Caglan, une jeune homme de 20 ans, qui vient de passer deux années en prison.

Arrêté en 2008, emprisonné à 15 ans pour avoir caillassé la police, il a vu nombre de ses codétenus d'alors partir pour la « montagne », le maquis des combattants kurdes. C'est aux funérailles de l'un d'eux qu'il a été arrêté une deuxième fois. La prochaine audience de son procès aura lieu lundi. « Pour moi, ceux qui croient à la paix sont naïfs », lance-t-il. Un avion de chasse qui décolle de la base militaire voisine l'interrompt. « Ce bruit doit s'arrêter », souffle le jeune homme. ■

GUILAUME PERRIER

Turquie: Öcalan appelle le PKK à déposer les armes

Le geste du chef rebelle kurde a été salué prudemment par Ankara. De nombreux obstacles à une résolution du conflit demeurent.

Nicolas CHEVIRON (AFP)

Diyarbakir, Turquie — Le chef rebelle emprisonné Abdullah Öcalan a ravivé jeudi l'espoir d'une issue au conflit kurde, qui déchire la Turquie depuis vingt-neuf ans, en demandant aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de déposer les armes et de se retirer du pays, un geste prudemment salué par Ankara.

«Nous sommes arrivés à une phase dans laquelle les armes doivent se taire (...) les éléments armés doivent se retirer en dehors des frontières de la Turquie», a lancé M. Öcalan dans un message lu à Diyarbakir (sud-est) par un élu kurde devant une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes.

«Je le dis devant les millions de personnes qui écoutent mon appel, une nouvelle ère se lève où la politique doit prévaloir, pas les armes», a-t-il ajouté à l'occasion des célébrations du Nouvel An kurde (Newroz).

Très attendu, son appel au cessez-le-feu a été accueilli favorablement par le gouvernement turc comme un geste «positif».

«S'il n'y a plus d'actions armées (du PKK), nos troupes n'entreprendront plus d'opérations militaires», a réagi devant la presse le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan lors d'une visite aux Pays-Bas. Il a espéré que le cessez-le-feu «aura un effet le plus vite possible».

Interrogé depuis son quartier général du nord de l'Irak, le commandant militaire du PKK Murat Karayilan a promis que son mouvement respecterait l'appel de son fondateur. «Tout le monde doit savoir que le PKK est aussi bien prêt à la paix qu'à la guerre», a-t-il assuré, cité par l'agence de presse pro-kurde Firat News.

Dans son message, le fondateur du PKK n'a pas précisé de calendrier pour le retrait de ses combattants, dont le nombre est estimé à 5000, éparpillés entre le sud-est de la Turquie et les bases arrières du mouvement dans le nord de l'Irak.

A quatre reprises déjà depuis le début de sa rébellion en 1984, Abdullah Öcalan a proclamé des cessez-le-feu unilatéraux. Aucun n'a jusque-là débouché sur une solution à ce conflit qui a fait plus de 45 000 morts.

Dans son message, M. Öcalan, âgé de 63 ans, a justifié sa conversion à la paix en



Des centaines de milliers de Kurdes célèbrent le nouvel an, "Newroz", à Diyarbakir en agitant des portraits du leader rebelle Abdullah Öcalan, le 21 mars 2013

expliquant que «la période de la résistance armée a ouvert une porte à un processus de politique démocratique». «Les sacrifices n'ont pas été fait en vain», a-t-il assuré, «ce n'est pas la fin du combat, c'est le début d'un nouveau combat».

Sa déclaration a été acclamée par la foule rassemblée depuis des heures pour l'écouter sur une immense esplanade de Diyarbakir. Les 12 à 15 millions de Kurdes du pays considèrent cette métropole du sud-est de la Turquie comme leur capitale.

OBSTACLES

Très attendu cet appel lancé par le chef rebelle concrétise plusieurs mois d'intenses discussions entamées fin 2012, au terme d'une année de combats particulièrement meurtriers et d'une grève de la faim de détenus kurdes.

Les gestes de bonne volonté des deux parties se sont enchaînés depuis. Le premier ministre Erdogan, qui s'est dit prêt à «avalier du poison» pour faire la paix, a fait lever les mesures d'isolement frappant Öcalan, qui purge depuis 1999 une peine de réclusion à perpétuité sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest).

Son gouvernement a aussi déposé au Parlement un «paquet» législatif pour permettre la libération de centaines de Kurdes incarcérés pour leurs liens avec le PKK.

En retour, le mouvement rebelle, considéré comme une organisation terroriste en Turquie et dans de nombreux pays occidentaux, a libéré la semaine dernière huit prisonniers turcs détenus en Irak depuis deux

ans.

Mais les obstacles sur le chemin de la paix restent nombreux, à commencer par le sort réservé à Öcalan. Ankara a écarté toute idée d'amnistie générale mais les Kurdes insistent pour sa remise en liberté ou, à défaut, son assignation à résidence.

En outre, une majorité de Turcs répugne à toute négociation directe avec le chef kurde, souvent considéré comme un «terroriste» ou un «tueur d'enfants».

La déclaration du chef rebelle a suscité la colère des députés du parti ultranationaliste MHP, qui ont accroché à leurs pupitres des cartes de la Turquie frappées du drapeau turc. «Là-bas (à Diyarbakir), on a défié le peuple turc et son État. Nous avons hissé à l'Assemblée le drapeau de la révolte», a lancé l'un d'eux, Mehmet Sandir.

Et des élus du MHP ont étalé dans l'hémicycle des photos de militaires tombés lors des combats avec les rebelles kurdes.

L'opposition soupçonne M. Erdogan de vouloir accorder de nouveaux droits aux Kurdes en échange du soutien de leurs députés à une réécriture de la Constitution pour renforcer les pouvoirs du président. Contraint de quitter son poste en 2015, Erdogan souhaite briguer la magistrature suprême en 2014.

Des affrontements ont, par ailleurs, opposé jeudi matin des jeunes manifestants kurdes aux forces de l'ordre dans à Sirnak, près de la frontière irakienne, signe que l'appel du chef du PKK ne fait pas l'unanimité dans ses propres rangs. ●

Texte complet de la déclaration de Abdullah Öcalan



Source et transcription: BDP Press Office, Turquie

Ci-dessous, le message politique délivré par le chef emprisonné du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) et lu par Pervin Buldan et Sirri Sureyya Önder, deux députés du parti kurde légal BDP, à Diyarbakir, à l'occasion de la fête de Newroz.

Joyeux Newroz de la liberté aux opprimés !

Salut aux peuples du Moyen-Orient et d'Asie centrale, qui célèbrent ensemble ce jour de renouveau et de réveil...

Salut aux peuples frères qui célèbrent avec enthousiasme, dans un esprit de tolérance démocratique, ce nouveau jour lumineux du Newroz qui marque le début d'une nouvelle époque...

Salut à ceux qui marchent sur cette longue route pour les droits démocratiques, la liberté et l'égalité...

Salut à l'un des peuples les plus anciens de ces terres sacrées de Mésopotamie et d'Anatolie qui ont vu naître l'agriculture et les premières civilisations, des pieds des monts Taurus et Zagros jusqu'aux rives du Tigre et de l'Euphrate ; salut au peuple kurde...

Cette grande civilisation, les Kurdes et différents autres peuples l'ont construite ensemble et ont vécu ensemble dans la paix et la fraternité, pendant des milliers d'années. Pour les Kurdes, les fleuves du Tigre et de l'Euphrate et ceux de Sakarya et de Méritch sont frères. Les montagnes Ararat et Cûdî et les montagnes Kaçkar et Erçiyas sont amies. Le govend et le delîlo [danses kurdes, ndt] sont cousins du Horon et du Zeybek [danses de la Mer noire et de l'Egée, ndt].

On a tenté de monter les communautés héritières de cette grande civilisation les unes contre les autres, en utilisant des politiques répressives et en ayant recours à des interventions extérieures, ceci, pour satisfaire des intérêts de groupe. On a ainsi essayé de mettre en place des systèmes ne reconnaissant pas les droits, l'égalité et la liberté. Par les guerres de conquête et les approches négationnistes et oppressives, les forces impérialistes occidentales ont voulu, au cours des deux derniers siècles, noyer les Arabes, les Turcs, les Persans et les Kurdes dans des Etats nations, des frontières virtuelles et des problèmes artificiels.

Les régimes colonialistes et les conceptions négationnistes et répressives ne sont plus admissibles. Les peuples du Moyen-Orient et de l'Asie centrale se réveillent. Ils retournent vers leur véritable identité. Ils refusent désormais les guerres et les luttes intestines. Le cœur animé par le feu du Newroz, des centaines de milliers, des millions de personnes occupent les places pour demander la paix, la liberté et la recherche d'une solution.

Cette lutte qui a commencé avec ma révolte personnelle contre le désespoir dans lequel nous étions plongés, contre l'ignorance et l'esclavage,

visait à développer une connaissance, une compréhension et un certain esprit. Je vois aujourd'hui que ce cri est parvenu à un certain point.

Notre combat n'a jamais été dirigé contre un quelconque groupe ethnique, religieux ou social. Notre combat a toujours été une lutte contre l'oppression, l'ignorance, l'injustice, le sectarisme et toutes les formes de répression.

Aujourd'hui, nous nous éveillons à une nouvelle Turquie, un nouveau Moyen-Orient et un nouvel avenir. J'adresse mon appel aux jeunes qui l'accueillent en leur sein, mon message aux femmes qui le reçoivent dans leur cœur, mes paroles aux amis qui les acceptent et aux personnes qui les écoutent avec attention :

Aujourd'hui, commence une nouvelle ère.

La phase de lutte armée laisse la place à une phase de politique démocratique. Commence un processus essentiellement politique, social et économique. Se développe une conception fondée sur l'égalité, les droits et les libertés.

Nous avons sacrifié des dizaines d'années de notre vie pour ce peuple et avons payé un lourd tribut. Cette lutte et ces sacrifices n'ont pas été vains. Les Kurdes ont retrouvé leur amour propre et leur identité.

Il est temps que les armes se taisent. Nous sommes arrivés à un point où les idées et la politique doivent primer. Le paradigme moderniste basé sur la négation et l'exclusion a échoué. Le sang qui coule est celui des peuples turc, laze, tcherkesse, kurde ; il coule des entrailles de ces terres.

Aujourd'hui, je prends pour témoins les millions de personnes qui m'écoutent : une nouvelle phase commence ; c'est désormais la politique qui prévaut et non les armes. Il est temps maintenant que nos éléments armés se retirent hors des frontières.

Je suis convaincu que ceux qui me font confiance et croient en cette lutte comprendront la fragilité de ce processus et s'appliqueront à le défendre jusqu'au bout.

Il ne s'agit pas d'une fin, mais d'un nouveau départ. Il ne s'agit pas d'abandonner la lutte, mais de commencer une lutte nouvelle et différente.

Les constructions géographiques sur des bases ethniques et nationales unitaires font partie des desseins inhumains de la modernité capitaliste, et renvoient à la négation de nos origines.

Il incombe à chacun d'entre nous une immense tâche pour faire en sorte que l'ensemble des sociétés d'Anatolie et du Kurdistan puissent vivre ensemble, dans l'égalité et dans la paix. A l'occasion de ce Newroz, j'appelle les Arméniens, les Turkmènes, les Assyriens, les Arabes et les autres peuples à considérer comme les leurs les lumières de liberté et d'égalité nées de ce feu.

Cher peuple de Turquie ;

Le peuple turc doit savoir que s'il peut, aujourd'hui, vivre sur les terres antiques de l'Anatolie, sous le nom de Turquie, il le doit à son alliance millénaire avec les Kurdes, sous la bannière de l'Islam.

La colonisation, la négation, l'oppression, l'assimilation forcée et l'annihilation ne devraient pas avoir de place dans une telle fraternité.

Les politiques menées au siècle dernier par la modernité capitaliste et fondées sur la violence, l'assimilation et l'annihilation ne pouvaient pas leurs forces dans le peuple, et le peuple ne pouvait pas non plus s'en défaire. Ces politiques ne représentent que les visées d'une petite élite au pouvoir niant toutes les lois de l'histoire et les principes de la fraternité. Aujourd'hui, ces politiques ont toutes été mises en échec. Pour mettre fin à cette oppression, j'en appelle ainsi aux deux forces principales et stratégiques du Moyen-Orient pour qu'elles se donnent la main et fondent une modernité démocratique, en accord avec leur histoire et leur culture.

L'heure n'est pas à la désunion, à la guerre et aux combats ; l'heure est à l'union, à l'alliance, aux retrouvailles et au pardon.

Les peuples kurde et turc ont combattu ensemble lors de la guerre d'indépendance, et sont morts côte à côte à Çanakkale. En 1920, ils ont fondé ensemble la grande assemblée nationale de Turquie. La réalité de notre histoire commune nous montre le chemin d'un futur commun, et nous force à adopter un projet partagé. L'esprit de la fondation de ➤

►► la grande assemblée nationale de Turquie éclaire aujourd'hui l'ère nouvelle.

J'en appelle à tous les représentants des sociétés, des classes et des cultures opprimées, et avant tout, à la première des classes opprimées, les femmes, aux groupes religieux, aux confréries et à l'ensemble des autres groupes culturels, ainsi qu'aux représentants des travailleurs, des sociétés et des personnes exclues du système, pour qu'ils participent à la fondation de la modernité démocratique qui est la nouvelle voie vers la résolution.

Le vœu des peuples du Moyen-Orient et d'Asie centrale est de créer un modèle moderne et démocratique en accord avec leur propre histoire. Il faut donc rechercher un modèle au sein duquel tout le monde pourrait vivre libre dans l'égalité et la fraternité ; cette recherche est un besoin aussi vital que le pain et l'eau. Pour créer ce modèle, il est indispensable de s'inspirer à nouveau des cultures antiques de la Mésopotamie et de l'Anatolie.

A l'image de la guerre de libération nationale menée, dans l'histoire récente, par les Turcs et les Kurdes, alliés autour du Pacte national, il nous faut raviver cette relation et la vivre de manière encore plus profonde, large et contemporaine.

Malgré toutes les erreurs commises au cours des quatre-vingt dix dernières années, nous allons tenter de fonder un nouveau modèle en prenant à nos côtés les peuples, les classes et les cultures opprimés.

Divisés en violation du Pacte national, les Kurdes sont aujourd'hui confrontés, en Irak et en Syrie à de nombreux problèmes de guerre et de violence. J'appelle les Kurdes, les Turkmènes, les Assyriens et les Arabes à s'unir au sein d'une « Conférence de la paix et de la solidarité nationale », à discuter de leurs vérités, à s'informer et à prendre des décisions.

Alors qu'il occupe une place très importante dans notre histoire, le concept du « NOUS » a été réduit à l'« individu » par les élites dominantes. Il est temps de revaloriser le concept du « NOUS » et de le met-

tre en pratique.

Pour nous opposer à ceux qui veulent nous diviser, nous allons nous unir. Pour contrer ceux qui veulent nous séparer, nous allons nous allier.

Ceux qui ne sont pas capables de comprendre l'esprit du temps, finiront dans les oubliettes de l'histoire, et ceux qui s'obstinent à nager à contre-courant seront entraînés vers le précipice.

Les peuples de la région sont témoins de la naissance de nouvelles aubes. Les peuples du Moyen-Orient en ont assez de la guerre, des dissensions et des divisions ; en s'entraînant, ils veulent se relever et renaitre de leurs cendres.

Ce Newroz est, pour nous tous, une bonne nouvelle.

Les vérités contenues dans les messages de Moïse, de Jésus et de Mahomet reprennent vie au sein de messages contemporains, et l'humanité tente de retrouver ce qu'elle a perdu.

La civilisation occidentale contemporaine n'est pas totalement dépourvue de valeurs. Nous nous servons de ses valeurs d'égalité, de liberté et de démocratie et en faisons la synthèse avec nos valeurs propres.

Les fondements de la lutte nouvelle sont la pensée, l'idéologie et la politique démocratique ; un mouvement démocratique important et historique a commencé.

Salut à ceux qui renforcent ce mouvement et soutiennent la solution démocratique et la paix !

Salut à ceux qui acceptent de prendre leurs responsabilités pour qu'écluse la fraternité, l'égalité et la démocratie libre !

Vive le Newroz, vive la fraternité entre les peuples !

Prison d'Imrali, 21 mars 2013.
Abdullah ÖCALAN

Le Point 23 mars 2013

Turquie: le PKK officialise le cessez-le-feu, pas de retrait immédiat

Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont proclamé samedi la trêve à laquelle leur chef emprisonné Abdullah Öcalan avait appelé deux jours plus tôt et ont indiqué qu'ils attendraient que les autorités turques «prennent leurs responsabilités» avant d'entamer un retrait de Turquie.

«Nous (...) proclamons officiellement et clairement le cessez-le-feu qui est entré en vigueur à compter du 21 mars, date à laquelle a été prononcé le message» d'Öcalan, a déclaré le commandant militaire du PKK, Murat Karayilan, dans un message vidéo diffusé par l'agence de presse kurde Firat News.

«Les guérilleros du Kurdistan libre ne lanceront aucune action militaire (...) Mais si nos forces sont attaquées, elles se défendront bien sûr contre de telles attaques», a-t-il poursuivi.

Concernant le retrait de ses troupes de Turquie, auquel Öcalan a également appelé dans un message lu jeudi à l'occasion des fêtes du nouvel an kurde, le



chef militaire du PKK a souligné qu'il ne pourrait commencer qu'après la mise en place par les autorités turques de mécanismes ad hoc.

«Si l'Etat turc, le gouvernement et le Parlement prennent leurs responsabilités et prennent les décisions nécessaires concernant le retrait, s'ils forment les commissions et les institutions nécessaires, s'ils créent les bases pour un tel retrait, alors nous accomplirons cela aussi», a-t-il souligné.

«Pour l'instant, nous attendons que ces bases soient posées», a ajouté M.

Karayilan.

Emprisonné depuis 1999 sur l'île d'Imrali (nord-ouest), Abdullah Öcalan a appelé jeudi dans un message lu par un député kurde à Diyarbakir (sud-est), la principale ville des régions kurdes de Turquie, à un cessez-le-feu du PKK et à son retrait du territoire turc.

Cet appel s'inscrit dans un cycle de pourparlers de paix menés au cours des derniers mois par le chef rebelle emprisonné avec les autorités turques.

Le PKK, classé comme mouvement terroriste par de nombreux pays, dispose de bases arrière dans le nord de l'Irak, frontalier de la Turquie, vers lesquelles ses troupes pourraient se retirer.

A quatre reprises déjà depuis le début de la rébellion du PKK en 1984, Abdullah Öcalan a proclamé des cessez-le-feu unilatéraux. Aucun n'a jusque-là débouché sur une solution à ce conflit qui a fait plus de 45.000 morts. (AFP) ●



Peace Comes to Turkey

BY JENNA KRAJESKI

On Thursday afternoon, in front of a crowd so large it surged over fences and up scaffolding, peace was declared in Turkey. A letter from Abdullah Ocalan, the imprisoned founder of the P.K.K. (Kurdistan Worker's Party, the armed Kurdish resistance) had been carried from the island prison where he is being held to Newroz Park on the outskirts of Diyarbakir, where it was read—first in Kurdish and then in Turkish—from a stage positioned at the tip of an asphalt field that had been hand-painted with the Kurdish colors and atop which the crowd waved smaller red, yellow, and green flags. It was Newroz, the Kurdish New Year and the start of spring. “Today a new period is beginning,” the letter read. “From a period of armed resistance, a door has been opened to democratic struggle.” Later, when the speaker read Ocalan's question, “Will you answer my call,” the crowd answered by holding aloft emphatic v-for-victory signs.

For nearly thirty years, the P.K.K. and the Turkish Army have been fighting in the remote mountains on the border of Turkey and Iraq, along the roads that connect those mountains to Turkish towns, and sometimes inside of those towns. Over forty thousand people on both sides, including civilians, have died. Ocalan has been in prison since 1999, and the day marked his return, if only in a sense. It was met with wild exuberance. Many of the people at the rally carried flags that featured only his face against a canary-yellow background. His portrait swayed above the crowd, suspended between two lampposts; another was draped over the stage rafters; another to the rear of the stage. When the M.C. led a chant of “Long live Newroz,” the crowd answered back, using a nickname for Ocalan,

“Long live ‘Apo.’” The slogan for the day put Ocalan first: “Freedom for Ocalan, Status for Kurds.” It didn't matter that the guest of honor was a no-show. On Newroz, which typically ushers in a renewed vow of P.K.K. resistance, the absences are as important as the attendees. A red chair labelled for Sakine Cansiz, one of the Kurdish women murdered in Paris early this year, sat unoccupied in the front row of the V.I.P. bleachers. Her photo and the photos of the two young women killed along with her were emblazoned stage left. As in years past, Newroz was about remembering the dead; this year it was also about preventing more deaths.

Ocalan's letter went on. “We have sacrificed our youth. We have paid heavily, but not in vain. Fighting gave the Kurdish identity back to Kurds.... But blood spills from the chest of youth no different from Kurdish as from Turkish. This is a new period. Instead of arms, we have ideas.” The words thumped at full volume from dangling speakers. The crowd chanted “Apo.” Young men climbed the stage rafters to drape a giant, slightly battered Kurdish flag over the top. Rows of revelers reached the very back of the park, where still more people tried to climb over the fence. Farther away the rally morphed into a fair. Families sat on picnic blankets, eating sticky pastries and pushing their kids on portable metal swings, half-listening to the distant pronouncement of Ocalan, who, as one woman told me later, “is the only one we trust.”

In 2012, Turkey's ruling Justice and Development Party (A.K.P.) banned the Newroz celebration. Fighting between the P.K.K. and the army had been especially intense, and cancelling Newroz was both a punishment and an attempt to prevent more violence. But people gathered anyway on the expansive fields surrounding locked Newroz Park, and the day devolved into demonstra-

tions and clashes with the police, who saturate Diyarbakir's streets. This year's Newroz was both larger and more peaceful, and the police sat leaning against their armored vehicles a few blocks from the park, looking bored.

It was clear that day that an overwhelming majority of Kurds support an end to the violence. But among the crowd at Newroz Park on Thursday were perhaps a million different specific expectations. Two women from Roboski carried framed photographs of their sons, killed by the Turkish military in 2011 while they smuggled goods from Iraq into Turkey. The mothers told me what they expected now that the years of fighting were over: “We want them to find out who killed our sons.” Others wanted to be able perform Kurdish dances and wear Kurdish clothing. They wanted to be able to speak Kurdish in school and defend themselves in Kurdish in court. They wanted to be able to gather publicly without fear of arrest or aggression from the police. They wanted the existence of Kurds acknowledged in the constitution. They wanted some industry to move to southeast Turkey. Peace, they hoped, would create an environment in which these rights could, at the very least, be discussed. Far from the stage I climbed a grassy hill and asked an older man named Habib what he expected. “There's never enough money,” he said. “I want a government job.” Nearby, Fatma sat smoking a cigarette. “Fighting makes everyone's life very difficult,” she said. “If there is peace, we can speak our language.” It was understood that, in addition to all of this, everyone also wanted Ocalan to be released from prison.

Alongside the hope was urgency. This is not the first time Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has tried to solve the so-called “Kurdish issue,” but people felt certain it would be the last. Newroz was as much a welcoming of peace as it was a farewell to the P.K.K.—a bittersweet moment for a community that hates war but is grateful to those who waged it. The parting would not be easy. Without the authority of the P.K.K., Kurds felt suddenly at the mercy of a Turkish politician who had disappointed them in the past. The Kurdish people, they told me, would not be fooled again. This skepticism was expressed the loudest by a few P.K.K. youth who took the stage, all but their eyes obscured by scarves. “Today we don't trust the A.K.P.,” they said. “But we trust our movement, and we trust our leader... We would like to warn the A.K.P. that they shouldn't hinder the process. We will not accept any conspiracy. If they conspire, they will know who is their friend and who is their enemy.”

Distrust on both sides is one of the major challenges to real reform. The circumstances of a changing Middle East—war in Syria, wealth in Iraqi Kurdistan—have made peace with the Kurds necessary for Turkey, and Erdogan's ambitions for the Presidency are surely a factor as well. But Erdogan has not often sounded like a leader intent on negotiation with the Kurds. Just this past

► November, when Kurdish prisoners were two months into a hunger strike, Erdogan responded by suggesting that Turkey reinstate the death penalty. He has consistently promised the Turkish public that the Army would defeat the P.K.K. militarily, and he responded to the Newroz celebration by complaining about the lack of Turkish flags (there were, as far as I could tell, exactly zero). He has often been criticized for viewing the Kurdish issue only as one of national security, not human rights. This perspective is problematic if it means a solution, for Erdogan, stops at a cease-fire. His reaction to Newroz—a day in which Kurdish rebellion is expressed through their culture, which includes their flag—seemed to confirm that criticism; if Erdogan does have insight into the cultural solidarity underlying the armed resistance, he's not prepared to show it. On the other side, there is Ocalan, and his unparalleled power among his people. That

power can benefit the Kurdish community—in last year, when he called off the hunger strike, and now, as the bearer of peace—but can also be a detriment. Ocalan's freedom comes first in the Newroz slogan, and first in the minds of most Kurds. It is perhaps ironic that his call for a democratic solution so vastly overshadowed the democratically elected B.D.P. (pro-Kurdish Peace and Democracy Party) officials standing on stage during the reading of his letter. Every movement needs a leader, but the worship of Ocalan is disconcerting in part because it is so familiar. Fervor for Ocalan is not unlike that for Atatürk, and Kurdish nationalism is as strong as Turkish nationalism. Freedom for Ocalan looks remote. If peace depends on it, then peace may not last.

The next day, along with four other journalists, I met Osman Baydemir, the mayor of Diyarbakir. He had been up late at a Newroz

reception, and he was tired. "We have witnessed a historical Newroz," he said. "Millions of people at the same moment were shouting for peace." Baydemir, like his colleagues in the B.D.P., has not had an easy time in office. Two court cases against him have resulted in large fines, but the financial burden is minor compared to the threat of prison. Since 2009, thousands of Kurds have been imprisoned for alleged ties to the P.K.K., and because of this it's unclear how much Kurds trust the democracy they welcomed on Thursday. But Newroz, as Baydemir knows, was only the first step of a very complicated process. It's impossible to predict whether peace will last, whether Kurds will get what they want, and whether Erdogan will change his mind. "The only thing we know now," Baydemir said, "is that as long as we have war, people will die."



20 mars 2013

Irak: Kirkouk au coeur d'un conflit menaçant entre Kurdes et Arabes

Par AFP

Minée par les violences, la province pétrolière de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, est au coeur d'un conflit territorial entre Kurdes et arabes qui menace à terme l'unité du pays.

La province et sa capitale éponyme sont une véritable mosaïque ethnique et confessionnelle -- Kurdes, Arabes, et Turkmènes, sunnites et chiites -- et constitue l'essentiel du territoire que les Kurdes veulent inclure dans la région autonome du Kurdistan, au grand dam du gouvernement fédéral à Bagdad.

«D'un point de vue géopolitique, Kirkouk revêt une importance extrême en raison de ses réserves de pétrole et de gaz», explique John Drake, spécialiste de l'Irak au sein de la firme de consultants en risques AKE Group.

«Et d'un point politique, le contrôle de la ville est une affaire très affective pour une large partie de l'électorat», ajoute-t-il.

De nombreux diplomates et responsables estiment que les tensions entre Bagdad et le Kurdistan représentent la plus grande menace pour l'Irak à long terme.

Formée de trois provinces, la région autonome du Kurdistan dispose de son propre gouvernement, de ses forces de sécurité, de ses postes-frontières et de son drapeau, mais reçoit toujours une partie du budget fédéral.

Signe des risques de conflit, les deux parties ont déployé fin 2012 des renforts militaires dans le nord de l'Irak, dont la province de Kirkouk. Ces forces sont toujours présentes sur le terrain, selon le gou-

verneur de la province, Najm al-Din Karim.

«Nous avons (...) un face-à-face entre les militaires de l'Irak et du Kurdistan, et dans une telle situation, le moindre incident peut mener à une bataille», a déclaré à l'AFP M. Karim, un Kurde.

«Cela n'aide pas les communautés qui veulent vivre ensemble, ni les investisseurs ou les entreprises qui voudraient travailler ici», ajoute-t-il.

«Je crois que si ces problèmes ne sont pas réglés, ils peuvent mener (...) à un conflit armé qui pourrait conduire au démantèlement de l'Irak», prévient le responsable kurde.

Lien police-armée rompu

Un des principaux sujets de contentieux est la volonté de Bagdad d'établir un commandement militaire fédéral basé à Kirkouk, unifiant toutes les forces dans la région, ce qui équivaldrait, selon M. Karim, à «l'imposition de la loi martiale».

«Nous avons ordonné à tous les chefs de police de ne pas obéir aux ordres venant de Bagdad», explique le gouverneur. «Par conséquent, toute la coopération entre la police et l'armée a été interrompue».

Des officiers de la police et de l'armée à Kirkouk ont confirmé que la coopération entre les deux corps était suspendue, ce qui risque de fragiliser encore plus la sécurité dans la province.

Les habitants se plaignent des violences dont les auteurs ne sont pas connus, même si des groupes liés à Al-Qaïda ont revendiqué certaines attaques.

Tel Samir Ismaïl, blessé par une bombe près de son magasin de vêtements, souffre



Des civils irakiens constatent les dégâts causés par une voiture piégée à Kirkouk, le 20 mars 2013 (Photo Marwan Ibrahim. AFP)

toujours de séquelles.

«Il y a beaucoup de policiers et de 'Asayish' (forces kurdes) mais il n'y a pas de sécurité», dit-il. «Il y a des explosions et des assassinats chaque jour. Combien de l'Irak va-t-il rester ainsi?», dit cet homme qui a décidé d'émigrer.

«Le gouvernement ne se soucie pas du peuple irakien», renchérit Salam Al-Jaberi, un vendeur au marché de Kirkouk. «Les politiciens se disputent et le peuple en paye le prix».

M. Jaberi lui-même assure que les relations entre les communautés kurde et arabe de Kirkouk sont bonnes. «Il n'y a pas de problème entre les citoyens, le problème est entre les gouvernements». ♦

Turkey sees accords with Israel, Kurds as first step to greater regional role

By Roy Gutman
McClatchy Newspapers

ISTANBUL, Turkey — After two major breakthroughs in less than a week — an accord to end a three-year squabble with Israel and a landmark step by a jailed Kurdish leader to settle a 30-year insurgency — Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's star appears to be rising — and with it, Turkey's role as a major regional power.

Erdogan, 59, a moderate Islamist and a former mayor of Istanbul, is described as a man of passion and plain speech, two characteristics that sometimes get him in trouble, such as when he recently equated Zionism with a crime against humanity.

He seemed matter-of-fact and serious on Saturday as he voiced hope that the Turkish-Israeli reconciliation that President Barack Obama brokered on Friday might even help resolve the Arab-Israeli dispute — though he also called for Israel to return to the borders that existed before its 1967 victory in the Six-Day War, something that Israeli officials have rejected previously.

"My wish is that common sense prevails in this process, and we make this process a permanent one, to end the years-long suffering, with (Israel's) withdrawal to the 1967 borders," he told reporters Saturday.

Israel, for the first time in memory, formally apologized for a military operation and promised compensation to families of eight Turks and one Turkish-American killed in the attack against the Mavi Marmara, an aid ship bringing supplies to civilians in Gaza in July 2010.

Erdogan avoided hyperbole as well on Thursday when Abdullah Ocalan, the jailed founder of the PKK guerrilla group, called for his followers to end their three-decade-long military campaign for Kurdish independence in favor of constitutional reform and political struggle. Erdogan termed the move, announced

in a letter read before a crowd of 1 million Kurds, a "positive development."

But close students of Turkish affairs say the twin events could be a turning point for both Turkey's democracy and the Middle East region, as well as providing Erdogan, who became prime minister in 2003, a longer lease on power, possibly as popularly elected president under a new constitution.

"This is an extraordinarily important set of developments," said James Jeffrey, who retired last year as U.S. ambassador to Iraq and served as U.S. envoy in Turkey before that. "It shows the capability of Turkey to be an extraordinary player in the region. They have reached these accords with folks they've been in conflict with, in one case a diplomatic conflict, in the other a guerrilla war."

He expressed hope that Israel and Turkey would recognize the need for cooperation in addressing Iran's nuclear program, which Israel is convinced will produce nuclear weapons, and in addressing Syria, which borders both Israel and Turkey and is now in the third year of a brutal civil war.

"Sooner or later, we're going to have to do something about Syria," Jeffrey said. Having Israel and Turkey talking to one another again may help the U.S. find a policy that satisfies both U.S. goals and those of Israel and Turkey, Jeffrey said.

Ahmet Davutoglu, the Turkish Foreign Minister, said the deal with Israel showed the value of Erdogan's insistence on an apology for the Mavi Marmara incident.

"From the outset, we had a principled approach," he said in a television interview. "This time Israel felt isolated in the process." Without the apology, he said, "this issue would not have ended, even if it lasted for a century."

While the Israel-Turkey reconciliation may have received more headlines abroad, in Turkey, the letter

written by Ocalan from his prison on Imrali Island in the Sea of Marmara near Istanbul, got equal billing, and may be of even greater significance.

Davutoglu frequently compares the Kurdish insurgency to "shackles on our feet" and tells visitors: "Once we solve this problem, we will be unleashed from those shackles, and we will be able to use our full potential."

Other officials have compared the insurgency, which has claimed an estimated 40,000 lives since it began in 1984, to a cancer. The end of the fighting, officials hope, will make Turkey a more attractive place for both investment and as a partner in regional political efforts.

"We will be rejuvenated in every sense," was the way one official put it.

Davutoglu gave a hint of the optimism Turkish officials hold for the agreement in a visit he paid 10 days before the Ocalan letter was read to Diyarbakir, the mostly Kurdish city in southern Turkey. There, he spoke about the historic significance of reconciliation with the Kurds, who comprise a little less than one fifth of Turkey's 80 million population.

He said the peoples of what is now Turkey were formed in several major historical waves dating back to the 3rd century B.C. "Whatever anybody says, wherever there is anyone with whom we share this common history, they are our relatives and those with whom we share our destiny," he said in a speech at Dicle University. "That is also the main element of our foreign policy. When defining this we never differentiate between Turks, Kurds, Albanians or Bosnians. All these are peoples to which we are indebted by virtue of our shared history."

And then he said reconciliation with the Kurdish minority would liberate Turkey to play a bigger role on the world stage.

"Just such a responsibility rests on our shoulders, my brothers," he said. The restoration of peace in Turkey "will have a domino effect in other places," he said. "The winds of the resolution process blowing in here with the spring breeze will result in great spring winds." ♦

TURQUIE • La paix après trente ans de conflit

Abdullah Öcalan, leader historique de la rébellion kurde en Turquie, a lancé le 21 mars un appel à ses partisans en les incitant à déposer les armes. Réactions et commentaires de la presse turque face à ce tournant majeur dans l'histoire du pays.

Pierre Vanrie |
22 mars 2013

Rusen Cakir, spécialiste de la question kurde, ne cache pas dans Vatan sa satisfaction pour ce que certains en Turquie qualifient d'"événement historique". "On pourrait résumer l'appel d'Öcalan en ces termes : 'Mettons entre parenthèses tout ce qui s'est passé entre Turcs et Kurdes depuis quatre-vingt-dix ans et retrouvons l'esprit des relations qui prévalaient entre nous avant cela lorsque nous combattions ensemble lors de la bataille des Dardanelles [1915] et pendant la guerre de libération [menée par Atatürk entre 1919 et 1922].'"

Qu'un personnage, qui pendant des années a été vilipendé comme "séparatiste", affirme qu'"il n'est plus temps de se diviser mais que le moment est venu de se retrouver et de se pardonner les erreurs du passé" et aille jusqu'à dire qu'"il faut s'unifier pour lutter contre ceux qui veulent nous diviser", montre qu'énormément de choses ont changé en Turquie et que cela ne fait que commencer. Sans parler de sa demande de mettre un terme à la lutte armée qui, en tant que telle, donne à ce Newroz [nouvel an célébré dans le monde kurde avec l'arrivée du printemps] une dimension historique."

Enthousiasme à Diyarbakir, silence dans le reste du pays

"Certes", ajoute Rusen Cakir, "tout le monde n'est pas aussi optimiste que moi. Certains se demandent en effet ce que les Kurdes vont pouvoir obtenir en échange de ce cessez-le-feu. Notons à ce propos que cette inquiétude ne se manifestait pas hier [le 21 mars] parmi les membres, tous niveaux confondus, de la mouvance kurde qui semblent en la matière faire une totale confiance en Öcalan. Côté turc, quoique il n'y eût rien dans la lettre d'Öcalan qui pût mettre



▲ 21 mars 2013 : des Kurdes célèbrent le nouvel an dans la ville turque de Diyarbakir, et montrent un portrait d'Abdullah Öcalan, leader historique du PKK - AFP

mal à l'aise les Turcs, certains ont souligné qu'aucun drapeau turc n'était visible lors de cette manifestation. Mais à tous les Newroz auxquels j'ai assisté à Diyarbakir il n'y a jamais eu aucun drapeau turc et cela n'a jamais constitué en soi un motif de plainte véritablement sérieux."

Ertugrul Özkök, éditorialiste de Hürriyet qui n'a jamais caché son scepticisme vis-à-vis de ce processus de paix, exprime son malaise : "L'enthousiasme des Kurdes et des médias était-il partagé par l'ensemble des habitants de Turquie ? Je n'en suis pas certain. Si l'on avait sondé les habitants partout ailleurs en Turquie au moment où la lettre d'Öcalan était lue, le tableau aurait peut-être été différent. Face à l'enthousiasme de Diyarbakir a répondu le silence dans le reste du pays. Il n'est jamais facile d'interpréter le silence. Cela peut être un bon signe tout comme un mauvais signe."

"N'oublions pas que selon un récent sondage d'opinion, 63 % de la population est opposée à des rencontres avec Öcalan [la lettre d'Öcalan a été transmise lors d'une rencontre organisée sur son île prison [d'Imrali, en mer de Marmara] entre lui et des députés prokurdes jouant les intermédiaires], de

même qu'elle ne souhaite pas que le terme "turc" disparaisse de la Constitution [prévu dans le projet de constitution civile]".

La balle est maintenant dans le camp du gouvernement

Hüseyin Ali dans le quotidien prokurde Özgür Gündem souligne, quant à lui, le début d'une "nouvelle ère" : "Qui pourra arrêter ceux qui ont manifesté par centaines de milliers en faveur de la liberté et de la démocratie ? Qui pourra s'opposer à la volonté d'une solution démocratique des peuples de Turquie ? Ceux-ci représentent les forces vives qui vont trouver une solution à la question kurde et qui vont démocratiser la Turquie. Par son message, le dirigeant du peuple kurde [Abdullah Öcalan] a lancé un processus vers la démocratie et la liberté. Il a précisé que cela passerait par l'arrêt de la lutte armée et le retrait de la guérilla à l'extérieur des frontières. Mais il n'a pas donné de calendrier. Une commission des sages devrait superviser ce retrait. Des forces opprimant la population kurde ne devront pas venir s'installer là d'où la guérilla se sera retirée. Le leader du peuple a fait ce qu'il devait faire pour la paix et la démocratie. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement AKP et de l'Etat turc."

Oral Calislar, nouveau rédacteur en chef de Taraf, tient précisément à féliciter le Premier ministre Erdogan qui a pris des risques en s'impliquant dans ce processus : "Il convient en la matière de souligner l'engagement du Premier ministre parce que celui-ci tout en abandonnant le discours sécuritaire, qui permettait de ne pas voir la réalité, a ouvert la voie à un processus politique nouveau fondé sur les droits des Kurdes. Dans une région où le nationalisme peut toujours payer électoralement, Erdogan et ses proches ont fait preuve de courage. Et les Kurdes leur ont répondu avec la même volonté de trouver une solution. Espérons que l'opposition parlementaire – en particulier le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste) – prenne toute la mesure de l'enthousiasme et du désir de paix qui s'est manifesté à Diyarbakir et qu'elle participe elle aussi au processus. La Turquie est partie sur une nouvelle voie. Si le voyage se poursuit sans incident majeur, nous allons vers une période de grand changement." □

"L'appel du PKK à la fin de la lutte armée n'est qu'une première étape"

Propos recueillis par
Hélène Sallon

Le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan a appelé, jeudi 21 mars, les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à déposer les armes et à quitter la Turquie, affirmant que le temps était venu de "faire prévaloir la politique". Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a souligné l'importance de la mise en œuvre de l'appel d'Öcalan, qualifié de "développement positif". Le chef du gouvernement a ajouté que la Turquie cessera ses opérations militaires contre les Kurdes si le PKK cesse les siennes. A quatre reprises déjà depuis le début de sa rébellion en 1984, Abdullah Öcalan a proclamé des cessez-le-feu unilatéraux. Jamais jusqu'à ils n'ont permis de déboucher sur une solution. Cette fois, le gouvernement comme les rebelles semblent déterminés à parvenir à la paix.

Jean Marcou, spécialiste de la Turquie et professeur-chercheur à l'Institut d'études politiques de Grenoble, décrypte les tenants et les aboutissants de cet appel au cessez-le-feu.

L'appel au cessez-le-feu lancé par le chef du PKK a-t-il, selon vous, de bonnes chances de se concrétiser par un processus de paix ?

Oui, car il n'y a pas qu'un cessez-le-feu, il y a également la demande aux combattants du PKK de quitter le territoire. C'est un engagement pour lancer un processus d'abandon de la lutte armée. Les autres cessez-le-feu avaient été déclarés hors de toutes négociations et contacts avec le gouvernement turc. Celui-ci intervient dans le cadre du processus dit d'Imrali, du nom de l'île où est emprisonné Abdullah Öcalan, lancé fin 2012. Ce processus a débuté par des contacts entre Öcalan et des membres des services de renseignement, mais s'est surtout traduit, entre janvier et mars, par la visite de députés du Parti pour la paix et la démoc-

ratie – BDP (kurde). Ils ont transmis des lettres du chef du PKK aux commandements kurdes, en Irak et en Europe, qui dressent une feuille de route qui tient lieu de cadre pour un accord de paix.

Ces contacts étaient importants. Öcalan étant emprisonné depuis 1999, beaucoup se sont interrogés sur sa capacité à impulser, à lui seul, un tel processus. Il avait confirmé son influence déterminante à l'automne 2012 en obtenant la fin de la grève de la faim des prisonniers kurdes. Il devait encore prouver qu'il avait les moyens de lancer un processus de paix. Il a reçu des commandements en Irak et en Europe des réponses positives, ce qui lui a permis d'aller plus loin et de lancer le processus.

Quelles conditions ont permis de lancer ce processus de négociations ?

Du côté du gouvernement turc, l'arrivée du Parti pour la justice et le développement (AKP) au pouvoir en 2002 a permis de changer la donne, car l'AKP a exprimé au début une vision un peu moins nationaliste et donc une autre approche de la question kurde. L'ouverture des négociations avec l'Union européenne, après la déclaration officielle de candidature de la Turquie en 1999, a favorisé ce processus. Le toilettage constitutionnel auquel s'est prêté le gouvernement turc entre 1999 et 2005 a permis d'améliorer la situation des Kurdes. Pendant longtemps, l'AKP s'est toutefois servi du prétexte que l'armée bloquait toute résolution de la question kurde pour ne rien faire. Avec le changement d'équilibre politique au sein du pays, qui se traduit depuis quelques années par un effacement du rôle de l'armée, l'AKP apparaît désormais comme pleinement responsable de la question kurde. De fait, depuis 2009 et l'ouverture démocratique, l'AKP a tenté à plusieurs reprises de résoudre cette question en lançant des processus de négociations.



A Diyarbakir, le 21 mars. A Diyarbakir, le 21 mars. | AP

L'échec ou l'enlisement de ces négociations a débouché dès l'été 2011 sur une reprise intense de la guérilla, marquée par des attaques spectaculaires du PKK. Cela a définitivement convaincu le gouvernement que le problème kurde devait être résolu. D'autant que l'échec des tentatives de marginalisation des formations politiques kurdes dans le sud-est du pays a montré qu'il y a un fait politique kurde. Cet enlisement a également montré qu'on ne pouvait pas ignorer le PKK dans les négociations, comme ça avait été le cas en 2009 et 2011. Par ailleurs, l'agenda kurde a croisé l'agenda constitutionnel turc. On prête au gouvernement AKP le souhait de modifier la Constitution pour instaurer un régime présidentiel, avec Recep Tayyip Erdogan pour président. L'idée d'un marchandage en ce sens a été clairement évoquée lors de visites des députés du BDP à Öcalan. Le quotidien Milliyet avait ainsi parlé d'un accord entre Öcalan et le PKK pour permettre à Erdogan de rester au pouvoir jusqu'en 2023, en créant un régime présidentiel dans lequel il serait le président.

L'évolution de la situation des Kurdes dans les autres pays de la région a-t-elle influencé aussi ce processus de négociations ?

Sur le plan géopolitique, les "printemps arabes" et notamment la crise syrienne ont suscité une déstabilisation pour la Turquie et créé une fenêtre d'opportunité pour les Kurdes. Il

n'y a jamais eu autant d'opportunités pour la création d'un Grand Kurdistan. On répète souvent le slogan "printemps arabe, été kurde". Depuis l'été 2012, les troupes de Bachar Al-Assad ont évacué le nord de la Syrie, livrant la région à la branche armée du PKK. Cela inquiète les Turcs car il peut y avoir la création, au moins de fait, d'une zone d'influence kurde autonome dans le nord de la Syrie. Ce n'est pas un problème en soi pour la Turquie. Le problème est davantage de savoir qui va contrôler cette zone. La Turquie a peur que la question kurde soit instrumentalisée par les ennemis qu'elle s'est faits avec la crise syrienne : le gouvernement de Damas et l'Iran.

Pourquoi le PKK avait-il lui aussi intérêt à entrer dans un processus de négociations pour mettre fin à la lutte armée ?

Le PKK est malgré tout une organisation en perte de vitesse. Il a encore des combattants et a montré l'année dernière qu'il pouvait continuer à entretenir une guerre civile larvée, mais il n'a pas réussi à prendre le contrôle de portions du territoire turc. Les équilibres politiques en Turquie ont changé. Le système s'est ouvert ces dernières années, ce qui a empêché un "été kurde". Cette évolution politique s'est accompagnée d'une évolution économique, d'un développement dont ont aussi profité les provinces kurdes. La lutte armée n'apparaît plus aussi

➤ essentielle et beaucoup de Kurdes veulent en sortir. Elle le redeviendra si le processus échoue. Le PKK est une organisation clandestine, qui est également un mouvement, qui a terriblement vieilli avec son idéologie marxiste-léniniste et son culte du chef. A terme, cela aurait été un problème pour le PKK, donc il fallait qu'il sorte de cela.

Quelles vont être les suites de ce premier appel et qu'est ce qui permettra de garantir le succès du processus engagé ?

Il faut voir comment le retrait des combattants va se faire et si tous vont accepter. Il y a eu des mouvements dissidents du PKK, des déclarations hostiles de leaders qui ne semblent pas influents. Ils

peuvent avoir envie de nuire au processus. Côté turc, il y a aussi des risques de tentatives de sabotage de la part de réseaux nationalistes, d'individualités parmi les formations clandestines d'extrême-droite encore liées à des militaires clandestins. L'autre problème est que les autres partis politiques ont pour l'instant été tenus à l'écart de ce processus. Certains y sont totalement hostiles, d'autres ont eu pour habitude de gérer la question kurde de façon plutôt tactique. Mais, il y a une forte détermination, Öcalan a dit qu'il fallait aller vite. La question de son devenir va d'ailleurs se poser. Le gouvernement turc a répété qu'il ne libérerait pas les terroristes qui ont fait couler le sang. Cela serait étrange toutefois qu'il ne soit pas libéré s'il y a un accord de paix. Le sujet est jusqu'à

présent évité, Öcalan a lui-même dit aux militants kurdes que lancer une névrose, en réveillant les vieux démons nationalistes autour de sa libération, serait un signe de sabotage du processus.

La fin de la lutte armée est la première étape, qui doit déboucher sur une phase politique sur la question du statut que le gouvernement est prêt à accorder aux Kurdes. Trois revendications kurdes vont devoir être négociées. Premièrement, la rédefinition de la citoyenneté dans un sens moins ethnique dans l'article 66 de la Constitution. Deuxièmement, la question de la décentralisation. Est-ce qu'on maintient un Etat unitaire en créant des assemblées régionales, dont notamment dans les régions kurdes, ou crée-t-on plutôt des

communautés comme en Espagne ou encore une forme de fédéralisation ? Troisièmement, il y a la question de la langue. Le kurde n'est plus interdit depuis le début des années 90 et est enseigné comme une langue vivante. Va-t-on autoriser un enseignement initial en kurde ?

La question se pose également de savoir comment on va négocier cela. Le ministre de la justice a évoqué en début de semaine la possibilité d'associer le Parlement turc au processus. Erdogan a repoussé cette idée et proposé plutôt de créer un conseil des sages avec des membres de la société civile. Pourra-t-on associer le PKK qui est considéré par le gouvernement comme un groupe terroriste ? ■



22 mars 2013

Le PKK dépose les armes

JÉRÔME BASTION,
correspondant à Istanbul

Depuis sa prison, le chef de la rébellion kurde, Abdullah Öcalan, a lancé un appel au cessez-le-feu. Ouvrant l'espoir d'une paix durable, voire définitive, avec Ankara.

L'habitude ferveur des célébrations traditionnelles du Newroz et un soleil printanier précoce ne suffisent pas à expliquer l'affluence record qu'a connue ce jeudi Diyarbakir, la "capitale" des Kurdes.

Non, sans aucun doute, la population kurde de Turquie (et pas seulement celle du sud-est) était traversée hier par un sentiment trouble, ce frisson où se mêlent crainte de la désillusion et espoir démesuré; le sentiment que peut-être le long et fratricide conflit entre l'Armée turque et la rébellion kurde était en train, comme l'hiver, de mourir de sa belle mort.

A l'occasion de la célébration du Newroz, le Nouvel An kurde, le leader historique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a en effet transmis un message appelant au cessez-le-feu des rebelles contre l'Armée turque. "Avec le feu du Newroz, des centaines de milliers, des millions de personnes remplissent les places et s'embrassent pour dire qu'ils veulent la paix,



A Diyarbakir, le 21 mars.

qu'ils veulent la fraternité, qu'ils veulent une solution", commençait le message du chef du PKK, lu en kurde puis en turc par des députés du Parti de la Paix et la Démocratie (BDP, pro-kurde), qui avaient pu lui rendre visite quelques jours auparavant dans son île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, au large d'Istanbul.

Le million de fervents partisans qui, depuis le matin, s'étaient massés là et avaient attendu, sous des guirlandes de drapeaux rouge, vert et jaune (couleurs du Kurdistan), que la parole du "guide Apo" leur soit délivrée, ont salué par une puissante ovation cet appel à la paix et à la réconciliation. Ils n'ont guère été surpris d'entendre, dans la voix des députés du BDP, les mots de leur leader leur annoncer "l'éveil d'une nouvelle

Turquie, d'un nouveau Moyen-Orient, d'un nouveau futur".

"Une nouvelle ère débute, continue le message d'Abdullah Öcalan, la porte s'ouvre (pour le passage) de la résistance armée vers un processus politique et démocratique." Et surtout, adresse directe aux combattants du PKK : "Déposez les armes et quittez le territoire turc".

Cette annonce était attendue depuis que la feuille de route de ces négociations directes entre l'Etat turc et le chef de la rébellion kurde, révélées fin décembre, avait été savamment distillée pour préparer l'opinion publique à ce changement radical de politique.

La célébration du Newroz était la date idéale pour cette déclaration solennelle, pour une communion parfaite entre le lea-

der kurde et "son" peuple. Si cette déclaration "urbi et orbi" permet pour la première fois à Abdullah Öcalan de sortir de son silence - et notamment d'un isolement quasiment complet, sans voir le moindre avocat, pendant plus de 18 mois jusqu'à la fin 2012 - il reste beaucoup de points à négocier entre Ankara et le PKK (qui ne se résume pas seulement à la personnalité de son chef, si emblématique soit-il).

En 1999 notamment, il avait déjà annoncé un cessez-le-feu et le retrait des forces combattantes du territoire kurde, une paix qui avait duré jusqu'en 2004. Depuis, bien sûr, jamais du fond de sa prison il n'avait pu apparaître ainsi sur le devant de la scène et passer pour un possible artisan de la paix. Ce qui faisait dire à certains médias turcs, jeudi soir, que le PKK avait finalement été, par cette "cérémonie" forcément avalisée par le pouvoir turc, presque "officialisé" à la fois comme interlocuteur central du gouvernement et représentant légitime du peuple kurde, un peu comme un Mandela kurde.

Beaucoup, Kurdes comme Turcs, veulent croire aujourd'hui à l'aboutissement de ce processus de paix que le Premier ministre Tayyip Erdogan a estimé "évoluer positivement", "sous réserve de concrétisation sur le terrain des appels faits", mais la voie de ces négociations reste encore longue et sans doute semée d'embûches.

COMMENTARY

Bobby Ghosh

Saddam Would Have Survived the Arab Spring

The fall of other dictators lets Iraqis imagine an alternative to the 2003 invasion. But it's only a fantasy

IRAQ HAS NOT YET EMBRACED THE modern cult of the opinion poll. Voter research is unheard of, market research is rare, and surveys of national attitudes tend to be unscientific and unreliable. Prime Minister Nouri al-Maliki's Dawa Party operatives can't tell you his favorability rating among 18-to-30-year-olds in Diyala province, consumer-product companies don't know what percentage of Baghdad households own a washing machine, and newspapers can only guess whether drivers in Mosul are more or less dissatisfied with the state of their roads than those in Najaf. And so, although we know for certain that the majority of Americans think the 2003 invasion of Iraq 10 years ago this month was a tragic mistake, there's no reliable way of telling what proportion of Iraqis feel the same way.

IN THE FIVE YEARS THAT BAGHDAD WAS MY HOME, from 2003 to 2007, my informal polling of Iraqis turned up little interest in the rights or wrongs of the invasion itself: there was a general, if grudging, consensus that it was the only way they were going to be rid of Saddam Hussein. Instead, counterfactual speculation has tended to focus on what happened after the dictator was removed. Would the insurgency have been snuffed out quickly if Washington had not disbanded the Iraqi military in the spring of 2003? What if political power had not been handed over, a year later, to groups of former exiles plainly out of touch with the lives of most Iraqis? Would the sectarian wars between Shi'ites and Sunnis have been avoided if there had been better security at the golden-domed Askariya shrine of Samarra, which was blown up by terrorists in February 2006?

But events of the past two years have encouraged Iraqis to ponder a tantalizing hypothetical: Could their dictator have been toppled by the Arab Spring?

Shortly after Tunisia's Zine el-Abidine Ben Ali and Egypt's Hosni Mubarak were removed from office by popular uprisings, I wrote a column on TIME.com arguing that Saddam would not have been forced out by peaceful protests. Iraqi youth activists, had such a species even existed, would have struggled to organize Tahrir Square-type mass demonstrations because they would have lacked the tools of their Tunisian and Egyptian peers: Saddam forbade satellite dishes, and economic sanctions—in place since his troops were kicked

out of Kuwait in 1991—meant Iraqis could have neither personal computers nor cell phones. That meant no Facebook, no Twitter, not even text messages. And no al-Jazeera to spread the word from Baghdad to other cities.

Unlike Ben Ali and Mubarak, Saddam would have had no compunction ordering a general slaughter of revolutionaries; and unlike the Tunisian and Egyptian military brass, the Iraqi generals would swiftly have complied. They had already demonstrated this by killing tens of thousands of Shi'ites who rose against the dictator after his Kuwaiti misadventure.

SADDAM'S IRAQ HAD LESS IN COMMON WITH Tunisia and Egypt than, ironically, with its sworn enemy to the east: Iran. There, the people-powered Green Revolution of 2009, which foreshadowed the Arab Spring, failed because Tehran was able to deploy, to deadly effect, the Revolutionary Guards and the Basij militia, two armed groups that swear absolute loyalty to the regime. Their Iraqi equivalents, the Republican Guard and the Fedayeen Saddam, would have done the same for Saddam.

If the Tunisian and Egyptian templates could not have been applied to Iraq, might the Libyan and Syrian models have worked? That would have required an armed rebellion rising from a part of the country where the dictator's grip was at its weakest and where antiregime forces would have a safe haven—like Benghazi in Libya. The most logical place for an armed uprising against Saddam was Kurdistan, in northern Iraq, which enjoyed a high degree of autonomy from Baghdad and the protection of U.S. aircraft enforcing a no-fly zone.

But the Kurds are a separate ethnic group, long resentful of being ruled by Iraq's Arab majority. The fierce Kurdish militia known as the *peshmerga* was dedicated to protecting its own kind but had little sympathy for Arab groups—like the southern Shi'ites—that suffered under the dictator's rule.

That leaves only the Syrian example: a long, bloody rebellion that devolves into a sectarian war. Iraq already had its version in 1991, and the regime won easily.

That's why Iraqis usually conclude that, absent the U.S.-led invasion, Saddam Hussein would still be ruling from Baghdad. Would Iraqis, with the benefit of hindsight, have preferred that? My guess is that they would not—but we don't have a reliable poll. ■

IRAQ: 10 YEARS LATER

SERVICE

1.5 MILLION

Number of U.S. troops who served in Iraq in the period from 2003 to 2011. Nearly 1 million were deployed more than once, in both Iraq and Afghanistan

CASUALTIES

4,422

Number of Americans who were killed during Operation Iraqi Freedom. In addition, 318 from other coalition countries were killed

MONDAY, MARCH 25, 2013

Kerry warns Iraq on being conduit for arms to Syria

BAGHDAD

Iran's use of airspace an increasingly thorny issue with U.S. officials

BY MICHAEL R. GORDON,
TIM ARANGO AND ANNE BARNARD

Secretary of State John Kerry told Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki during a visit to Baghdad on Sunday that Iraq must take steps to stop the shipment of Iranian weapons to Syria if it wanted to participate in broader discussions about that country's future.

Mr. Kerry's visit to Iraq was the first by an American secretary of state since Hillary Rodham Clinton went in 2009, and it came amid growing concern over Iraq's role in the Syrian conflict.

Flights of Iranian weapons to Syria through Iraqi airspace, which a senior State Department official said were occurring on nearly a daily basis, have been crucial for the government of President Bashar al-Assad of Syria, which faces increasing pressure from rebel fighters. Mr. Kerry said he had had a spirited discussion with Mr. Maliki about the issue, but there was no tangible sign that the Iraqis would alter their position.

The Kerry trip came amid continuing turmoil in the main Syrian exile opposition group. Moaz al-Khatib, who as president of the Syrian Opposition Coalition had pushed for political talks between the Syrian government and its armed opponents, resigned on Sunday, days after the coalition elected an interim prime minister who rejects such dialogue.

Mr. Khatib blamed the Syrian government for ignoring his overtures and bitterly criticized unnamed nations for placing too many conditions on aid to Syria and manipulating the crisis for their own interests.

"They support whomever is ready to obey, and the one who refuses has to face starvation and siege," Mr. Khatib said in an online statement. "We will not beg to satisfy anyone, and if there is a decision to execute us as Syrians, so let it be."

It was not clear which of the opposition's many frustrations Mr. Khatib, often cryptic in public statements, was referring to — the reluctance of Western countries to send arms to rebels for fear

they will fall into the hands of extremist fighters, meddling by the uprising's foreign supporters in the choice of a prime minister, or both.

Mr. Kerry, speaking at a news conference at the U.S. Embassy after meeting with Mr. Maliki, said he stressed that supporting Mr. Assad by allowing the Iranian flights is "problematic" and did not represent the "common goals" of the United States and Iraq.

The air corridor over Iraq has emerged as a main route of military aid to Mr. Assad's government. The shipments include rockets, antitank missiles, rocket-propelled grenades and mortars, and Iranian personnel, according to U.S.

intelligence officials. There are supply lines on the ground as well.

Iraq has as an enormous stake in Syria, which is its staunchest Arab ally and has provided a channel for Iran's support to the Islamist movement Hezbollah in Lebanon.

Syria is also important to the Shiite-dominated Iraqi government, led by Mr. Maliki. Fearing that Mr. Assad's overthrow would lead to Sunni control and embolden the Iraqi Sunnis who oppose him, Mr. Maliki has been seen as tolerating the Iranian flights.

U.S. officials have repeatedly insisted that the Iraqis demand that the Iranian flights must land so that they can be inspected. But the Iraqis have carried out only two inspections since July, the State Department official said. One was of an Iranian flight that was on its way back to Tehran after delivering its cargo in Syria. Iran has said the flights are merely carrying humanitarian aid.

Iraq has yet to develop an air force, and since the United States military left the country in 2011, American warplanes no longer patrol Iraq's skies.

The Iranian flights pose a major challenge for American strategy on Syria. Mr. Kerry has repeatedly said that Obama administration officials want to change Mr. Assad's calculation that he can prevail militarily and they want to persuade him to relinquish power and agree to a political transition. But Robert Ford, the senior State Department official on Syria policy, told Congress last week that Iranian and Russian military assistance has fortified Mr. Assad's belief that his military can still win.

In the Syria opposition movement, Mr. Khatib's resignation appeared to be at least a short-term blow to prospects for a political solution to the conflict. And it underscored the challenges that the opposition coalition still faces in establishing legitimacy and effective leadership, four months after dozens of countries recognized it as the legitimate representative of Syrians.

Mr. Khatib, a prominent imam who had sided early on with the revolution, had drawn criticism from some in the coalition for being willing to talk with some members of Mr. Assad's government. But others saw him as a moderate who was ideally suited to reach out to

Damascus residents who support the government or fear the rebels, and he had begun to build respect among some fighters inside Syria.

Last week, the coalition, divided and under pressure to choose a temporary leader to try to administer rebel-held

The air corridor over Iraq has emerged as a main route of military aid to Mr. Assad's government.

areas, selected a relatively unknown Syrian-born Texas businessman, Ghasan Hitto, as prime minister. Mr. Hitto quickly made clear that he sees no room for dialogue with anyone in the government, after a conflict that has killed more than 70,000 people.

"The regime missed the most valuable opportunities to implement national comprehensive reconciliation," Mr. Khatib said in his statement.

Mr. Khatib projected an earnest, unpolished persona and never fitted the profile of a politician, sometimes failing to build support for controversial moves before announcing them and then posting mournful statements on Facebook about how he had been misunderstood. Some coalition members and anti-government activists in Syria said they wished he had stayed in office to push back against the foreign interference he spoke of, rather than resigning abruptly and emotionally.

A coalition member familiar with Mr. Khatib's thinking, who spoke on condition of anonymity to discuss politically sensitive matters, said Mr. Khatib had resigned over interference from Saudi Arabia, a key backer of the Syrian uprising.

The member said that Saudi Arabia had threatened to cut off funding and split the coalition if it did not select its favored candidate for prime minister, Assad Mustafa, who had promised to appoint a Saudi favorite as defense minister. That, the member said, enraged members, who then hastily settled on Mr. Hitto, who was backed by Qatar and the Syrian Muslim Brotherhood.

Another member, Mustafa Sabagh, who is close to the Saudi government, denied the Saudis had interfered and said he believed Mr. Khatib had resigned over the many conditions Western countries had placed on aid to the uprising.

The turmoil in the opposition came as the Israeli military said it had hit a Syrian position after two Israeli patrols came under fire from across the decades-old Israeli-Syrian cease-fire line in the Golan Heights, adding to fears that the Syrian conflict will spill over its borders. The military did not specify whether the Syrian position belonged to Syrian government forces or rebels.

Turquie: quoi de neuf après l'appel au cessez-le-feu d'Ocalan?

Pour que ce ne soit pas qu'une trêve de plus, il faudrait qu'Ankara l'accepte et la respecte et qu'elle libère les milliers de militants kurdes emprisonnés pour liens avec l'organisation «terroriste» du PKK.



L'AUTEUR

Ariane Bonzon Journaliste, spécialiste de politique étrangère. Elle a été en poste à Istanbul, Jérusalem et Johannesburg. Vit et travaille actuellement entre la France et la Turquie. Dernier ouvrage paru: *Dialogue sur le tabou arménien*, d'Ahmet Insel et Michel Marian, entretien d'Ariane Bonzon, ed. Liana Levi, 2009.



Des militants du PKK lisent leur communiqué, le 21 mars 2013 à Diyarbakir. REUTERS /Umit Bektas -

Décrété «historique», l'appel au cessez-le-feu d'Abdullah Ocalan à ses troupes n'a apparemment rien de bien nouveau.

Depuis le début de la rébellion kurde vis-à-vis de l'Etat turc en 1984, on a déjà connu au moins quatre cessez-le-feu unilatéraux proclamés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). Quant à l'appel à déposer les armes et à quitter le pays, celui-ci concerne en vérité très peu d'unités combattantes du PKK, coincées dans les montagnes: à Mus, dans la région du Dersim, ici ou là dans la partie orientale de la Turquie... Car pour l'essentiel la guérilla ne se trouve pas sur le territoire turc: elle est repliée en Irak du nord –son quartier général est à Qandil– d'où partent ses incursions.

Rien donc de vraiment nouveau, si ce n'est peut-être dans les coulisses: plusieurs centaines de milliers de personnes rassemblées à Diyarbakir, la «capitale» politique des Kurdes de Turquie un 21 mars, jour de Newroz, fête kurde longtemps interdite par Ankara. Des portraits d'Abdullah Ocalan, brandis non plus à la sauvette mais fièrement; et puis des banderoles chantant l'obéissance et la fidélité à «Apo» (c'est le surnom que ses supporters lui donnent):

«Dans la paix comme dans la guerre, nous sommes avec toi, chef.»

Une mise en scène autorisée, accompagnée, voire encouragée, par l'Etat turc.

Sinon c'est toujours un seul homme, l'ancien ennemi numéro 1 d'Ankara, l'«assassin d'enfant», le «terroriste» Abdullah Ocalan, emprisonné depuis 14 ans sur une île au sud de la mer de Marmara, qui négocie –d'où le terme «processus d'Imrali».

OCALAN, SEULEMENT OCALAN

Chacun des mots de son appel a été scruté, discuté et validé par les agents du MIT, les services de renseignement turc, lesquels mènent les négociations avec le prisonnier dans sa cel-

lule d'Imrali. Ni les représentants du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, pro-kurde), ni l'Etat major du PKK en Irak du nord et en Europe n'ont eu vraiment leur mot à dire.

Depuis le début, le gouvernement turc a bien précisé que les négociations se feraient exclusivement avec Ocalan. Le BDP et le commandement militaire de Qandil sont tout au plus une courroie de transmission.

En discutant exclusivement avec le leader kurde captif, le pouvoir turc possède les leviers nécessaires à la division et à l'affaiblissement du PKK, parti inscrit sur la liste des organisations terroristes en Turquie, en Europe et aux Etats-Unis.

Pour l'instant, le mouvement nationaliste kurde, à l'intérieur comme à l'extérieur, en Turquie comme en Irak du nord, semble au garde-à-vous derrière le chef «Apo». Mais derrière cette unanimité de façade, les doutes affluent.

Déjà, la partie turque a demandé à ce que les combattants et leur commandement quittent non seulement la Turquie mais également l'Irak du nord. Ce qu'a refusé tout net Murat Karayilan, le numéro 2 du PKK, basé à Qandil.

Plus prosaïquement, si l'«armée du PKK» ne «sert plus à rien», les fonds récoltés dans la diaspora kurde vont s'amenuiser et laisser quelque 5.000 combattants sans ressources. Une perspective qui inquiète Qandil.

L'attitude à venir du commandement militaire du PKK sera décisive pour la poursuite du processus, même si officiellement il est exclu des négociations et se range derrière Abdullah Ocalan.

Et puis, quelles vont être les relations, désormais plus affichées, entre le parti pro-kurde BDP et le PKK? Jusqu'ici, le premier était la vitrine civile et plus ou moins autorisée du second. Mais dès qu'un processus de négocia-

tion est lancé, le fossé se creuse entre l'aile interne et l'aile externe. Dans les années 1990, les exemples sud-africains et palestiniens l'ont amplement montré.

QUE VA FAIRE LA TURQUIE?

De fait, la balle est surtout dans le camp de la Turquie. Même si le discours dominant des médias proches du pouvoir et du Premier ministre Erdogan laissent entendre le contraire.

La nouveauté, la vraie, serait que la Turquie accepte la trêve, et respecte le cessez-le-feu. Et puis, qu'elle libère les milliers de militants kurdes emprisonnés pour liens avec l'organisation «terroriste» du PKK. Le gouvernement du Parti de la Justice et du développement (AKP) a déposé au Parlement un «paquet» législatif à cet effet.

Ces libérations peuvent constituer un puissant levier dans les négociations, une monnaie d'échange et une manière aussi de montrer sa «bonne foi» tandis que le 13 mars, le PKK a relâché huit prisonniers turcs (deux soldats et six fonctionnaires) qu'il détenait en Irak du nord.

On ne sait pas grand-chose de ce que le gouvernement AKP est prêt à céder. Il a écarté toute idée d'amnistie générale, mais les Kurdes insistent pour la remise en liberté ou, à défaut, l'assignation à résidence d'Abdullah Ocalan. Et puis, Ankara a rejeté la perspective de donner une autonomie régionale aux Kurdes. Or le chef du PKK pourrait avoir cédé sur ce point et adopté l'idée «d'une unité fraternelle des deux peuples au sein de la République turque».

Faut-il dès lors croire à ce processus? Après l'instauration d'une autonomie kurde en Irak, puis la constitution d'une nouvelle enclave kurde en Syrie par le PYD (la branche syrienne du PKK), la nouvelle configuration régionale devait logiquement conduire à ⇒

⇒ un «printemps kurde» en Turquie.

C'est d'ailleurs ce qu'a tenté de faire militairement le PKK en 2012 en prenant pour un temps le contrôle de certains territoires du sud-est de la Turquie. Car les nationalistes kurdes ont été échaudés par la tentative de paix ratée de 2009, puis par l'offensive militaire et autoritaire qui a suivi la victoire électorale de l'AKP en 2011. Le manque de confiance est profond, le fossé large que certains observateurs disent impossible à combler.

Mais les Kurdes sont fatigués de cette guerre qui n'en finit pas et a causé environ 45.000 morts. Et pour l'instant, le PKK semble jouer le

jeu du «processus d'Imrali».

Du côté d'Ankara, on redoute plus que tout un «printemps kurde» et c'est aussi pour l'entraver qu'on a procédé à l'arrestation et à la détention de dizaines de milliers de militants depuis trois ans.

Mener les négociations à leur terme supposerait de procéder à des réformes sociales et politiques de fond en faveur de la communauté kurde. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui veut se faire élire à la présidence de la République en 2014, pour la première fois au suffrage universel, pourrait alors obtenir le soutien des Kurdes à cette nouvelle

Constitution qui lui permettrait de briguer la magistrature suprême.

Voilà ce qui est vraiment nouveau, et déterminant: ce contexte national et régional. Reste à savoir si Recep Tayyip Erdogan fera preuve du courage nécessaire pour accepter les concessions indispensables et surtout, si «l'homme fort de Turquie» aura le savoir-faire politique pour les imposer aux franges les plus nationalistes de l'opinion publique turque qu'il a beaucoup caressées dans le sens du poil ces dernières années. ○

Ariane Bonzon



23 mars 2013

Turquie: la paix kurde pour combler le fossé économique Ouest-Est

Par AFP

Un possible règlement du conflit kurde en Turquie fait naître l'espoir d'étendre le miracle économique turc jusqu'aux zones kurdes du sud-est anatolien, qui subissent depuis près de 30 ans les effets dévastateurs de la guerre.

Il y a près d'un an, le ministre turc du Travail Faruk Celik avait estimé à environ 400 milliards de dollars (plus de 300 milliards d'euros) le manque à gagner de son pays lié aux combats opposant depuis 1984 l'armée et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le constat est accablant: Les 12 provinces du sud et du sud-est du pays, peuplées majoritairement de Kurdes, sont les plus pauvres du pays. En revanche l'Ouest, industrialisé et développé, prospère.

Le fossé économique est tel que le revenu par habitant à Istanbul, environ 16.000 dollars, dépasse celui de certains pays de l'union européenne (UE) à laquelle la Turquie souhaite adhérer, tels que la Roumanie et la Bulgarie, alors que celui des zones kurdes descend jusque vers 3.800 dollars, au niveau de pays comme l'Inde ou le Vietnam.

L'appel lancé jeudi par le chef emprisonné du PKK à déposer les armes constitue ainsi une source d'espoir pour la minorité kurde.

«Une solution au conflit kurde peut faire baisser le taux de chômage dans le Sud-Est, qui se chiffre à 30%, aux alentours des 10%», l'actuelle moyenne nationale, a estimé Sahismail Bedirhanoglu, le président de l'Association des industriels et hommes d'affaires du sud-est anatolien.

Pour Ilker Ayci, président de l'Agence de soutien et de promotion des investissements, l'agroalimentaire et le bâtiment pourraient être les moteurs de l'économie régionale.

«Il faut d'abord que les investisseurs



Des Kurdes célèbrent le nouvel an persan, "Norouz", à Diyarbakir le 21 mars 2013 (Photo AFP)

nationaux arrivent. En les voyant s'implanter, les investisseurs internationaux vont venir aussi. L'agroalimentaire et la construction vont être au premier plan pour les investissements», a déclaré M. Ayci samedi dans le quotidien Sabah.

«Les mines et l'énergie solaire vont fournir de nouvelles opportunités», souligne également M. Ayci, convaincu que «le soleil des investissements va se lever à l'Est».

Etat et secteur privé auront du pain sur la planche pour réduire la fracture socio-économique isolant du reste du pays la région kurde, que l'éloignement des grandes voies de communication avait déjà mise à la traîne bien avant le début de l'insurrection du PKK.

Et la guerre n'a fait qu'empirer les choses.

En 30 ans de combats, «l'Etat a réduit ses investissements et le secteur privé avait complètement délaissé notre région. On ne peut s'attendre à ce qu'une zone, théâtre de combats, puisse attirer des investissements», indique M. Bedirhanoglu.

Environ un million de personnes, selon des sources kurdes, ont migré vers les métropoles de l'Ouest, pour y vivre souvent dans la misère.

L'armée turque a procédé à l'évacuation

forcée de milliers de villages kurdes pour couper tout approvisionnement aux rebelles. Même si l'Etat turc offre une aide au retour, des centaines de milliers de personnes hésitent à regagner leur terre d'origine.

A Diyarbakir, la grande ville du Sud-Est, où a été lancé l'appel «historique» du dirigeant du mouvement kurde armé, le taux de chômage atteint jusqu'à 60% dans certains quartiers.

L'enjeu pour la Turquie est maintenant de faire profiter les Kurdes de la bonne santé économique du reste du pays.

Après avoir atteint des records de croissance à plus de 8% en 2010 et 2011, l'économie turque devrait connaître en 2012 une progression de 3,2% en dépit d'un contexte mondial déprimé, et une prévision de croissance de 4,1% a été annoncée pour 2013.

Au total, elle devrait afficher la plus forte croissance des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la période 2011-2017.

La Turquie pourrait aussi, selon certaines estimations, passer du 17e au 9e rang des économies mondiales et au troisième rang européen.

«Les habitants de cette zone (kurde) ont été exclus en général des bénéficiaires du miracle turc. Une paix pourrait leur faire profiter du développement en cours», estime dans le journal Hürriyet Ali Yücelen, le chef de l'association d'hommes d'affaires TÜGIAD.

Le commerce frontalier avec l'Irak, et surtout avec la région autonome kurde du nord de ce pays, riche en pétrole et en plein boom économique, sera aussi profitable pour les zones kurdes de Turquie, fait remarquer M. Yücelen.

La fin de des combats pourrait également, à terme, faire baisser les dépenses militaires de la Turquie, qui se chiffrent à 8,5 milliards d'euros en 2013. ◆

Op-Ed

Iraq's great divider

Prime Minister Maliki's actions may lead to the country's breakup, as the U.S. stands idly by.

BY HENRI J. BARKEY

Iraq is on its way to dissolution, and the United States is doing nothing to stop it. And if you ask people in Iraq, it may even be abetting it.

With very few exceptions, an important event in Iraq went unnoticed in the U.S. media this month. Prime Minister Nouri Maliki sent a force that included helicopters to western Iraq to arrest Rafi Issawi, the former finance minister and a leading Sunni Arab opposition member. Issawi, who was protected by armed members of the Abu Risha clan, one of post-2003 Iraq's most powerful Sunni tribes, escaped capture.

This action came on the heels of Maliki's telephone conversation with Secretary of State John F. Kerry and took Washington by surprise. Had a confrontation ensued, the results would have been calamitous. It could even have provided the spark for the beginning of a civil war. Still, Maliki's actions represent another nail in the coffin for a unified Iraq. Maliki, a Shiite Muslim, had previously accused Vice President Tariq Hashimi, a leading Sunni political figure, of terrorism, forcing him to flee Iraq in 2011. Hashimi was subsequently tried in absentia and sentenced to death.

Maliki's policies have significantly raised tensions in the Sunni regions of Iraq. There are demonstrations in many of the Sunni provinces that seek to emulate those of the Arab Spring. They are one reason Maliki has targeted Issawi. He wants to contain the dissent before it spreads.

Maliki's confrontational and increasingly dictatorial style has also alienated Iraqi Kurds, who, unlike the Sunnis, have succeeded in having the Iraqi Constitution recognize their federal region and the Kurdistan regional government. The Kurds, for all intents and

purposes, run an autonomous area with its own defense forces. However, the relationship between Baghdad and the Kurdish regional capital of Irbil has become severely strained as the central government has made cooperation difficult, if not impossible. Baghdad, ostensibly, is angry at the Kurds' attempts to make independent deals with foreign oil companies.

But at the heart of Maliki's policies is his unease with the developments in Syria. Convinced that Syrian President Bashar Assad, who belongs to the Shiite-related Alawite sect, is on his way out, Maliki fears a tidal wave of Sunni fighters will cross the border to rekindle the civil war that has threatened to erupt in Iraq since the U.S. occupation. He thinks the Kurds have established their region and that their independence is only a matter of time. Hence, his primary concern is to solidify his control over the Shiite Muslim regions and Baghdad.

Maliki's increasingly dictatorial tendencies are ensuring that the country will split along sectarian and ethnic lines. This is not what the United States wants, nor is it conducive to stability in the region, as Iraq would succumb to the interference of its often-rapacious neighbors.

Washington has abetted the process by playing into Maliki's hands. It seems every time the U.S. engages Maliki, he feels emboldened and takes risks. Washington has not tried to contain him. Take, for example, the U.S. relationship with the Kurdish regional government. The Kurds complain that Washington has been siding with Baghdad at their expense. From the oil deals to simple education exchanges, Washington seems petrified about crossing Maliki.

What explains this seeming American inattention to Iraq's deepening problems? One possible explanation is that



Iraq's Prime Minister Nouri Maliki

the U.S. sees support for Maliki as a last-ditch effort to contain the Shiites in Iraq and prevent them from becoming Iran's wholly owned subsidiary. After all, Iran exerts a great deal of influence in the Shiite provinces of Iraq and is likely to increase its hold in Iraq as sectarian tensions intensify, especially if Syria collapses.

Making matters worse is the absence of Iraqi President Jalal Talabani, a Kurd, who suffered a stroke in December and is being treated in Germany. Wily and savvy, Talabani's primary function was to provide adult supervision to all the quarreling parties in Baghdad. His illness has created a dangerous vacuum. It is unlikely that anyone will replace him any time soon because within the Kurdish regional government, where he is revered, any mention of succession is taboo.

Iraq may be destined for a breakup. But the way to prevent it is not by strengthening the hand of the one person who is most responsible for pushing the parties apart. The answer is for Iraq to further develop its federal structures, make Baghdad a federal district and devolve power to the provinces. Then it needs to create a stake for all to want to remain within such a federation. Decentralization with a promise of equitable sharing of the country's oil revenue is the only glue that will hold the country together.

The next time Maliki, buoyed by real or imagined U.S. support, resorts to force against his opposition, the outcome may not end as quietly as it did in the Issawi incident. □

Henri J. Barkey is a professor of international relations at Lehigh University.

Islamists, secular rebels battle in Syria over Nusra Front's call for Islamic state

By David Enders
McClatchy Newspapers

TAL ABYAD, Syria — Two Syrian rebel groups — one seeking an elected civil government, the other favoring the establishment of a religious state — are battling each other in the city of Tal Abyad, on the border with Turkey, in a sign of the tensions that are likely to rule this country if the government of President Bashar Assad falls.

Four people were killed Sunday in fighting here between the Farouq Battalions, which favors elections, and Jabhat al Nusra, or the Nusra Front, which the United States has declared an al Qaeda-affiliated terrorist group. Since then, Farouq has been massing men here in an example of the growing friction that's emerged in recent months as Nusra has captured strategic infrastructure across Syria's north and east, including oil and gas installations, grain silos and a hydroelectric dam.

Raqqa province, where Tal Abyad is, and Hasaka province, to the east, are poverty-stricken but vital to Syria's agriculture. Hasaka and Deir el Zour province to the south are the center of the country's oil industry.

"They want to control the border crossing here," said Abu Mansour, a member of Farouq in Tal Abyad. Like other rebels, he uses a nom de guerre to hide his identity from the government.

The rivalry between the groups is a reminder of how divided Syria's rebel factions are and how inaccurate it is to refer to the anti-Assad forces as if they were a single group, with a single goal. Indeed, while news stories for months often referred to rebels as the Free Syrian Army, that term is more an idea than an organization. Instead, the rebel movement comprises dozens of groups whose ideologies have only one common goal: the toppling of the Assad regime.

Farouq, which has battalions across Syria and espouses a moderate interpretation of Islam, controls border crossings with Turkey at Tal Abyad and Bab al Hawa, in northwestern Syria. Nusra has attempted to seize control of both crossing points since Farouq took them from pro-Assad forces last September.

The rivalry between the groups has become increasingly apparent as



A defaced portrait of Syrian president Bashar Assad is seen in Raqqa, Syria. / David Enders/MCT

Nusra raises the volume of its calls for Islamic law. Recently, it suggested it might declare Raqqa, the largest city under rebel control, the center of an Islamic emirate. Last November, the group clashed with members of Kurdish militias after it seized the border crossing at Ras al Ayn.

Sunday's fighting badly wounded Mohammad al Daher, a popular Farouq leader known as Abu Azzam who'd also fought Nusra-affiliated militants at Bab al Hawa last year. He was taken to Turkey for treatment, and friends said he remained in intensive care Tuesday.

In candid moments, members of Nusra don't deny their links to al Qaeda in Iraq and the Islamic State of Iraq, the al Qaeda-linked group that battled U.S. troops there and continues to carry out attacks. All three groups call for establishing Islamic states in the areas in which they operate, in Syria and Iraq, and view non-Sunni Muslims as apostates who've rejected Islamic teachings. That includes Alawites, the sect to which Assad and about 10 percent of Syrians belong, as well as Shiite Muslims, who make up the majority of Iraqis and have dominated the government there since the fall of dictator Saddam Hussein.

Nusra has taken tough action against those who oppose its fundamentalist beliefs. In the city of Shadadeh, in southern Hasaka province, members of a moderate rebel group said Nusra members had dispersed a demonstration against them earlier this month by firing heavy machine guns in the air. A similar event occurred in the city of

Mayadeen, in Deir el Zour province, after locals demonstrated against Nusra's establishment of an Islamic court there.

"They call us kufar," or non-Muslims, said Abu Mohammed, who leads a rebel brigade in Shadadeh. "We will have no choice but to be like the Sahwa," he said, referring to the tribal movement in Iraq that began in 2006 to kick al Qaeda in Iraq followers from that country's western province of Anbar, which borders Hasaka and Deir el Zour. The Sahwa movement was crucial to American pacification efforts.

Members of other rebel groups increasingly liken Nusra to the Syrian government in its intolerance of any opposition, and they fear its spies. Nusra has detained secular activists who've spoken against it.

Abu Mansour said that for now, Nusra had withdrawn from Tal Abyad. But he expected more fighting.

"It seems we cannot deal with them peacefully," he said. "So it seems inevitable we will fight them, whether it is before the regime falls or after." ♦

International Herald Tribune TUESDAY, MARCH 26, 2013

In Syrian war, arms airlift guided by C.I.A.

Working with Turkey and Arab states, U.S. bolsters aid to rebels

BY C.J. CHIVERS AND ERIC SCHMITT

With help from the C.I.A., Arab governments and Turkey have sharply increased their military aid to Syrian opposition fighters in recent months, expanding a secret airlift of arms and equipment for the uprising against President Bashar al-Assad, according to air traffic data, interviews with officials in several countries and the accounts of rebel commanders.

The airlift, which began on a small scale in early 2012 and continued intermittently through last autumn, expanded into a steady and much heavier flow late last year, the data show. It has grown to include more than 160 military cargo flights by Jordanian, Qatari and Saudi military-style cargo planes landing at Esenboga Airport near Ankara, and, to a lesser degree, at other Turkish and Jordanian airports.

As it evolved, the airlift correlated with shifts in the war within Syria, as rebels drove the Syrian Army from territory by the middle of last year. Even as the Obama administration has publicly refused to give more than “nonlethal” aid to the rebels, the involvement of the C.I.A. in the arms shipments — albeit mostly in a consultative role, U.S. officials say — has shown that the United States is more willing to help its Arab allies support the lethal side of the civil war.

From offices at secret locations, U.S. intelligence officers have helped the Arab governments shop for weapons, including a large procurement from Croatia, and have investigated rebel commanders and groups to determine who should receive the weapons as they arrive, according to U.S. officials speaking on the condition of anonymity. The C.I.A. declined to comment on the shipments or its role in them.

The shipments also highlight the competition for Syria's future between Sunni Muslim states and Iran, the Shiite

The flights are “suggestive of a well-planned and coordinated clandestine military logistics operation.”

theocracy that remains Mr. Assad's main ally. John Kerry, the U.S. secretary

of state, pressed Iraq on Sunday to do more to halt Iranian arms shipments moving through its airspace; he did so even as the most recent military cargo flight from Qatar for the rebels landed at Esenboga on Sunday night.

Syrian opposition figures and some U.S. lawmakers and officials have argued that Russian and Iranian arms shipments to support Mr. Assad's government have made arming the rebels more necessary.

Most of the cargo flights have occurred since November, after the presidential election in the United States and as the Turkish and Arab governments grew more frustrated with the rebels' slow progress against Mr. Assad's well-equipped military. The flights also became more frequent as the humanitarian crisis inside Syria deepened in the winter and cascades of refugees crossed into neighboring countries.

The Turkish government has had oversight over much of the program, down to affixing transponders to trucks ferrying the military goods through Turkey so it could monitor shipments as they moved by land into Syria, officials said. The scale of shipments was very large, according to officials familiar

with the pipeline and to an arms-trafficking investigator who assembled data on the cargo planes involved.

“A conservative estimate of the payload of these flights would be 3,500 tons of military equipment,” said Hugh Griffiths, of the Stockholm International Peace Research Institute, who has monitored illicit arms transfers.

“The intensity and frequency of these flights,” he added, are “suggestive of a well-planned and coordinated clandestine military logistics operation.”

Although rebel commanders and the data indicate that Qatar and Saudi Arabia had been shipping military matériel via Turkey to the opposition since early and late 2012, respectively, a major hurdle was removed late last autumn after the Turkish government agreed to allow the pace of air shipments to accelerate, officials said.

Simultaneously, arms and equipment were being purchased by Saudi Arabia in Croatia and flown to Jordan on Jordanian cargo planes for rebels working in southern Syria and for retransfer to Turkey for rebel groups operating from there, several officials said.

Those multiple logistics streams throughout the winter formed what one former U.S. official who was briefed on the program called “a cataract of

weaponry.”

U.S. officials, rebel commanders and a Turkish opposition politician have described the Arab roles as an open secret, but have also said the program is freighted with risk, including the possibility of drawing Turkey or Jordan actively into the war and of provoking military action by Iran.

Still, rebel commanders have criticized the shipments as insufficient, saying the quantities of weapons they receive are too small and the types too light to fight Mr. Assad's military effectively. They also accused those distributing the weapons of being parsimonious or corrupt.

“The outside countries give us weapons and bullets little by little,” said Abdel Rahman Ayachi, a commander in Soqor al-Sham, an Islamist fighting group in northern Syria. He made a gesture as if switching on and off a tap. “They open, and they close the way to the bullets like water,” he said.

Two other commanders, Hassan Aboud of Soqor al-Sham and Abu Ayman of Ahrar al-Sham, another Islamist group, said that whoever was vetting groups to receive the weapons had been doing an inadequate job.

“There are fake Free Syrian Army brigades claiming to be revolutionaries, and when they get the weapons they sell them in trade,” Mr. Aboud said.

The former U.S. official said that David H. Petraeus, the C.I.A. director until November, had been instrumental in helping to get this aviation network moving and had prodded various countries to work together on it. Mr. Petraeus did not return multiple e-mails asking for comment.

The U.S. government became involved, the former U.S. official said, in part because there was a sense that other states would arm the rebels anyhow. The C.I.A. role in facilitating the shipments, he said, gave the United States a degree of influence over the process, including trying to steer weapons away from Islamist groups and persuading donors to withhold portable antiaircraft missiles that might be used in future terrorist attacks on civilian aircraft.

U.S. officials have confirmed that senior White House officials were regularly briefed on the shipments.

Robert F. Worth contributed reporting from Washington and Istanbul, Dan Bilefsky from Paris, and Sebnem Arsu from Istanbul and Ankara.

Pourquoi la Turquie s'ouvre aux Kurdes

Après 30 ans de conflit et 45 000 morts, Ankara a poussé le rebelle kurde Abdullah Öcalan à réclamer à ses partisans un cessez-le-feu. Décryptage.

Par Armin Arefi

Un tournant de l'histoire. Voilà comment la presse turque a salué l'appel à déposer les armes lancé jeudi par Abdullah Öcalan, chef rebelle kurde emprisonné à vie sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest) depuis 1999. "Nous sommes arrivés à une phase dans laquelle les armes doivent se taire (...), les éléments armés doivent se retirer en dehors des frontières de la Turquie", a lancé le leader kurde dans un message lu par un élu devant une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes. "Une nouvelle ère se lève où la politique doit prévaloir, pas les armes", a-t-il ajouté à l'occasion des célébrations du nouvel an kurde (Newroz). D'origine indo-européenne, les Kurdes - un peuple de 25 à 35 millions de personnes et majoritairement sunnite - sont répartis dans tout le Moyen-Orient : en Iran, en Irak, en Syrie et en Turquie. Hormis l'éphémère République de Mahabad, créée en Iran en 1946, ce peuple n'est jamais parvenu à réaliser son objectif de créer un État kurde indépendant. Au contraire, ils portent une histoire semée de discrimination et de persécutions dans les divers pays qu'ils peuplent. En Turquie, qui compte 12 à 15 millions de Kurdes, Ankara a longtemps interdit la pratique de la langue - et même la prononciation du mot "kurde" - à l'intérieur de ses frontières, sous peine de poursuites.

ORGANISATION TERRORISTE

Pour arriver à leurs fins, les Kurdes ont créé en 1978, sous l'impulsion d'Abdullah Öcalan, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui s'est lancé dans l'opposition armée contre Ankara en 1984. En près de 30 ans, le conflit a fait quelque 45 000 morts, y compris dans des attentats. L'organisation figure sur la liste des organisations terroristes de la Turquie ainsi que de la majorité des pays occidentaux, dont la France. Après cinq annonces de cessez-le-feu lancées depuis les années 1990, l'année 2012 s'est révélée particulièrement meurtrière, avec l'éclatement d'intenses combats entre armée turque et rebelles du PKK.

Fait nouveau, les combattants kurdes bénéficient depuis l'été 2012 d'un nouvel État pour se replier : la Syrie. "Avec la complicité du régime syrien, les combattants du Parti de l'union démocratique (PYD) - formation kurde syrienne armée proche du PKK turc -



Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Le Premier ministre turc,

ont pris le contrôle du nord du pays, qu'ils administrent, permettant aux rebelles du PKK de s'y réfugier", rappelle Jordi Tejel, professeur d'histoire internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. "Récemment, les soldats du PYD se sont même emparés des puits de pétrole de la région, abandonnés par l'armée syrienne", ajoute le chercheur.

NOUVELLE DONNE KURDE

Réprimés pendant un demi-siècle, les Kurdes de Syrie se sont finalement vu offrir sur un plateau l'autonomie dont ils rêvaient. La situation des Kurdes d'Irak est bien plus définie encore. Après l'invasion américaine, ils possèdent depuis 2005 leur propre gouvernement autonome - le Kurdistan irakien - sous l'égide de Massoud Barzani. Une nouvelle donne kurde dans la région couplée à une recrudescence de la violence en Turquie, qui ont poussé Ankara à réagir.

Les services secrets turcs entament en décembre 2012 un processus de dialogue avec le prisonnier d'Imrali. Un mois plus tard, trois parlementaires du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, parti kurde légalisé par Ankara) rendent visite à trois reprises à Öcalan pour négocier un cessez-le-feu. Le "processus d'Imrali" devient le "processus de paix". "À la différence des précédents échecs, l'annonce d'Abdullah Öcalan s'inscrit cette fois dans le cadre d'une feuille de route organisée, dont nous venons de vivre la première phase", explique au Point.fr Jean Marcou*, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

"AVALER DU POISON" POUR LA PAIX

De la même manière, Jordi Tekel rappelle : "C'est aujourd'hui Ankara qui donne à Öcalan l'opportunité de s'exprimer en tant que

porte-parole du mouvement kurde." Toutefois, il est à noter que le chef rebelle n'a défini dans son appel aucun calendrier pour le retrait de ses combattants. Du côté du gouvernement, le Premier ministre turc, qui s'est dit prêt à "avalier du poison" pour faire la paix, a fait lever les mesures d'isolement frappant Öcalan. Recep Tayyip Erdogan a également déposé au Parlement un "paquet" législatif censé permettre la libération de centaines de Kurdes incarcérés pour leurs liens avec le PKK.

Mais le plus grand mystère demeure sur les changements réels dont il souhaite faire bénéficier les populations kurdes. "Place de la question ethnique dans la Constitution, décentralisation du pouvoir ou enseignement de la langue kurde en Turquie, les problèmes sont nombreux", résume le spécialiste Jean Marcou. Autre interrogation : quelle est la véritable influence d'un homme de 63 ans, emprisonné depuis 14 ans, et dont les thèses marxistes-léninistes paraissent aujourd'hui dépassées dans une Turquie mondialisée ?

ÉCHANGE DE BONS PROCÉDÉS

"Abdullah Öcalan a tout à gagner à s'ériger comme quelqu'un d'important au sein de sa communauté", estime le chercheur Jordi Tejel. "Or, s'il garde indéniablement une aura symbolique, il a perdu en importance et ne contrôle plus la branche armée du PKK." Depuis sa base arrière située en Irak, le chef du commandement militaire de l'organisation, Murat Karayilan, a pourtant indiqué qu'il respecterait l'appel. L'initiative d'Ankara a en tout cas provoqué la fureur des oppositions nationalistes et kémalistes, qui, à l'image d'une partie de l'opinion publique turque, s'insurgent contre toute tentative d'ouverture au PKK.

"Ils s'entendent tellement bien, le terroriste et le Premier ministre unis par l'islam", a raillé vendredi Bekir Coskun, député du parti ultranationaliste MHP. "Vous sauvez bientôt quelles concessions la République de Turquie a consenties pour celui qui est en prison." Le geste historique de Recep Tayyip Erdogan pourrait ne pas être totalement désintéressé. Contraint de quitter son poste en 2015, le Premier ministre islamiste, accusé d'autoritarisme, aimerait voir la Constitution de son pays réformée afin de renforcer les pouvoirs du président, poste qu'il brigue pour les prochaines élections de 2014. Et comme le souligne Jean Marcou, "de nombreuses craintes s'élèvent contre la possibilité d'un échange entre la reconnaissance de la cause kurde et un soutien à un futur régime présidentiel". Et pour cela, l'appui des 36 députés du BDP kurde au Parlement turc n'est pas à négliger. ●

(*) Jean Marcou est également pensionnaire scientifique à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul.

Benyamin Nétanyahou présente ses excuses à Ankara, trois ans après l'assaut sanglant du « Mavi-Marmara »

Israël et la Turquie font un grand pas vers le rétablissement de relations diplomatiques

Istanbul

Correspondance

La visite en Israël du président des Etats-Unis, Barack Obama, du 20 au 22 mars, a finalement mis un terme à plus de trois ans de brouille et de tensions entre deux alliés historiques au Moyen-Orient, qui ne pouvaient rester en froid plus longtemps. A la dernière minute, avant que son avion ne décolle vendredi pour Amman, le président a obtenu que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, appelle son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, depuis le véhicule qui faisait route vers l'aéroport, afin de lui présenter des excuses trois ans après l'arraisonnement sanglant par les soldats israéliens d'une flottille humanitaire pour Gaza, en mai 2010.

Neuf militants turcs avaient été abattus au cours de l'assaut lancé dans les eaux internationales par un commando israélien contre le *Mavi-Marmara*, navire affrété par une organisation caritative islamiste proche du gouvernement turc et lancé à l'assaut du blocus contre le territoire palestinien de Gaza. Une enquête interne isra-

élienne avait conclu à une série d'« erreurs opérationnelles ».

La Turquie et Israël ont ainsi fait un grand pas vers la réconciliation et le rétablissement de relations diplomatiques. Les ambassadeurs devraient rapidement reprendre leur poste à Ankara et Tel-Aviv, comme l'a confirmé un communiqué officiel israélien. M. Erdogan a souligné son attachement à « l'amitié solide et à la coopération vieilles de plusieurs siècles entre les peuples turc et juif ».

« Le moment était le bon pour rétablir des relations », a commenté M. Obama à son arrivée en Jordanie. Il n'est pas nécessaire d'être d'accord sur tout pour collaborer sur la sécurité régionale et sur d'autres questions. » Déjà chancelante, l'alliance stratégique qui liait la Turquie et Israël avait volé en éclats après l'assaut meurtrier. Les accords de coopération et les exercices militaires communs organisés chaque année en Anatolie avaient été gelés. Mais l'instabilité qui règne dans la région, la guerre civile en Syrie et les inquiétudes suscitées par le programme nucléaire iranien ont accéléré le rapprochement.

Les échanges politiques et économiques n'ont jamais été totalement rompus entre les deux puissances régionales. Mi-février, des diplomates s'étaient discrètement rencontrés à Rome, pour tenter de réactiver le dialogue. Mais des excuses israéliennes et des compensations financières pour les familles des neuf victimes étaient exigées par Ankara comme un préalable pour une reprise des relations diplomatiques. Le gouvernement israélien s'y est longtemps refusé.

Blocus de Gaza assoupli

« C'est la Turquie qui devrait s'excuser de soutenir le terrorisme », avait ainsi lancé en 2010 l'ancien ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman, chef de file du parti ultranationaliste Israel Beiteinou, démissionnaire en décembre 2012. Son départ aurait, selon les diplomates turcs, ouvert la voie à une conciliation. M. Lieberman a d'ailleurs qualifié vendredi de « grave erreur » le geste de M. Nétanyahou.

« Après ces excuses tardives, les relations turco-israéliennes reviennent à ce qu'elles étaient avant le Mavi-Marmara, c'est-à-dire après

le massacre de Gaza en 2009 », estime Taha Özhan, directeur de la fondation SETA, un think tank pro-gouvernemental. L'opération « Plomb durci » (du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009) menée par Tsahal, avait déclenché la colère de M. Erdogan contre le président israélien Shimon Pérès, au Forum économique de Davos, la même année. Israël a toutefois accepté vendredi d'assouplir le blocus contre Gaza et de travailler avec Ankara à l'amélioration de la situation humanitaire sur le territoire palestinien. Le premier ministre turc pourrait s'y rendre prochainement.

Mais les obstacles restent nombreux avant une réconciliation totale. M. Erdogan, qui a assimilé le sionisme à un « crime contre l'humanité », fin février, devra éviter les sorties intempestives. De son côté, l'organisation humanitaire turque IHH, qui avait affrété le navire, affirme qu'elle poursuivra son combat judiciaire contre quatre responsables militaires israéliens. Leur procès par contumace s'est ouvert en novembre 2012 à Istanbul. ■

GUILLAUME PERRIER

Le Monde

Mardi 26 mars 2013

L'opposition syrienne à nouveau en crise

Le chef de la coalition rebelle a démissionné à la veille d'un sommet de la Ligue arabe

Deux jours avant le sommet de la Ligue arabe, où il est prévu qu'elle récupère le siège occupé par Bachar Al-Assad, l'opposition syrienne a perdu sa tête. Président depuis quatre mois de la Coalition nationale syrienne (CNS), le principal rassemblement d'opposants à Damas, Moaz Al-Khatib a démissionné, dimanche 24 mars, en signe de protestation contre l'inaction des puissances occidentales et l'ingérence de certains Etats.

Le retrait de ce religieux modéré, très apprécié sur le terrain, ne manquera pas, s'il se confirme, de fragiliser l'opposition et de compliquer la tâche des pays comme la France et le Royaume-Uni, qui réfléchissent à la possibilité de lui livrer des armes. A la demande du bureau politique de la CNS, qui a refusé sa démission, M. Al-Khatib pourrait rester en poste au moins jusqu'à la fin du sommet arabe prévu à Doha.

Sur Facebook, « cheikh Moaz »,

ancien prêcheur de la mosquée des Omeyyades, à Damas, est resté évasif sur ses motivations. S'il déplore l'attentisme de la communauté internationale, en dépit des « épreuves endurées par le peuple syrien », il fustige aussi « la volonté de certains d'en prendre le contrôle ».

Controverse

Les observateurs divergent sur l'interprétation à donner à ces lignes. Pour l'analyste Salam Kawakibi, directeur de recherche à l'Arab Reform Initiative, « Moaz a le sentiment que la communauté internationale, notamment les Etats-Unis, pousse en direction d'une solution sur le modèle de Dayton [l'accord de 1995, qui mit un terme à la guerre en Bosnie-Herzégovine en faisant la partition de son territoire] ou de Taëf [le traité de 1989, qui scella la fin de la guerre civile au Liban en

consacrant son émiettement communautaire]. Or, pour lui, toute division du pays est inacceptable ».

Dans les courants de gauche de l'opposition, on lie plutôt sa démission à la controverse qui a entouré la désignation, le 19 mars à Istanbul, de Ghassan Hitto comme premier ministre d'un futur gouvernement rebelle. La percée de cet ex-cadre d'entreprise issu de la mouvance islamiste syrienne implantée aux Etats-Unis a été dénoncée par certains opposants dits « libéraux » comme le produit des pressions du Qatar, notoirement favorable aux Frères musulmans.

L'idée même que la CNS se dote d'un gouvernement déplaît à plusieurs de ses membres, qui jugent cette initiative prématurée en l'absence de garanties financières internationales, ou redoutent qu'elle ne ferme la route à de possibles négoc-

ciations avec le pouvoir syrien. Moaz Al-Khatib avait lui-même appelé à l'ouverture d'un dialogue avec des représentants du régime, à condition que ceux-ci n'aient pas de sang sur les mains. S'est-il senti désavoué par la victoire de M. Hitt

qui, sitôt son élection, s'est dit opposé à toute négociation? C'est la thèse de Haytham Al-Manna, dirigeant du Comité de coordination pour le changement démocratique, une formation rivale de la CNS qui plaide en faveur d'une

solution négociée à la crise: «Le départ de Moaz est une gifle pour Hamad Ben Jassem Al-Thani [le premier ministre du Qatar].»

Seule certitude dans cette affaire passablement opaque: qu'il revienne ou non sur sa démission,

Moaz Al-Khatib devrait y gagner un surcroît de crédibilité, qui l'assure de demeurer au centre du jeu politique syrien. ■

BENJAMIN BARTHE

LE FIGARO

jeudi 28 mars 2013

La Ligue arabe adoube l'opposition syrienne

Le sommet des leaders de la région entérine également le « droit » d'aider militairement les adversaires de Bachar el-Assad.

DÉLPHINE MINOUI dminoui@lefigaro.fr
CORRESPONDANTE AU CAIRE

PROCHE-ORIENT Le moment fut historique: sous une pluie d'applaudissements, l'opposition syrienne a pris mercredi à Doha le siège vacant de la Syrie à la Ligue arabe. Dans la salle où s'est ouvert le 24^e Sommet des chefs d'État du monde arabe, au Qatar, le drapeau de la révolution a remplacé celui de la République de Syrie. Un signal fort adressé à Bachar el-Assad, après deux ans de conflit ayant coûté la vie à au moins 70 000 personnes. Damas a aussitôt estimé que cette décision « interdisait définitivement (à la Ligue arabe) de jouer un rôle dans la solution de la crise en Syrie ».

Cette étape supplémentaire dans la pression internationale exercée sur le régime de Bachar el-Assad permet aussi de surmonter des dissensions au sein de l'opposition, illustrées dimanche dernier par la démission, non acceptée, du chef de

la Coalition nationale syrienne, Ahmad Moaz al-Khatib. Dans un discours remarqué devant les leaders arabes, ce dernier a rejeté toute ingérence extérieure en affirmant qu'il revenait au « seul peuple syrien de choisir celui qui le dirigera et la manière dont il sera gouverné », et qu'« aucun pays étranger ne le fera à sa place ». « L'opposition ne vendra pas son pays », a-t-il insisté, s'adressant vraisemblablement à son hôte qatarien, auquel il a déjà reproché dans le passé des velléités de mainmise sur l'opposition.

Fidèle à son franc-parler, al-Khatib en a également profité pour tancer l'Occident, lui reprochant son manque d'aide significative à la rébellion. Il s'est même directement adressé à Washington, affirmant avoir demandé au secrétaire d'État américain, John Kerry, « l'extension du bouclier antimissile Patriot », que l'armée

américaine a déployé en Turquie – une demande aussitôt refusée par l'Otan. Invoquant le besoin urgent de défendre le peuple syrien, « massacré depuis deux ans sous les yeux du monde entier », selon les mots d'al-Khatib, l'opposition syrienne a également accueilli avec enthousiasme l'entérinement, par la Ligue arabe, du « droit » de ses États membres d'assister militairement les rebelles. « Chaque État membre a le droit d'apporter, selon sa volonté, tous les moyens d'autodéfense, y compris militaires, pour soutenir la résistance du peuple syrien et de l'Armée syrienne libre », précise le communiqué final du sommet arabe.

Le courroux de l'Iran

La réaction de la République islamique d'Iran, fidèle alliée de Bachar el-Assad, ne s'est pas fait attendre. « Confier le siège de la Syrie à la Ligue arabe à ceux qui n'ont pas le soutien du peuple établit un mode de fonctionnement dangereux pour le monde arabe, qui peut créer un précédent pour d'autres membres de la Ligue », a déclaré, depuis Téhéran, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian.

La décision de la Ligue arabe pourrait également indisposer certaines capitales occidentales inquiètes de la montée en puissance des djihadistes en Syrie, qui craignent que les armes destinées aux anti-Assad ne tombent entre de mauvaises mains. ■

Les Brics s'opposent aux livraisons d'armes

LES PAYS émergents dits Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont fait part mercredi de leur préoccupation face à la détérioration de la situation militaire et humanitaire en Syrie, ainsi que devant les risques d'escalade militaire en Iran.

« Nous (...) réaffirmons notre opposition à toute militarisation supplémentaire du conflit », soulignent les leaders des cinq pays dans le communiqué final de leur sommet annuel à Durban, rejetant implicitement toute livraison d'armes à l'opposition armée au président syrien Bachar el-Assad.

(AFP)



Le chef de la Coalition nationale syrienne, Ahmad Moaz al-Khatib (au centre), mercredi, lors de l'inauguration du siège du gouvernement syrien en exil à Doha au Qatar.

The PKK Announcement: Can Turkey Build a Kurdish Cordon?

David Pollock and Soner Cagaptay

Washington should work with Ankara, the Syrian opposition, and Baghdad to ensure that new PKK peace talks alleviate their mutual concerns about Syria's future and the Kurdish question.

On March 21, Abdullah Ocalan, jailed leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), announced that his organization would withdraw its militants from Turkish soil after more than four decades of waging war there. The announcement follows recent news that Ankara has begun official peace talks with the PKK aimed at ending the long conflict in the southeast. A successful resolution would deliver peace to Turkey and bring the Syrian Kurds -- some of whom have at least indirect ties to the PKK -- closer to Ankara. This in turn would strengthen Ankara's hand as it strives to unseat Bashar al-Assad's regime next door. Alongside Turkey's rapprochement with the Iraqi Kurds, the process could help Ankara build a "Kurdish axis" in the Middle East, or at least a friendly cordon. Yet rivalries with Iran and Baghdad could complicate any such plans.

BACKGROUND

The new peace talks are based on the premise that Ocalan holds sway over the organization he founded and can therefore deliver a deal. After Turkish forces captured him in 1999, he was tried and sentenced to death, but the sentence was later changed to life imprisonment when Turkey abolished capital punishment in 2002 in order to qualify for EU accession. Accordingly, he has spent more than fourteen years in solitary confinement. Initial discussions have already made his imprisonment more bearable, however (e.g., Turkish media reports indicate he was recently given cable television).

Although Murat Karayilan became the PKK's leader after Ocalan's capture, the founder still holds sway over the group and is revered as a cult figure by the rank and file. Hence, many members would likely comply if he told them to lay down their weapons. For now, the PKK has pledged to withdraw its fighters, and Turkey will reciprocate with a broad amnesty for the rank and file. Ankara will probably also grant Ocalan house arrest; Deputy Prime Minister Bulent Arinc came close to conceding as much during a June 2012 television interview.

There are potential stumbling blocks, however. In addition to Karayilan, the PKK's leadership circle includes three other important names: Cemil Bayik and Duran Kalkan (Turkish Kurds who are seen as Karayilan's equals), and Fehman Huseyin (a.k.a. Bahoz Erdal, a Syrian Kurd). Whereas Karayilan is known to be malleable to Ocalan's views, Kalkan and Bayik have an operational partnership that is not fully under Ocalan's control. And Huseyin, who is in charge of training militants, is known to act on his own initiative. Although none of the three seems likely to challenge Ocalan at the moment, Kalkan has expressed some reservations about the talks, stating, "If you want to stop the fighting, you need to talk to us [the fighters in the mountains]." He is also known to be close to Tehran, which opposes a Turkey-PKK deal. At the same time, Bayik has good ties with the Iranian Kurds, while Huseyin has broad appeal among the Syrian Kurds.

All of this suggests that even if Ocalan delivers large parts of the PKK under a peace deal, the other leaders could form splinter groups in the mid to long term, most likely with support from Iran. Just as radicals broke away from the Irish Republican Army after a ceasefire was reached in the late 1990s, forming the "Real IRA" and continuing to fight the British government, a "Real PKK" could arise in response to the talks with Ocalan.

THE IRANIAN ANGLE

For Tehran, Turkey's emerging rapprochement with the PKK raises acute

questions. Ever since Ankara threw its lot behind the Syrian uprising in late 2011, Iran has encouraged the group to target Turkey. Indeed, a number of last year's PKK attacks in southeastern Turkey are known to have originated from Iran; if the PKK disarms, Tehran will be deprived of this lever.



A Turkey-PKK entente would also make it easier for Ankara to reach a better understanding with one of the group's affiliates, the Democratic Union Party (PYD), the main Syrian Kurdish militia based south of the Turkish border. This in turn could help Turkey and the Syrian Kurds work together against Assad, whose regime Tehran still strongly supports.

In light of these concerns, Iran will likely step up its support for diehard anti-Turkish PKK splinter factions. It might also cultivate new Syrian Kurdish proxies who would be willing to turn against either Turkey, anti-Assad Kurds, or both. In addition, Tehran could increase its aid to (and instigation of) a variety of smaller terrorist cells opposed to Turkey or moderate Kurds, both in the region and beyond. For instance, many Turks and Kurds suspect that Iran was behind the recent assassination in Paris of three top Kurdish PKK activists, in an abortive effort to derail the Ankara-PKK rapprochement.

THE IRAQI ANGLE

In Iraq, two distinct reactions to the peace talks are now in prospect. For Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) and its president, Masoud Barzani, a full-fledged Turkey-PKK accord portends a substantial political and personal victory. In addition to cementing the strong political, economic, and security bonds that have developed over the past few years between Ankara and Erbil, it would advance the KRG agenda of helping Syria's Kurds achieve greater freedom by working with Turkey against the Assad regime, instead of the other way around.

Conversely, a Turkey-PKK deal would pose problems for Iraq's central government in Baghdad, especially for Prime Minister Nouri al-Maliki. His relations with Ankara have soured greatly in recent years, with serious disputes over oil, Assad, and Turkish ties with the KRG. Thus, he will look askance at anything that accelerates the trajectory of Turkish success at his perceived expense.

Even so, there are ways to bridge these rival views. For example, knowledgeable Iraqi journalists report that the United States has begun working more directly with Baghdad to contain jihadist spillover from Syria. This could convince Maliki that Turkish-Kurdish cooperation against the Assad regime need not threaten his own government, at least not directly. He may then be less inclined to tolerate Iran's increasingly desperate efforts to sow discord between Turks and Kurds while sending aid across Iraqi territory to Assad's tottering dictatorship.

ENTER THE SYRIAN KURDS

Syria's 2.5 million Kurds, who dominate patches of territory along the northern border with Turkey, present a bewildering array of parties, factions, personalities, local councils, militias, and coalitions. Assad's regime has largely lost control of this region, but most Syrian Kurds are focused on running their own affairs rather than joining the mainstream opposition, which refuses to accept their aspirations for autonomy or even "political decentralization." Symptomatic of this split was the PYD's announcement this week that it will not recognize the selection of Ghassan Hitto as prime minister of the opposition's fledgling shadow government, even though he is of ethnic Kurdish origin.

Further complicating the picture are internal divisions among the Syrian Kurds. The PYD militia continues to harass and even kill other Kurds, most recently in villages near Afrin, north of Aleppo. Moreover, according to well-informed sources, some PYD elements have reportedly

⇒ made secret, self-serving local deals with both the regime and the opposition, including jihadist rebel elements such as Jabhat al-Nusra; they may even be working with Iraqi and Iranian agents. These sources also indicate that Ocalan privately told the PYD to cease and desist, but neither he nor its nominal chief, Saleh Muslim, really controls the group. At least some PYD members respond more to the extremist PKK elements ensconced across the Iraqi border in Qandil, who have reportedly vowed not to disarm for at least another two years.

Nevertheless, Turkey's emerging rapprochement with the PKK presents a new opportunity to stabilize relations with and among the Syrian Kurds. Given Ankara's ascent and Assad's decline, they could turn more decisively against the regime and toward Syria's main opposition coalition. Such a shift would solidify the promising but incomplete understanding that Barzani brokered between rival Syrian Kurdish factions last July. This in turn would promote the Turkish and U.S. objectives of overthrowing Assad, averting subsequent internecine strife in Syria, and minimizing spillover into neighboring countries. In the best case, a cordon of friendly Kurdish communities could emerge on Turkey's long, porous borders with Syria and Iraq, each boasting some measure of local self-government.

U.S. POLICY IMPLICATIONS

Washington has been commendably quick to welcome the new Turkey-PKK declarations. Less clear, however, are what steps it can take to help consolidate the historic initiative and build on its larger regional implications. In broad terms, the United States should enhance its support for Turkey and the Syrian opposition, with a view to bringing the Syrian Kurds on board with this common cause. At minimum, that means quickly

coordinating enhanced, direct humanitarian and other aid with all three parties, contingent on their willingness to avoid conflict with each other.

A more ambitious but still-realistic approach is to broker a better political understanding among the three regarding current and future phases of the Syrian crisis. This step, following Turkish-PKK detente, would likely entail an agreement in principle to maintain local Kurdish administration of the border regions that Kurds currently control, both in the short term and after Assad's ouster.

Washington should also give Baghdad more incentives to abandon Assad. That means offering additional assurances and tangible support for Iraqi efforts to secure the border with Syria. If Baghdad follows suit by curbing its active and passive backing of Damascus, Washington should offer further assurances that it will oppose any Turkish-KRG attempts to exact an undue political or economic price from Baghdad in terms of oil concessions or territorial claims.

Finally, the United States should prepare for the possibility of preempting what will surely be a concerted Iranian effort to sabotage these new moves. This means urgent, stepped-up monitoring and, whenever possible, joint preemption of Iranian-sponsored terrorist operations or other preparations against any of the initiatives discussed above.

David Pollock is the Kaufman fellow at The Washington Institute. Soner Cagaptay is the Beyer Family fellow and director of the Turkish Research Program at the Institute.

Arbil-Ankara fuel deal on pipeline, Barzani signals



BDP co-chair Selahattin Demirtaş (R) greets KRG Prime Minister Nechirvan Barzani after an Ankara meeting. AA photo

in the wake of his meeting in Ankara with Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan, in which Energy Minister Taner Yıldız and Foreign Minister Ahmet Davutoğlu also participated.

Private deals

Officials from the Turkish Energy Ministry did not confirm that Turkey and the KRG had finalized an energy deal during Barzani's visit, despite speculations on the matter. "There are private sector deals," Yıldız told reporters, stressing that Turkey respected the unity of the Iraqi state.

When reminded of the U.S. objection to an energy deal between the KRG and Turkey exclusive of Baghdad, Yıldız again referred to the private sector. "The private sector cannot remain indifferent to projects in Iraq ... There are projects that we undertook two years ago. There are [oil and gas] areas in the east and west [of northern Iraq] that we will work on," he said.

A broad energy partnership between Turkey and the Iraqi Kurds regarding the exploration and extension of oil-gas export pipelines from north Iraq to Turkish territory has been in effect since last year.

Meanwhile, the KRG prime minister also expressed support to Turkey's ongoing efforts to find the Kurdish issue a peaceful solution. ■

ANKARA - Hürriyet Daily News
Sevil Küçükkoşum

Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani has said the KRG has "started a process with Turkey" on an energy deal, underlining that the process is within the framework of the Iraqi Constitution.

"We have started a process with Turkey and whatever we do will end for

the benefit of the whole of Iraq," Barzani told reporters yesterday, in response to a question on whether Turkey and the KRG were close to reaching a deal, which is objected to by both the United States and the central government in Baghdad. "Whatever we have done and whatever we will be doing is within the [Iraqi] constitutional framework," he said.

"The agreement with Turkey about energy is not a new one," Barzani added,

Un nombre croissant de jeunes Européens partent se battre en Syrie

Les spécialistes de la lutte antiterroriste s'inquiètent des conséquences de cet embrigadement

Bruxelles
Bureau européen

Les responsables européens de l'antiterrorisme s'alarment du nombre croissant de jeunes qui rejoignent les rangs des groupes islamistes combattant en Syrie. Ils mettent en évidence, d'une part, les risques que courent ces jeunes, parfois inexpérimentés, dans une zone de conflits très violents et, d'autre part, les menaces pour la sécurité intérieure que pourraient représenter, à terme, certains de ces combattants revenant en Europe après avoir été endoctrinés et formés par des groupes proches de la mouvance Al-Qaïda.

Un rapport du ministère de l'intérieur britannique évoqué mercredi 27 mars par *The Times*, évalué à 70, voire 100, le nombre de Britanniques qui auraient rejoint le Front Al Nosra, l'un des groupes combattants les plus structurés, les plus radicaux et les mieux armés. Certains de ces jeunes seraient déjà battus ailleurs. D'autres subiraient, en Syrie, leur baptême du feu.

Les Pays-Bas pensent que trois de leurs ressortissants, sans doute recrutés dans une mosquée, auraient été tués dans les combats. La Belgique estime que de 50 à 80 combattants sont déjà partis en Syrie, dont deux jeunes Flamands convertis et probablement approchés puis recrutés par le groupe dissous Sharia4Belgium, dont le dirigeant, Fouad Belkacem, est assigné à résidence. Les parents de Jeroen Bontinck, 18 ans, et Brian de Mulder, 19 ans, ont raconté qu'ils ignoraient la conversion de leurs enfants au salafisme et leur départ vers la Syrie. D'autres témoignages ont évoqué l'embrigadement de mineurs à Bruxelles.

« Le plus inquiétant est que des jeunes se radicalisent en quelques semaines », relève Erwin Bakker, spécialiste du contre-terrorisme à l'université néerlandaise de Leyde. Le rapport du ministère britannique de l'intérieur parle de ces recrutements comme d'« un problème européen ».



Des rebelles syriens apprennent le maniement d'un lance-roquettes, près d'Idlib, en décembre 2012. AP

Aaron Zelin, un chercheur du Washington Institute for Near East Policy, un think tank américain, estime que de 2 000 à 5 000 étrangers sont en Syrie. Parmi eux figurent plusieurs centaines d'Européens, venus notamment des Balkans, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne ou d'Espagne, selon Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

Leur profil n'est pas uniforme. « Il y a des idéologues, des idéalistes, mais aussi des gens qui veulent simplement afficher leur solidarité avec une rébellion que, ne l'oublions pas, nous soutenons officiellement », souligne Gilles de Kerchove. Il apparaît toutefois que les filières de recrutement les plus actives sont liées à la mouvance la plus extrémiste. « Et si tous les jeunes qui partent ne sont pas des combattants au départ, ils risquent de côtoyer sur place les éléments les plus dangereux dans un conflit qui s'éternise », ajoute le coordinateur européen.

Les enquêtes sur les canaux de recrutement restent, à ce stade, balbutiantes. « Il n'est pas certain que

toutes les recrues passent par des filières », note M. de Kerchove. Dans certains cas, des jeunes ont tout simplement recherché sur Internet un billet d'avion vers la Turquie, d'où ils comptaient passer ensuite en Syrie. D'autres voyagent en avion charter, par groupe de trois ou quatre, d'Allemagne vers Antalya. Ils disposent d'une adresse de contact dans la zone frontiè-

face au déséquilibre des forces en Syrie ou le simple attrait d'un combat – dont la réalité est méconnue – peuvent attirer fortement des jeunes.

Si cette « task force » belge peut difficilement empêcher les départs, elle peut être d'un grand secours quand ces jeunes reviendront en Europe, juge Erwin Bakker. Souvent, ils reviennent déçus. Il n'est pas rare que ceux qui les accueillent les méprisent et les considèrent comme des amateurs, seulement utiles pour leur propagande. Les groupes djihadistes se méfient aussi de ceux qu'ils peuvent percevoir comme des espions. Et la plupart de ces jeunes n'auront effectué que des tâches subalternes, comme l'évacuation des cadavres.

« Leur frustration peut renforcer, à leur retour, leur radicalisme et leur volonté d'en découdre, relève un spécialiste européen. Si certains doivent être traduits en justice, d'autres peuvent être aidés. Ils pourront notamment servir à informer ceux qui songeraient à suivre leur exemple. » ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

De retour en Europe, les combattants étrangers peuvent représenter une menace pour la sécurité intérieure

re et l'appellent dès leur arrivée.

Très préoccupée par le phénomène, la ministre belge de l'intérieur a créé une « task force » regroupant différents services officiels visant à endiguer la radicalisation et ses conséquences. Une tâche a priori très difficile, jugent des experts. Car le sentiment d'appartenance à un groupe, la colère

Syrie : Hollande recule sur l'armement des rebelles

Par Georges Malbrunot

On se doutait bien qu'il y avait un hic. Prenant la mesure des difficultés qu'il y aurait à maîtriser l'écoulement des armes que la France proposait de livrer aux rebelles syriens, François Hollande a fait machine arrière jeudi dans son intervention télévisée.

«Il ne peut pas y avoir de livraisons d'armes à la fin de l'embargo (européen, ndlr) c'est en mai, s'il n'y a pas la certitude que ces armes seront utilisées par des opposants légitimes et coupés de toute emprise terroriste. Pour l'instant, nous ne l'avons pas, cette certitude, nous ne le ferons pas tant qu'il n'y a pas de certitude qu'il y a un contrôle total par l'opposition de la situation», a assuré le chef de l'État sur France 2.

Sachant que ce «contrôle total» de la rébellion par des opposants non djihadistes ou non salafistes est irréaliste, à court terme, des livraisons d'armes françaises aux insurgés ne sont donc pas pour demain. Officiellement du moins...

François Hollande semble avoir découvert l'Amérique.



Depuis qu'il a lancé cette idée d'armer les rebelles pour rééquilibrer le rapport de forces entre insurgés et loyalistes, de nombreuses voix avaient mis en garde contre les dangers d'une telle stratégie, risquée pour de nombreuses raisons. Il semble même que les différents services de renseignements français n'étaient pas forcément sur la même longueur d'ondes. D'où la décision, révélée par Le Figaro, de comparer les plans de la DGSE, DCRI et de la DRM sur les différents groupes armés engagés dans la lutte pour renverser le régime de Bachar el-Assad.

Pourtant, les chantres de cet armement assuraient disposer d'une «cartographie» de la rébellion. Bref, ajoutaient-ils un tant-

net péremptoire, «nous savons qui fait quoi sur le terrain».

«Peut-être», leur répondaient d'autres plus sceptiques comme ce militaire français, que nous savons assez bien qui sont les cadres de l'Armée syrienne libre du général Sélim Idriss, mais le problème, c'est que sur le terrain, ceux-ci ne constituent qu'une partie de la rébellion et qu'entre eux et d'autres groupes moins fréquentables, les passerelles existent, ce qui rend le contrôle des armes qu'on leur donnerait extrêmement aléatoire», prévenait ce militaire, bon connaisseur du Moyen-Orient.

C'est également la thèse de l'équipe de Lakhdar Brahimi, le médiateur international, présente sur place à Damas et qui passe son temps à s'entretenir avec les chefs des très nombreux groupes armés, apparus depuis un an.

«Il est impossible d'avoir une cartographie exacte de l'ensemble de la rébellion», nous assurait il y a un mois à Damas un des membres de l'équipe Brahimi. «Ah oui, mais nous (Français, ndlr), nous avons des contacts, bien avant les experts de l'ONU», nous répondait la

semaine dernière un diplomate. Sous entendu, «nous savons mieux que ceux qui sont sur le terrain ce qui s'y passe».

«Pourquoi nous sommes-nous alors si lourdement trompés», avais-je envie de répondre. Depuis deux ans, combien de fois a-t-on entendu des hauts-responsables affirmer que «les jours de Bachar el-Assad (étaient) comptés» ou que «l'histoire s'accélérait» en Syrie.

Pourtant, chez les militaires comme chez les hommes du renseignement, des voix insistaient sur les difficultés d'armer les rebelles. Sans parler des réserves extrêmement fortes d'un certain nombre de pays européens. Bref, comme ce fut souvent le cas dans la gestion de la crise syrienne, par réalisme, Paris finit par reculer, après des déclarations tonitruantes. Peut-être a-t-on également pris conscience du risque terroriste qu'un tel choix faisait peser sur les intérêts français au Liban voire en Irak.

Le problème est que cet affichage nourrit des espoirs que l'on douche aussitôt après, chez tous ceux que l'on veut aider. Il n'y a pas de meilleurs moyens de jeter tous ces déçus dans les bras des plus radicaux... □

Los Angeles Times

March 31, 2013

Kurds flee Aleppo neighborhood under Syrian government attack

By Raja Abdulrahim and Lava Selo

BEIRUT – Residents of a Kurdish neighborhood in the Syrian city of Aleppo fled Sunday under intense government shelling estimated at three shells per minute, activists said.

The bombardment on the Sheikh Maqsood district came two days after opposition fighters said they seized the strategic neighborhood. Residents were told to leave as government troops fought to regain parts of the district, said Riyadh Islam, an activist with the Aleppo Media Center.

The mostly Kurdish residents fled to the predominantly Kurdish town of Efrin, northwest of Aleppo, he said.

Aleppo, once Syria's economic hub, has experienced intense fighting and aerial bombardment from government troops, interspersed with short periods of calm, since the rebels attempted to seize control of the city in the summer. Parts of Aleppo are under opposition control while others remain in government hands.

In the east of Syria, state media reported that "armed terrorist groups" set oil wells ablaze Sunday in the Deir Ezzor province after a dispute about sharing oil. The government refers to the opposition as terrorists.

The Syrian Arab News Agency reported that an official with the Ministry of Petroleum and Mineral Resources said the groups have been attacking the oil fields in order to sell the fuel. The official said that nine oil wells had been set on fire but six of the fires had been put out.

An opposition activist from Deir Ezzor province could not confirm the oil well fires but confirmed that rebel groups have been fighting over the oil since they began seizing the wells months ago. The activist, Abu Shahim, said that groups within the rebel Free Syrian Army have clashed over the control and sale of the oil and have turned guns and even tanks against each other at times.

Those rebels have been refining the oil and selling it to industrial customers at reduced prices for personal gain, he said.

"They are Free Syrian Army but criminals and highway robbers," he said. □

Syrian rebels take Assad's seat at Arab League talks

DUBAI

They seek recognition from U.N. and others to further isolate Damascus

BY HALA DROUBI
AND RICK GLADSTONE

To the outrage of Syria's government, the opposition coalition leader formally took the country's vacant seat at an Arab League summit meeting on Tuesday and immediately requested broader recognition, including from the United Nations, as part of an effort to further ostracize President Bashar al-Assad.

The decision to grant the Arab League seat to the Syrian opposition coalition, recommended by the Arab League's foreign ministers at a meeting this month, was considered a symbolic but important milestone in the Syrian conflict, which began two years ago. The Arab League suspended Syria's membership in November 2011 in reaction to Mr. Assad's repression of political protests, which have evolved into a civil war that has left 70,000 people dead and millions displaced.

"Syrian people alone should determine who rules the country," the leader of the opposition delegation, Moaz al-Khatib, said in a speech at the Arab League summit meeting in Doha, Qatar, after the host, Sheik Hamad bin Khalifa al-Thani, the emir of Qatar, formally invited him to take the seat as other ministers applauded.

Mr. Khatib called the Arab League's decision "part of the restoration of legitimacy that the people of Syria have long been robbed of."

Even before Mr. Khatib took his seat, Mr. Assad's government reacted harshly in anticipation of such a move.

Mr. Khatib was accompanied to the meeting by other prominent opposition figures, including Ghassan Hitto, a naturalized American citizen from Syria who was elected as the coalition's interim prime minister last week. Images broadcast from the meeting showed the opposition's green and black flag with four red stars placed to Mr. Khatib's right, replacing the Syrian government's red, white and black flag with two green stars.

The moment of triumph for Mr. Khatib and Mr. Hitto overshadowed, for the moment, the fractiousness that has

troubled the opposition coalition. Mr. Khatib announced his resignation a few days ago out of frustration at what he called insufficient help from foreign powers, although that decision did not appear to be final. The selection of Mr. Hitto was made in a sharply divided vote.

Using the Arab League as a new perch of legitimacy, Mr. Khatib said the opposition now wanted "the seat of Syria at the United Nations and at other international organizations."

Mr. Khatib also told the ministers that

he had requested that NATO extend its Patriot missile-defense protections deployed in southern Turkey to include a section of rebel-held territory in northern Syria, where opposition forces remain vulnerable to Syrian Air Force attacks.

But there was no indication that NATO would comply with such a request, which would amount to a partial no-fly zone imposed on Syrian airspace. Turkey, a NATO member that supports the Syrian insurgency, had requested the Patriot defenses to deter the threat of Syrian airstrikes on its territory.

Turkey finds arms cache near its border with Syria

AKCAKALE, TURKEY

REUTERS

The Turkish authorities said Friday that they had seized thousands of guns in a warehouse near the Syrian border, and a local news agency said the weapons had been destined for Syria.

The firearms — including more than 5,000 shotguns and rifles, starting pistols, and 10,000 cartridges — were discovered during a raid in a village on the edge of the border town of Akcakale and displayed to journalists on Friday. Turkey has a number of firearms manufacturers, and the starting pistols could easily be converted to fire live ammunition.

The Dogan News Agency in Turkey said that the weapons were awaiting delivery to Syria and that the 35-year-old owner of the depot had been detained.

The news agency quoted police sources as saying the firearms had a market value of around 3 million Turkish lira, or about \$1.7 million.

Turkey supports the uprising against President Bashar al-Assad, now in its third year, and has allowed refugees and rebels to cross the two countries' porous 900-kilometer, or 560-mile, border.

But it has ruled out arming rebel fighters, fearing it could be drawn into a destabilizing regional conflict.

U.S. charges insurgent

A former U.S. soldier has been charged with fighting alongside a terrorist group that is battling the government of Mr. Assad, whose ouster the United States has sought for nearly two years, Scott Shane reported from Washington.

The former soldier, Eric Harroun, 30, of Phoenix, Arizona, who served in the U.S. Army from 2000 to 2003, is accused of entering Syria in January and participating in attacks on government forces carried out by Al Nusra Front, which U.S. officials say is part of Al Qaeda in Iraq, a designated terrorist group.

Mr. Harroun, who posted reports about his time in Syria online, was

charged Thursday in Alexandria, Virginia, with "conspiring to use a destructive device outside the United States," a crime that can carry a life sentence. He was arrested Wednesday after arriving at Dulles International Airport outside Washington and made an initial appearance in U.S. District Court on Thursday.

According to an affidavit, Mr. Harroun told an F.B.I. agent that he was part of an "R.P.G. team," firing rocket-propelled grenades, which qualify as a "destructive device" under the law. The charge does not have any connection to terrorism, though more charges could be filed later.

Al Nusra is part of a diverse array of opposition groups fighting Mr. Assad's forces. While the United States shuns Al Nusra as a Qaeda affiliate, it is helping to funnel arms to other opposition factions and training their fighters in Jordan.

On his Facebook page, Mr. Harroun wrote that "the only good Zionist is a dead Zionist." But he also told the F.B.I. that "he hated Al Qaeda, that he did not know any Al Qaeda members, and that he would fight against any regime if it imposed Shariah in Syria because he was opposed to all forms of oppression." Shariah is Islamic law; Al Qaeda and many less violent Islamic fundamentalists support the universal enforcement of a hard-line form of Shariah.

"If this guy's telling the truth, there's an interesting question as to why we're prosecuting him," said Robert M. Chesney, a law professor at the University of Texas who specializes in national security. "He seems to be fighting on the U.S. side, but with the wrong people."

The F.B.I. affidavit said Mr. Harroun was discharged from the Army in 2003 after he was injured in a car accident. He has traveled in the Middle East and Asia in recent years and entered Syria in January from Turkey. In a video posted to YouTube in January, he spoke to the camera, saying, "Bashar al-Assad, your days are numbered." In February, he posted a photo on Facebook saying, "Downed a Syrian Helicopter then Looted all Intel and Weapons!"

Road to autonomy and the Kurdish factor: Help or hurdle for Turkey's EU bid?

BY MARIANNA CHAROUNTAKI*

The emergence of the Kurdish issue has occupied Turkey's domestic agenda for 30 years; however, it only became a matter of major concern with the capture of the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan, in Kenya in 1999, and the US's direct involvement, which put the Kurdish issue in the international spotlight. Since then Turkish decision-makers have had to face this issue openly.

The importance of the Kurdish issue as a central factor in the analysis of Turkey's "democratization," of which its "Europeanization" process is a notable expression, is significant. This is even more evident today vis-à-vis the crisis the region is currently undergoing, considering the pressure stemming from Ankara's Syrian policy, the strengthening of Ankara's relations with the Kurdish region of northern Iraq -- which is a regional fact in tandem with official negotiations with the PKK's leadership -- and even more governmental attempts to finalize a new constitution.

Within this context, the Kurdish factor in Turkey's democratization attempts can actually be seen only as a positive element in the development of Turkey's socio-political structure. Whereas writings on Kurdish-Turkish relations under the prism of Ankara's potential EU accession have mostly examined the EU-Kurdish dimension as a one-way relationship, where the emphasis is on how the EU can provide the Kurds with legal recognition and a safer living environment, I argue that it is actually a dual process where the Kurdish issue also creates a demand for EU activity. The Justice and Development Party's (AKP) Kurdish initiative in 2009, which paved the way for a political solution to the Kurdish issue, indicates a real change in Turkey's Kurdish political discourse and practice since its rise in power from 2002 onwards. It is also a promising commitment that seemingly favors democratic reforms and thus it is inextricably linked with the implementation of Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan's policy of the "democratic opening." Yet, many changes are needed. Not just to satisfy the EU's Copenhagen criteria, but more importantly to link directly with the necessary alterations to Turkey's proposed constitutional reforms, which can produce



only positive changes for the majority of the society.

Turkey's democratic opening, along with its European journey, is the result not only of Erdoğan's policies but the supportive role played by the US from the era of President George W. Bush to the present day. However, the resolution of the Kurdish issue prior to an EU entrance holds great significance for the Kurds per se and for Turkish politics as well, considering the complications the country's Middle Eastern policy is currently facing and will probably continue to face until the region's political landscape is eventually settled. Not only would it be a contributing factor to Turkey's acceptance by the EU and simplify the whole process, it would also result in a more mutually beneficial solution between the Kurds and Ankara. Turkey's entrance into the EU thus seems dependent on an a priori political and peaceful resolution to the Kurdish issue. This can only be achieved through a compromise between the Kurdish and Turkish demands.

Accelerating democratic reforms

The question of how much time the Kurdish issue will take to be resolved is directly linked to the extent of the AKP's desire to accelerate its policy of democratic reforms towards full democratization. Hence, the relationship between Turkey's Kurdish issue and its democratization and Europeanization constitutes a "vicious triangle." This triangle is a factor of the same recurring variables: It is dependent on the degree of cooperation between the government and Turkey's democratic circles, the AKP's democratic discourse depicted in the announcement of the Kurdish initiative in 2009, but most crucially on the AKP's actual willingness to implement the necessary constitutional

reforms.

A key factor in this has been Prime Minister Erdoğan's success in controlling the country's dominant military structure. Simultaneously, the critical role of the PKK in the current Syrian crisis, as well as the AKP's need for Kurdish support in its plan to construct a new constitution, imply that Ankara should now consider the importance of gaining the cooperation of the Kurds as a key factor in the country's democratization process. The progressive steps proposed under the governance of the AKP regarding Turkey's Kurdish issue are some of the most promising signs for future developments the country has ever seen and the only green light at the moment that could end the long period of Kurdish waiting.

Yet, this compels Ankara to first acknowledge the creation of the PKK as a Kurdish reaction to the state's security approach to the Kurdish issue and then to dissociate the latter from Turkey's discourse on the issue of terrorism. It seems therefore that the AKP's best bet is not only to convince Kurds through its secular policies but also to implement the necessary reforms and structural changes in order to achieve its goal of democratization by completing the country's Europeanization process. However, this is entangled with the resolution of Turkey's Kurdish issue. On the other hand, and in contrast to the 20th century's Kurdish claims for independence, the Kurds nowadays interpret autonomy in terms consistent with the needs of the 21st century.

Thus, if the Turkish government indeed accepts the Kurdish offer as portrayed in the model of "democratic autonomy," not only will the PKK phenomenon of the last 30 years be eliminated, but Turkey's EU accession, and thus the country's democratization, will finally be realized. □

*Dr. Marianna Charountaki is a post-doctoral fellow at Reading University (UK). Her research interests range from international relations and foreign policy analysis to the international relations of the broader Middle East. She is the author of the book "The Kurds and US foreign policy: International Relations in the Middle East since 1945."

Turkey and the PKK

The war may be over

Will a Kurdish leader's peace offering stick?

ANKARA

ABDULLAH OCALAN, the Kurdish rebel leader and sole inmate of a Turkish island prison since 1999, should by now "have become a perfect irrelevance, the living dead, a Kurdish Ariel Sharon. And yet he had not. His every delusional sally, every spasm of self-pity and promotion was greeted by his supporters as evidence for an ability to outsmart his jailers." Thus wrote a puzzled Christopher de Bellaigue, a British author (and a former correspondent for this paper) in "Rebel Land", a tale of eastern Turkey published in 2009.

Five years on, Turkey is banking on Mr Ocalan's continued grip to end the 29-year-long rebellion waged by his outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). On March 21st, in a calibrated message read out by members of the pro-Kurdish Peace and Democracy (BDP) party to over a million Kurds gathered in Diyarbakir, in south-eastern Turkey, Mr Ocalan heralded the dawn of "a new Turkey", saying it was time for "the guns to fall silent and for ideas to speak". Assurances followed that the Kurds no longer had designs on Turkey's borders. Turks and Kurds ought to "unite under the banner of Islam".

Recep Tayyip Erdogan, Turkey's mildly Islamist prime minister, called Mr Ocalan's prose "positive". Murat Karayilan, a senior PKK commander in Kurdish-controlled northern Iraq, swiftly declared a ceasefire. The pro-government Turkish media were awash with triumphalism. "The war is over", assorted screeds declared.

This may be premature. Mr Ocalan did not set any deadlines for the withdrawal of some 3,000 PKK fighters from the mainly Kurdish south-east. Nor did he spe-



Ocalan is still pulling the crowds

cifically say they should disarm. In a subsequent interview Mr Karayilan was less diplomatic. His men were as ready for peace as they were for war. The ceasefire needs to be mutually observed and the government must embark on long-promised reforms, he said. Among these is a judicial reform package that would allow thousands of Kurdish activists and politicians, locked up on flimsy "terror" charges, to walk free.

An amnesty for PKK fighters untainted by violence and improved prison conditions for Mr Ocalan are also on the list. Above all, the Kurds want a new "democratic" constitution enshrining their own cultural and political rights. In short, any withdrawal needs to be synchronised with

these reforms. None of this will be easy. Seven previous ceasefires have come to naught.

Mr Erdogan is no stranger to risk. He has deposed hawkish generals and jailed hundreds of those who plotted to unseat him. His pro-secular and ultranationalist rivals are pitifully weak. His national spy chief and Mr Ocalan have stitched a deal. (Mr Erdogan's earlier threats to revive the death penalty may have had an effect.) Its terms were largely dictated by the government. It is rumoured to include assurances that the BDP will back Mr Erdogan's bid for the presidency next year.

Should he fail, Mr Ocalan may get the blame, which could lead to a splintering of the PKK. "This is Erdogan's true aim: to drive a wedge between Ocalan and the mountains," a veteran BDP official claims. Others speculate that he wants to buy temporary calm in order to secure an easy ride to the presidency.

Mr Erdogan owes his unprecedented heft to his vision and, most of all, to a strong pragmatic streak. It prompted him to embrace Iraq's Kurds, whose vast energy riches and seemingly limitless hunger for Turkish goods and services are expected to boost growth. In another dramatic U-turn Mr Erdogan decided to accept Israel's apology on March 22nd for its 2010 raid on a Gaza-bound flotilla, which left nine Turks dead (see article).

Mr Erdogan, whose many ambitions include hosting the 2020 Olympics in Istanbul, must know that a divided and more radical PKK is likely to resort to the sort of terrorism that would make Turkey's relatively calm cities unsafe. "Solving the PKK problem is not the same as solving the Kurdish problem," warned Safeen Dizayee, a spokesman for the Iraqi Kurdish statelet. History has shown that until their rights are granted, the Kurds will rise up again and again. ■



Tirs de l'artillerie turque contre des bases du PKK dans le nord de l'Irak

Erbil (Irak), 28 mars 2013 (AFP)

L'ARTILLERIE TURQUE a procédé à des tirs contre des bases irakiennes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une semaine après l'appel au cessez-le-feu du chef des rebelles, ont indiqué un responsable du PKK et une source au sein des forces de sécurité turques jeudi.

Les tirs d'obus, qui sont tombés dans la province de Dohuk, frontalière de la Turquie, "n'ont fait aucun blessé. Nos membres n'étaient pas là au moment de l'attaque" mercredi, a précisé un responsable du PKK à l'AFP sous couvert d'anonymat.

Les tirs visaient des bases arrière du PKK et avaient pour but de "dissuader les rebelles d'entrer en Turquie", a précisé une source au sein des forces de sécurité turques.

C'est la première fois que l'armée turque visait des bases arrière du PKK en Irak depuis l'appel du chef du PKK emprisonné Abdullah Öcalan au cessez-le-feu et au retrait du territoire turc, rendu public la semaine dernière.

Le commandement militaire du PKK a officialisé samedi cette trêve et précisé que le retrait ne commencerait qu'après la mise en place de mécanismes "ad hoc" chargés de le surveiller.

Fruit de plusieurs mois de pourparlers avec le gouvernement islamico-conservateur au pouvoir en Turquie, l'appel du chef historique du PKK a ravivé les espoirs de paix dans un conflit qui a fait plus de 45.000 morts depuis 1984. ○



Des Syriens chiites membres d'une milice, à Zayta en Syrie, le 26 février.(Reuters)

En Syrie, le Hezbollah sème ses milices

ANALYSE ♦ Le Parti de Dieu mais aussi l'Iran ont tissé un réseau aux côtés des loyalistes afin de défendre leurs intérêts si le régime tombait.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**

Mehdi Abdallah Saleh a été enterré le 24 juin 2012 dans le cimetière d'Elin, non loin de Baalbek, dans la plaine libanaise de la Bekaa. C'est le Hezbollah, lui-même, qui a annoncé que l'homme avait été tué en «accomplissant son devoir de jihadiste». Les funérailles de Haidar Mahmoud Zeineddine se sont déroulées à Nabatieh (sud du Liban), le 2 novembre. Même commentaire - «tué pendant sa mission jihadiste». Cette fois, c'est Al-Manar, la chaîne de télévision du parti chiite, qui a fait état de sa disparition. En revanche, jamais le lieu et les circonstances de la mort des «jihadistes» chiites ne sont évoqués et, lors des obsèques, les journalistes se voient interdits de prendre des photos. Mais pas besoin d'être devin pour savoir que «les martyrs sacrés», pour reprendre la terminologie du Hezbollah, ont été tués en Syrie.

Au départ, le Parti de Dieu a envoyé des combattants pour protéger les villages chiites, notamment dans la région frontalière d'Al-Qoussayr, proche de Homs, le cœur battant de la révolution syrienne. Puis leur mission, au fur et à mesure que l'insurrection progressait, s'est étendue à la protection de la frontière elle-même. Une zone vitale pour le Hezbollah : c'est le principal couloir d'acheminement des armes qui lui parviennent d'Iran. Mais, à présent, les miliciens chiites libanais combattent aussi aux côtés des forces loyalistes.

ENCLAVES. Dès février 2012, un combattant du nom d'Al-Harb, originaire de la

région libanaise d'Al-Cheikh, a ainsi été tué, selon le site Middle East Transparent, d'une balle dans la tête lors des combats pour reprendre le quartier rebelle de Bab Amro. Le Hezbollah a prétendu qu'il avait été touché lors d'un exercice militaire à balles réelles.

Mais le parti chiite libanais n'a pas fait qu'envoyer des combattants. Il a développé des avatars de sa milice dans les villages syriens chiites. A présent, sur ces localités, flotte un drapeau quasiment identique à celui du Parti de Dieu, où l'on retrouve le fameux fond jaune et l'emblématique kalachnikov qui règne sur le monde. Et, toujours dans la région d'Al-Qoussayr, des milices du Hezbollah affrontent désormais directement les rebelles. Sur la frontière, elles ont une liberté totale de manœuvre, l'armée libanaise étant, en partie, contrôlée par des officiers chiites qui lui sont proches.

Selon des officiels américains travaillant sur le Proche-Orient, cités dernièrement par le Washington Post, le Hezbollah, mais aussi l'Iran, ont commencé à mettre en place un réseau de milices à l'intérieur de la Syrie dans le but de défendre leurs intérêts si jamais le régime de Bachar al-Assad tombait ou était obligé de quitter Damas. Si, ajoutent-ils, ces milices se battent aujourd'hui pour que Bachar al-Assad demeure au pouvoir, Téhéran n'exclut pas que la Syrie se fracture en enclaves communautaires, religieuses ou tribales. D'où la nécessité pour le régime iranien d'avoir, à long terme, des unités opérationnelles dans le pays pour défendre ses intérêts. Selon un haut responsable américain, toujours cité par le quotidien américain, Téhéran soutiendrait aujourd'hui pas moins

de 50 000 miliciens en Syrie.

Le fer de lance de cette force pro-iranienne est le Jeish al-Shabi, une milice qui recrute à la fois des chiites syriens et des alaouites (la minorité au pouvoir en Syrie). Selon David Cohen, sous-secrétaire pour les problèmes de terrorisme et de renseignements financiers au département du Trésor américain, cité par le même journal, le Jeish al-Shabi «est essentiellement une joint-venture entre les gardiens de la révolution iranien et le Hezbollah». «Les premiers apportent le financement et les armes, les seconds s'occupent de l'entraînement des combattants, aidés aussi par des officiers iraniens», précise-t-il. Toujours selon le Trésor américain, «des versements de routine de millions de dollars» sont effectués par Téhéran au profit de ces milices. Elles ont été créées sur le modèle du Bassidji, la célèbre force paramilitaire iranienne, liée aux pasdaran (Gardiens de la révolution), qui s'est notamment illustrée dans la répression des manifestations après la victoire truquée de Mahmoud Ahmadinejad à l'élection présidentielle de 2009.

CHAOS. Or, à la différence des shabbiha, au départ des gangs de «fantômes» (voyous) que le régime a transformé en milices, le Jeish al-Shabi est une force professionnelle. Elle rappelle la naissance du Hezbollah, en 1982, lorsque les Gardiens de la révolution iranienne, soutenus par le régime de Hafez al-Assad, fondèrent une milice armée dans la plaine de la Bekaa libanaise, majoritairement chiite. A cette époque, Téhéran et Damas avaient profité de la fragmentation du pays par la guerre civile et la défaillance de l'Etat. Depuis, le Hezbollah est devenu la première force politique et militaire du Liban. Il a créé un état chiite au sein de l'Etat libanais, ce qui ne l'empêche pas de participer actuellement au gouvernement.

Même scénario en Irak où, profitant du chaos né de l'invasion américaine et de la désintégration de l'Etat, Téhéran a imposé ses milices et partis, tous chiites évidemment. En Syrie, la situation est différente car alaouites et chiites ne constituent qu'environ 10% de la population. Mais si le régime d'Al-Assad perd Damas, s'il se réfugie dans le réduit alaouite du nord-ouest, si le pays se fragmente et s'enfoncent dans la guerre civile, les milices pro-iraniennes, avec l'aide du Hezbollah, épauleraient alors les forces loyalistes avec la mission d'empêcher la reconstitution d'un Etat dominé par les sunnites qui leur serait hostile.

Cette solution ne serait pas idéale pour Téhéran mais lui permettrait de continuer, via un port ou un aéroport, de poursuivre son objectif premier : continuer à ravitailler en armes le Hezbollah. Une hypothèse de plus en plus retenue par Washington. «Un des scénarios dont tout le monde parle est que les gens se replient sur leur zone... et nous aurions alors une désintégration du pays, et qui sait où cela conduirait», déclarait John Kerry, le nouveau secrétaire d'Etat en janvier. ♦

Après l'adieu aux armes d'Abdullah Öcalan, quelle solution pour la question kurde en Turquie?



JEAN MARCOU

*Professeur à Sciences Po Grenoble,
directeur des Relations
Internationales*

Le 21 mars dernier, à l'occasion de la fête de Newroz (le nouvel an kurde), Abdullah Öcalan, le leader du PKK (Partiya Karkerên Kurdistan - Parti des travailleurs du Kurdistan), a lancé un appel au cessez-le-feu, en enjoignant les combattants de l'organisation rebelle dont il est le fondateur, de quitter le territoire turc. Cette initiative se veut la première étape d'un processus qui pourrait aboutir à un règlement politique de la question kurde en Turquie. Depuis la fin de l'année dernière en effet, le gouvernement de l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi - Parti de la justice et du développement) mène des pourparlers avec l'icône de la guérilla kurde en Turquie, qui purge depuis 1999 une peine de prison à vie sur l'île d'İmralı, au large d'Istanbul. Ces démarches suivies de trois visites de députés du BDP (Barış ve Demokrasi Partisi, Parti pour la paix et la démocratie), le parti kurde parlementaire, au prisonnier le plus célèbre de Turquie, ont permis de lancer un "processus de paix", dont le cessez-le-feu décrété le 21 mars, constitue le point de départ.

Ce n'est pas la première fois que le PKK appelle à un cessez-le-feu, mais le discours d'Öcalan du 21 mars constitue un événement qui deviendra peut-être historique si un règlement intervient, ne serait-ce que parce qu'il a revêtu une solennité particulière et qu'il comporte un engagement inédit à abandonner la lutte armée. Lu en kurde et en turc à une foule immense venue fêter Newroz à Diyarbakır, ce texte a pour la première fois appelé Kurdes et Turcs à l'unité, rappelant qu'ils avaient combattu ensemble lors de la bataille des Dardanelles pendant la Première guerre mondiale et soulignant que les deux peuples avaient fondé le parlement de la nouvelle Turquie, au début de la Guerre d'indépendance lancée par Mustafa Kemal en 1920. Le gouvernement de l'AKP, qui depuis son arrivée au pouvoir s'est montré plus favorable que ses prédécesseurs à la recherche d'une solution au problème kurde, n'en est pas à son coup d'essai en la matière. En 2009, il avait lancé en direction des Kurdes une "ouverture démocratique" qui s'était rapidement enlisée, avant de procéder l'année suivante à une série de rencontres officielles avec le PKK à Oslo, en Norvège, qui avait débouché sur un échec et sur la reprise intensive de la guérilla. Après "l'ouverture démocratique" et le "processus d'Oslo", les négociations

actuelles peuvent-elles aboutir ?

L'indice majeur qui plaide en faveur des démarches en cours est sans nul doute la détermination des principaux protagonistes. Tant le gouvernement turc que les représentants de la partie kurde (BDP, PKK) n'ont cessé d'affirmer leur souhait inébranlable d'aller jusqu'au bout, et ils ont déjà prouvé qu'ils pouvaient surmonter des épreuves dangereuses comme l'assassinat de trois militants kurdes en janvier à Paris, et plus récemment la publication de fuites dans un grand quotidien turc accusant l'AKP d'avoir accepté d'octroyer aux Kurdes un meilleur statut contre leur soutien à la mise en place du régime présidentiel dont rêve Recep Tayyip Erdoğan pour se maintenir au pouvoir jusqu'en 2023 (année du centenaire de la République fondée par Mustafa Kemal). La lecture du discours d'Abdullah Öcalan, le 21 mars, devant un océan de drapeaux kurdes et de portraits du leader du PKK emprisonné, a suscité la critique des dirigeants turcs qui auraient aimé voir aussi des drapeaux turcs s'agiter ce jour-là. Mais cette absence remarquée n'a finalement pas représenté pour le processus en cours un revers aussi embarrassant que celui qu'avait constitué pour "l'ouverture démocratique", en 2009, l'incident de Habur (accueil par une foule kurde enthousiaste d'un groupe de militants du PKK ayant accepté de déposer les armes).

Il faut dire que la motivation qui s'exprime actuellement de part et d'autre tient également à une convergence bienvenue d'intérêts. Bien qu'il entretienne actuellement d'excellentes relations avec la région kurde autonome d'Irak du nord, le gouvernement de l'AKP s'inquiète du délitement des Etats irakien et syrien qui se traduit par la multiplication dans l'environnement proche de la Turquie de zones kurdes de facto indépendantes qui pourraient avoir des tentations irrédentistes. Plus généralement, il redoute que la question kurde devienne un foyer de déstabilisation intérieure au moment même où ses relations sont difficiles voire tendues avec Téhéran, Bagdad ou Damas, et où la Turquie doit vivre avec la guerre syrienne à ses portes. A l'opposé, du côté kurde, l'état d'esprit a changé. La lutte armée du PKK, son dogmatisme et son culte du chef ont vieilli dans une Turquie où les voies politiques de revendication (élections nationales et locales, référendums, manifestations, désobéissance civile...) peuvent être empruntées plus facilement qu'auparavant. Dès lors, comme l'a reconnu Abdullah Öcalan lui-même, à

l'occasion de son discours de Newroz, il est grand temps de tourner la page pour essayer de construire un système nouveau de cohabitation politique entre Turcs et Kurdes.

L'entreprise est pourtant difficile et incertaine. En dépit de la détermination affichée, aucune feuille de route précise n'a été mise sur pied, et le doute demeure sur la forme et la procédure que suivra le règlement d'un conflit, qui a fait près de 45 000 victimes et près de 2 millions de déplacés, au cours des 3 dernières décennies. Jusqu'à présent cette imprécision a sans doute permis aux acteurs de ce "processus de paix" atypique d'avancer, sans trop prêter le flanc aux critiques des irrédutibles. Mais il faudra bien que les intentions ultimes soient dévoilées un jour...

La première étape du règlement envisagé doit consister en un départ des combattants du PKK du territoire turc, mais qui présidera au bon déroulement de ce mouvement de retrait. Le BDP a proposé de recourir à une commission parlementaire pour encadrer les opérations. Mais le gouvernement est réticent à l'idée d'associer le parlement à l'entreprise et préférerait constituer un comité des sages, dont la taille et la composition n'ont pas encore été arrêtées. Le 26 mars dernier, le quotidien Akşam a annoncé qu'un premier groupe de combattants avaient quitté le territoire turc, mais l'armée turque dont les F-16 ont effectué plusieurs vols de reconnaissance ces derniers jours, a démenti l'information. Pour sa part, le président de la République, Abdullah Gül a estimé que les membres du PKK devaient quitter la Turquie désarmés. Mais l'accepteront-ils ?

Ces premières réactions montrent à quel point la mise en œuvre du processus initié peut être délicate, et ce d'autant plus que le sort des rebelles repentis reste incertain. Soucieux de ménager les franges les plus nationalistes de son opinion publique, Recep Tayyip Erdoğan n'a cessé d'affirmer qu'il n'y aurait pas d'amnistie pour ceux qui ont fait couler le sang et qui ont été directement impliqués dans la lutte armée, en les invitant implicitement à s'exiler. Mais pour aller où ? Demeurer dans leurs bases arrières d'Irak du nord ad vitam aeternam, rallier les pays d'Europe du nord (Danemark, Norvège...) où les opposants kurdes sont déjà nombreux ? Le chef du gouvernement turc a également rejeté l'idée d'une grâce accordée à Abdullah Öcalan, voire même celle d'un simple assouplissement de ses conditions

de détention. Mais peut-on imaginer sérieusement un règlement durable de la question kurde en Turquie, si le prisonnier d'İmralı demeure derrière les barreaux à quelques encablures d'Istanbul...

En outre, même réussi, le retrait des membres du PKK laissera entier le problème du règlement politique en lui-même. Ce dernier soulève en réalité des

questions complexes. Redéfinition de la citoyenneté, mise en place d'une forme de décentralisation, éducation des enfants dans leur langue maternelle sont généralement les principales revendications émises jusqu'à présent par le BDP. Mais jusqu'où le gouvernement turc est-il prêt à aller pour les satisfaire ? Dès lors l'enjeu de la négociation finale ne sera pas mince et pourrait se solder, soit par une réussite, si

l'on arrive à répondre de façon satisfaisante aux principales interrogations précédemment énoncées, soit par un enlisement du processus, s'il s'avère que "le processus de paix" en cours s'est construit sur un trop grand nombre de malentendus quant aux sujets négociables et au sort ultime d'Abdullah Öcalan.

la libre.be 22 mars 2013

Le douloureux choix des Kurdes de Syrie

Les uns soutiennent l'insurrection contre le régime de Bachar al-Assad, d'autres préfèrent rester neutres.

Syrie Reportage Envoyé spécial à Dudiyan (Syrie)

Damien Spleeters

À l'entrée de Qabbasin, un village situé dans les plaines agraires du nord d'Alep, le drapeau révolutionnaire partage le vent avec les couleurs d'un Etat qui n'existe sur aucune carte officielle : le Kurdistan. La bannière rouge, blanche et verte, frappée en son centre d'un soleil jaune, est aujourd'hui présente, avec d'autres symboles, dans toute la chaîne de villages des alentours où vit une majorité de Kurdes - la plus importante minorité ethnique de Syrie, présente également en Turquie, en Iraq et en Iran.

Les ambitions des Kurdes, et leurs relations avec le gouvernement de Bachar al-Assad, sont complexes et loin d'être partagées à l'unanimité. Souvent ignorés et maltraités par le régime en place, certains Kurdes de Syrie tentent aujourd'hui de garder une certaine neutralité. Mais le jeu est d'autant plus troublé que plusieurs accrochages armés ont eu lieu récemment entre combattants kurdes et insurgés arabes, le long de la frontière turque.

"Nous ne voulons pas un nouveau pays"

Pourtant, choisir le camp qui sortira vainqueur est une question qui devient inévitable à mesure que le conflit évolue. Elle hante non seulement les Kurdes, mais aussi les autres communautés minoritaires de Syrie : chrétiens, chiites ou Druzes. Le combustible

des traditions, ethnies et religions, et la menace des représailles, d'un côté comme de l'autre du champ de bataille, pourraient faire survivre la lutte de pouvoir au président actuel et contesté.

Les habitants du petit village de Qabbasin, eux, ont fait un choix, celui de l'insurrection. Ils ont un objectif : renverser le régime de Bachar al-Assad. Leur décision, à l'encontre d'une certaine conception de la loyauté kurde telle qu'officiellement définie par Damas ou Ankara, n'est pas forcément suivie par l'ensemble de leur communauté ethnique.

Ici, pourtant, les hommes balayent d'un revers de la main les rêves nationalistes de leurs compatriotes : "Nous ne voulons pas d'un nouveau pays", affirme abruptement Shaban Sheikh Abdo. "Nous voulons simplement accéder aux mêmes droits que les autres Syriens. Certains Kurdes alimentent leur rêve d'indépendance : cela ne nous vient même pas à l'esprit". Fermier de 35 ans devenu guérilleros, M. Abdo commande la katiba Saladin - du nom du héros d'origine kurde du XIIe siècle. Son unité, composée de soixante à septante hommes, a la particularité de mêler Arabes et Kurdes. "Nous vivons ensemble, nous nous battons ensemble", explique-t-il. "Rien ne nous sépare : nous avons le même objectif". Pour ce commandant, le choix a été clair depuis 2011. Avant le départ des forces du régime à l'été 2012, avant même

la création de la katiba Saladin, il menait déjà des actes de sabotage. "La nuit, le visage masqué, nous attaquons les points de contrôle tenus par l'armée. Le jour, nous retournons au travail, comme si de rien n'était", affirme le commandant.

Le bon côté de l'Histoire

Si le gouvernement turc soutient l'Armée syrienne libre, il se méfie des Kurdes qui la composent et craint qu'une région autonome ou semi-autonome kurde puisse servir de base arrière pour des attaques transfrontalières sur le sud-est de la Turquie. Le régime syrien, quant à lui, pourrait vouloir jouer sur les disparités entre les ethnies kurdes et arabes, pour les affaiblir et éviter de grossir les rangs de l'insurrection. Au delà de la géopolitique, le village de Dudiyan, qui fait aussi partie de la constellation kurde du nord d'Alep, symbolise peut-être le mieux les choix douloureux auxquels la minorité ethnique doit faire face.

En créant, le 17 juillet 2012, sa Maison du Peuple, le village était convaincu qu'il se mettait du bon côté de l'Histoire. Situés à un jet de pierre de la frontière turque, tout près d'un important poste frontière contrôlé par l'insurrection, les habitants attendent toujours l'arrivée de l'aide humanitaire internationale. Six Maisons du Peuple ont vu le jour l'année passée. Sortes de conseils municipaux, elles se partagent la gestion de

quatre-vingt-deux villages du Nord de la Syrie, proches de la frontière turque, où vit une population d'origine kurde, arabe, et turque. "Nous assurons les services à la communauté, nous agissons en médiateurs en cas de problèmes, et nous nous occupons également des relations extérieures", explique Muhammed Hassan, le président de la Maison du Peuple de Dudiyan.

M. Hassan, comme le commandant Abdo, partage la vision d'un futur où "Kurdes, Arabes, et Turcs vivraient en harmonie, dans une Syrie démocratique et libre". Comme son compatriote, il ne réclame pas non plus la création d'un Etat kurde indépendant, mais entretient cependant le désir d'une autonomie locale accrue, symbolisée par le concept de la Maison du Peuple. Ici, les quarante membres de la structure ont tous été élus à main levée par les habitants des villages réunis après que les élections aient été annoncées au mégaphone. Dans une Syrie post-Assad, "nous organiserons des élections tous les quatre ans", promet M. Hassan.

Dans le petit village, les besoins sont criants : docteurs, médicaments, générateurs pour l'électricité, eau potable, essence, farine. "En tant que Kurdes, notre accès à l'aide humanitaire est rendu plus difficile, voire inexistant", affirme un autre membre de la Maison du Peuple de Dudiyan, Ahmed Ibrahim. "Lorsque nous nous sommes organisés, la Turquie nous a demandé de faire un choix : soit nous nous affirmons en tant que Kurdes, soit en tant que révolutionnaires. Nous avons pris une décision et en portons les conséquences : nous ne recevons pas d'aide."

Mortar attack at Damascus University kills 12 students

DAMASCUS

Each side blames other after 12 students die at Damascus University

BY ANNE BARNARD

Enrollment at Damascus University had plummeted. Distant explosions interrupted lectures and exams. Getting to class had become a chore with all the security checkpoints tying up traffic throughout the capital.

But the gates remained open at Syria's most prestigious place of higher education and students kept coming, preparing for a future when their country was not in the midst of a ferocious civil war.

Only about a quarter of the students had ventured back to Damascus University's engineering campus for exams on Thursday, just two days after a mortar shell exploded a few hundred meters away.

It was a shiny, cloudless spring day, irresistible to several dozen students clustered at an outdoor cafe, smoking, chatting and studying as a cool wind tossed the eucalyptus trees overhead.

"I was laughing," Abdelhamid Rifai, a third-year student, recalled later. "I straightened my chair, and then it happened."

A mortar shell crashed through the orange canvas awning and exploded. Twelve students lay dead or fatally wounded, slumped at tables and sprawled on the concrete floor, said university staff members who arrived moments later.

In an instant, the two-year war tearing at the country had burst into a campus that, like much of the Syrian capital, had done its best to go about business. It was the first time the university had suffered such a deadly attack.

At the scene itself, the awning that had shielded cafe tables from the sun was drooped and riddled with holes. Pools of blood congealed on the concrete patio, littered with upended plastic chairs and packs of Gauloises and Winston cigarettes.

At the hospital, standing outside the room of a friend wounded in the attack, Roaa Salem, a student, said she would not come back.

"I know Syria needs us right now," she said, "but..." She trailed off. "Enough," she said. "I give up."

The Syrian war had already transformed the lives of many students. They have lost friends to attacks off campus. They struggle to concentrate. Many stay



home; others walk three kilometers, or nearly two miles, to class because of ubiquitous security checkpoints that choke traffic. Instead of staying out late at restaurants, Mr. Rifai now goes home at 4 p.m. to play video games or help a neighborhood militia watch the streets for suspicious strangers.

After the mortar strike on Thursday, many students said, they felt they — and their education — had become targets.

"They want to stop our studies," said Alaa, a student standing outside the campus gate, still holding the clear plastic ruler she had brought to her interrupted exam.

The engineering dean, Muhammad Gharib, said, "They want to paralyze the country." He was getting into a car to drive his daughter, a first-year student, to safety. "The students are innocent," he said.

Exactly who "they" were remained unclear. The government blamed rebel fighters, who have edged into outlying neighborhoods of the Syrian capital, within easy artillery range of the heart of the city.

Insurgents have struck with increasing audacity at President Bashar al-Assad's center of power in recent weeks. But the main rebel fighting group denied responsibility, asserting that it would never target a school filled with students, and suggested that Mr. Assad's agents had carried out the attack to inflame passions against the rebellion.

In Damascus, the war is ever-present, but largely held at bay. All day and all night, the whack of outgoing mortar shells and the thud of impact can be heard in the center. Concrete barriers lace the streets, some painted with hearts and Syrian flags. But most fighting remains on the outskirts.

On Thursday, after the attack, women pushed children in strollers to busy parks. Vegetable sellers hawked spring garlic and fuzzy green almonds.

Mr. Assad's government has actively

sought to incubate an aura of normalcy in the center of Damascus despite the mayhem that has flared in other parts of the capital, but that effort has increasingly faltered. In recent weeks, central Umayyad Square and the nearby Tishreen presidential palace have been targeted in insurgent mortar attacks, although there had been few casualties.

Last week, a bombing at a Damascus mosque near Mr. Assad's Baath Party headquarters killed more than 40 people including the top Sunni Muslim cleric in the country. The insurgency and the government blamed each other for that bombing.

Students interviewed after the attack on the cafe said that, normally, at least 400 students would have been taking Thursday's exam. But increasing fears of war-related violence had led to heavy absenteeism, and the number of test takers was more like 50.

The Associated Press, quoting an unidentified Syrian official, said at least 20 people had been wounded in the university attack.

The state news media attributed the attack to "terrorists," the government's generic term for armed rebels who have been fighting to topple Mr. Assad, calling it a "barbaric massacre."

Loaey Mikdad, a spokesman for the Free Syrian Army, the main rebel fighting group, denied responsibility. "This is just inhumane and we would not do it," Mr. Mikdad said in a telephone interview.

It is certainly not the first time during the conflict that university students have been killed or wounded on campus. Two months ago, more than 80 people were killed at Aleppo University — also during exams — when multiple explosions possibly caused by airstrikes or bombs struck near a dormitory complex. The Assad government and insurgents accused each other of responsibility in that attack.

Hopes, Suspicions Over Peace in Kurdish Rebel Hideout

Patrick Markey and Isabel Coles / Reuters

Qandil Mountains, Iraq. - Shattered stone houses recall Turkish air strikes on Kurdish rebels holed up in the Qandil mountains of northern Iraq. Life is harsh amid the snowcapped peaks, supplies are sparse and armed forays across into Turkey perilous in the extreme.

Yet rebel chief Abdullah Ocalan, who declared a ceasefire from his Turkish prison cell last week, may not find it easy to coax his fighters down as part of any deal to end a conflict that has taken over 40,000 lives.

"There are mixed feelings," said Ocalan's military commander, Murat Karayilan, in a hamlet below the Qandil range. "Hundreds of my comrades lost their lives at my side.

"I have to tell you, our comrades want to continue this struggle. The organization has decided on peace, but the middle level fighters are saying we can continue our war," he told Reuters. "I am working with them so they accept this as well."

The moustachioed image of Ocalan hewn into the mountainside across the valley serves as a reminder of who leads the PKK, even 14 years after his capture by Turkish special forces in Kenya. But Ocalan himself told Kurdish politicians recently he was frustrated by scepticism in Qandil about the peace process.

"I'm angry with them," he said.

The force is small but dogged, some 3-4,000 in Iraq and 1,500-2,000 in Turkey, where they have targeted Turkish troops as well as bombing cities including Istanbul and beach resorts.

Ocalan's authority as founder of the Kurdistan Workers Party (PKK), could evaporate if mail communication with Qandil breaks down over the 1,400 kilometers (900 miles) separating Qandil and Imrali island. He narrowly escaped the gallows after a 1999 trial, but may yet be dispatched to political oblivion.

HAZARDOUS JOURNEY

Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan risks the wrath of nationalists who fear any deal granting Kurdish demands for autonomy and broader cultural freedom would quickly relaunch a drive for full Kurdish independence. Moreover, in talking with the PKK, he treats with a grouping designated terrorists by the European Union and the United States besides Ankara.

Erdogan says forces will continue operations against the PKK as long as they do not lay down arms, but he has given assurances rebels would not be targeted as they left Turkey. Karayilan, however, wants guarantees on this from parliament.

Guerrillas said Turkish jets flew over



A Kurdistan Workers Party (PKK) fighter stands guard at the Qandil mountains near the Iraq-Turkish border in Sulaimaniya, 330 km (205 miles) northeast of Baghdad March 24, 2013. (Reuters Photo/Azad Lashkari)



Murat Karayilan, acting military commander of the Kurdistan Workers Party (PKK), speaks during an interview with Reuters at the Qandil mountains near the Iraq-Turkish border in Sulaimaniya, 330 km (205 miles) northeast of Baghdad March 24, 2013.

the mountains on Monday, and PKK fighters retaliated against helicopters approaching the border on Wednesday.

"We are ready for war, but we are ready for peace, too," Karayilan said in a small room decorated with Ocalan posters. "If there are any attacks against our forces they have the right to defend themselves."

Karayilan, sporting a bushy grey moustache like Ocalan and dressed in olive green Kurdish baggy trousers and tunic, said fighters could withdraw to Qandil by autumn, with safe passage. It is however a long journey, and in the past a hazardous one.

The mountain road snaking into PKK-held territory is dotted with wreckage. A shrine holds portraits and scraps from what is described as a family car caught in a Turkish air strike. In one village, a collapsed concrete building marks where more Turkish bombs fell in retaliation for PKK attacks inside Turkey.

Below the peaks, PKK fighters brandi-

shing Kalashnikovs wave trucks and cars through remote checkpoints that demarcate Iraqi Kurdistan from rebel-controlled land. The co-existence between the PKK enclave and the Kurdistan government, which is cultivating good relations with Ankara, is an uneasy one.

LEAVING THE MOUNTAIN

A woman who gave the nom de guerre Hevin Ciye, said she left Qandil after being imprisoned by the PKK for a month over a dispute with a superior who had refused to allow the women to wear shorts in a volleyball match. The scars of three bullet wounds on her left arm are a permanent reminder of more profound ordeals during her nine-year stay in the mountains.

"It was harder than words can describe," she told Reuters in the Iraqi Kurdish capital Arbil, where she now runs fast-food concession stands in several shopping malls. "When we left the camp [during bombing], we moved almost every night and used the rucksacks in which we carried our ammunition as pillows."

In sorties across the border into Turkey, they ate wheat mixed with water or boiled leaves and grass, bedding down in caves or under trees to evade Turkish forces.

Karayilan said talk of PKK rebels handing over their arms was still premature, before constitutional reforms to address their demands for Kurdish rights and recognition. But behind the scenes talks advance tentatively and, according to media leaks, have produced the outline of a plan.

"More than a concrete agreement, there is a mutual understanding now," said Karayilan, who was born in the same southeastern Turkish province as Ocalan, said. "There are a lot of risks in the process, but it is the right step to take."

After opening its military campaign in 1984 to demand an independent Kurdish state in the south, the PKK has

moderated its demands to political autonomy and broader cultural rights in a country where the Kurdish language was long formally banned.

Many fighters are from southeastern Turkey, the Kurdish heartland where many say they faced discrimination and oppression. Erdogan took a political risk in easing restrictions on the Kurdish language and culture, winning the opprobrium of nationalists who fear a disintegration of Turkey.

CAVES AND HUTS

Life is far from idyllic, fighters moving regularly to evade air raids, sleeping in caves, in stone huts, in the woods or under canvas. Meals are largely beans, rice and meat.

The PKK promotes women's equality to recruit in traditionally male-dominated Kurdish society and female fighters in combat fatigues are much in evidence in the stronghold.

One woman guerrilla, who said she'd joined PKK ranks at 13 and spent 15 years in Qandil, knows freedoms and status she enjoys here may sit ill with a traditional

Kurdish home where women are often more confined to kitchen and children.

"In our society, women are not valued. I feel my place and my value more here."

Another female fighter also had reservations about leaving the mountain after so long, and returning home.

"We cannot really leave this life," she said, sitting with a rifle in her lap. "I say to myself sometimes, if I return to live with my family, and peace and freedom is achieved, how will I leave behind the life I have gotten used to?"

There perhaps lies one of the problems — not unfamiliar to those seeking to end an insurgency. The guerrilla existence, the mountain, becomes a way of life.

"Neither female nor male fighters want to leave the free life they have in the mountains," Karayilan said. "But we have to make them believe."

The questions of disarmament and reintegration of combatants have tested peace efforts from Northern Ireland to South Africa.

Foreign mediators could be brought in to oversee disarmament and reintegration,

as happened in Northern Ireland. Certainly, there is a strong element of distrust on both sides.

For PKK fighters like Botan, eight years fighting in Qandil and Turkey have shaken any belief Ankara would play its part.

"History shows me there is no room to trust the Turkish state," the former construction worker said.

The drive for peace on both sides followed from a summer when PKK attacks reached new heights and the Turkish authorities responded by arresting hundreds of Kurdish activists and renewing bombing raids on Qandil.

Truces have been declared and secret talks held with the PKK in the past, but there is a weariness on both sides with generations of young men, mostly Kurds, dying in the conflict. It is a conflict that has battered the Turkish economy and pitched the southeast into poverty.

"We are at a stage where the Kurdish and Turkish public want peace," Karayilan said. "Erdogan has to take steps to solve the Kurdish issue and put his name down in history." ●

middle east online
میدل ایست اونلاین

March 30, 2013

Turkey's thirst for Kurdistan oil raises tensions with Baghdad to new peak

Erdogan announces discussion of terms of energy partnership with Iraqi Kurds in first public confirmation of project that could aggravate tensions in powder keg region.

Middle East Online

ANKARA - Turkey is discussing the terms of an energy partnership with Iraqi Kurds, the country's prime minister said Friday in the first public confirmation of a project that could aggravate tensions in the powder keg region.

Analysts have said the move -- aimed at securing affordable oil and gas supplies to fuel Turkey's rapid economic growth -- also risks damaging ties with the United States, its major ally.

"We are in the process of striking a trade agreement with them (Iraqi Kurds)," Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said in an interview with the CNN-Turk television.

Referring to a Baghdad-controlled oil pipeline to Turkey that operates well below its capacity to transport 70.9 million tonnes a year, he said the aim was to "make the existing pipeline more active."

He suggested that it might be extended with multiple oil and gas pipelines.

The partnership threatens to worsen a long-running dispute between Baghdad and the autonomous Kurdistan region in northern Iraq over how to exploit the country's energy wealth.

It is also raising eyebrows in Washington, where there are concerns that it could tip the volatile country towards disintegration and push an increasingly isolated Baghdad into Iran's embrace.



Erdogan: No article in Iraq constitution can prevent this trade

Erdogan dismissed the concerns and said the Kurdish regional government had a right under the Iraqi constitution to use part of its energy resources with whichever country it chooses.

"Why did northern Iraq feel the need to make such an agreement with us? ... Because they cannot agree with (Iraqi Prime Minister) Maliki," he said.

"There is no article in the (Iraqi) constitution that can prevent (the Kurdish regional government) from making this trade contract with us."

Erdogan hailed Turkey's energy cooperation with Iraqi Kurds as "win-win" for both sides.

Ankara has been at loggerheads with the Iraqi government over a number of issues, including Turkey's refusal to extradite fugitive Vice President Tareq al-Hashemi and the burgeoning energy ties with Iraqi Kurdistan.

The central Iraqi government has so far blocked Turkish efforts to step up their presence in northern Iraq.

In November, Baghdad blocked Turkish national energy firm TPAO from bidding for an oil exploration contract, a decision which Erdogan had said was not "smart business".

And in December, Baghdad barred a plane carrying Turkish Energy Minister Taner Yildiz from landing in Arbil as he was reportedly on his way to seal the much-speculated energy deal. ●